

# La Doctrine Biéconomiste

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le Mardi 24 Novembre 1931, à 14 heures*

PAR

**Basile-Ivan. KOUBASSOV**

Chevalier des Ordres de : Sainte Anne, Saint Stanislas, Saint Vladimir  
et Armes Saint Georges.

Ancien élève de la Faculté des Sciences de l'Université Impériale de Moscou  
et de l'Institut des mines de Pétrograd

Diplôme de l'Ecole des Officiers d'Artillerie, pilote-observateur.

Ancien élève de la section économique de l'Institut des Sciences à Berlin  
et de la Section diplomatique de l'Ecole libre des Sciences politiques de Paris.

Diplômé es-Sciences économiques et commerciales.

Licencié en droit de l'Université de Paris.

---

## JURY :

*Président* : M. W. OUALID professeur.

*Suffragants* : M. LESCURE, professeur.

M. MAUNIER, professeur.

---

LES PRESSES MODERNES

45 rue de Maubeuge, 45

PARIS

1931







**LA DOCTRINE BIÉCONOMISTE**





# La Doctrine Biéconomiste

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le Mardi 24 Novembre 1931, à 14 heures*

PAR

**Basile-Ivan. KOUBASSOV**

Chevalier des Ordres de : Sainte Anne, Saint Stanislas, Saint Vladimir  
et Armes Saint Georges.

Ancien élève de la Faculté des Sciences de l'Université Impériale de Moscou  
et de l'Institut des mines de Pétrograd

Diplôme de l'Ecole des Officiers d'Artillerie, pilote-observateur.

Ancien élève de la section économique de l'Institut des Sciences à Berlin  
et de la Section diplomatique de l'Ecole libre des Sciences politiques de Paris.

Diplômé ès-Sciences économiques et commerciales.

Licencié en droit de l'Université de Paris,

---

## JURY :

*Président* : M. W. OUALID, professeur.

*Suffragants* : M. LESCURE, professeur.

M. MAUNIER, professeur.

---

LES PRESSES MODERNES

45 rue, de Maubeuge, 45

PARIS

1931

*La Faculté n'entend donner aucune appro-  
bation ni improbation aux opinions émises dans  
les thèses; ces opinions doivent être consi-  
dérées comme propres à leurs auteurs*





# INTRODUCTION

---

Il paraît bien téméraire de vouloir remettre en question les bases économiques et sociales de la collectivité humaine et d'entreprendre de nouvelles recherches à la source même de la science économique.

En effet, il est bien difficile de chercher des formules nouvelles dans un domaine où toutes les idées semblent être pensées et repensées, où les coins les plus secrets paraissent être explorés, analysés et synthétisés, où les savants se contentent de critiquer plutôt les points de détails, bien que ces détails dépassent souvent la grandeur d'une science séparée, à cause de l'étendue variée et presque infinie de leur objet.

Et pourtant, il n'y a pas une autre science où les questions fondamentales soient aussi controversées et les doctrines aussi divisées que dans la science économique.

1. Quant à nos investigations d'ordre pratique ou doctrinal, nous pouvons nous retrancher modestement derrière cette considération, à notre sens bien plausible, que l'Humanité traverse actuellement une période intermédiaire de son existence, une époque de transition et de crises aiguës.

La société humaine se trouve si profondément ébranlée et la marche de l'évolution devient si rapide, que les forces latentes qui sommeillaient jusqu'alors, font irruption au grand jour avec une force nouvelle et cherchent un nouveau point d'appui pour tracer les directions à suivre.

*Incontestablement nous traversons une époque de révision des croyances les plus fermes, des principes et fondements les plus solidement établis, des valeurs scientifiques les plus éprouvées.*

Mais c'est surtout dans la matière économique que la discussion est acharnée. Il s'est trouvé même des économistes pour prophétiser la faillite de cette science et des lois qui gouvernent ses phénomènes.

Sans critiquer la valeur intrinsèque d'une pareille affirmation, le fait seul qu'elle ait pu provoquer un tel débat nous prouve que la science économique traverse une époque intermédiaire qui met en jeu les bases fondamentales et cherche de nouvelles voies.

*Le monde est ébranlé de fond en comble. L'Humanité tout entière traverse une crise d'enfantement. Elle cherche une formule nouvelle de vie, d'organisation économique et de bases sociales.*



La grande guerre qui a mis aux prises presque tous les pays du globe a bouleversé la vie économique des nations, a détruit ou créé des Etats entiers avec tous les changements politiques et toutes les répercussions économiques et sociales qui s'en suivirent. Enfin elle a mis à l'ordre du jour et même a résolu certaines questions dont la solution n'était que problématique avant les hostilités.

La Révolution russe avec son reflet naturel incarné dans le mouvement fasciste est un événement dont il n'est même pas encore possible de prévoir toutes les conséquences, tant celles-ci sont incalculables.

La crise est ouverte !

Nous sommes au point de départ d'une transformation économique, politique et sociale profonde.

Une crise de la science après une foule de découvertes et de formules nouvelles !

Une crise de la doctrine avec la dialectique nouvelle !

Une crise de l'application et de la méthode après les expériences tentées ou réalisées.

2. Si ces considérations à elles seules présentent un intérêt déjà bien suffisant pour entreprendre des recherches et des investigations dont nous nous sommes imposé la tâche, la grande guerre, la révolution russe et le mouvement fasciste nous fournissent des précédents économiques et sociaux gigantesques, des expériences pratiquées à grande échelle et des applications qui renferment de précieux enseignements.

Pour douloureuses que soient ces expériences, elles n'en sont pas moins immenses par leur échelle, par leur champ d'application ainsi que par la volonté persévérante qui s'efforce de réaliser les principes nouveaux.

En effet, ceux qui sont placés par l'Histoire en dehors de ce vaste laboratoire des expériences économiques et sociales, peuvent profiter pour ainsi dire gratuitement des enseignements très intéressants sans subir le choc de la plus rude réalité et la pratique de longues années de luttes opiniâtres.

Le cataclysme mondial, commencé avec la guerre, divise nettement l'histoire de l'Humanité en deux parties distinctes, et nous sommes particulièrement bien placés, en nous trouvant sur cette espèce de ligne-frontière, pour voir clair des deux côtés de la barre historique et, par conséquent, d'apprécier les avantages et les inconvénients des pierres angulaires qu'on pose aujourd'hui comme des jalons de l'organisation économique et sociale future.

Ainsi le sens de l'évolution économique et sociale ressort beau-



coup plus nettement dans ces époques de transition et de révision, et nous n'avons qu'à ouvrir les yeux pour percevoir les nœuds de cette évolution afin de se rendre compte de l'organisation de l'avenir et de pouvoir en retracer les grandes lignes.

L'importance des faits parle d'elle-même :

La réaction violente contre l'école libérale où la doctrine du laisser-faire et du laisser-passer, qui dans les cadres purement individualistes devient nécessairement pour les masses celle du laisser-souffrir et du laisser-mourir.

Le succès de plus en plus grand de l'interventionisme et de l'étatisme économique.

La tentative d'application intégrale des principes communistes dans la Russie des Soviets.

La nouvelle politique économique des Soviets et le revirement actuel.

La démocratisation de la vie sociale parallèlement avec l'internationalisation de la vie économique.

La décadence de la démocratie politique et le succès croissant du mouvement fasciste.

Tout ceci ne fait qu'ouvrir la liste très longue des faits et des événements de l'époque actuelle.

3. On oppose souvent la théorie à la pratique, la doctrine à la réalité, comme si l'un et l'autre étaient des choses contradictoires, intransigeantes et inconciliables.

Certes, il arrive parfois que la théorie et la pratique sont en désaccord manifeste. Mais ici certaines distinctions sont à faire.

Il y a des théories abstraites qui ne tiennent pas suffisamment compte des faits et de l'expérience, et les théories concrètes, qui ne sont autre chose que la synthèse des faits et des expériences fidèlement observés et ramenés à des principes généraux.

Pour dégager les idées fondamentales d'une doctrine, il ne suffit pas seulement de les faire asseoir sur une base solidement établie sur les faits, mais de voir encore la *dynamique* de ces faits dans leur enchaînement successif et d'observer les phénomènes dans leur évolution continue.

*Les utopies d'hier seront les réalités de demain et la vie d'aujourd'hui n'est que l'application des idées d'hier.*

C'est toujours aux doctrines qu'il faut demander les raisons des souffrances et des prospérités de la société humaine. *Car tout le mouvement économique et social se résume dans les doctrines.*

Elles donnent l'impulsion aux faits et aux événements. Mais elles subissent à leur tour par contre-coup l'influence et la domination de



la vie réelle, de sorte que dans les doctrines on retrouve et la cause et l'effet, les motifs et les résultats, l'indice de l'état moral d'une époque et le chemin à suivre.

Il est vrai que l'état de sciences et les doctrines actuelles ne nous fournissent pas encore tous les éléments indispensables pour formuler la loi du progrès humain dont le mirage nous séduit sans cesse.

Mais étant donné que *l'Homme est la Nature prenant conscience d'elle-même*, la logique des choses exige qu'il se mette en accord constant avec la ligne générale de l'évolution continue du monde organique et social, car la condition de cette évolution est le *réel gouverné par le vrai*.

*La société humaine a une fin morale à réaliser.* Elle doit être fondée sur les principes élémentaires de justice et à défaut de ce caractère et aussitôt qu'elle s'écarte de cette voie tracée par la Morale, elle marche inévitablement à sa ruine et sera nécessairement remplacée par une autre.

La vraie doctrine économique et sociale n'est en quelque sorte qu'un tableau pronostique de la vie future, bien que ce pronostic ne peut être que conditionnel et soumis aux principes des probabilités.

La doctrine a besoin de lignes simples et de partis pris tranchés. Elle n'emprunte à l'analyse scientifique que ce qui confirme et renforce ces partis-pris. Car, dans les constructions scientifiques les hommes cherchent toujours un moule, des formes concrètes et déterminées, des idées en quelque sorte matérialisées.

Toute doctrine économique et sociale comporte généralement trois parties bien distinctes :

- 1° L'interprétation du *passé* ;
- 2° Une étude objective sur le *présent* ;
- 3° La construction de la doctrine ; son application et ses répercussions sur l'*avenir*.

La construction doctrinale doit donc être bien assise sur les bases rationnelles solidement établies qui, à son tour, doivent être conformes à la ligne générale de l'évolution de l'Humanité. En matière économique et sociale, comme d'ailleurs dans toute matière morale, elle *doit s'inspirer des nécessités vitales, de la logique des événements et de la justice primitive.*

Deux problèmes doivent surtout attirer l'attention des explorateurs scientifiques du domaine économique et social : le problème de la *production* et celui de la *répartition*, le premier étant l'aspect économique et le second l'aspect social du même processus.

En effet, *pour vivre, il faut produire* ; pour satisfaire aux besoins les plus essentiels, il est nécessaire de commencer par organiser la production. C'est le problème économique par excellence.



Le problème de la répartition est un problème dérivé et secondaire ; il est conditionné par le régime de la production. Il intéresse plutôt le côté social du processus qui touche directement l'éthique. C'est le problème de la justice sociale par excellence.

*L'Homme rêve sa vie avant de vivre*, et cette particularité de l'intelligence humaine, à elle seule, suffit pour justifier la nécessité des recherches doctrinales, mais encore faut-il que la doctrine élaborée puisse soutenir vaillamment les attaques dirigées contre elle et de montrer sa viabilité et sa solidité pendant une période plus ou moins raisonnable, car nous ne croyons pas aux doctrines perpétuelles et immuables, applicables à tous les âges de l'Humanité et à toutes les époques de l'Histoire.

4. Un simple regard sur l'Univers suffit pour s'apercevoir de la dualité des phénomènes, de l'opposition constante et des contradictions antipodes qui y règnent : l'action et la réaction dans le monde physique (1), le plaisir et la douleur, l'amour et la haine dans le monde psychologie, la thèse et l'antithèse dans le monde logique, l'antinomie sociale des croyances, les théories philosophiques qui s'entre-nient et se combattent mutuellement, l'opposition économique de la concurrence et du monopole du chaos de l'anarchie et de la recherche continue de l'équilibre, la lutte des classes et la collaboration sociale, l'individuel opposé au social, etc...

Il convient de se demander s'il n'en est pas de même pour l'ensemble de l'économie humaine. Il est intéressant, en effet, de poser la question, *s'il n'y a pas deux économies humaines au lieu d'une, s'il n'y a pas deux économies soumises à des règles différentes et même opposées d'existence et de fonctionnement.*

Déjà Aristote parlait de deux *chrematistiques*, de la *chrematistique* naturelle et de la *chrematistique* qui ne l'est pas. *Karl Marx* dit que toute chose possède un *double* caractère : le caractère de bien et celui de marchandise, l'un dérivant de l'autre. La biologie nous fournit les *phénomènes de la lutte pour la vie et l'entente pour la vie, de la concurrence vitale et de la solidarité sociale.*

*La doctrine biéconomiste*, comme le terme le laisse deviner, suppose l'existence de deux économies séparées.

On dit et on répète assez souvent que ce serait une tâche aussi ingrate que peu utile au point de vue des découvertes de nouveaux principes, que de vouloir remettre en question les fondements mêmes de l'économie politique. Cela serait aussi peu fécond que si l'on voulait de nos jours reprendre la chimie d'avant Lavoisier.

(1) TARDE : *Oppositions*, p. 8 et 9.



L'allusion serait peut être justifiée si l'on voulait par cette nouvelle intrusion doctrinale ébranler les lois économiques, ces quelques rares lois qui font aujourd'hui la raison d'être de la science économique. Ce qui est certain, c'est que l'économie politique n'a pas encore eu son Lavoisier (1).

Certes, nous n'avons pas cette prétention aussi ambitieuse que de vouloir formuler les principes économiques intangibles, mais de débayer plutôt le terrain pour faciliter la tâche de ce Lavoisier à venir qui saura formuler avec une précision mathématique la loi qui régira l'ensemble de l'économie humaine.

Est-il besoin de dire que le but de cet ouvrage est de beaucoup plus modeste. Ce n'est pas une œuvre de savante érudition ni de recherche littéraire. Certaines parties ne sont même en réalité qu'un nouveau reclassement de vieilles idées qu'on trouve dans les manuels élémentaires, et ce n'est que pour donner une construction doctrinale plus nette, plus équilibrée qu'il nous a paru indispensable de les mettre en évidence. Beaucoup d'idées qui sont exprimées ici ne jouissent point de privilège de la nouveauté, et la plupart d'entre elles font déjà l'honneur à des économistes, sociologues et juristes éminents.

Par contre, c'est un ouvrage de spéculation, un ouvrage qui cherche à trouver une formule économique et sociale nouvelle et qui n'a d'autre préoccupation que de soulever une discussion autour d'un principe que nous croyons fondamental en ces matières et tenons pour une sorte de synthèse des tendances actuelles de l'évolution et des bases rationnelles.

Il est entendu que la présente étude ne pourra pas prétendre à la plénitude du développement des sujets entamés, surtout quant à l'exposé des détails, des applications et des preuves numériques que nous avons autant que possible évité dans l'intention de nous concentrer sur les idées générales plutôt que de nous perdre dans l'immense domaine d'applications et d'interprétations statistiques.

L'étude plus approfondie de la question posée exigerait plusieurs volumes; elle dépasserait singulièrement le cadre que nous nous sommes imposés d'avance et risquerait de noyer dans les détails fastidieux l'intérêt principal du problème posé.

La doctrine biéconomiste n'est en réalité qu'un essai, un effort timide en vue de formuler les premières propositions, une modeste tentative d'arrêter les bases d'une construction économique et sociale d'un avenir prochain.

Notre désir scrupuleux sera surtout de nous placer au point de

---

(1) P. CAUWÈS : Cours d'économie politique. T. I, p. 10.

vue des vérités premières chaque fois qu'il s'agirait d'apprécier les faits et les événements et d'imprimer à notre étude un caractère essentiellement *objectif et impartial*.

La plupart des doctrines actuelles s'inspirent des principes de la liberté, de la justice et de l'égalité. Dans la présente étude nous reprenons la source même de la science économique pour l'analyser et essayer de dégager un nouveau principe qui aurait les avantages préconisés par ces doctrines sans en subir les inconvénients.

*Le principal but de cet ouvrage est de mettre en lumière un principe fondamental qui jusqu'ici est resté à l'ombre pour faire asseoir ensuite sur cette nouvelle base toute l'économie humaine.*

En ne nous occupant principalement que de la production et de la distribution biéconomiste, nous laissons presque entièrement de côté la question de la circulation et des échanges, en même temps que toutes les grandes théories économiques, telle que la théorie de la valeur, celle du profit ou de la rente et ainsi de suite, comme ne présentant pour nous qu'un intérêt secondaire.

Il est, en effet, toute une série de problèmes importants, dont nous n'avons pas à nous préoccuper du tout ou de n'en parler, du moins, que très subsidiairement à cause de l'absence d'intérêt direct pour le régime biéconomiste.

5. Il est évident que le but de la science est la démonstration de la vérité. Pour atteindre ce but il est nécessaire de suivre une méthode sûre, un plan bien déterminé, un chemin tracé d'avance.

Dans l'antagonisme méthodologique de la conception matérialiste et l'interprétation idéaliste de l'Histoire, nous sommes disposé à donner une certaine préférence à la première. Parce que la méthode idéaliste ne voit dans la réalité que la forme phénoménale de l'idée qui personnifie le mouvement de la pensée. Avec les matérialistes, nous croyons plus sûre la méthode dialectique qui ne voit dans le mouvement de la pensée que la réflexion du mouvement réel, transporté et transfiguré dans le cerveau.

Nous croyons, d'autre part, que la *vérité est simple* et que les règles sur lesquelles repose une doctrine doivent être naturelles, naïves et ne point guinder l'esprit.

Pour donner plus de clarté aux développements qui vont suivre nous avons peut être légèrement abusé d'un certain schématisme quelque peu exagéré, doublé d'un certain hyperbolisme. Parfois, nous avons recherché expressément le schématisme et la répétition des idées fondamentales pour mieux préciser les limites, pour mettre plus en vedette les principes originaires et de les graver davantage dans



l'esprit du lecteur, enfin, pour mieux discipliner notre pensée et faire ressortir les cadres imposés d'avance.

On peut concevoir plusieurs plans pour exposer, d'une façon claire et précise, l'objet de nos études, mais nous croyons le plus clair, le plus logique et le plus utile pour nos développements, de diviser l'ouvrage en trois parties suivantes :

- 1° Les bases de la construction doctrinale ;
- 2° L'exposé du principe ;
- 3° Son application.

La première partie nous fournit les bases essentielles de l'évolution doctrinale en face des grands événements de l'époque actuelle et les principes d'une construction doctrinale nouvelle.

Nous n'avons cependant aucune intention d'effectuer une analyse complète ni une synthèse approfondie des faits, des événements et des mouvements économiques et sociaux actuels, car en donner un simple résumé serait une tâche par trop vaste qui dépasserait les cadres de notre ouvrage.

Nous nous occuperons plutôt des tendances doctrinales que des doctrines elles-mêmes, et c'est surtout du côté de l'étatisme économique que nous nous proposons de cantonner la discussion.

La première partie comporte deux chapitres dont le premier traite des tendances principales dans les doctrines et dans les faits parallèlement avec le succès croissant de l'interventionisme économique, tandis que le second détermine les bases évolutionnistes et rationnelles de la construction doctrinale.

Il est certain que chaque paragraphe de ces chapitres pourrait donner lieu à des études séparées et approfondies, mais dans cette partie nous ne faisons que relever les points qui nous intéressent et que nous jugeons indispensables pour la bonne compréhension de la deuxième partie qui est la partie essentielle de l'objet de l'ouvrage.

Cette partie n'est donc autre chose qu'une vaste introduction à la seconde partie, une introduction bien développée, qui déblaye ainsi le terrain et permet ensuite d'aller jusqu'au cœur même du sujet.

Dans la deuxième partie, nous nous occupons de l'exposé de la doctrine biéconomiste. C'est cette partie qui justifie pleinement le titre mis en tête de l'ouvrage.

Après avoir posé le principe biéconomiste déduit de l'expérience, les deux chapitres de cette partie nous développent le fondement de ce principe et ses répercussions sur les différents domaines de l'économie humaine.

La troisième partie n'est que la suite logique de la deuxième, puisqu'elle nous instruit sur les voies de réalisation des principes qu'on venait d'exposer et d'analyser.

Comme toute construction rationnelle qui désire éviter le sort des constructions utopiques, la construction biéconomiste doit nécessairement s'appuyer sur des précédents si peu rapprochés soient-ils du nouveau principe et de se baser sur l'expérience de la vie courante.

Cette dernière partie se termine par l'étude sommaire sur l'application progressive du principe biéconomiste. Elle comporte, comme les autres, deux chapitres.

6. Il n'existe à proprement parler pas de bibliographie sur la principale question à laquelle cet ouvrage est consacré, si ce n'est pour les points de détails.

Et cependant la littérature économique, juridique et sociale nous a fourni la plus grande partie des matériaux pour l'édification de la construction biéconomiste.

Si la littérature représente une source inépuisable d'idées et de suggestions de toute sorte, il faut cependant reconnaître que c'est là une entreprise où les précédents font presque entièrement défaut. Autant naviguer sur un océan inexploré.

En passant, il faut en outre signaler que si l'Europe, et particulièrement la France, possède des sources intarissables et quasi-complètes sur toutes les questions économiques et sociales, c'est à la source soviétique qu'il faut puiser en ce qui concerne les études économiques socialistes et marxistes. Il faut reconnaître en toute franchise que le centre des travaux théoriques sur le socialisme et le capitalisme, sur le marxisme et le léninisme se trouve aujourd'hui à Moscou où les Académies et Universités spéciales et des Instituts portant les noms des grands chefs du socialisme et du communisme, accomplissent un travail énorme et utile de classement scientifique des idées et d'édition des ouvrages fondamentaux.

La bibliographie du présent ouvrage empruntée aux différentes langues est classée en quatre groupes, à savoir :

1° *Ouvrages généraux* comprenant les ouvrages fondamentaux de la science et de la doctrine économiques et sociales, etc...

2° *Ouvrages spéciaux* et les monographies qui traitent les différentes questions se rapportant au principe.

3° *Ouvrages périodiques* comprenant les revues, les journaux et publications diverses.

4° *Recueils*, répertoires, dictionnaires, documents, Codes des lois, statistiques, etc...

Enfin, pour donner un tableau complet de l'ensemble des sources qui ont servi à l'élaboration et à la confection du présent ouvrage, qu'il nous soit permis d'y ajouter l'expérience personnelle qui a servi



de base à nos idées et qui forme la charpente de notre construction : une certaine expérience linguistique qui, on le sait, facilite beaucoup la documentation et les recherches bibliographiques, une expérience personnelle de la Grande guerre et de la Révolution russe, enfin une certaine expérience de la vie internationale en qualité d'observateur et de témoin oculaire de crises successives qui désolent depuis des années tous les Etats et toutes les nations du monde.

Il faut pourtant reconnaître l'insuffisance de la documentation qui est forcément incomplète et contient des lacunes considérables. Mais les cadres que nous nous sommes imposés d'avance, ainsi que le désir tout à fait légitime d'entendre le plutôt possible la critique du principe que nous proposons au jugement bienveillant du public, ne nous permettent pas de pousser plus profondément nos investigations.

---

## PREMIÈRE PARTIE

# Bases essentielles de l'évolution et de la construction économique

---

L'âge moderne peut être défini comme un âge de conflits entre des illusions politiques d'une part et des nécessités économiques d'autre part.

Dans cette lutte incessante le rôle prépondérant paraît être assuré à l'économie, qui passe au premier plan de toutes les préoccupations politiques, en transformant petit à petit l'autorité politique en une autorité économique.

Pour débayer le terrain pour la construction de la *doctrine bi-économiste*, il est essentiel de dégager les bases de l'évolution doctrinale contemporaine, en s'arrêtant, dans cet ordre d'idées, plus particulièrement sur le progrès continu de l'interventionisme économique qui, surtout sous l'influence des événements récents, se charge plus ou moins efficacement d'aplanir ou même de supprimer les tendances exagérées des doctrines dites « classiques ».

Il serait possible par la suite, en se fondant sur les données actuelles des progrès réalisés par l'humanité, de faire ressortir les points fondamentaux sur lesquels sera assise la construction doctrinale nouvelle.

---



## CHAPITRE PREMIER

### *Les principales tendances doctrinales et le succès de l'interventionisme*

---

C'est un phénomène bien connu que celui de la déviation de la pensée scientifique sous l'influence des événements historiques. Dans la matière économique et sociale, surtout sous l'influence de la méthode expérimentale, toute doctrine cherche son point de départ, son appui dans la vie de tous les jours pour ne s'élever qu'ensuite aux principes généraux, en dégageant les directions essentielles à suivre.

Cette influence du fait sur la doctrine est d'autant plus naturelle, que les événements contemporains dépassent de beaucoup la mesure des prévisions et d'escompte préalables.

Un court aperçu sur les doctrines dites « classiques » suffit pour saisir les principales divergences existant entre les doctrines contemporaines. On n'a pas besoin de les passer en revue toutes ; il suffit de voir les principales d'entre elles ; on peut passer ensuite à l'énonciation et l'application des principaux événements qui depuis un certain temps ont bouleversé la vie et la pensée économique, pour préciser les tendances du mouvement doctrinal actuel, en donnant en même temps une critique sommaire de toutes les doctrines.

Nous éliminons expressément l'*ordre spontané* dans les phénomènes économiques ainsi que toutes les écoles libertaires qui correspondent plutôt à la nature idéale de l'homme et à l'organisation d'ordre divin de la vie économique et sociale.

Nous mettons au contraire comme une sorte de *conditio sine qua non*, une dose plus ou moins grande de contrainte comme élément indispensable de toute organisation possible, car il n'y a pas d'organisation stable sans contrainte.

On peut, en général, se placer à deux points de vue quand on envisage une doctrine. On peut tout d'abord s'attacher à son contenu réel, abstraction faite du milieu où elle se développe ou des raisons qui ont fait sa naissance : c'est le point de vue *objectif*. On peut concentrer au contraire son attention sur l'origine de la doctrine, sur son

développement progressif, chercher à se rendre compte de ce que pensaient les auteurs, etc... : c'est le point de vue *subjectif*, psychologique, historique.

C'est presque seul le premier point de vue qui nous intéressera dans l'exposé et l'appréciation des doctrines économiques et ce n'est que dans la mesure des nécessités de la clarté du développement, et surtout dans l'exposé de certains points de l'*interventionisme* économique, qu'une incursion historique et subjective serait d'une opportunité incontestable.

En nous inspirant de ces points de vue, nous commençons par dégager les tendances exagérées des doctrines « classiques » de l'individualisme et du socialisme, nous nous proposons ensuite de faire ressortir les traits caractéristiques de l'interventionisme économique en constatant en même temps ses progrès en face des grands événements de l'époque actuelle.

#### SECT. I. — LES TENDANCES EXAGÉRÉES DES DOCTRINES « CLASSIQUES » ET L'INTERVENTIONISME

L'objet de la science économique consiste à la fois dans l'étude de l'effort *individuel* qui est la source primitive de l'énergie organisatrice, nécessaire à la satisfaction des besoins de l'homme et l'*action collective*, effort de la société, qui est plus apte, plus à même à surmonter les plus grosses difficultés qui se présentent dans la vie économique.

On attribue généralement comme objet essentiel de cette science la recherche de coordination des efforts individuels inspirés par les intérêts les plus divers et l'action collective, et comment cette action collective pourra être organisée, soit par l'intermédiaire des associations volontaires, soit par l'intervention des pouvoirs publics, exercée au nom de l'ensemble du groupe social (1).

Il y a donc deux principes d'organisation dans l'économie humaine :

- 1° Le principe économique privé ou *individualiste*;
- 2° Le principe économique *collectif*.

Certains auteurs en trouvent un troisième, notamment A. Wagner, en énonçant le principe *caritatif*; mais ce principe, à notre sens, se trouve implicitement dans les deux premiers.

Cependant, la division tripartite qui englobe toutes les écoles économiques s'impose en prenant pour le troisième principe, celui de l'*interventionisme économique* comme ne rentrant pas exactement

---

(1) C. COLSON : Cours d'économie politique. T. I, p. 18.



dans les deux catégories précédentes mais qui, ayant des affinités avec le principe collectif, met au premier plan *l'autorité, la coercition*; c'est le principe *étatiste*.

### § 1. — L'INDIVIDUALISME ET LE SOCIALISME ÉCONOMIQUES EN TANT QUE DEUX CENTRES DE GRAVITATION DOCTRINALE.

L'individualisme et le socialisme dans l'ordre économique des choses méritent aujourd'hui tous les deux le nom de systèmes classiques, en prenant ce mot « classique » non pas dans sa signification habituelle de l'école libérale, de l'école orthodoxe dont les physiocrates ont été de véritables fondateurs et Adam Smith le premier grand maître, mais dans le sens véritablement scientifique, conforme à l'état actuel du mouvement, c'est-à-dire dans le sens des doctrines qui ont de grands maîtres dans les deux groupes opposés.

L'unité de tendances doctrinales générales manque, en effet, à la science économique actuelle, comme elle fait défaut, d'ailleurs, dans la philosophie elle-même.

Le socialisme est devenu doctrine classique malgré les subdivisions et les divergences de détails qui séparent les différents adeptes de ce dogme (1). Il est professé par le nombre de savants de plus en plus croissant, sans parler de l'adhésion quasi-universelle des masses dites conscientes. Il est évident que ces masses *économiques* ne sont qu'un argument de nombre dans la construction doctrinale, un argument de quantité et non pas celui de qualité; cependant, c'est un fait capital, à tenir compte dans les spéculations doctrinales, que la « socialisation » des masses économiques dont la conviction s'explique bien plus par le sentiment, par une sorte d'intuition, que par les déductions de pure logique.

L'individualisme et le socialisme économiques sont deux doctrines ou plutôt deux tendances doctrinales classiques dont la nature répond véritablement à deux tendances essentielles de l'homme : tendance individualiste, *centrofuge*, qui veut isoler l'homme, le séparer du corps social et tendance collectiviste, socialiste, *centripète*, qui veut rattacher, subordonner, englober l'homme au point de ne lui laisser aucun champ d'activité purement personnelle.

Parce qu'il y a en réalité deux hommes :

1° l'homme individuel et

2° l'homme social.

Toutes les écoles, toutes les doctrines économiques prennent leur racine dans ces deux tendances naturelles de l'homme et peuvent être

---

(2) L'unité n'existe pas non plus au sein de l'école libérale.

facilement rapprochées de l'une ou de l'autre d'entre elles et présentent souvent un amalgame plus ou moins homogène des deux.

A la limite des extrémités de ces deux tendances doctrinales se placent les écoles libertaires dont la devise est : « ni *Dieu*, ni *maître* ». N'obéir à personne, parce qu'obéir, c'est abdiquer une partie de sa liberté, de sa dignité. N'obéir à personne, parce que toute autorité n'est qu'un moyen d'exploiter les hommes. Les écoles libertaires nient toute autorité, toute contrainte dans l'ordre social ou économique, elles voient leur idéal économique dans l'ordre spontané établi sans contrainte, sans pression, sans sujétion.

L'anarchisme individualiste et le communisme libertaire correspondent aux manifestations extrêmes des tendances individualistes et des tendances socialistes, se trouvant aux limites opposées de ces deux tendances. L'individualisme anarchique et le communisme libertaire présentent une synthèse purement idéale de deux buts, de deux libertés dont l'humanité poursuit depuis toujours la réalisation (1) :

1° liberté économique et

2° liberté politique.

Ce beau rêve des anarchistes est, peut-être, un idéal vers lequel tend toute l'évolution sociale et économique de l'humanité, certes, un idéal utopique, mais séduisant par sa grandeur et sa beauté, un idéal tellement éloigné, qu'il n'est pas encore possible de dégager même les grandes lignes de sa réalisation.

Si l'évolution tend à la perfection de la nature humaine, l'idéal anarchiste correspondrait à la nature de l'homme parfait, à la nature de l'homme devenu Dieu.

L'individualisme et le socialisme économiques sont plus terre à terre, plus présents, donc plus pratiques, correspondant plus à la réalité des choses.

### a) Individualisme économique

L'individualisme économique professe que le régime normal le plus favorable au progrès de la vie matérielle de la société civilisée est celui, où l'individu jouit aussi largement que possible de la liberté économique : de la liberté de travailler, de produire, d'échanger, de consommer comme il le peut et comme bon lui semble, au mieux de ses intérêts (2).

Chaque homme, en travaillant pour ses propres intérêts, sous un

---

(1) P. KRAPOTKINE : Le pain et la liberté.

(2) DESCHAMPS : Histoire des doctrines économiques, 1924-25, p. 320.



régime de libre concurrence, travaille du même coup pour l'intérêt général.

Juridiquement l'individualisme se traduit par des rapports d'individu à individu, et il a pour caractéristique ce trait général, que le fonctionnement de la production et de la distribution des produits y sont confiées à des entreprises privées ou plutôt qu'elles sont exercées spontanément par des entreprises privées, car nulle autorité supérieure ne saurait s'approprier le droit d'intervenir en cette matière.

Il en résulterait la meilleure manière de réaliser dans la société humaine le maximum de bien-être économique. Par suite la meilleure politique économique à adapter consisterait, naturellement, à mettre les individus à même de développer leurs aptitudes et leurs facultés, en leur donnant le plus de liberté possible et en subordonnant dans une certaine mesure la liberté d'association au principe supérieur de la liberté individuelle. « Laissez faire, laissez passer » est depuis les physiocrates le fameux d'ordre de l'individualisme économique dont le contenu se résume généralement en trois propositions (1) :

1° Il existe dans le domaine économique un *ordre naturel* qui tend s'établir spontanément, pourvu que les individus soient laissés libres d'agir en ne s'inspirant que de leurs propres intérêts.

2° Cet ordre est le *meilleur*, le plus capable d'assurer la prospérité des peuples; il est très supérieur à toutes les organisations économiques que l'on pourrait obtenir à l'aide d'une intervention de l'autorité.

3° Il n'y a pas antagonisme, mais *harmonie* entre les intérêts individuels et l'intérêt général concorde également avec les intérêts individuels. Cette harmonie économique forme l'essence même de l'ordre naturel.

Il convient d'ailleurs d'ajouter pour éviter les confusions, que les socialistes emploient le terme « capitalisme » dans le sens de l'individualisme économique, en mettant ainsi en vedette le trait essentiel du régime individualiste, le règne du capital sur tous les facteurs de la production et, par conséquent, sur toute l'économie humaine.

En effet, le trait organique du *capitalisme individualiste* ou simplement du capitalisme est l'existence de la propriété privée sur les moyens de production c'est-à-dire sur le capital.

Le capitalisme individualiste se manifeste par la liberté de la concurrence dans le mode d'adaptation de la production à la consommation, par ce qu'on appelle l'*anarchie* dans la production. Cette adap-

(1) P. REBOUD : Précis d'économie politique. T. I, pp. 58, 59.

tation de la production à la consommation se fait par l'intermédiaire du marché. On ne produit des marchandises qu'en vue de l'échange et cette *production de marchandises*, suivant l'expression chère aux marxistes, devient sous le régime de la liberté de la concurrence une production exclusive pour le marché.

Enfin comme corollaire de cette anarchie dans la production, l'existence des *crises économiques* caractérise bien le capitalisme individualiste. Ces crises qui ravagent périodiquement l'ensemble ou une partie de l'économie, amènent une situation économique vraiment paradoxal : une dépression générale à côté d'une extrême abondance de marchandises.

Sous le régime de l'individualisme économique, non seulement toute activité économique doit avoir pour but le bonheur des individus, mais encore toute activité économique doit être exercée par les individus, le rôle de l'Etat étant réduit au strict minimum.

Les libéraux optimistes, comme on les appelle en France, ou les manchestériens, selon les économistes allemands, ne laissent pour l'Etat que son rôle de gendarme, de *producteur de sécurité* (1), l'homme étant mû par son intérêt égoïste, *homo œconomicus* étant la clé de voûte de toute l'économie humaine.

### b) Socialisme économique

La doctrine individualiste régnait sur les esprits des économistes dès la naissance de la science économique, mais depuis le siècle dernier elle a dû partager le domaine avec la doctrine des socialistes.

A côté des maîtres de l'individualisme : *Adam Smith, Ricardo, St Mill, J. B. Say, Bastiat*, etc..., l'on voit s'allonger les noms de maîtres du socialisme : *Saint-Simon, R. Owen, Ch. Fourier*, qu'on qualifie généralement d'utopistes et *Karl Marx, Bakounine, Engels, Jaurès, Kautsky, Lénine*, etc... principaux représentants du socialisme dit scientifique.

Si les théories socialistes sont aussi vieilles que la pensée économique même, ce n'est que depuis l'épanouissement de l'industrie moderne que le socialisme a profondément pénétré dans la masse pour devenir une doctrine du prolétariat par excellence.

Cet empiètement sur le domaine jusqu'alors intégralement occupé par l'individualisme est précisément dû à la prolétarianisation des masses à la suite de cette poussée industrielle qui coïncide avec le prodigieux accroissement de la richesse, conjugué avec la diffusion quasi-universelle des idées démocratiques (2).

(1) DUNOYER : Liberté du travail.

(2) SELIGMAN : Principes de l'économie.



Pour donner un tableau succinct des systèmes socialistes, il suffit de grouper les principaux traits qui caractérisent toutes les écoles tant au point de vue statique que du côté dynamique des réalisations pratiques du socialisme. Ce dernier comporte, d'ailleurs, une infinité de nuances et de programmes, surtout dans ces derniers temps où il est devenu à la mode.

A la fin du siècle dernier, s'appuyant sur l'enseignement de l'histoire et de la sociologie, le socialisme affirmait, que la marche du progrès de l'humanité avait pour but l'avènement du prolétariat et la délivrance de tous les exploités, et comme condition de cet avènement, il proclamait la suppression des dieux, des rois, des prêtres et des classes privilégiées de toute sorte (1). Le socialisme économique à tous les points de vue s'oppose à la conception économique individualiste. Le socialisme, comme le mot l'indique, est le régime économique qui proclame la *suprématie du social sur l'individuel* et le règne de la collectivité comme une entité réelle et concrète, parfaitement conforme à l'évolution historique de l'humanité.

En réalité, il faut distinguer deux conceptions générales du socialisme. Il y a, en effet, deux socialismes bien différents l'un de l'autre. Il y a un socialisme qui est autoritaire, centralisateurs et étatiste. Il y en a un autre qui est libertaire, fédéraliste, anarchiste. C'est principalement le premier qui occupe actuellement les esprits et c'est celui qui semble conquérir les réformateurs de la société moderne.

Les principaux traits des écoles socialistes peuvent s'être résumées en des propositions suivantes :

1° Toutes les écoles s'accordent à *critiquer* l'organisation économique actuelle, parce qu'elle aboutit à une inégalité choquante dans la distribution des biens.

2° Le socialisme est essentiellement *égalitariste*, voulant établir une égalité économique parfaite, une égalité de fait et supprimer les inégalités dans la répartition des biens.

3° Il propose comme mode de réalisation de cette égalité, la suppression plus ou moins radicale de la propriété privée et la socialisation des moyens de production avec ses accessoires : la suppression de la concurrence et de la production pour le marché.

4° De même que les écoles individualistes, le socialisme moderne (2) croit à un ordre naturel, un ordre historique fondé sur le déterminisme matérialiste qui amènera l'avènement inévitable du règne socialiste. L'évolution économique marche vers le socialisme

---

(2) Congrès socialiste de 1899.

(1) « Scientifique ».

parce que les idées socialistes pénètrent de plus en plus profondément dans les esprits et que la marche économique de l'humanité suit, suivant la dialectique marxiste, l'évolution de la pensée économique.

5° Par contre, le socialisme ne croit pas à l'harmonie économique actuelle. Bien au contraire ! C'est précisément ce défaut d'harmonie qui va étayer la lutte continuelle du prolétariat pour réaliser à l'avenir une harmonie socialiste qui nous manque aujourd'hui

La lutte a été féconde. Elle a éveillé les esprits. Elle a surtout engendré une foule de doctrines qui se contredisent souvent entre elles, mais qui, en donnant naissance à d'autres, permettent par une série de rapprochements successifs d'arriver à la construction d'une doctrine répondant plus ou moins exactement à la réalité des choses.

Quant à son mode de réalisation, le socialisme se divise en plusieurs branches qui peuvent être envisagées à trois points de vue : de la propriété privée, de l'entreprise et des voies de réalisation.

**1. — La propriété privée.** — Au point de vue de la propriété privée les socialistes se divisent en trois catégories :

1° Les *communistes* qui aspirent à la suppression immédiate et intégrale de la propriété privée.

2° Les *collectivistes* qui prétendent n'abolir la propriété privée que sur le capital c'est-à-dire sur les moyens de production, tout en laissant intacte l'appropriation des biens de consommation et de satisfaction personnelle.

3° Les socialistes *agraires* qui veulent supprimer la propriété foncière et socialiser toutes les terres.

**2. — L'entreprise.** — Au point de vue de l'autorité chargée de l'exploitation des entreprises économiques, on peut distinguer :

1° Le *marxisme étatique* ou le marxisme de l'époque transitoire qui confie l'exploitation de l'économie socialisée à l'autorité collective.

2° Le *syndicalisme* qui à la suite de la « *lutte finale* » mettrait à la tête des entreprises les groupements des travailleurs organisés.

3° Le *coopératisme* ou solidarisme qui espère par la création des sociétés coopératives éliminer progressivement les entreprises capitalistes actuelles.

**3. — Les voies de réalisation.** — A ce point de vue, il y a :

1° La thèse *catastrophique* du collectivisme marxiste qui proclame une chute inévitable du capitalisme par la conquête des pouvoirs publics et la dictature du prolétariat.

2° La thèse *réformiste* qui poursuit la conquête des esprits et compte sur la puissance législative pour sauvegarder et défendre les



classes inférieures et corriger au moyen de l'impôt les trop grandes inégalités des richesses.

3° La thèse *coopératiste*, qui professe une élimination lente par la supériorité économique des organisations coopératives.

Le marxisme a une place à part dans l'évolution moderne du socialisme, car il domine pour ainsi dire toutes les doctrines actuelles. Le « Capital » de Marx présente, en effet, une sorte d'*évangile* ou d'*algèbre économique* pour tous les adeptes du socialisme avec cette analyse détaillée de toutes les relations du monde capitaliste et la fameuse trilogie marxiste :

1° Plus-value et théorie de la valeur travail ;

2° Matérialisme historique ;

3° Lutte des classes,

qui présentent une espèce de panacée économique, scientifique et sociale.

Quant au but du socialisme, celui-ci poursuit l'établissement d'une organisation économique nouvelle, dans laquelle une solidarité universelle conduirait tous à travailler pour tout le monde et répartir entre tous les produits obtenus par le travail de tous.

### c) Principaux reproches contre les doctrines classiques

Sans donner une critique substantielle et historique des doctrines classiques, qui présentent en quelque sorte deux pôles, deux grands noyaux autour desquels comme autour de deux centres de gravitation s'orientent toutes les recherches des économistes, il semble bien, qu'on ne peut accepter à *priori*, ni l'individualisme orthodoxe, ni le socialisme pur.

Le capitalisme individualiste fondé sur l'intérêt privé qu'il croit conforme à l'intérêt général, pêche par sa base constitutionnelle, car non seulement l'intérêt individuel n'est conforme à l'intérêt général, mais le principe diamétralement opposé serait plus proche de la vérité : l'intérêt privé est contraire à l'intérêt général.

L'existence de ces intérêts supérieurs qui dominent les intérêts privés sert précisément de raison d'être à l'Etat, qui s'est érigé partout comme le gardien et le protecteur de l'intérêt général.

Le vice originel du régime individualiste se trouve non seulement dans cette tentative psychologique et rationnelle de fonder toute l'économie humaine sur l'intérêt privé, mais aussi dans les effets de ce régime, qui se manifestent principalement par la subsistance des crises périodiques de surproduction et de sous-consommation. Ces crises, qui sont inhérentes à la structure même du capitalisme indivi-

dualiste, font souffrir aussi bien les patrons que les ouvriers. Cependant elles sont beaucoup plus préjudiciables à la masse ouvrière par le fait même qu'elles peuvent éventuellement compromettre leur existence en faisant baisser au-dessous du coût de la vie leur salaire et même en les privant complètement de leur gagne-pain.

Dès lors, il paraît inadmissible, qu'une doctrine puisse fonder toute l'économie sur l'égoïsme seul et une telle doctrine doit être bannie des sciences sociales comme notoirement *immorale*.

Les socialistes prétendent corriger ces inconvénients graves du régime capitaliste par l'organisation collective de la production et de la distribution, mais ils se heurtent à leur tour à des objections sérieuses.

La principale objection qu'on peut formuler contre le principe socialiste se trouve dans l'assurance qu'il a, dans une sorte de *quietas*, sur laquelle il fonde la satisfaction harmonique de tous les besoins de l'homme. Or, une doctrine fondée *exclusivement* sur l'altruisme, sur l'amour universel et l'égalité parfaite de tous, est véritablement contraire à la réalité des choses, car elle néglige sciemment de tenir compte de toutes les facultés de la nature humaine en même temps que des nécessités du milieu.

Il est pourtant incontestable qu'il y a des faits sociaux invariables, immuables, comme une sorte de *résidus sociaux*, qui nous apprennent que l'homme est égoïste et altruïste *simultanément* et qu'il y a entre les hommes des *différences* physiques et mentales *irréductibles*.

Donc le socialisme économique *intégral* englobant l'individu dans le goufre du collectivisme tout puissant, au point de le transformer en un simple rouage de la machine sociale est nettement contraire à la liberté naturelle de l'homme qui est profondément attaché à son indépendance personnelle et à son désir d'affirmer son individualité. Ce n'est d'ailleurs que l'individu seul qui a véritablement et incontestablement la réalité de l'existence, bien qu'il soit obligé nécessairement de vivre dans la société.

#### d) Nécessité d'une synthèse

Si l'on se plaçait sur le terrain *évolutionniste*, on serait embarrassé de répondre clairement et d'une façon tranchante sur la question délicate de savoir si oui ou non les sociétés civilisées s'acheminent petit à petit vers un régime de pur individualisme et de « laisser faire », comme les uns le prétendent, ou bien au contraire, si l'Humanité est entraînée dans sa marche vers le triomphe du socialisme, comme l'affirment les autres.

Cependant, il n'est pas possible de dissimuler et l'expérience



le montre perceptiblement que l'individualisme recule de plus en plus devant une poussée croissante du réformisme social pour ne pas dire devant le socialisme pur et simple. L'individualisme rend incontestablement ses positions, mais il les rend sans système ni programme, sans aucun plan arrêté d'avance, uniquement sous la pression de cette vague socialiste qui menace d'absorber tout.

La vie économique moderne ne met plus comme autrefois les individus en face des individus, mais les masses économiques entre elles (1).

A ce seul point de vue l'individualisme doit nécessairement se plier aux exigences de l'époque.

Il est évident que la vie économique n'est pas une *tabula rasa*, où l'on puisse élever toutes les constructions imaginées par l'esprit. Ce n'est pas une pâte molle que l'on puisse indifféremment pétrir en tous sens pour bâtir ces constructions (2). Bien au contraire, la vie économique comporte un mécanisme d'un maniement délicat qu'il est nécessaire de bien connaître pour ne pas le détraquer par une mesure trop brusque ou trop irréfléchie.

Tout est question de limite, de mesure et de nécessité sociale. Une seule chose est certaine, c'est qu'au point de vue rationnel les deux tendances ont également le droit de cité dans la vie économique, comme répondant à deux tendances naturelles des hommes.

*Première tendance* : intérêt privé, égoïsme, indépendance individuelle, liberté complète.

*Deuxième tendance* : nécessités sociales, altruisme, sentiment de justice sociale, besoin d'une organisation économique.

De même que l'Etat ne peut pas porter atteinte à la liberté individuelle par la suppression totale des *cadres* juridiques et sociaux où l'individu est laissé librement de se mouvoir, de même le socialisme économique ne peut supplanter intégralement l'individualisme, étant tous les deux dans l'ordre naturel des choses.

Evidemment, ces deux doctrines dans leur pureté orthodoxe ne sont que des exagérations spéculatives : la vérité se trouve ici comme ailleurs dans des solutions transactionnelles, dans un éclectisme plus ou moins consistant, dans une synthèse qui paraît s'imposer dans la matière où deux tendances sont également vraies mais qui s'excluent réciproquement.

(1) ROMIER LUCIEN : Qui sera le maître : Europe ou Amérique ?

(2) G. PIROU : Doctrines sociales et science économique, p. 45.

Le problème paraissait jusqu'ici impossible à résoudre d'une façon satisfaisante, du moins pour les économistes modérés.

## § 2. — LES PRINCIPAUX TRAITS DE L'INTERVENTIONISME ÉCONOMIQUE

Sous la pression incessante du temps, de l'éducation et de la civilisation qui impose aux hommes une obligation fatale de sociabilité et de solidarité, l'administration de la société, sa vie, sa direction, tendent à se personnifier dans une entité qui centralise plus ou moins fortement tous les rouages du mécanisme social et imprime le mouvement qui leur convient (1).

Dans cet ordre d'idées deux conceptions contradictoires sont en lutte pour ainsi dire perpétuelle : conception individualiste de l'administration de la société et conception interventioniste avec toutes les gradations et nuances allant depuis l'*Etat-gendarme* qui exclue la fonction économique de l'autorité publique jusqu'à l'*Etat-Providence* du socialisme intégral et autoritaire qui charge les pouvoirs publics de toute organisation et direction de la vie économique.

La querelle interventioniste est aussi vieille que l'Etat lui-même, mais la discussion doctrinale sur l'interventionisme économique n'apparaît sur la scène scientifique qu'avec la naissance de l'économie politique.

### a) Définition de l'interventionisme

L'Etat est caractérisé uniquement dans la vie sociale par ce fait qu'il monopolise à son profit les rapports de violence (2).

Au point de vue économique l'Etat n'est autre chose qu'une association forcée de l'ensemble d'une population habitant un territoire déterminé afin de pourvoir à la satisfaction de leurs besoins communs et de poursuivre la réalisation de leur idéal national.

Les individualistes veulent réduire à zéro le rôle de l'Etat dans la vie économique du pays, ils veulent bannir complètement l'autorité publique du domaine de l'économie nationale et n'y laisser subsister comme forces agissantes que des individus, l'initiative des particuliers, des groupements et des personnes morales privées. Pour atteindre ce but, ils arrivent logiquement par une série d'éliminations suc-

---

(1) OCT. NOËL : Socialisme et la question sociale, p. 31.

(2) CH. BROUILLET : Précis d'économie politique.



cessives à ne laisser à l'Etat que son rôle de *producteur de sécurité* et de défenseur des droits acquis.

Les partisans de l'intervention font au contraire une large place à l'immixtion de l'autorité publique dans la vie économique du pays. L'interventionisme économique comporte toute une gamme de nuances et de conceptions doctrinales de nature différente, mais il aboutit logiquement à la doctrine de l'Etat *Producteur*, chargé de diriger dans tous les détails le travail industriel et de l'*Etat-Providence* ou *Collectivité-Providence* (1) charié d'assurer le bonheur de tout le monde.

L'interventionisme, comme le mot l'indique, désigne dans le mouvement des idées l'ensemble des doctrines qui adoptent comme principe l'immixtion importante de l'Etat dans l'administration de l'économie nationale. Ce principe s'oppose étymologiquement à l'indépendance de l'économie vis-à-vis de l'Etat.

Le mot est d'ordre général, et dans les faits il indique plutôt une attitude de l'Etat par rapport à l'organisation économique de la production, de la circulation, de la distribution et de la consommation.

En effet, l'autorité ne se borne pas seulement à assurer l'ordre et la sécurité dans la société; elle est chargée de dire le droit, de formuler les règles juridiques auxquelles obéiront les hommes entre eux et dans leurs rapports avec les biens matériels. Or, il est évident qu'il est impossible de dire le droit sans prendre parti sur les principes de l'organisation économique, sans incorporer ses principes dans les lois, faites par la collectivité ou par l'autorité publique au nom de cette collectivité.

Le règlement du droit de propriété et de ses démembrements, les modes de transmission du patrimoine entre vifs ou par décès, l'ordre de dévolution successorale, l'étendue de la liberté testamentaire, le régime hypothécaire, le régime des obligations ne sont en réalité, que les éléments et les cadres juridiques dans lesquels se meut, plus ou moins librement, toute l'activité économique des hommes.

Donc, même sans intervention directe sous forme d'entreprises, l'Etat influe profondément sur tous les domaines de l'économie nationale, dont les plus importants concernent l'exploitation du sol, la formation des entreprises et la répartition des richesses.

Mais en dehors de ses attributions de l'Etat comme Juge, comme Législateur, Gendarme ou Percepteur, les interventionnistes vont plus loin pour assigner à l'Etat un rôle plus actif et de l'ériger en Entrepreneur, en Fabricant, en Marchand, en Financier, et ainsi de suite.

Les doctrines interventionnistes sont désignées souvent sous les

---

(1) Pour les socialistes qui ne voient dans l'Etat qu'une catégorie transitoire.

noms du *Socialisme d'Etat* (1), du *Capitalisme d'Etat* ou simplement de *l'Etatisme*; suivant qu'il s'agit des socialistes, des individualistes ou des neutres et des partisans des néologismes.

Le substantif marque bien la préférence qu'on veut donner au mouvement, il désigne nettement l'idée qu'on veut faire dominer la doctrine.

Dans le socialisme d'Etat, c'est du socialisme appliqué par les mains de l'Etat. C'est un embranchement du socialisme destiné à éviter le danger d'un déraillement révolutionnaire et subversif (2); expression d'ailleurs impropre, car il ne s'agit, par exemple, pas du tout d'abolir certains principes fondamentaux de l'individualisme, comme la propriété privée ou le régime du salariat.

Le capitalisme d'Etat est une expression plus heureuse, mais elle ne met en vedette que le côté individualiste de l'interventionisme, le règne du capital d'Etat. Cependant, si le capitalisme d'Etat prend pour base la technique de l'organisation capitaliste, il n'applique pas moins une politique nettement socialiste par la suppression des entreprises privées, du moins, d'une certaine envergure, par la direction générale de l'économie nationale et par des socialisations de toutes sortes.

Le vrai terme, le mieux approprié à l'idée directrice interventioniste, est celui de *l'Etatisme*. Il traduit d'une façon précise le contenu du système, il indique bien le titulaire chargé de l'économie nationale. L'étatisme est dominé par des idées de réforme sociale dans l'organisation économique, sans changements brusques ni trop profond dans les cadres des institutions légales du pays. Il présente une série de concessions, une sorte de transaction du *social* avec l'Etat, essai de résolution des contradictions flagrantes existantes entre les formes productives et des rapports de production. En un mot, toutes ces doctrines dont le sens et le contenu ne sont pas bien déterminés, *essayent d'appliquer du socialisme sur la base individualiste, tout repoussant l'idée du nivellement complet.*

### b) Explication historique

Le socialisme d'Etat n'est pas une invention des collectivistes. L'Etatisme est aussi vieux que la civilisation. Il n'y a pas eu dans les temps historiques d'époque qui soit complètement dépourvue d'application plus ou moins poussée de l'idée interventioniste.

Voilà une constatation qui mérite d'être retenue !

Cette application a connu, dans l'histoire économique, une pé-

---

(1) Staatssozialismus.

(2) LÉON SAY & JOSEPH CHALLEY : Nouveau dictionnaire d'économie politique.

riode exceptionnellement brillante, celle, où elle a donné naissance à la politique mercantile, politique qui a été universellement pratiquée pendant près de trois siècles (1).

L'Assemblée Constituante pendant la Grande révolution française résumant en quelque sorte les aspirations doctrinales des philosophes qui ont préparé le triomphe de cette révolution, avait établi un régime purement individualiste et libéral, en cherchant à assurer la liberté des hommes par leur isolement.

Ainsi, un instant dessaisie sous l'empire de la doctrine de l'individualisme et du laissez-faire, l'autorité a dû nécessairement sortir de son inaction inadmissible pour intervenir dans la vie économique sous les formes les plus variées.

Bien que le début du siècle passé fût le triomphe des doctrines libérales, une opposition très nette s'est assez vite formée contre l'orthodoxie de l'individualisme excessif dont Sismond de Sismondi fut l'un des premiers critiques. Il observait justement les phénomènes inquiétants qui se produisaient à la suite de l'application rigoureuse des principes proclamés par les maîtres de la Révolution française.

Sans doute, le développement rapide de l'industrie manufacturière enrichissait les industriels, mais en revanche toute une population ouvrière concentrée à proximité des fabriques, menait une vie misérable, exploitée par des industriels peu scrupuleux. Des crises de surproduction éclataient périodiquement avec leur cortège habituel de faillite des entrepreneurs et de chômage pour les ouvriers (2).

Il s'est produit bientôt une réaction salutaire contre ce doctrinarisme sans limite. En effet, historiquement parlant, la formule favorite des économistes anglo-français : « laissez-faire, laissez-passer » n'était qu'un legs d'une époque de luttes contre l'autorité absolue, contre le colbertisme oppressif et le mercantilisme dégénéré. C'est cette époque d'opposition qui a inspiré le programme selon lequel l'abstention de l'Etat et la liberté de l'individu et de son activité, ont été érigées en axiomes cosmopolites, en dogmes constants et intangibles.

Mais il ne faut pas être matérialiste historique pour trouver une grande part de vérité dans l'affirmation des évolutionnistes qui disent que l'école classique n'est autre chose que la *statique* sociale anglaise, bien qu'incontestablement elle contient des éléments permanents et perpétuels.

Donc les nécessités historiques devraient nécessairement prendre leur revanche.

(1) XVI, XVII, XVIII siècles.

(2) P. REBOUD : Précis d'économie politique. T. I, p. 81.



Après une longue et brillante histoire, après une éclipse momentanée des débuts de l'école libérale, le *mercantilisme* réapparaît sous une autre forme dans les pays teutoniques et notamment sous la forme doctrinale du *socialisme d'Etat*.

L'Allemagne avec son *école historique* a complètement bouleversé les méthodes de l'économie politique, en donnant en même temps un fondement certain à la conception matérialiste de l'histoire de l'humanité.

Parmi les précurseurs de l'école historique et du socialisme d'Etat, il faut citer le philosophe Fichte et l'économiste von Thuenen qui trouvaient l'intervention de l'Etat dans la vie économique conforme aux besoins du maintien du mécanisme social.

Rodbertus Jagetzov a préparé le socialisme d'Etat, dit agraire, en fournissant la critique de la législation rurale.

Enfin le premier savant qui a ouvert la marche de l'école allemande fut le professeur Bruno Hilderbrand. Bien qu'individualiste par ses convictions, il fut le fondateur de ce qui depuis a reçu le nom solennel de l'école historique. Il partage ce rôle avec Guillaume Rösch qui grâce à une carrière plus longue et plus productive est considéré comme véritable chef de l'école historique.

Ces fondateurs de l'école historique, ne sont pas à proprement parler des socialistes d'Etat, mais en modifiant complètement les méthodes et en prétendant ouvrir une voie nouvelle à la science économique, ils ont formé le point de départ d'un mouvement scientifique du socialisme d'Etat. Les plus marqués de ses savants sont : Gustave Schmoller, Adolph Wagner et Lujo Brentano.

Ces écoles, formant l'ensemble du socialisme d'Etat, ont fait leur entrée en scène, à peu de différence près, aux environs de l'époque de la formation du nouvel Empire allemand. Au début, on ne leur appliquait pas la dénomination de *socialisme d'Etat*, mais celle de *socialistes de la chaire* (1) qui leur fut appliquée pour la première fois par un publiciste de l'école individualiste Hild. Oppenheim qui inventa ce terme et en fit le titre d'une brochure publiée en 1872.

Le mouvement inauguré trouva rapidement de nombreux adeptes, surtout parmi les jeunes savants de l'économie politique. C'était une véritable invasion de l'érudition universitaire dans le domaine de la pratique économique. Dans ce mouvement on a même entraîné le chancelier de Bismarck qui se décide nettement d'ouvrir la campagne contre l'Etat individualiste.

Si les représentants de l'école historique sont tous plus ou moins des socialistes d'Etat, les socialistes d'Etat n'appartiennent pas tous à

---

(1) *Kathedersozialisten*.

l'école historique. Röscher et Wagner sont les chefs les plus éminents de ces écoles allemandes, surtout Adolph Wagner qui exerce une influence profonde sur les doctrines allemandes; il combattait pourtant les prétentions de l'école historique.

L'Angleterre fut la première nation qui après la chute du régime patriarcal inaugura les mesures législatives sociales dans l'ordre des idées modernes. Les commencements de ce qu'on a appelé depuis, la législation ouvrière, se dessine à partir de l'ère de 1831 qui marque les premiers pas de la réforme parlementaire. Les associations ouvrières qui occupent une place si large dans la vie industrielle de l'Angleterre, surtout à l'heure actuelle, poussaient comme des champignons sous une forme des *friendly societys* et les *trades Unions*. Mais là où l'Angleterre a fait le véritable socialisme d'Etat, c'est en Irlande.

Cependant, de tous les pays du monde, l'Australie est le pays le plus imprégné de l'esprit socialiste d'Etat, surtout avec son impôt foncier progressif, dirigé contre la possibilité de concentration agricole et la formation des latifundia, en s'inspirant pour ainsi dire des théories de H. Georges.

Mais c'est l'Allemagne, le premier et seul pays, qui se soit avancé jusqu'à établir vers la fin du siècle dernier les assurances obligatoires, les assurances sociales de sa population ouvrière avec contributions budgétaires.

Ainsi l'Allemagne a pris les devants en matière de l'étatisme tant en théorie qu'en pratique. La science économique allemande devient depuis franchement étatiste et l'ordre du socialisme d'Etat, planté par les savants interventionnistes, prend de plus en plus racine dans la profondeur des couches économiques, il se multiplie chaque jour davantage, s'élargit petit à petit sur toute la surface de l'activité économique, au point de devenir une forêt épaisse et vigoureuse.

A la suite des événements de 1870-71, une renaissance de l'interventionisme s'est manifestée en France, avec un esprit un peu différent, mais qui fait de la troisième République, dont l'œuvre sociale et économique est immense, le point de départ d'une évolution très nette de l'intervention de plus en plus importante des pouvoirs publics dans la vie économique du pays.

Les Etats-Unis eux-mêmes, malgré leur individualisme foncier et leur culte de liberté, n'échappent point à ce mouvement, déclenché un peu partout, avec leur système protectionniste à outrance et leurs tarifs presque prohibitionnistes.

Quoiqu'il en soit, il est incontestable que le mouvement scientifique, inauguré au siècle dernier, passe chaque jour davantage dans la politique économique pour devenir un grand mouvement histori-

que dont les causes sont intimement liées à l'évolution générale de l'Humanité.

En effet, *l'Interventionisme en général et l'étatisme en particulier n'est qu'un développement normal d'une force de Civilisation et d'organisation qu'est l'Etat.*

Il s'agit d'un phénomène universel et durable, et cette extension croissante de l'activité publique dans tous les domaines, présente une sorte de loi chez les peuples civilisés (1). Et cette loi s'inspire de la haute considération morale de la protection du faible contre le fort.

## SECT. II. — LES PROGRÈS DE L'INTERVENTIONISME EN FACE DES GRANDS ÉVÈNEMENTS DE L'ÉPOQUE

L'erreur communément répandue sur l'*impuissance* de l'Etat en matière économique, s'explique d'une façon bien simple. Cette prétendue impuissance de l'Etat, ne serait en réalité qu'une impuissance des lois. Le droit positif, l'œuvre imparfaite d'une représentation, consciemment mise au service des intérêts de groupes ou de classe, (les libéraux étant hélas ! trop souvent les représentants occultes ou avoués des intérêts privés), l'Etat s'écarte intentionnellement de la voie tracée par l'évolution générale.

Cependant, le réalisme de son existence et la nécessité de son intervention dans le domaine économique, se dressent contre toute tentative de le supprimer, car l'Etat en lui-même n'est, au point de vue économique, qu'une forme générale de l'activité de la Nation.

Le principe de non-intervention de l'Etat dans la vie économique fut proclamé, on le sait, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et pendant un certain temps, sous l'influence de ce dogme, les pouvoirs publics s'abstinrent, aussi complètement que possible, d'intervenir dans la vie industrielle des entrepreneurs. Mais ils furent obligés de sortir de leur inaction coupable pour mettre fin aux abus qu'engendra la pratique de pure individualisme.

Dès lors le domaine de l'interventionisme s'élargit chaque jour davantage, tantôt volontairement sous une forme du socialisme d'Etat, du capitalisme d'Etat ou simplement de l'Etatisme qui essaie de se rattraper et d'imprimer sa volonté, tantôt sous la pression des réformateurs sociaux et des menaces révolutionnaires qui veulent porter atteinte à l'existence même de l'Etat, tantôt sous l'influence d'un nationalisme en recrudescence qui cherche à supprimer une hégémonie économique étrangère, enfin sous la poussée dictatoriale

---

(1) AD. WAGNER : Fondements, T. III, p. 363.



d'une révolution triomphante qui, d'un seul coup, s'empare de toute l'économie nationale.

Du jour où l'Etat s'est dépouillé volontairement ou involontairement, à la suite de la révolution, de ses attributs économiques, l'Humanité, avec l'essor inouï de l'industrie, a connu de pires calamités sociales.

Depuis, pour remédier à cet état de choses, l'Etat s'efforce plus ou moins efficacement d'intervenir dans la vie économique du pays, animé de soucis de protection des masses contre les éventualités économiques dont elles sont victimes, le désir d'appliquer des principes plus justes dans la répartition des biens par de nouvelles méthodes d'imposition et de taxation des revenus et du capital, ainsi que sous la pression des nécessités économiques et de l'accroissement inquiétant de la population, pour procéder à l'exploitation plus rationnelle des richesses.

Mais ce qui a véritablement donné un point de départ à un développement inattendu de l'interventionisme, ce sont les événements récents qui ont ébranlé le monde entier, en faisant ouvrir une voie nouvelle à l'activité de l'Etat dans tous les rouages du domaine économique, pourtant déjà fortement entamé auparavant.

#### § 1. — LES ÉVÈNEMENTS QUI ONT AMENÉ L'INTERVENTION GÉNÉRALE DE L'ETAT DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE

Tout l'arsenal de vieille argumentation des adversaires irréductibles des attributions économiques de l'Etat, qu'il est inepte, qu'il est envahissant, qu'il lui est impossible de recruter le personnel approprié pour diriger convenablement les entreprises étatisées, qu'il lui serait difficile d'établir, en toute justice, l'échelle des traitements et rémunérations suivant la valeur comparative du travail de ses ouvriers et employés, etc, etc... ne saurait être aujourd'hui qualifié que de trop naïf à côté des grandes expériences étatistes tentées ou réalisées.

Il serait vain de dissimuler que nous vivons au moment des grandes expériences et d'une refonte complète du monde. Certes, l'époque historique que nous traversons est pleine de difficultés inextricables, d'assauts héroïques et de développements souvent forcés par des circonstances, mais elle est aussi féconde en entreprises hardies, aussi bien créatrices que destructives; le revirement doctrinal et le chancellement idéologique n'est que la preuve que l'Humanité cherche à franchir cette époque de transition qui fait naître de grands courants historiques.

Parmi tous les faits historiques qui dominent l'époque actuelle,

il y a trois grands évènements dont la portée est à peine escomptable à l'heure présente, évènements, qui ont bouleversé toutes les croyances, toutes les doctrines, toutes les notions qui régnaient en maître jusqu'alors.

Ces trois grands évènements dont nous sommes des témoins oculaires, sont :

- 1° La grande guerre;
- 2° La révolution russe;
- 3° Le mouvement fasciste.

### a) Grande Guerre et le bouleversement de l'économie

La grande guerre éclatée en 1914 a mis aux prises la majeure partie des nations du monde. Elle a bouleversé de fond en comble toutes les relations existantes, par la mobilisation des pays entiers pour les besoins de la guerre, elle a opéré une transformation profonde dans le régime économique des nations belligérantes par la subordination de toutes les énergies et de toutes les volontés de la nation à une seule idée qui était la victoire.

Les proportions inouïes de sacrifices que cette tuerie universelle avait exigé pour servir la cause commune ont favorisé et affirmé l'autorité et la prépondérance de l'Etat sur tous les points de la vie individuelle et sociale, car tout était à la disposition de la Patrie : la vie, la santé et même le patrimoine du peuple.

L'interventionisme économique a pris des proportions formidables, et sous des formes les plus variées, l'Etat a été investi de la direction de l'économie nationale, qui a été subordonnée aux nécessités de la guerre. Cette intervention de l'Etat se manifestait :

Dans la *production industrielle*, par l'exploitation directe ou le contrôle de toutes les usines travaillant directement ou indirectement pour les besoins de la guerre, par l'institution des consortiums et des institutions analogues, pour répartir entre les industriels les matières premières.

Dans la *production agricole* par les réquisitions et les taxations des récoltes, par la mise en culture obligatoire, par la fourniture de la main-d'œuvre.

Dans le *commerce* et le *transport* par la réquisition des chemins de fer et de la marine marchande, par la prohibition des importations et des exportations, par la taxation des matières et denrées nécessaires à la vie.

Dans la *répartition*, par la limitation des bénéfices, par la fixation des salaires, par l'arbitrage obligatoire.

Dans la *consommation* elle-même, par le rationnement, la mise

en carte du consommateur, l'interdiction de consommer certaines denrées à certains jours, etc...

Toutes les branches de l'économie nationale ont été réglementées et surveillées de près : l'Etat devenait marchand de charbon, armateur, négociant en grains, acheteur et distributeur de stocks de guerre, etc, etc... (1), l'étatisme marchait sous le mot d'ordre : *tout pour la guerre*.

Pour comprendre l'importance du cataclysme qu'a subi l'économie mondiale à la suite de la guerre 1914-1918, il suffit de rappeler que 30 Etats ont pris part du côté de l'Entente avec 1.400 millions de population qui ont fourni 41 millions de soldats environ. Les quatre puissances centrales avec 160 millions ont donné plus de 22 millions de mobilisés (2).

Le tourbillon de la guerre a entraîné dans son élan presque toutes les nations du globe terrestre qui ont dû décupler leur production pour satisfaire aux exigences de ce dieu vorace qu'est Mars; mais par contre, il a déterminé une consommation incalculable de richesses perdues improductivement en fumée des cartouches, en éclats d'obus, en matériel de guerre, inutilisable par la suite, en villes et régions détruites, en milliards d'heures de travail gaspillées et des millions de bras et de cerveaux supprimés.

La guerre a porté un coup terrible et sans précédent à cette machine gigantesque qu'était le système économique mondial, mais surtout cette secousse formidable était douloureuse pour l'Europe qui servait d'arène à ce cataclysme sanglant.

Au point de vue politique cette guerre a précipité l'effondrement des quatre grandes monarchies historiques : de l'empire Russe, de l'empire Austro-Hongrois, de l'empire Allemand et de l'empire Turque. Elle a démembré la carte politique de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique par la création d'une foule de petits Etats, ce qui ramène l'Europe occidentale à l'époque du morcellement féodal, ce qui favorise à son tour l'empire économique de l'Amérique de plus en plus unifiée.

Après la guerre, sous une nouvelle offensive individualiste, la plupart des Etats de l'Europe occidentale ont essayé d'abroger progressivement bien des institutions et des pratiques du temps des hostilités; quelques-unes d'entre elles ont tombé en désuétude, mais un certain nombre d'entre elles sont restées définitivement, d'autres tendent à un développement progressif et même servent de point de départ à une évolution étatiste insoupçonnée jusqu'alors.

(1) Voir III<sup>e</sup> partie : l'expérience de la guerre.

(2) Hickman's Universalatlas.



Quel que soit, pourtant, le jugement qu'on veuille porter sur les résultats de la Grande Guerre pour les nations belligérantes ou neutres et l'état de paix qui s'en suivit, il faut, en toute impartialité, reconnaître, qu'il en résulte un état d'instabilité et d'insécurité économique du monde, tant sur les continents qu'aux empires coloniaux. Il est à prévoir un travail de longue durée pour trouver une formule d'organisation politique ou économique acceptable, un compromis susceptible de mettre d'accord les intérêts les plus opposés qui s'accroissent de plus en plus depuis la guerre.

Il est pourtant difficile de prévoir toutes les éventualités qui résulteraient du cataclysme mondial dont nous sommes victimes nous-mêmes.

#### **b) Révolution Russe et ses répercussions sur les destinées de l'Humanité**

La Révolution Russe était et reste encore le plus grand événement de l'époque actuelle de l'histoire. On peut sans exagération dire qu'elle a ébranlé profondément le monde. Si depuis la guerre la terre tremble un peu partout, en créant une atmosphère d'épouvante et d'instabilité physique, l'Humanité, elle aussi, suit en quelque sorte le grand séisme, subi en 1917 par un peuple qui occupe un sixième du continent terrestre.

Le malaise général qui se traduit par des incertitudes d'ordre idéologique, prouve bien que l'humanité traverse une phase critique de son évolution nationale, internationale, sociale et aussi philosophique et religieuse.

Le coup d'Etat d'Octobre 1917 qui a consolidé pour ainsi dire la révolution russe entre les mains des Soviets, apparaît dans l'époque actuelle comme le point de départ de tous les bouleversements possibles et imaginables, de toutes les perturbations d'ordre politique, social, national, et international.

Cette révolution qui, aujourd'hui même n'est pas encore achevée, a provoqué des changements profonds dans la vie politique, sociale et individuelle du peuple russe.

Comme toutes les révolutions, la révolution russe est une *révolution politique*, car elle a inauguré un nouveau système de gouvernement et de représentation populaire, système dit *soviétique* caractérisé principalement par la fédération des peuples composant l'ancien Empire Russe, par la confusion des pouvoirs législatifs et exécutifs, qui sont exercés par des congrès périodiques et des comités exécutifs, par la révocabilité du mandat législatif, etc...

Mais en plus, c'est une *révolution sociale*, car elle a fait supprimer radicalement (1) toutes les distinctions et classes sociales d'autrefois; en même temps, elle a opéré une dépossession aussi complète que possible des classes possédantes, pour réduire tout le monde au rang du *prolétariat d'Etat*.

Enfin et surtout, c'est une *révolution économique*, qui, à la suite de cette expropriation universelle, a bouleversé toutes les relations, en érigeant l'Etat en maître absolu de toute l'économie nationale.

Débutant par une *révolution agraire*, les soviets ont tout d'abord commencé par abolir le droit de propriété privée sur le sol, le sous-sol, et les forces naturelles. Le code agraire proclame une répartition des terres entre les travailleurs agricoles suivant les principes égalitaires : le nombre de travailleurs et les besoins de chaque famille.

Depuis, le gouvernement mène une politique agraire nettement communiste, en faisant par tous les moyens supprimer les exploitations individuelles, pour les remplacer par une collectivisation universelle des campagnes.

Parallèlement s'effectuait une révolution dans la *production industrielle* et les *transports*, car toutes les grandes et moyennes entreprises ont été unifiées et érigées en trusts et syndicats d'Etat qui englobent toute l'industrie du pays, de telle sorte que l'industrie étatisée et transformée est devenue le pivot de toute l'économie, le fondement du pouvoir économique et la base de la dictature politique des soviets.

Une révolution s'accomplissait dans le système des *échanges* et du *commerce*, par la suppression du marché des échanges, par le système de distribution étatiste pendant la période dite du *communisme de guerre*, par un certain revirement de la politique commerciale qui a rendu une certaine liberté au commerce privé, qui est voué aujourd'hui à se réduire à zéro sous la pression des tendances communistes.

Il y avait aussi une révolution dans l'*économie financière* qui se manifestait au début par une nationalisation de toutes les banques et établissements de crédit et la socialisation de tout le mécanisme financier.

« *Rendre la monnaie inutile* » (2) était en ce moment le mot d'ordre du communisme intégral. Il fallait donc réorganiser le système financier en vue de l'organisation de la satisfaction de tous les besoins de la population sur de nouvelles bases. Ce système fut bien-

(1) Même trop radicalement.

(2) B. KOUASSOV : Réforme monétaire en Russie soviétique, p. 11.

tôt remplacé par la création des banques d'émission et des banques spécialisées suivant les branches de l'économie à financer.

Quant aux *répercussions* mondiales de la révolution Russe, il n'est pas en notre pouvoir de contemporains, d'en définir exactement le sens et d'en mesurer la portée; l'avenir seul relèvera et expliquera le rôle effectif joué par ce grand événement historique dans les destinées de notre planète.

Mais d'ores et déjà on peut fournir quelques exemples pour en faire entrevoir les grandes directions.

Tout d'abord la révolution agraire qui s'est accomplie en Russie a provoqué des mouvements semblables dans beaucoup d'autres pays, surtout dans le voisinage : en Pologne, en Lithuanie, en Latvie, en Estonie, en Roumanie, en Grèce, pour ne citer que les principaux. Dans tous ces Etats des lois, rappelant plus ou moins le code agraire des soviets du début de la révolution, décrétèrent l'expropriation de tous les grands domaines au-delà d'une certaine limite qui varie selon les pays, et la cession de ces terres aux travailleurs agricoles par petits lots à charge de culture. A l'exemple des soviets, c'est une révolution agraire la plus grande de l'histoire de l'humanité qui s'accomplit littéralement sous nos yeux, sans parler de la révolution sociale qui remue jusqu'aux couches les plus profondes des peuples et des nations. La facilité même avec laquelle les soviets se sont emparés du pouvoir ne pouvait que provoquer l'envie et le désir du prolétariat des pays voisins de suivre leur exemple.

Parti de Pétrograd et de Moscou, le mouvement bolcheviste s'empare de la Hongrie, de l'Autriche, de la Bulgarie, il remonte jusqu'à la Bavière, l'Allemagne, il gagne ensuite l'Italie, il provoque des troubles en France, en Angleterre, et dans beaucoup d'autres pays pour aller agiter ensuite les colonies et pays exotiques. Il met en ébullition tout le continent asiatique, où la vague révolutionnaire se débarasse petit à petit du noyau purement communiste pour se transformer en révolutions nettement nationales et nationalistes.

Dans cet ordre d'idées l'exemple de la Chine est le plus typique, et l'agitation actuelle aux Indes paraît suivre cette voie.

Le mouvement révolutionnaire franchit enfin l'Atlantique pour jeter le feu au Mexique, à l'Amérique du Sud et pour soulever les masses des immigrants du nouveau monde.

Moscou est devenu le centre et le foyer de l'agitation mondiale, une sorte de laboratoire révolutionnaire des expériences économiques sociales ou politiques.

Moscou est le siège d'une puissante organisation fondée en 1919 par Lénine qui est la Troisième Internationale. Cette organisation, qui a des ramifications dans tous les pays et dans tous les coins du globe



terrestre, a pour but principal de « lutter contre la bourgeoisie internationale » pour allumer « le flambeau de la Révolution Universelle ».

Moscou comme un diable tentateur attire les regards de tous les peuples, de toutes les nations, de tous les esprits, par le mystère et l'immensité de l'expérience qui s'y accomplit, par des monstruosité qui y ont été commises, par ses répercussions grandioses sur les destinées de l'humanité.

Les mots : *Moscou, moscoutaire, soviétique* évoquent l'épouvante chez les uns et l'enthousiasme chez les autres, mettent aux prises les opinions les plus différentes et passionnent les gens des camps les plus opposés.

Enfin, toutes transformations politiques ou économiques actuelles, tous troubles et agitations de toutes sortes, tous les changements sociaux ou économiques qui entraînent une révision de toutes les bases de la société actuelle, toutes les questions pendantes qui agitent actuellement les esprits et s'imposent à l'attention des économistes, des sociologues ou des pouvoirs publics, etc, etc... tout ceci peut être rattaché directement ou indirectement à *l'actif* ou au *passif* de la Grande Révolution Russe.

### c) Mouvement fasciste

Immédiatement une réaction s'est produite contre cette menace universelle de la Komintern (1), qui voulait d'un seul coup précipiter dans l'abîme communiste tous les peuples, tous les Etats, toutes les Nations. Une résistance acharnée fut organisée dans les pays qui ont subi une emprise communiste directe, sans grands succès, il est vrai, à l'intérieur de la Russie, mais avec beaucoup de succès à l'extérieur. La Hongrie, la Pologne, l'Italie sont des pays qui ont vu de près le régime bolcheviste et c'est dans ces pays là que des ligues de la défense sociale ont été organisées pour lutter contre le bolchevisme envahissant et pour sauver le peuple de l'anarchie croissante.

Connu sous le nom de fascisme à cause de son origine italienne, ce mouvement de politique nationaliste contre l'internationalisme exagéré et de politique sociale contre le communisme guerrier, prend à son tour un caractère nettement révolutionnaire, modifiant profondément toutes les relations politiques, économiques et sociales du peuple, dès que les chefs de ce mouvement prenaient entre leurs mains le pouvoir public.

Si paradoxal que cela paraisse, on pourrait pourtant soutenir que le mouvement fasciste aussi bien que le mouvement bolcheviste sui-

(1) Abréviation courante des mots « Internationale communiste ».

vaient en quelque sorte le courant historique de l'humanité arrivée à un de ses points critiques de l'évolution, où elle cherche par des voies diamétralement opposées, mais révolutionnaires, les formules plus définies, plus claires, plus précises pour l'existence sociale, nationale et internationale des peuples.

Le mouvement fasciste s'est déclenché en Italie, lorsque l'Etat Italien, en pleine décomposition, faillit de sombrer définitivement. La révolution sociale paraissait triompher, et les drapeaux rouges déjà flottaient sur les toits des usines et municipalités socialisées et occupées par les communistes. Mais survint un homme qui ouvrit une nouvelle phase dans l'histoire des peuples. Cette nouvelle phase date de la fameuse marche de B. Mussolini sur Rome qui donne le pouvoir au parti fasciste; elle a eu un retentissement et des imitations un peu partout.

Il est certain qu'au début le mouvement fasciste trouvait un terrain favorable dans le mécontentement général des anciens combattants, des mutilés de guerre, des démobilisés de tous rangs, lorsque toutes les désillusions de l'après-guerre ont dû remplacer l'enthousiasme victorieux de la fin de la guerre et tout le monde a dû revenir à la rude réalité des choses.

Les premiers faisceaux de combattants (1) en Italie furent formés et complétés par des soldats rentrés chez eux des tranchées; échappés à la mort, mécontents, lésés dans leurs aspirations, ils se sont groupés contre le désordre et l'anarchie révolutionnaire contre la passivité de l'Etat et de la classe dirigeante qui semblait capituler devant la révolution. Le gouvernement laissait faire. La population ne réagissait plus, tout ce qui constituait les cadres de la Société : pouvoirs publics, administration, armée, police, paraissait avoir adiqué, s'être évanoui subitement.

Les soviets d'ouvriers se constituèrent, s'emparèrent des usines, en chassèrent les patrons, industriels et ingénieurs et les déclarèrent propriété du prolétariat. En même temps dans les campagnes, on procédait au partage des *latifundia* de l'époque romaine.

Désordres, troubles profonds de l'économie nationale à la suite de cette véritable révolution ont amené une disette. Et c'est alors que Mussolini paraît à l'horizon.

Il adresse une proclamation appelant aux armes ses faisceaux de combattants, leur mobilisation immédiate d'un bout à l'autre du pays, et en quelques semaines il s'empare du pouvoir dans tout le pays, puisque le pouvoir était vacant; depuis lors les fascistes le conservent jalousement entre leurs mains.

---

(1) Fasci dei combattenti.

Le mouvement bientôt commençait à déborder les frontières nationales; l'exemple fut contagieux et fut suivi par plusieurs pays de l'Europe et s'est aventuré même jusque dans l'Amérique.

Partout, il s'est dressé comme une réaction spontanée contre la menace bolcheviste, adaptée bien entendu aux circonstances de temps et de lieu, évoluée dans ses formes et modalités suivant le tempérament de chaque peuple, ses traditions nationales et ses origines.

A peu près tous les pays connaissent la formation des centuries fascistes et des ligues de patriotes et leurs luttes contre les organisations semblables du communisme. Dans plusieurs pays ils ont eu la chance de prendre entre leurs mains le pouvoir public.

Les dictatures récentes ou actuellement en vigueur en Hongrie, en Espagne, en Pologne, en Lithuanie, en Turquie, en Serbie, en Albanie, pour ne citer que les principaux (1), ont porté un coup décisif à l'ancienne démocratie Européenne qui traverse actuellement une crise d'enfantement, de transformation et de révision de ses bases fondamentales.

On évoque partout l'ombre de Sylla.

## § 2. — LES TENDANCES ÉTATISTES DEPUIS LA GUERRE

L'effroyable secousse de la Grande guerre et de la Révolution russe, avec le mouvement fasciste comme corollaire, a jeté un trouble dans la civilisation actuelle. Elle en a détraqué les principaux rouages dont il ne fallait pas chercher la réparation sans intervention de tous les Etats du monde; elle a bouleversé toutes les croyances aussi bien dans le monde individualiste que dans celui des socialistes, avec une nouvelle différenciation dans les deux clans; elle a créé enfin une atmosphère favorable à toutes sortes d'expériences politiques, économiques et sociales, dont l'expérience russe attire les regards du monde entier.

### a) Etatisme et la stabilisation du capitalisme

La guerre a mis en œuvre toutes les ressources des nations et tous les efforts de résistance des peuples. Elle a démontré aussi, qu'elle était presque exclusivement affaire de matériel, d'organisation et de puissance industrielle, à part la mobilisation de tous les éléments actifs de la population (2).

Toute production fut « mobilisée », « militarisée » et mise à la disposition de l'Etat et des autorités militaires.

(1) F. CAMBO : Les dictatures.

(2) W. OUALID : Politique sociale en France de 1914 à 1918, p. 3.



La conséquence la plus directe de cette « mobilisation économique » était l'habitude que l'Etat a prise d'intervenir partout où il n'osait point de le faire avant la guerre et l'expérience que cette intervention lui a fourni pour manier les choses économiques.

Au point de vue théorique l'on peut dire que l'étatisme de la période de la guerre est l'achèvement du système du *capitalisme monopoliste*, lorsque la concentration, bien que souvent forcée, du capital financier reçoit une forme la plus parfaite et se lie économiquement avec l'Etat, formant ainsi un « *konzern* » le plus puissant, qui règle et contrôle toute la vie économique du pays.

A la fin de la guerre cette idée de monopole général s'emparaît des esprits des économistes les plus en vue. On parlait beaucoup du monopole de l'industrie au profit de l'Etat, ce qui était d'ailleurs tout à fait naturel puisque l'initiative privée n'avait plus entre ses mains le régulateur économique de la vie nationale.

On sait bien que l'Allemagne est le pays classique des doctrines étatistes tant au point de vue de leur origine qu'au point de vue des premières tentatives de leur application. Elle dispose pour cela d'une machine bureaucratique développée et même souvent poussée à des limites extrêmes de discipline et d'ordre.

Il est donc naturel que c'est en Allemagne que cette idée du *monopolisme industriel* de l'Etat a reçu sa cristallisation nette et définie.

Connue le plus souvent sous le nom de système Rathenau (1) ou celui de *nationalisation industrialisée*, ce système groupe les entreprises de même nature en *syndicats dirigeants* et ces derniers en *fédérations nationales industrielles*. Ces organismes seraient gérés par des *Conseils d'Administration*, formés par la réunion de trois représentants qui personnifieraient les trois entités économiques : l'Etat, les travailleurs, et les consommateurs. Le conseil d'administration comprenait donc en principe un délégué de l'Etat, un délégué du personnel salarié et un délégué représentant les consommateurs ; il aurait compétence générale de gérer les entreprises sous le contrôle de l'Etat. Les syndicats du reste seraient *obligatoires* et l'Etat aurait droit à une part de *bénéfices*.

Ce n'était pas, certes, une régie d'Etat, mais une sorte d'entreprise publique nationalisée dont l'exploitation conservait le principe du capitalisme individualiste.

Ce système n'a pas reçu d'application intégrale même en Allemagne, parce que tout d'abord, la guerre étant terminée, on ne voyait plus des nécessités urgentes de cette application, mais on en a vu tout

---

(1) Feu WALTER RATHENAU, homme d'Etat et économiste allemand.

de même quelques réalisations dans l'économie allemande, surtout sous une forme des *entreprises mixtes* avec la participation d l'Etat.

Sans entrer dans les détails d'une critique sérieuse du système de direction par trois représentants, on peut cependant formuler la principale objection à laquelle se heurte cette doctrine, laquelle est la suivante : *gérer une entreprise par le personnel, c'est sacrifier l'intérêt général à l'intérêt professionnel des salariés.*

Ce système paraît aussi mauvais que celui des conseils d'usines qui se mêlaient à la direction technique de l'entreprise, en provoquant ainsi une anarchie et un dérèglement du mécanisme économique.

Si dans la plupart des pays belligérants les mesures prises en faveur d'une nationalisation générale de l'économie nationale ont subi un fléchissement brusque immédiatement après la guerre, les tendances plus ou moins étatistes demeurent dans les faits sinon dans la majorité des doctrines. Les prédispositions de l'économie pour l'unification se traduisent aujourd'hui par une tendance générale et de tous les pays vers une organisation économique plus rationnelle, plus appropriée aux possibilités matérielles et les facultés des nations, bref vers un *plan économique général et raisonné* qui imprimerait toute la vie économique du pays.

L'étatisme de la guerre s'est peut-être engagé un peu brusquement dans la voie de *l'économie dirigée*, sous la pression des événements, bien entendu, et c'est pour cela, certainement, qu'il a provoqué un recul incontestable, une réaction manifeste contre une réglementation trop sévère de l'économie pendant la guerre et a déplacé en quelque sorte l'énergie étatiste vers un protectionisme de plus en plus sévère, de plus en plus entreprenant, donnant à l'Etat une intervention dans tous les détails de la vie industrielle et commerciale, de même que vers une fiscalité de plus en plus envahissante, pénétrant jusqu'aux plus intimes secrets de la vie économique des pays.

Cependant, dans ces dernières années une certaine recrudescence de l'immixtion de l'Etat dans la vie économique se manifeste dans certains pays et notamment en Angleterre, par des mesures d'intervention dans l'industrie charbonnière et autres mesures plus ou moins socialistes, en Allemagne, par la création d'une sorte de chambre économique à côté des chambres politiques inscrites dans leur Constitution (1) et spécialement et surtout en Italie où le fascisme a instauré un nouveau système économique à base étatiste.

Il est donc indiscutable qu'à côté du monopolisme privé et de la concentration de plus en plus forte, même sur le plan international, des entreprises privées, il existe dans l'ensemble du capitalisme mon-

---

(1) Constitution de Weimar.

dial une tendance au renforcement de la *politique du contrôle de l'Etat* sur toute l'économie, et la direction de cette économie dans l'intérêt général de la nation.

Ce développement de l'intervention est un peu partout une nécessité, par suite des progrès techniques déjà fort avancés, de la socialisation de certains domaines de la vie économique tel que l'approvisionnement en énergie, de l'aggravation de la lutte pour la conquête du marché mondial, enfin une foule d'autres mesures qui nécessitent l'appui de l'Etat, ont une tendance nette à s'élargir (1).

La guerre mondiale a bien mis en lumière l'importance et la supériorité économique d'une organisation rationnelle et d'une concentration nationale; l'époque actuelle en exige de nouvelles institutions capables de substituer à l'anarchie présente un mécanisme scientifique et régulateur.

L'Europe et les pays du monde entier sortent petit à petit de cet état de chaos et de décomposition où ils se trouvaient immédiatement après la guerre, car presque partout les statistiques accusent que la production atteint sensiblement le niveau d'avant-guerre (2).

Le relèvement économique se poursuit avec une énergie nouvelle sur les ruines causées par la guerre et après la décadence post-militaire, mais à la suite de cette effroyable guerre, l'Europe a perdu la direction de la vie économique mondiale, car l'axe de rotation de la puissance économique s'est déplacé vers l'Amérique qui devient de plus en plus le centre universel du capitalisme.

En effet et pour cause, une certaine *stabilisation du capitalisme* mondial fut obtenue à l'aide des capitalistes Américains qui à ce moment détenaient les 4/5 de la réserve totale d'or et au prix d'une sujétion économique et financière de l'Europe à l'Amérique : stabilisation par le règlement des dettes interalliées, stabilisation par règlement définitif de la question des réparations, équilibre par la stabilisation des monnaies nationales (3), stabilisation par l'organisation rationnelle et scientifique de la production qui dépasse déjà dans certains cas le niveau d'avant la guerre, etc...

Le capitalisme actuel malgré une crise mortelle qu'il a subie au moment de la démobilisation et en dépit des prophéties communistes, manifeste une vitalité et une élasticité dont Karl Marx lui-même se serait étonné.

On sait que l'idée traditionnelle du Marxisme est telle que, *plus*

---

(1) E. VARGA : Economie de la période de déclin du capitalisme, p. 93.

(2) Sauf peut-être pour l'Angleterre, 1930.

(3) Allemagne, Pologne, France, Russie, etc...



*le capitalisme est vieux et qu'il revêt des formes supérieures, plus prêt il est à sa mort.*

Or, cette proposition classique du marxisme se trouve profondément faussé par les événements et démentis par les faits.

Il faut bien aujourd'hui reconnaître qu'on pourra formuler et défendre avec de bons arguments une proposition exactement contraire à celle de Marx. On peut dire : *plus la structure du capitalisme est supérieure, plus il est élastique plus il contient des éléments de vitalité.*

Mais ici *capitalisme ne veut pas nécessairement dire individualisme* ; il ne préjuge pas la question en faveur de cette doctrine, car *le principe capitaliste d'exploitation peut parfaitement vivre à côté du principe socialiste de production.*

Bien au contraire, le monde capitaliste se rend parfaitement compte de la *conjoncture* économique actuelle, suivant une expression qui devient de plus en plus à la mode, il cherche à réduire, autant que possible, les contradictions intrinsèques du système individualiste de la production, à remplacer l'anarchie de la production par l'introduction de certaine unité de direction dans les diverses branches de l'industrie, il arrive enfin à contrôler et régler le marché non seulement national mais universel, à l'aide de groupements monopolistes, des ententes économiques internationales ou autres groupements analogues, combinés avec les banques internationales extrêmement puissantes.

L'Etat y prend part active, soit en facilitant ces ententes nationales et internationales par des conférences économiques et politiques de toutes sortes, soit par la conclusion des traités plus ou moins conformes à l'intérêt national, soit même quelquefois par des luttes contre ces ententes économiques devenues d'une telle puissance qu'elles s'érigent en maître absolu au-dessus des Etats, et que l'Etat justement tient à conserver son indépendance économique vis-à-vis de l'extérieur.

#### **b) Doctrine économique des soviets.**

Il est tout à fait à part, le vaste champ d'expérience économique qu'est la Russie des Soviets où les doctrines étatistes, socialistes, communistes, naissent, se succèdent et s'appliquent avec une facilité des expériences physiques.

Ce qui caractérise particulièrement le bolchevisme russe, ce n'est pas seulement sa volonté destructive de tout ce qui rappelle « l'odieux régime bourgeois », mais aussi cette élasticité surprenante, cette sou-

plesse déployée, avec laquelle, il effectue cyniquement ses retraites stratégiques sur le front économique.

Se replier temporairement devant un ennemi plus fort, tout en restant fidèle à soi-même, voilà une des caractéristiques principales du bolchevisme russe (1).

Et en effet lors de leur arrivée au pouvoir et après avoir tenté l'application intégrale des principes communistes dans l'ensemble de l'économie nationale, les soviets ont dû revenir en partie aux principes capitalistes par l'inauguration de ce qu'on appelle d'une *nouvelle politique économique*.

« Nous sommes obligés aujourd'hui, disait Lénine, de battre en retraite, mais ce n'est que pour reprendre notre élan et mieux sauter ensuite » (2). Dès lors la nouvelle politique économique, qui constitue en principe la structure économique actuelle de la Russie soviétique, subit des retouches successives, en rendant le *capital d'Etat* maître de toutes les relations économiques et en réduisant au minimum le rôle du *capital privé*.

Cette préposition de Lénine résume parfaitement la politique économique des soviets et explique toutes les mesures prises, toutes les attaques successives, tous les revirements brusques et inattendus.

Il y a, par conséquent, deux principales doctrines soviétiques : l'une, qui est une doctrine purement *communiste*, celle du parti communiste et de la Komintern, doctrine vague, mal définie parce qu'irréalisable ; l'autre, qui est une doctrine *proprement soviétique*, érigée sur la politique économique exigée par les circonstances, créée à la suite de l'échec de l'application du communisme pur, présentant une sorte de résultante et de transaction entre le socialisme et la réalité des choses, et cherchant une *conciliation* plus ou moins abdicative du *communisme*, du *capitalisme d'Etat*, et du *coopératisme étatiste*.

Tout d'abord au point de vue de la doctrine générale, les auteurs soviétiques (3) attirent l'attention des occidentaux sur l'inexactitude de leur appréciation des œuvres respectives de Karl Marx et de Vladimir Lénine. Généralement on sépare leurs doctrines politiques, sociales et économiques, en disant que le marxisme est de la science, de la théorie pure, tandis que le léninisme est de la pratique, de la politique, de l'application du marxisme. Les auteurs soviétiques soulignent au contraire qu'il existe une unité de la théorie révolutionnaire et de la pratique révolutionnaire du marxisme et du léninisme (4).

(1) ZINOVIEV : *Léninisme*, p. 191.

(2) LÉNINE : *Œuvres complètes*. Discours du 18 novembre 1922.

(3) BOUKHARINE, TROTSKY, BELA KHUN et autres.

(4) BELA KHUN : *La Komintern en résolutions*, p. 216.

D'après eux, le léninisme n'est autre chose que le marxisme de la période de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne que Lénine n'est pas un simple réalisateur des théories marxistes, qu'il n'est pas non plus un commentateur génial de Marx. S'il est son continuateur célèbre, il a son œuvre personnelle, œuvre immense qui se distingue principalement par ses propres théories et notamment par la théorie et de la tactique de la révolution prolétarienne en général et de la dictature du prolétariat en particulier. L'œuvre de Lénine surpasse celle de Marx non seulement parce que l'Internationale fondée par lui manifeste plus de vitalité et d'énergie révolutionnaire, mais aussi par le fait même qu'il a essayé de mettre en pratique ses théories et de les observer en application.

Dans l'ordre de cette application de la théorie révolutionnaire, les auteurs et les théoriciens soviétiques estiment, pourtant, que le système actuellement en vigueur est loin d'être socialiste ni communiste, mais que ce système est historiquement nécessaire, quoique provisoire, que la dictature du prolétariat est le seul moyen possible pour délivrer l'humanité des « horreurs du capitalisme » et pour arriver au triomphe définitif du communisme.

Même les plus intransigeants d'entre eux se résignent à voir dans cette « *période provisoire* », une phase de longue durée, une période de longues transitions et de préparations progressives au socialisme, un stade d'entraînement prolongé des masses populaires à la vie nouvelle.

A ce point de vue, la doctrine économique des soviets est donc essentiellement une *doctrine provisoire*. Au fait, cette doctrine, dans ces principes généraux, menace de s'installer définitivement.

Si les auteurs soviétiques ne s'accordent pas tous sur la qualification de la doctrine officielle, le contenu n'en est-il pas pour cela le même.

Les uns les plus prudents qualifient cette doctrine en vigueur de « *capitalisme d'Etat dans un Etat prolétarien* », les autres, plus intransigeants et par aversion à ce mot « capitalisme », préfèrent lui donner le nom de « *doctrine économique successivement socialiste* » pour bien marquer son caractère temporaire et ses affinités avec l'idéal socialiste.

Le plus simple serait de qualifier ce système éclectique de doctrine de *l'étatisme soviétique*, car il n'est pas contestable qu'elle est une doctrine *sui generis*, c'est-à-dire sans précédent dans l'histoire économique, avec toutes les singularités résultant de l'application de la théorie générale de la révolution sociale.

Avec Lénine tous les auteurs soviétiques ne manquent pas l'occa-



sion de souligner que si, à la suite de l'inauguration de la « *nep* » (1), le régime économique des soviets se rapproche beaucoup du capitalisme d'Etat, il y a cependant des différences d'ordre politique et social profondes qui le séparent du capitalisme d'Etat ordinaire, tenté ou pratiqué dans certains pays, car le capitalisme soviétique est pratiqué par des communistes et au profit de la classe ouvrière (2). Mais c'est là une constatation qui n'est pas d'ordre économique.

Il y a pourtant des différences plus profondes qui tiennent à la nature même et à l'origine du régime économique. L'étatisme soviétique est caractérisé tout d'abord par une réglementation minutieuse des profits de toutes entreprises soviétiques et le contrôle étroit du *secteur privé* qui, malgré tout, manifeste une vitalité étonnante. Un autre trait distinctif du capitalisme soviétique, qui le rapproche du socialisme, est la suppression partielle du marché des échanges et le rôle dominateur et régulateur de l'Etat sur tous les marchés. Enfin et surtout, il se distingue par la direction générale et effective de l'économie nationale avec une « *coopérisation* » plus ou moins forcée de la population à l'aide et sous le contrôle des pouvoirs publics. Les applications récentes d'une collectivisation totale de la production agricole est un pas décisif vers le *monopole général de l'économie nationale*, pour tenter de réaliser ensuite le règne collectiviste, « en attendant la victoire définitive du communisme ». Mais le communisme reste dans les rêves des dirigeants, c'est l'étatisme qui est dans les réalités.

### c) Doctrine économique du fascisme

Cet idéal étatiste est résolu différemment par la doctrine fasciste qui prétend trancher les questions économiques et sociales avec la même rapidité qu'en matière politique.

Cependant, il n'y a pas longtemps encore qu'on affirmait volontiers, même dans les milieux philofascistes que le fascisme n'a pas de doctrine. On le considérait comme un mouvement de réaction contre la révolution échouée, par conséquent un mouvement conservateur, un mouvement pratique, mais on lui déniait une doctrine, une idée fondamentale, une conception philosophique.

Il est indiscutable qu'au début le fascisme n'était pas l'application d'une doctrine, surtout en matière économique, mais il en crée une. L'action a précédé la théorie. Ce n'est pas une doctrine qui a donné naissance au mouvement fasciste, mais c'est le mouvement fasciste qui a mis au monde une doctrine.

(1) Abréviation courante des mots : « nouvelle politique économique ».

(2) V. LÉNINE : Œuvres complètes, T. XVIII.

Cette doctrine définit la forme, le but et les droits du gouvernement de l'Etat en matière politique, économique et sociale.

Le fascisme, conformément à l'évolution générale des peuples, considère les individus vivant à une certaine époque comme un anneau de la chaîne ininterrompue des générations passées, présentes et futures.

Et puisque les intérêts des individus peuvent être souvent en violent conflit avec ceux de l'espèce humaine en général et de la nation en particulier, il est nécessaire que le gouvernement ne soit pas entravé dans son action par les exigences individualistes, mais qu'il possède, au contraire, l'autorité indispensable à l'exécution de sa tâche.

Cette mission gouvernementale implique très souvent un sacrifice imposé aux individus vivant sous la garde de l'Etat.

Au-dessus des intérêts de ces individus, l'Etat doit placer les intérêts de la nation, c'est-à-dire ceux d'une série indéfinie de générations.

A l'encontre de la Révolution française qui a bâti la société politique et économique *sur l'individu*, le fascisme pose sa base *dans la famille*, dont font partie les aïeux et la progéniture, dans la *nation*, qu'elle considère comme une famille élargie.

L'égoïsme naturel de l'individu doit s'incliner nécessairement devant l'intérêt de la nation et doit être remplacé par un *esprit de sacrifice*. Le fascisme place la solidarité nationale au-dessus de la solidarité de classe. Il demande la coopération économique de tous pour la régénération de la société au profit surtout des générations futures (1).

Il veut un Etat fort non pas pour supprimer complètement l'activité économique individuelle mais pour régulariser cette activité et l'orienter d'autorité, pour que la communauté nationale toute entière en bénéficie.

La doctrine fasciste rétablit la hiérarchie, l'autorité et la discipline, elle dénonce des pertes énormes d'énergies économiques sous le régime individualiste et veut supprimer l'oisiveté de l'élite.

L'étatisme de la doctrine fasciste se manifeste de la façon la plus flagrante, par l'hostilité qu'elle professe à l'égard de l'individualisme économique et le socialisme égalitariste, par la subordination de la production et de l'industrie à l'intérêt national, par la proclamation du principe : « *production avant tout* », enfin par le contrôle général et effectif de cette production.

Réunissant tous les producteurs, tous les industriels, tous les

---

(1) H. DE VRIES DE HECKELINGEN : Le fascisme et ses résultats, pp. 108, 109.

commerçants en syndicats et corporations, rassemblant tous les ouvriers, tous les travailleurs en syndicats obligatoires suivant les métiers, groupant tous ces syndicats et corporations professionnelles en fédération et *confédérations nationales* et au-dessus en *conseil national des corporations*, sous la main de l'Etat, le gouvernement conserve de la sorte la direction de toute l'économie nationale.

Ainsi, il y a une confédération générale pour l'industrie agricole, il y en a une pour le commerce, il en est de même pour les transports, les banques et même pour les professions libérales.

La doctrine économique du fascisme comprend bien le mouvement moderne en faveur des associations de toutes sortes, et c'est à l'Etat qu'elle assigne le rôle organisateur de toutes sortes d'associations et de syndicats, en assurant de la sorte l'unité et la collaboration étroite des pouvoirs publics avec toutes les branches de l'économie nationale.

C'est en somme une *résurrection des anciennes corporations* du Moyen-Age, sous une forme plus moderne, plus appropriée aux conditions de la vie actuelle.

Certains auteurs voient dans le fascisme économique la renaissance du *Colbertisme*, d'autres y voient une nouvelle version du *machievalisme* appliqué dans l'ordre économique des choses.

Il est plus juste de voir dans le fascisme une doctrine nouvelle, ayant sa propre idée fondamentale, bien que présentant une sorte de *colbertisme moderne*.

Quoi qu'il en soit, la doctrine fasciste dépasse de beaucoup les frontières nationales de l'Italie. Le fascisme, de l'italien au début, devient bientôt une « *fièvre méditerranéenne* » (1) pour occuper ensuite une place internationale importante.

On étudie partout le fascisme dans sa doctrine et dans ses faits, on fonde des centres spéciaux d'études théoriques et pratiques du fascisme, des écoles supérieures, consacrées exclusivement aux études fascistes et des instituts nationaux du fascisme (2).

#### d) **Appréciation générale des tendances étatistes actuelles**

A la question de savoir dans quel sens aujourd'hui marche l'humanité économique, il ne peut-être, après avoir pesé tout pour et contre, qu'une réponse : *dans le sens de l'intervention*.

Et la cause principale et profonde de ce phénomène réside dans l'industrialisation universelle et le développement croissant continu et prépondérant de l'industrie au détriment de l'agriculture, ce qui

(1) Suivant l'expression employée par Nitti.

(2) Centre international d'études sur le fascisme. Etudes, 1930.



crée incontestablement un terrain plus favorable qu'autrefois à l'imixtion des pouvoirs publics dans le domaine économique.

D'autre part, l'exemple de la Grande guerre, de l'économie soviétique et des applications fascistes nous fournit une documentation énorme pour étudier les voies du développement de l'étatisme économique actuel, ainsi que pour opérer une vérification et même une revision des bases de l'économie politique. Elle permet de faire toutes inductions et généralisations pour arriver à étayer une certaine construction doctrinale et tirer toutes conséquences logiques qu'elle comporterait.

La guerre ne nous a pas donné de doctrines nouvelles (1), par contre, elle nous a mis en présence de nouvelles voies, de nouvelles méthodes économiques, créées par les nécessités de la défense nationale, et a ouvert les possibilités qui paraissaient jusqu'alors utopiques.

La période assez longue de l'existence du régime économique et de l'application des doctrines soviétiques prouve nettement l'impossibilité de créer une économie purement communiste, et ceci malgré tous les efforts du gouvernement des soviets et de la Komintern, malgré la dictature politique, économique et sociale du parti communiste, malgré les pouvoirs absolus, les finances d'un grand Etat, la machine bureaucratique et administrative bien développée, enfin et surtout malgré l'enthousiasme révolutionnaire.

Il faut, par contre, bien reconnaître que la doctrine et la pratique soviétique fournit un exemple classique d'une économie dirigée vers une étatisation et socialisation intégrale de tous les domaines de l'activité humaine.

La doctrine fasciste est beaucoup moins rigoureuse à ce point de vue, mais il est encore difficile de se prononcer nettement sur ses résultats.

Certes, la « *théorie* » nouvelle des expériences économiques et sociales appliquées en grand, en série, sans le moindre souci du matériel humain, serait peut-être une théorie rationnellement fort bien conçue et méthodologiquement très bonne, mais elle exige beaucoup de victimes, trop de victimes, même. Car il ne faut jamais oublier cette simple et vieille vérité que *la fin si bonne et louable soit-elle, ne pourra pas toujours justifier les moyens.*

Dans la plupart des cas, il faut bien avouer que nous assistons à une poussée nouvelle et inévitable de l'interventionisme économique qui tend de plus en plus de *créer et d'affirmer à côté de l'Etat politique un Etat économique et un Etat social.*

---

(1) Sauf à la fin.

Il est pourtant douteux que l'étatisme, même s'il ne trouvait plus aucune résistance à son application intégrale, puisse substituer complètement l'Etat à la place de l'initiative privée, dans toutes les natures de production ou de circulation. Et comme le but de l'étatisme intégral serait d'englober progressivement tout ce qui est sujet à moindre chance d'exploitation collective, c'est-à-dire théoriquement presque toute l'activité économique des hommes, il se heurterait nécessairement à des difficultés insurmontables.

Or, le problème est ainsi mal posé. Englober toute l'économie du peuple ou de l'humanité dans un seul organisme étatiste, aboutirait nécessairement au règne du *socialisme intégral et autoritaire* qui n'est autre chose qu'une servitude perpétuelle.

Dans cette tendance interventioniste et étatiste, il faut, semble-t-il, chercher un *terrain de justes limites entre les domaines respectifs des sphères économiques de l'Etat et de l'initiative privée*.

Ces deux sphères ont un besoin de vivre, chacune dans ses cadres propres, raisonnablement délimités, dans la mesure des nécessités de l'évolution économique et sociale de l'humanité.

Il s'agit donc de trouver un critérium sûr, un principe net et défini de cette distinction qui paraît s'imposer à tout esprit scientifique, une base philosophique solide et conforme à l'évolution générale de l'Humanité.

---

## CHAPITRE II

# *Le progrès de l'Humanité et la doctrine économique*

---

Le concept du progrès indique une amélioration de l'ensemble des conditions de vie matérielle et morale à travers le temps dans le mouvement de la civilisation et de l'évolution générale de l'Humanité.

L'évolution, comme le terme l'indique (1), désigne un processus élémentaire qui se produit en dehors de la volonté organisée, à force de cause naturelles qui agissent en dehors de la conscience humaine. L'évolution prépare les faits, mais elle ne peut les changer.

La civilisation est l'organisation de l'espèce humaine conformément aux exigences de la nature et les facultés des hommes. Elle est, en quelque sorte un adaptation de *l'ordre civil à l'ordre universel*, en vue de l'appropriation de notre planète aux besoins de l'humanité. Dans sa synthèse, elle tend à substituer la science à l'empirisme dans la direction du monde.

Sans se faire d'illusions sur la valeur réelle des progrès réalisés par les hommes depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, il est certain que la société humaine retire des avantages de plus en plus grands de leur vie commune, surtout du côté matériel du problème, sans dénier pourtant les progrès de toute sorte dans le domaine moral, comme le faisait J.-J. Rousseau qui voyait l'âge d'or derrière lui, et qui prétendait que l'humanité regressait et non pas progressait.

Il faut bien reconnaître qu'il y a un *instinct du progrès* chez l'homme, comme il y a chez lui *instinct de conservation*. Et une certaine contradiction dans les termes de « progrès » et de « conservation », s'explique très bien par le fait que l'homme marche toujours à des acquisitions nouvelles, il *aspire machinalement au progrès*, mais il tient beaucoup à *conserver ce qu'il a*, ou ce qu'il a déjà acquis.

---

(1) Terme emprunté aux sciences naturelles.



Une doctrine économique et sociale doit naturellement s'adapter aux progrès déjà réalisés en puisant ses bases dans les réalités économiques et sociales pour s'induire ensuite à des théories indiquant les lignes de direction à suivre dans l'avenir.

Et comme la loi de l'évolution, qui préside à tous les phénomènes de la vie matérielle et morale, s'impose aussi bien en cette matière qu'en une autre, il ne peut pas y avoir de doctrine économique et sociale absolue, éternelle, applicable à tous temps, tous âges, tous degrés de civilisation de l'humanité.

Il y a une histoire économique et sociale de l'homme, il y a une histoire des doctrines économiques et sociales, comme il y a une loi de l'évolution générale de l'Humanité, mais il y a une multitude de doctrines créées à une époque déterminée et répondant au degré du développement politique, social, économique, moral, philosophique de la pensée humaine.

Un court aperçu sur le mouvement doctrinal en face des faits, des événements, des progrès de toute sorte, ainsi que l'analyse des bases évolutionnistes matérielles ou morales avec une synthèse économique et sociale actuelle, servirait d'une grande prémisses nécessaire à toute construction théorique, prétendant de dégager les tendances fondamentales de l'évolution actuelle et future, pour faire asseoir sur elles les principes d'une organisation nouvelle.

### Sect. I. — LES BASES MATÉRIELLES DU PROGRÈS ACTUEL

On peut critiquer le matérialisme historique comme une base philosophique insuffisante pour expliquer et interpréter complètement l'histoire de l'Humanité, à cause des réactions constantes de la pensée et de la morale sur la vie matérielle des hommes vivant en société, mais il faut reconnaître qu'il a un mérite extrêmement précieux dans ce qu'il a su nettement formuler un principe historique fondamental qu'est la loi *loi de dépendance étroite* de l'ensemble de la vie intellectuelle et morale de la vie matérielle, de la base économique, d'un degré de civilisation ou d'une civilisation donnée.

Il serait même préférable au point de vue purement réaliste de parler d'une certaine suprématie de la vie matérielle sur la vie morale, d'une emprise matérialiste sur la « *supra structure morale* » (1), car ce n'est que la matière qui a une existence palpable, et c'est elle qui fournit le fondement à la vie morale, un support solide sur lequel se déroulent tous les phénomènes, toutes les transformations et toutes les perturbations de cette supra structure.

---

(1) Expression de Karl Marx.

Etudier les progrès de la vie matérielle, c'est toucher à la base même de l'évolution économique et sociale des peuples, c'est prévoir les grandes lignes de direction suivant laquelle l'humanité poursuivra inévitablement son développement futur.

Les progrès matériels de l'époque actuelle peuvent se résumer en trois mots : *électrification, chimisation, diffusion*.

## § 1. — L'ÉLECTRIFICATION ET LA CONQUÊTE DE LA NATURE

L'économie moderne de tous les pays utilise dans une large mesure l'énergie des forces naturelles. Une partie considérable de cette énergie trouve son application sous forme de l'électricité. L'humanité s'approche de plus en plus de l'époque où la conquête des sources incommensurables de la Nature lui permettra d'organiser son économie avec le minimum de dépenses de force musculaire.

En effet, la révolution électrique moderne, basée sur les richesses énergétiques du globe, amènera nécessairement une électrification universelle qui changera complètement la face du monde.

### a) Richesses énergétiques du Globe

La science actuelle nous permet d'affirmer sans discussion que *la richesse énergétique du Globe dépasse de beaucoup les besoins présumés des hommes en énergie*.

A part la force musculaire de l'homme et de l'animal, source d'énergie autrefois très importante, mais dont l'importance dans la production diminue rapidement à cause de l'envahissement quasi-universel de la force mécanique, les réserves de l'énergie sont *incalculables*.

La chaleur solaire, l'énergie latente des marées, l'énergie thermique des mers tropicales, l'électricité atmosphérique, certaines énergies physico-chimiques, etc... sont des sources d'énergie dont on conçoit à peine l'ordre de la grandeur quantitative et dont on utilise actuellement qu'une partie infiniment petite.

Par contre, l'énergie thermique des combustibles, l'énergie hydraulique et la houille blanche, l'énergie du vent sont des réserves de force dont on puise couramment de nos jours.

Au point de vue de la conservation de leur forme, toutes les réserves de l'énergie peuvent être classées en deux catégories extrêmement importantes, car de la durée de l'utilisation de ses réserves dépend l'avenir et même l'existence de l'Humanité :

Dans la première catégorie on peut ranger toutes les ressources

d'énergie qui ne sont pas *renouvelables*, telles que les fociiles, les pétroles, les gaz, du bois, etc...

Dans la seconde classe on peut grouper les ressources qui sont *régulièrement renouvelables*, comme la force hydraulique de la houille blanche et de la houille verte, la force énergétique du vent, l'électricité atmosphérique, etc...

D'après les calculs approximatifs mais appuyés sur une base solide, toutes les sources renouvelables vont être inévitablement tarées d'ici quelques deux cents ans, ce chiffre étant une moyenne approximative.

A la suite de cet épuisement certain, il est rigoureusement logique de conclure que *l'économie actuelle ne pourra pas conserver ses bases technologiques au-delà de ce délai fatal*.

Il est même fort probable que sans attendre l'épuisement total des réserves éphémères de l'énergie, on abandonnera purement et simplement leur exploitation et on s'occupera d'autres sources, aujourd'hui à peine entamées, qui remplaceront avantageusement l'ancienne base économique, pour libérer l'Humanité des attaches trop intimes avec le sous-sol et la délivrer des nécessités d'aller dans les profondeurs des mines pour creuser les entrailles de la Terre.

### **b) Révolution électrique**

La forme moderne de l'énergie, à laquelle du reste toutes les autres formes sont plus ou moins facilement transformables, est l'électricité. C'est cette énergie mystérieuse qui a révolutionné le monde moderne. A l'exception peut-être de l'époque qui vit l'introduction de la machine à vapeur, aucune autre époque n'a jamais connu une révolution industrielle pareille avec des répercussions économiques et sociales qui marquent toute une épopée.

L'énergie électrique, utilisée le plus souvent à l'aide d'énergie hydraulique qu'on gaspillait jusqu'ici, a prodigieusement élargi le domaine des applications industrielles. Au surplus, elle l'a affranchi de la nécessité de se grouper autour des réserves de charbon.

Le XX<sup>e</sup> siècle a su tirer un parti notable de cette nouvelle invention qui laisse en même temps d'escompter des possibilités d'application jusqu'ici inespérées. Si le XIX<sup>e</sup> siècle était le siècle de la vapeur, le XX<sup>e</sup> siècle marque véritablement un âge, l'âge de *l'électricité*.

C'est l'électricité qui a opéré cette transformation merveilleuse des usines et des fabriques, autrefois noires de fumée, en de véritables *palais du travail*, grâce à l'installation des génératrices électriques qui occupent 10-15 fois moins de place que les machines à vapeur



de la même puissance, avec un personnel extrêmement réduit, ce qui a amené le bon marché des produits fabriqués.

Le moteur électrique se propage partout, même dans l'agriculture, même dans l'industrie domestique. C'est lui qui fait marcher les moissonneuses, les batteuses, toute sorte de machines agricoles, les tracteurs électriques, etc... C'est lui qui a permis le confort moderne : ventilateur, aspirateur, ozoneur, machine électrique à calculer, etc, etc... Sans parler de la grosse industrie : métallurgie, textile, chemin de fer, papier, etc, etc...

Le développement de l'industrie moderne qui progresse à pas de géant, exige des ressources énormes de l'énergie et pousse l'homme à de nouvelles recherches et à de nouvelles utilisations dans ce domaine.

Bien que l'énergie est connue depuis des temps antiques, ce n'est qu'au XX<sup>e</sup> siècle qu'on a trouvé le moyen de transformer cette énergie et de la transmettre à grande distance sous forme de courant électrique.

L'un des obstacles économiques pour la transmission de l'énergie électrique à grande distance est le prix assez élevé du cuivre et des métaux conducteurs qui servent à cette transmission, on utilise dans ces temps derniers l'aluminium, moins cher, mais qui coûte tout de même à installer. Le problème paraît être aujourd'hui résolu, du moins théoriquement et on n'attend que l'utilisation industrielle de la possibilité de transmettre l'énergie électrique à travers l'espace sans aucun conducteur, à la manière des émissions et des réceptions radioélectriques. Les expériences poursuivies en cette matière permettent déjà d'espérer de bons résultats.

Une fois résolu pratiquement, ce problème, on pourra aller loin avec ce système de transmission de l'énergie, et d'envisager la distribution de l'énergie électrique pour tous les besoins avec une facilité enfantine.

### c) Bienfaits de l'électrification

On entend sous le nom de l'électrification, l'aménagement progressif des sources de l'énergie en vue de la production de l'énergie électrique et de son utilisation économique quasi-universelle.

*Atteler le plus grand nombre de sources d'énergie naturelles* pour les transformer et utiliser sous forme de l'électricité, est la tâche de l'électrification, tâche, qu'elle poursuit lentement, à cause des immobilisations de capitaux qu'elle exige actuellement, d'autant plus que ces immobilisations à longue durée et à amortissement très lent ne tentent pas toujours l'initiative privée.

Si l'utilisation des chutes d'eau et des courants de fleuves, qui se poursuit énergiquement depuis un certain temps à peu près dans tous les pays, exige des installations extrêmement coûteuses, il est évident que la construction des dispositifs pour capter l'énergie thermique des mers tropicales, par exemple, ou bien l'aménagement des digues à plusieurs centaines de kilomètres pour utiliser et transformer en électricité l'amplitude des marées, nécessiteraient l'investissement des chiffres astronomiques de capitaux.

Quoi qu'il en soit, ces projets n'ont rien de chimérique, ils sont déjà travaillé sérieusement et n'attendent pour leur réalisation que l'intervention de l'Etat ou des Etats pour imposer une volonté ferme, un plan net et défini, pour obtenir un concours nécessaire des esprits, du capital et du travail et soumettre les intérêts individualistes à l'intérêt général de l'humanité.

L'électrification opère une transformation complète de la vie économique actuelle, par des installations de puissantes centrales qui fournissent l'énergie à bon marché, par la transformation radicale des pays agricoles en pays industriels, par la pénétration de l'énergie électrique dans la vie domestique courante.

Elle opère ensuite une transformation des relations sociales et politiques, par la multiplication des moyens de communication, la rapidité des relations, la vitesse de transmission de la pensée humaine, par des conquêtes récentes de la T. S. F. et du cinéma parlant, par des possibilités inespérées de la télévision, etc...

L'électrification donne exactement la mesure du progrès de l'humanité. Elle est le procédé le plus révolutionnaire des procédés techniques qui ait jamais été enfanté par le génie de l'homme, et aussi le plus bienfaisant (1).

Les conclusions du *Premier congrès universel de l'énergétique*, qui a eu lieu à Londres en été 1924, sont dans ce sens, de même que de celui qui a eu lieu à Berlin en 1930.

Dans cet ordre d'idées, il est intéressant à noter les efforts extrêmement considérables qu'on emploie actuellement en Russie dans la voie de l'électrification générale, car cette électrification se poursuit là-bas méthodiquement et d'après un plan soigneusement étudié, les ingénieurs du monde entier contribuent à l'exécution de cette œuvre gigantesque qui va complètement changer la face de la Russie agricole.

---

(1) *Revue économique internationale*, octobre 1928, p. 35.

## § 2. — LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE ET LA CHIMISATION DE LA VIE MODERNE

La nature, qui fournit les matières premières pour toutes les transformations économiques, sert de base à toute activité de l'homme. La Terre et l'agriculture en particulier lui procurent toutes les matières nécessaires à son entretien quotidien et à la conservation de sa vie.

L'agriculture qui n'est autre chose que l'ensemble de procédés qui permettent par l'exploitation superficielle de la terre d'obtenir des produits qui, directement ou indirectement, servent à la satisfaction de nos besoins, reste l'industrie dominante de l'humanité.

Aussi l'humanité cherche-t-elle à s'affranchir de cette domination qui pèse trop lourdement sur elle et à trouver le moyen de triompher des résistances de la Nature.

### a) Sens de l'évolution agraire

L'industrialisation de l'économie agricole, rendue possible à la suite de la découverte des engrais chimiques et la mécanisation du travail agricole, est, l'on peut dire, le produit des temps modernes.

Cette découverte prévient l'épuisement rapide du sol par une culture prolongée et permet de restituer les matières drainées par cette culture au sol, pour assurer le processus chimique qui forme le grain.

De nouveaux horizons se sont ouverts en cette matière depuis le jour où les découvertes récentes ont permis de tirer directement de l'air des produits azotés, qui forment la base des engrais chimiques et la substance nutritive des aliments.

*L'immense domaine de l'air devient donc une mine inépuisable de matières premières nécessaires à la chimie agricole.*

En effet, les progrès récents réalisés par la chimie de l'azote, celle du carbone et de la chimie biologique en général, ouvrent des perspectives nouvelles pour la transformation complète du domaine de l'économie agricole.

Etant en principe un procédé de fabrication des produits exécutés par la Nature elle-même, l'agriculture est largement aidée par l'intervention constante de l'homme qui cherche à soumettre à sa volonté ce processus *naturel* et de le rendre de plus en plus *artificiel*, mais il reste encore en cette matière de grands progrès à réaliser, car la réaction chimique de croissance naturelle des cultures est extrêmement lente à s'accomplir et demande des mois et même des années pour son accomplissement.



Si l'on découvrait un procédé qui pourrait rendre plus rapide cette réaction chimique par la nature, le problème agricole aurait été brillamment résolu.

On aurait pu de la sorte soustraire l'agriculture des influences atmosphériques et la rapprocher de plus en plus de l'industrie ordinaire.

Les cultures marichères des grandes villes se rapprochent déjà par leur organisation et leurs méthodes à la culture transformée à une sorte d'usine à fabriquer des fruits et des légumes à l'aide d'un traitement biologique et chimique approprié.

Le même mouvement s'observe dans toute l'agriculture qui suit cette transformation profonde de sa nature et de ses méthodes qui la rendent de plus en plus indépendante de la qualité du sol, du climat et des conditions atmosphériques.

Il ne lui reste qu'un pas à franchir pour devenir une vaste usine à fabriquer tous les produits agricoles.

#### b) Synthèse organique et la question alimentaire

Ce sont les progrès de la chimie industrielle souvent combinés à ceux de l'électrification qui donnent le caractère particulier à la technique moderne : production de l'azote synthétique tiré directement de l'air, liquéfaction du charbon, production de la soie et des tissus artificiels, régénération et la synthèse du caoutchouc à base artificielle, etc... ne sont que des principales de ses manifestations de la technique moderne de la production. De cette manière, on arrive à remplacer les matières premières rares par celles qu'on trouve partout et à abaisser ainsi considérablement le prix des produits fabriqués. On remplace, par exemple, le fer et le bois par le béton, la salpêtre du Chili par la salpêtre artificielle, la soie naturelle par la soie artificielle, les matières grasses d'origine végétale ou animale par les matières grasses synthétiques, etc...

Pour résoudre la question alimentaire, il faut résoudre la question de l'azote organique, qui constitue la base de l'alimentation de l'homme à côté d'autres matières organiques et minérales qui sont beaucoup plus faciles à trouver et à fabriquer.

La fabrication naturelle ou artificielle de nos aliments exige nécessairement des *hydrocarbures* et des *nitrate*s, dont les premiers sont des producteurs de l'énergie thermique, tandis que les seconds donnent la vie.

Les carbures nous sont fournis par des céréales dont certains pourront être « *fabriqués* » assez rapidement, de telle sorte que le problème ne rencontrerait pas de ce côté de sérieuses difficultés.

Il reste à trouver le moyen de « fabriquer » des nitrates et notamment les *protéines* et les *albuminoïdes*, pour résoudre d'une façon satisfaisante la question alimentaire.

On obtient, en effet, des matières azotées des blés et des viandes, mais le processus de la préparation de ces matières par la Nature s'effectue très lentement.

Depuis un certain temps pourtant cette question est entrée dans une phase systématique qui donne déjà des résultats pratiques fort appréciables; surtout depuis la découverte récente de la production des albuminoïdes à l'aide des *microorganismes*.

Bien que la chimie agricole ait fait des progrès énormes en matière de perfectionnement des cultures et de croissance rapides des plantes, il faut, même aujourd'hui, des mois et quelquefois des années pour chaque génération d'une culture végétale.

Or, il en est tout différemment avec le procédé des microorganismes où ce changement de génération à génération s'effectue en une seule journée et même plusieurs fois par jour (1).

On aperçoit tout de suite les avantages de ce procédé et les possibilités colossales qu'on pourra en tirer.

Pratiquement le procédé de fabrication des matières alimentaires consiste à cultiver dans les milieux riches en hydrates de carbone une levure spéciale susceptible d'utiliser directement les sels ammoniacaux pour former les albuminoïdes utilisables dans l'alimentation humaine (2).

Sans entrer dans les détails techniques de fabrication, ce procédé dit de *levure minérale* utilise des milieux nutritifs constitués par un liquide contenant des matières hydrocarbonées. Pour cela, on utilise très avantageusement des eaux résiduaires, telles que les petites eaux des sucreries, de distilleries, eau de lavage des féculaires et aussi les eaux de lessivage des usines de pâtes à papier.

Comme source d'azote on emploie des sels ammoniacaux et l'ammoniaque; il est très important à noter, qu'il peut être tiré directement de l'air.

La levure se développe d'une façon infiniment plus rapide que la levure ordinaire de brasserie.

Le produit obtenu de la sorte se présente sous forme d'une poudre jaunâtre sans odeur et même sans saveur, s'il est convenablement traité (3).

(1) BRONSTEIN : Anthologie de l'histoire de la culture matérielle, p. 334.

(2) R. JAURÉGUI : Industrie allemande et la guerre, pp. 84, 85.

(3) On obtient ainsi 160 kilos de levure pressée plus de 37 kil. 5 de sels nutritifs de 100 kilos de sucre utilisé. La levure qu'on prépare renferme 50-60 % de matières sèches et 3 % de matières grasses.

La levure s'est montrée un aliment azoté très digestible et parfaitement assimilable par des quantités considérables.

Présenté par des autorités scientifiques qualifiées, vulgarisé par des revues techniques les plus diverses, envisagé à la fois comme un remède à la crise alimentaire et le triomphe de l'industrie actuelle, ce procédé approche inévitablement une révolution qui va transformer complètement la production agricole.

Il est, d'autre part, très important de constater que ce procédé de fabrication des matières alimentaires azotées est sorti déjà de sa phase des expériences purement laboratoires pour entrer dans sa phase industrielle. Grâce aux subsides du gouvernement, de grandes usines ont été installées pendant la guerre en Allemagne et leur nombre ne fait que s'accroître depuis.

A-t-on besoin de dire que ses tentatives ont suscité les plus grandes espérances !

### **c) Chimisation générale et la disparition de l'agriculture**

Le développement actuel de la chimisation signifie en même temps une substitution du travail chimique au travail mécanique dans un grand nombre d'industries.

Les horizons nouveaux se sont ouverts en cette matière, surtout ces temps derniers, à la suite de la découverte d'une source de matières premières pour ainsi dire inépuisable.

L'extraction de l'azote de l'air et la fabrication des produits azotés à base de cette matière première permet d'espérer un véritable affranchissement de l'humanité des caprices de la nature, précisément dans la matière dont dépend la vie et l'existence de tous. L'air et l'eau contiennent en effet toutes les substances composant des corps organiques, avec cet avantage inestimable qu'ils sont à la portée de tout le monde.

Or, cet affranchissement de la production des matières alimentaires est d'une importance capitale, car il permet, d'un côté, de soustraire cette branche économique des rigueurs de la loi du rendement moins que proportionnel, en même temps qu'il rend cette fabrication indépendante des lenteurs de la production agricole et des dangers des conditions atmosphériques.

Pour se faire une idée nette sur les progrès réalisés par l'humanité en cette matière depuis son enfance jusqu'à la révolution chimique qui va complètement transformer la production agricole, il est intéressant de retracer les principaux cadres de l'évolution de la questions alimentaire.



Dans ses débuts, l'homme demandait ses substances alimentaires à l'homme lui-même. C'était la période de l'antropophagie.

Dans sa période pastorale, il faisait appel à l'animalité. Au début de la période agricole, il se nourrissait de la végétation en commençant par la cueillette pure et simple, procédé qu'on observe encore aujourd'hui dans certains pays exotiques.

L'agriculture primitive soumettait l'homme à toutes les exigences et caprices de la Nature.

L'agriculture actuelle, sa commercialisation, ses méthodes scientifiques d'assolement et les engrais chimiques, fait des merveilles, grâce au progrès de la chimie agricole et de la science agronomique ; mais la production agricole est toujours limitée par le rendement naturel dans le temps et dans l'espace.

La phase qui va suivre rendra superflu toute culture des terres et amènera une *disparition de l'agriculture* au sens ordinaire de ce mot.

Avec le grand chimiste français, M. Berthelot, nous pouvons conclure qu'à la fin de ce siècle ni agriculture ni les paysans comme classe n'existeront plus, puisque grâce à la chimisation générale tout le nécessaire à la vie quotidienne de l'homme sera fabriqué à l'usine alimentaire. L'agriculture ordinaire deviendra de luxe, pour les amateurs des cultures anciennes.

### § 3. — LE PROGRÈS DE LA VIE MATÉRIELLE ET LA RAPIDITÉ DE SA DIFFUSION

Les symptômes qui ne peuvent soulever de doute sur le progrès de la vie matérielle sont l'accroissement du bien-être et la diffusion rapide du confort moderne.

#### a) Indices et symptômes du progrès matériel

L'accroissement de la richesse, la multiplication des consommations, la plus grande participation des classes les plus nombreuses aux divertissements et aux distractions, l'augmentation de la production dans des proportions énormes, accompagnée d'un moindre effort de la part des hommes, la plus grande diffusion du confort de la vie moderne, tout cela caractérise bien l'époque des temps modernes (1).

Le développement des transports aériens rendront, dans un avenir plus ou moins prochain, les communications plus faciles, beaucoup

(1) ALFREDO NICEFORO : Les indices numériques de la civilisation et du progrès, p. 166.

plus rapides et surtout indépendantes des voies et des constructions extrêmement coûteuse des chemins et des routes actuels.

Les transports et les communications mises à la disposition d'un nombre toujours plus grand d'individus. Les améliorations à la portée de tous dans l'éclairage, le chauffage, depuis l'avènement de l'électricité, le logement salubre et le vêtement convenable. En un mot, l'élévation du niveau matériel de l'existence, de ce qu'on appelle *Pleasure life*, est un indice certain du progrès appréciable réalisé en ces derniers temps.

Les symptômes de l'amélioration du niveau d'existence sont hors de doute, surtout si l'on prend comme indice de comparaison des époques, les criteriums économiques et sociaux qui puissent la constater d'une façon qui ne prête à aucune discussion. Ces criteriums sont au nombre de quatre :

- 1° Quantité de richesses;
- 2° Taux des salaires réels;
- 3° Volume des consommations;
- 4° Diffusions du confort.

L'augmentation générale de la richesse est un indice certain, puisque malgré l'existence des inégalités flagrantes dans la répartition, la quantité de richesse proportionnelle augmente tous les ans, en rendant à tout le monde la vie plus facile.

Le taux élevé du salaire nominal et l'augmentation des salaires réels est l'un des principaux indices du bien-être matériel des masses. L'augmentation de la consommation des produits alimentaires, à son tour, est considérée comme un symptôme de l'élévation du niveau d'existence des populations, de même que la substitution d'articles de consommation d'un type supérieur à ceux d'un type inférieur, ou encore l'utilisation d'un produit nouveau répondant à la satisfaction d'un besoin nouveau.

De même que la part que les classes les plus nombreuses prennent à la diffusion du confort, à la propagation du luxe, évaluée par exemple sur le montant des recettes de théâtres et spectacles, les voyages d'agrément (*démocratisation de la vitesse*) nombre d'automobiles particulières circulant dans le pays, rendement des taxes sur les objets de luxe, diffusion du téléphone et de l'éclairage électrique, du chauffage et de tout ce qu'on appelle le bien-être par l'électricité.

## **b) Diffusion rapide des progrès et les communications**

Grâce aux progrès réalisés ces derniers temps en matière de communications et de transports, la diffusion des conquêtes et des inventions des pays avancés devient de plus en plus facile. L'aug-

mentation du réseau mondial de chemins de fer, la construction ininterrompue de nouvelles lignes reliant des coins du Globe les plus inhabités, les plus sauvages, les plus éloignés des foyers de la production civilisatrice, la vulgarisation de la locomotion automobile et de la navigation aérienne, somme toute, la facilité pour toutes les parties du globe de se communiquer entre elles, a singulièrement rétréci le monde.

En effet, grâce aux progrès des communications, les peuplades les plus reculées peuvent aujourd'hui participer aux bienfaits de la vie matérielle des peuples civilisés, les habitants du centre de l'Afrique ou des îles du Pacifique pourront aisément changer leur vie matérielle en remplaçant par exemple leurs ustensiles archaïques par les objets de fabrication moderne.

Si les progrès des communications terrestres aériennes amèneront nécessairement une sorte de nivellement et de diffusion universelle de la culture matérielle, la conquête progressive de l'air et la faculté de se déplacer dans l'espace, ouvre des possibilités de réalisation qui ont été traitées autrefois de pures fantaisies et de rêves.

Il suffit de dire qu'aujourd'hui on envisage sérieusement la question de la *navigation interplanétaire*. Certains esprits scientifiques soutiennent avec de très bons arguments que la question des communications interplanétaires n'est qu'une question de temps et que, théoriquement, il n'existe aucun obstacle à la navigation astrale. Un voyage sur la Lune ou sur la planète Mars n'est donc plus un rêve des poètes ni une fantaisie cinématographique, mais une possibilité réelle, qui n'est qu'une suite logique et technique du développement de l'aviation, surtout après l'invention de locomotion basée sur le principe des fusées. Dans certains pays, on construit déjà des engins pour tenter la traversée des espaces astronomiques. La question de l'astronautique est devenue à la mode, surtout après les voyages à la stratosphère.

Bien que les messages de T. S. F. envoyés par certains curieux à la planète Mars ne soulèvent aujourd'hui que des sourires sceptiques, on pourra peut-être leur objecter que la traversée de l'Atlantique en avion et l'exploit de Lindberg serait considérée comme une pure utopie au début de ce siècle et ce rêve réalisé était du même ordre de grandeur qu'aujourd'hui un voyage sur la Lune.

Le romaniste anglais Herbert Wells nous décrit dans un de ses romans fantastiques, la découverte d'une nouvelle substance qui neutraliserait la force d'attraction universelle. Il y a plus d'un quart de siècle qu'il découvre dans son imagination poétique cette merveilleuse substance et voilà qu'aujourd'hui les expériences laboratoires paraissent résoudre positivement le problème de la « privation du



corps de son poids ». Il y a bien entendu une longue distance entre les expériences purement laboratoires et les applications industrielles, mais ceci n'est qu'une question de « procédure ».

Les relations interplanétaires ne sont pas impossibles à réaliser. Mais comme cela est souvent justifié dans l'histoire, que les inventions et les découvertes sont des filles de la nécessité, on peut affirmer qu'aujourd'hui les nécessités matérielles et sociales n'exigent pas encore d'une façon impérieuse les débouchés interplanétaires.

Dans tous les cas, il est encore tout à fait prématuré d'envisager cette question au point de vue des répercussions économiques qu'elle pourrait entraîner, les cadres actuels du globe terrestre étant largement suffisant à toutes les aspirations économiques de l'humanité. Le temps n'étant pas encore venue pour penser sérieusement à exploiter d'autres planètes.

L'homme verra d'abord une domestication intégrale des forces de la nature : du vent, des chutes d'eau de l'énergie sommeillante des mers et des marées, de l'électricité atmosphérique, de la chaleur solaire. Il verra la captation de l'énergie intermolléculaire qui, appliquée aux véhicules de demain, annihilera la distance. Cette domination, assurant à l'homme la maîtrise de la terre, de l'eau et de l'air, lui permettra ensuite la possibilité de s'aventurer à la *conquête des espaces astronomiques et du cosmos*.

*Les rêves d'aujourd'hui seront les réalités de demain.*

## Sect. II. — LES PROGRÈS DE L'ÉVOLUTION INTERNATIONALE

Le but de l'humanité est de progresser sans cesse non seulement dans la vie des intérêts et des satisfactions purement matérielles, mais encore dans le domaine de l'immatériel, du moral et de l'idéal. Les transformations actuelles du monde, rendues nécessaires par une longue préparation et la progression de la vie matérielle, ont suggéré des aspirations de plus haute portée, tandis que l'évolution politique, juridique, sociale, économique des peuples, débordant les cadres de leurs frontières nationales, s'engage nettement dans la voie de concordance internationale étroite et universelle.

### § 1. — LES PROGRÈS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DES PEUPLES

Les dictionnaires nous apprennent qu'international est ce qui se passe entre nations. L'internationalisme dans son sens le plus beau a donc pour but d'améliorer les rapports entre les nations, d'aplanir les obstacles en faisant comprendre la mentalité, les traditions d'un

peuple aux habitants d'un autre pays ou d'une autre partie du monde. Il cherche à établir une coopération intellectuelle effective qui fera profiter toutes les nations des progrès réalisés par l'une d'entre elle. Son but suprême est la création d'une *Fédération Universelle* des peuples et des nations. Ses moyens principaux sont la démocratisation progressive des institutions humaines, l'établissement de l'organisation supra-nationale, l'introduction d'une langue à usage international pour aboutir finalement à une paix universelle.

### a) Démocratisation universelle

La démocratisation progressive des mœurs et des institutions humaines, qui se produisait partout après la Révolution française, s'est accentuée rapidement après la Grande guerre et la Révolution russe qui ont fait disparaître des aristocraties politiques de la surface de notre planète et, sauf peut-être quelques pays arriérés et les peuplades peu civilisées, les murailles de Chine qui existaient un peu partout et qui divisaient les peuples par des cloisons étanches, ont été supprimées.

Les civilisations millénaires figées dans leurs formes archaïques, séparées par des murs épais et des fossés profonds de la civilisation moderne, ont rompu depuis quelque temps les digues qui les contenaient dans leurs cadres; elles bouillonnent aujourd'hui dans le creuset révolutionnaire, pour se transformer en des unités nationales et s'adapter au progrès de la vie actuelle des pays civilisés et participer à la démocratisation croissante des temps modernes.

Le bolchevisme comme dictature d'un parti politique extrémiste à la suite d'une révolution triomphante, le fascisme comme dictature d'un parti politique à la suite d'une révolution échouée, le démocratisme autoritaire comme la sauvegarde contre les empiètements des deux premiers; voilà les trois principaux faits qui influent profondément sur l'ensemble de l'évolution démocratique des peuples et préparent effectivement les masses à la vie politique, économique et sociale.

Le fait qu'un parti politique à la tête de l'Etat se croit remplir une mission dictatoriale conforme à l'évolution historique et utile à la majorité du peuple, ne contredit nécessairement pas le principe démocratique du gouvernement du peuple, du moment que ce parti considère sa mission comme essentiellement provisoire.

Tout se passe au nom du peuple, tout se poursuit sous l'effigie de la démocratie, malgré la crise formidable qu'elle traverse actuellement, malgré l'existence des monarchies qui ne sont plus que des républiques démocratiques héréditaires, malgré les dictatures oligar-

chiques et la militarisation révolutionnaire de certains peuples, car les dictatures non seulement n'empêcheront pas et n'arrêteront pas le phénomène, mais plutôt favoriseront une nouvelle recrudescence du mouvement général de la démocratisation universelle qui se poursuit en dépit des apparences souvent antidémocratiques.

Il est vrai qu'aujourd'hui on voit d'un mauvais œil les institutions démocratiques, souvent pour juste cause. Cela est vrai surtout depuis la grande guerre. En effet, la démocratie actuelle ne présente qu'une sorte de succédané de vraie démocratie, un *ersatz* peu consistant, dû plutôt à l'imperfection de la nature de l'homme et des institutions qu'il crée, ainsi qu'à l'impossibilité matérielle d'organiser actuellement, d'une façon satisfaisante, le principe démocratique du gouvernement effectif du peuple et pour le peuple, parallèlement à l'ascension progressive des masses et leur participation au pouvoir.

La démocratisation générale suit le mouvement social dans tous les pays du monde. Elle se poursuit même sur le plan international pour s'imposer à tous les organismes supra-nationaux créés depuis la grande guerre.

#### **b) Ebauche d'une organisation internationale des peuples.**

Si l'indépendance est une condition essentielle de la souveraineté politique, l'Etat actuel pourrait-il s'estimer complètement indépendant dans le système compliqué des équilibres internationaux, dans l'existence des organismes supra-nationaux, doués d'une certaine autorité internationale, dans la solidarité impérieuse qui unit économiquement toutes les nations, tous les peuples, tous les pays.

Où est-il cet Etat qui puisse pratiquer aujourd'hui l'« *isolement splendide* » ?

A vrai dire, la notion de souveraineté a disparu des réalités politiques. On ne parle plus aujourd'hui que de la *solidarité internationale*, de la communauté des peuples et beaucoup d'auteurs, qui ne pourront pourtant pas être rangés parmi les internationalistes, ne reconnaissent plus à la souveraineté qu'une valeur historique (1).

On peut dire, en effet, que la question de l'existence des Etats tout à fait indépendants les uns des autres devient un anachronisme à l'époque où l'on assiste à la démocratisation universelle, à la transformation profonde de la carte politique du globe, à la création des organismes politiques internationaux, à l'existence de puissantes ententes économiques d'une envergure mondiale qui exercent leur influence sur la vie des peuples et des nations entières.

(1) LÉON DUGUIT : Traité de droit constitutionnel.



Même les guerres nationales, qui constituaient pourtant un exercice suprême de la souveraineté, contribuent largement à la connaissance mutuelle des peuples et soulèvent le problème de l'organisation et des relations internationales.

On peut voir une ébauche de l'organisation internationale des peuples dans les Grands Empires de l'Antiquité ou du Moyen Age, dont le conglomerat démocratique présentait une diversité kaléidoscopique, et qui ne sont pas complètement disparus aujourd'hui avec le Royaume Uni qui prétendait, il y a encore peu de temps avoir le monopole de l'organisation du monde, avec la grande fédération de l'Amérique du Nord, celle de l'Amérique du Sud, voir même avec la Suisse, etc...

Cependant, la véritable organisation internationale n'apparaît qu'avec la *Confédération Panaméricaine* qui esquisse une fédération des trois Amériques, avec l'*Union des Républiques socialistes des soviets*, fondée sur les débris de l'ancien Empire Russe, avec la *Fédération Européenne*, projetée par Aristide Briand et rentrée aujourd'hui dans sa phase préliminaire de réalisation, enfin et surtout avec la *Société des Nations*, issue de la Grande guerre.

La Société des Nations est le seul organisme supra-national qui recueille l'adhésion de la majorité des nations, bien qu'elle ne présente en réalité qu'un embryon rudimentaire de la future *Société des peuples*, à laquelle rêvent les plus nobles esprits et les plus éminents sociologues.

L'évolution en est intéressante. Depuis le municipe jusqu'à la Société des Nations l'étape était longue à franchir, l'Humanité y a mis des milliers d'années, après les tentatives répétées au cours des siècles, pour arriver à la création d'une institution qui laisse encore beaucoup à désirer.

En effet, sortie de la guerre, la Société des Nations n'était au début qu'une sorte de « Syndicat d'assurance » des puissances victorieuses, une sorte de « Sainte alliance » ou de « trust international de garantie » contre la possibilité d'un renouvellement de la guerre.

Sans entrer dans la discussion sur la véritable nature de cette institution, vers laquelle sont pourtant tournés maintenant les regards des peuples et des nations, on peut voir dans la Société des Nations un germe de la *Fédération Universelle*, comme un aboutissant normal et logique de l'idée politique et sociale de l'*autoconscience* croissante de l'Humanité.

Une République Universelle ! Grande idée de la Grande Révolution française, idée dont pour la première fois Napoléon s'empara pour la faire servir à sa gloire, idée qui apparaît aujourd'hui sous deux principales formes bien différentes : de la démocratisation

internationale sous l'égide de la Société des Nations et de la *soviétisation* progressive sous le signe de la Révolution Universelle.

La politique qui suit toujours de très près l'économique, car en dernière analyse, la politique n'est qu'une *économie concentrée*, a désormais pour domaine l'Univers tout entier. Il n'est plus de peuple isolé; les formes primitives de civilisation disparaissent chaque jour sous nos yeux, les colonies les plus rudimentaires s'associent de plus en plus à la vie métropolitaine et même à la vie internationale, plusieurs d'entre elles y sont déjà entrées comme des égales.

Sans faire disparaître, comme le prétendent certains esprits internationalistes, le génie propre à chaque pays, à chaque peuple, à chaque nation, chaque unité politico-démographique aura droit à une autonomie particulière dans la grande famille humaine, puisque cette unité est le résultat de longs siècles de luttes, d'évolution et l'effort d'un passé traditionnel qui a laissé des traces profondes de particularisme politique, économique et social, etc... à la formation duquel des nombreuses générations ont pris part.

Le sol fécondé par les sueurs et par le sang des ancêtres, l'histoire des joies, des peines, des croyances et des espérances, en somme, toutes les originalités propres au génie d'un peuple, ont droit d'être soigneusement conservées et de revêtir même une forme d'un *culte national*.

Par contre, il y a chez les hommes de toutes les civilisations, de toutes les races, de toutes les couleurs, des traits communs de caractère, des tendances uniformes, des aptitudes et des aspirations naturelles qui ne dépendent ni de la nationalité, ni de la tradition, ni de la religion. C'est sur ces *traits résiduels* que la communauté internationale doit être fondée, et elle l'est effectivement.

### c) Langue à usage international

L'existence des langues différentes apparaît surtout comme un obstacle, à la première vue, infranchissable à l'intelligence mutuelle des peuples, comme un empêchement prohibitif à l'organisation effective de la communauté internationale.

Mais cet obstacle, qui n'est du reste que d'ordre purement formel, s'évanouit petit à petit devant la science et la pensée actuelles, car la véritable science n'a pas d'autre physionomie que la vérité et que la pensée humaine est au-dessus de toutes les langues.

La science et l'art ont, depuis déjà longtemps « internationalisé » leur terminologie et leur langage conventionnel. Une généralisation de l'usage de certains mots et leur « internationalisation » progres-

sive se réalise depuis un certain temps dans toutes les langues nationales, à la suite de la diffusion universelle des sciences et l'intensification des relations internationales. Une multitude de langues qui sommeillaient sous la souveraineté des grands empires d'avant la guerre affirment leur existence et viennent ainsi compliquer les relations internationales.

Mais l'évènement le plus remarquable actuel se trouve dans le fait que toutes les tendances pour faciliter l'intercompréhension des peuples ont trouvé leur réalisation superbe dans l'usage de plus en plus répandu d'une *langue auxiliaire*.

En effet *volens, nolens*, il faut aujourd'hui laisser de côté la pensée de conférer la vertu internationale et quasi-universelle à une langue nationale quelconque, car jamais les peuples et les nations ne s'entendront sur ce point, même si le nombre des prétendants au trône universel est réduit à deux, trois ou quatre langues, qui se disputent aujourd'hui la priorité d'un usage international.

La solution de ce problème, par l'introduction d'une langue auxiliaire à usage international, a le mérite de ne blesser aucune susceptibilité nationale, puisque cette introduction ne touche point à l'usage des langues nationales à l'intérieur des pays. Ce n'est que pour des relations d'ordre international ou universel que la langue nationale céderait sa place à une *langue internationale*.

Cette langue est née depuis de longues années. Après une période assez sombre de végétation, de stagnation, de lutte pour la vie, de l'indifférence et même de mépris, elle reprend son développement d'une façon inattendue.

Grâce à l'intervention de l'Etat en sa faveur, d'une part, et avec le concours du commerce international, d'autre part, cette langue a eu un succès inouï depuis la Grande guerre et la Révolution russe.

Cette langue est l'*Esperanto*. L'*Esperanto* est enseigné obligatoirement dans certains pays comme une langue vivante. Elle commence surtout à devenir une langue mondiale des affaires (1).

Sans approfondir les détails de l'organisation internationale esperantiste, il suffit de parcourir l'Annuaire Esperantiste pour se rendre compte de la quantité innombrable de publications et d'ouvrages qui ont paru ou paraissent en cette langue dont plusieurs publications à la Société des Nations (2).

- 
- (1) A titre d'exemple et pour la France seulement, on peut citer le fait que la Chambre de Commerce de Paris fait sa correspondance internationale en deux langues, de même que tous ses imprimés à usage international, et ses deux langues sont : *le Français et l'Esperanto*.
  - (2) Notamment les Bulletins du Bureau International du Travail qui paraissent en trois langues : *Français, Anglais, Esperanto*.



L'Esperanto possède déjà une Académie à Genève, une Bibliothèque universelle à Vienne, de puissantes associations internationales avec un réseau de ramification pour tous les pays, des groupes très importants dans toutes les villes et dans tous les coins du monde et des fédérations nationales dans tous les pays.

La diffusion récente de l'Esperanto dans la Russie où elle est enseignée obligatoirement, son application internationale par la fabrication des films esperantistes à Hollywood qui est le centre mondial de production cinématographique, les associations commerciales esperantistes et une publicité esperantiste dans les journaux et revues à tirage international, tout cela suffit pour dégager une conclusion très nette : sa généralisation prochaine pour toutes les relations internationales intellectuelles, scientifiques, politiques, économiques et sociales du monde moderne.

L'Esperanto apparaît ainsi véritablement comme un *trait d'union international*.

On l'appelle volontiers le *Latin de la démocratie*.

Voilà un curieux exemple d'un mouvement universel dont les bienfaits seront incalculables pour l'Humanité. Parti d'un groupe de savants, d'un nombre limité de rêveurs plutôt que de gens pratiques, ce mouvement a conquis le monde depuis que les organismes esperantistes nationaux et internationaux ne cessent qu'accroître tous les jours en nombre et en qualité, et surtout dès le jour où le commerce international s'en est intéressé.

Depuis le temps le plus immémorial le commerce était toujours le précurseur de toutes les ententes internationales, de toutes les unions économiques et politiques, de toutes les confédérations et fédérations possibles, car le commerce est avant tout cosmopolite.

L'histoire des institutions romaines nous apprend que le *jus gentium* n'était autre chose que le *droit commercial* de la Rome antique. Or, il est curieux de constater que le mot latin a conservé son sens international dans sa traduction littérale du *droit des gens*, du droit international actuel.

C'est donc au commerce qu'appartient la mission de l'unification linguistique des peuples. C'est lui qui, débutant par des luttes et des guerres, finira par provoquer des ententes politiques et économiques pour aboutir à l'apaisement universel.

#### **d) Mouvement en faveur de la paix et la suppression des armements**

La conséquence la plus directe et la plus logique de l'existence des organismes supra-nationaux, doués d'une certaine autorité inter-

nationale, est la condamnation solennelle de la guerre comme moyen de solution de conflits internationaux.

Les conférences innombrables tenues depuis la guerre, qui se sont directement ou indirectement occupées de la paix et du désarmement, en sont la preuve éclatante; le pacte Briand-Kellog, le pacte de Locarno et la Conférence Paneuropéenne en sont des exemples frappants.

Certes, la guerre n'est pas supprimée à tout jamais par la seule vertu des conventions dont les sanctions sont plutôt d'ordre théorique que pratique, mais elles en diminuent considérablement les chances et la fréquence; dès lors une grande guerre qui surviendrait un jour ne fera que renforcer les organismes internationaux créés à la suite de la dernière, peut-être après les avoir supprimés provisoirement.

Tout le monde comprend la nécessité d'une limitation progressive des armements de tous les pays, et l'aboutissement logique de cette limitation serait une suppression générale des armées de terre, de mer et de l'air, car tout le monde est aujourd'hui édifié sur la question de savoir, à quoi mène la course aux armements, et quels sacrifices elle exigerait des Etats et des populations au moment du cataclysme.

« Qui sème le vent moissonne la tempête », dit le proverbe, et la seule existence des armées n'est qu'une éternelle menace à la paix, la seule augmentation des armements n'est qu'une éternelle provocation à la guerre. Les hommes civilisés ne se font plus justice à eux-mêmes, la vengeance privée est depuis longtemps supprimée. Ils ont institué des tribunaux pour trancher leurs litiges et maintenir l'ordre public. Les Etats *civilisés* n'ont pas non plus le droit de se faire justice à eux-mêmes, à moins que la qualification de « civilisé » ne leur soit appliquée à tort.

La seule armée qu'il faut encore, c'est une armée de gendarmes, pour maintenir l'ordre publique international, surtout dans les colonies et les pays arriérés.

Selon Mahatma Gandhi (1) le *vrai patriotisme se confond avec l'Humanité*; cette pensée profonde ne veut point supprimer le nationalisme actuel, car en réalité *tout homme a deux patries* : celle de son pays et celle de sa planète. A-t-on besoin de dire laquelle des deux serait supérieure ?

Cependant, le nationalisme chauvin est considéré comme la négation de la liberté et la violation flagrante des principes démocratiques les plus élémentaires.

(1) ROMAIN ROLLAND : Mahatma Gandhi, p. 11.

On y retrouve en effet tous les germes de la violence, l'esprit de réaction, l'antisémitisme, la xénophobie, les vieilles formes du cléricanisme et non pas l'esprit de progrès et d'équilibre des sociétés civilisées (1).

L'illusion des chauvins est de croire que le peuple pourra agir sans provoquer des réactions chez les autres. Et pourtant cette réaction est naturelle.

Heureusement pour l'Humanité, le pacifisme scientifique a fait de très grands progrès ces temps derniers. Il s'infiltré partout et s'empare petit à petit de la politique internationale pour contribuer efficacement à l'instauration d'une paix universelle.

Il est certain qu'il faut préparer la paix comme on prépare la guerre. Si l'on veut jouir de la paix, il faut lui déblayer le terrain, suivant la célèbre périphrase de certains pacifistes scientifiques : « *Si vis pacem, para pacem* » (2).

Dès lors on propose dès maintenant un désarmement général et universel, solution peut-être trop radicale, car nous n'en sommes pas encore là à cause de l'absence d'une autorité supra-nationale qui puisse imposer ferme et maintenir toujours la paix universelle; mais cette solution sert d'objectif et de but suprême vers lequel doivent se tendre tous les efforts des peuples et des nations.

Quoiqu'il en soit, le mouvement en faveur de la paix se développe de plus en plus et une fois né, il ne cessera de s'accroître, car la paix comme la guerre est *contagieuse*.

## § 2. — LES TRANSFORMATIONS ACTUELLES DU DROIT

Les événements actuels et les progrès de l'internationalisme influent profondément sur la structure juridique de la société et sur le droit lui-même, en le modifiant et en l'adaptant à de nouvelles exigences de la vie.

A mesure que le progrès de l'éducation, de la civilisation, de la sociabilité, des relations d'échanges et de la solidarité internationale s'avance, le respect de la vie humaine et la conscience du droit se substitue à la barbarie primitive (3).

Dans le domaine philosophique du droit, à la conception *idéaliste* et à la conception *réaliste* du droit, se substitue nettement la conception *sociologique* du droit et de la personnalité juridique, conception qui paraît seule répondre véritablement à la réalité des choses

(1) F. NITTI : Bolchevisme, fascisme et démocratie, pp. 45. 50.

(2) R. DUBOIS : Lettres sur le pacifisme scientifique.

(3) NOËL : Socialisme et la question sociale, p. 180.



et qui seule définit exactement la place de la science juridique dans l'ensemble des sciences sociales (1).

### a) Economique et le droit

Les rapports entre le droit et l'économie ont été aperçus dès l'origine de la science économique. Cette liaison intime s'affirme de plus en plus, et certains économistes actuels sont enclins de confondre complètement le droit avec l'économie politique.

*Ch. Gide* croit par exemple que la théorie de la répartition appartient au groupe des sciences juridiques. Cette liaison intime de l'économie politique avec le droit s'affirmant de plus en plus, certains économistes confondent complètement ces deux disciplines.

*Roecher* fait remarquer que tout acte économique présuppose des formes légales (2).

*Ad. Wagner* distingue entre le capital économique et le capital juridique.

Finalement, on est arrivé à confondre le fait juridique et le fait économique.

*Stammler* notamment affirme qu'entre ces deux faits il n'y a d'autre différence que celle du *concret* à l'*abstrait*. Les phénomènes juridiques seraient la forme de la vie sociale et le phénomène économique en serait la matière (3).

Il est certain qu'il n'y a pas d'opposition absolue entre la science du droit et la science économique. *Tout acte économique* revêt des formes *juridiques*, et un grand nombre de théories juridiques et notamment celles du droit civil touchent de très près la science économique.

Toute société a besoin d'un système juridique pour régler son activité économique. L'influence du droit sur l'économie est naturelle, mais le droit à son tour est conditionné par l'économie et les considérations sociales.

### b) Droit économique

La question des rapports existant entre le droit et l'économie est surtout intéressante au point de vue de la suprématie de l'un par rapport à l'autre.

Il n'est pas douteux que l'individualisme juridique ait fait son

(1) G. DAVY : Le droit, l'idéalisme et l'expérience.

(2) ROESCHER : Principes d'économie politique, p. 31.

(3) STAMMLER : *Wirtschaft und Recht nach der materialistischen Geschichtsauffassung*.

temps. Les considérations sociales et économiques priment le droit pur, et l'individualisme juridique cède ses positions chaque jour davantage.

Le « *socialisme* » et l'« *économisme* » juridiques descendent de plus en plus de leur piédestal doctrinal pour entrer dans le domaine des applications.

Toutes les classifications existantes ont été bouleversées par l'introduction du *critérium économique* dans la science juridique. L'ancienne division du droit en deux grandes branches : le droit public et le droit privé, a perdu sa valeur classique depuis qu'on a introduit dans le droit la rubrique du *droit économique*.

Le développement de l'étatisme économique dans tous les pays et son triomphe dans certains d'entre eux, ne permet plus de tracer, aussi nettement qu'autrefois, la ligne séparative entre le domaine du droit public et celui du droit privé, la structure étatiste étant incompatible avec cette classification qui deviendra bientôt désuète, du moins quant à son contenu.

D'autre part, l'interventionisme économique détermine l'évolution actuelle du droit dans le sens de l'*économisme juridique* et de la « *publicanisation* » du droit privé.

Cette évolution est frappante dans les pays à régime économique dictatorial et notamment dans la Russie Soviétique où la nouvelle classification est définitivement adoptée (1).

### c) **Forme institutionnelle du droit**

Il faut bien reconnaître, qu'avec les progrès du socialisme et à mesure que se développe de plus en plus la législation ouvrière, la condition juridique des salariés se détache nettement des principes du droit contractuel pour se rapprocher de la notion du *statut*.

L'intérêt public impose ses exigences, de jour en jour plus impérieuses, dans la formation et l'exécution des conventions relatives au travail ; elles sont de plus en plus réglementées.

Demain peut-être la forme contractuelle ne sera plus qu'un vestige et les rapports d'employeur à employé seraient devenus statutaires comme les rapports de gouvernement, de leurs agents et des administrés.

D'après certains auteurs, ce n'est pas le fonctionnaire qui se fera transformé en salarié, mais le salariat qui sera devenu une institution publique, pourvue d'un statut légal, comme le furent la noblesse

---

(1) ASKNAZI : Esquisse de droit économique de l'U. R. S. S.

et le clergé, comme le sont aujourd'hui les divers corps de fonctionnaires (1).

Cette tendance nouvelle se traduit déjà dans la jurisprudence, dans la doctrine et dans la loi.

Mais il serait exagéré de prétendre que tout le régime du salariat devrait nécessairement se transformer de la sorte.

Si l'on regarde de près, on aperçoit facilement que la nécessité de cette intervention pour créer des formes institutionnelles du salariat et pour investir l'ouvrier d'un statut légal, n'a d'autre préoccupation que d'assurer au salarié la vie, la sécurité, la santé, en un mot, un certain *minimum économique et social*.

En effet, ce minimum serait compromis par l'inégalité économique des parties contractantes en matière de travail. Cette intervention dans le contrat de travail n'est qu'une sorte de compensation pour cette inégalité économique.

Par contre, si la forme institutionnelle est nécessaire et l'intervention de l'autorité est salubre, elle serait qualifiée d'abusive en dehors des limites tracées par ces deux nécessités impérieuses : assurer le minimum d'existence et le maximum de sécurité.

#### d) Unification internationale du droit

Le « socialisme » et l'« économisme » juridiques à l'intérieur des pays se traduisent à l'extérieur par la proclamation du droit au-dessus des Etats, par la décadence de l'idée de la souveraineté nationale et par la création du *droit public international* comme corollaire indispensable du fonctionnement des organismes supra-nationaux.

En matière de droit privé l'importance croissante du problème de l'unification suit la progression des découvertes modernes qui ont singulièrement rétréci le monde en rendant les relations infiniment plus faciles (2).

Les conflits de lois et de jurisprudence, qui vont naturellement en augmentant à mesure que se développe le commerce international, ne sont plus tolérables, étant un obstacle incompatible avec la facilité des relations internationales.

Le problème ne se pose généralement que dans les cadres du droit privé, et des progrès notables de l'unification ont été déjà réalisés dans le droit positif : l'unification de la législation des transports internationaux par chemins de fer, l'unification des règles concer-

(1) CH. RENARD : Droit public, p. 166.

(2) R. DEMOGUE : Unification internationale du droit privé.



nant les postes et les transmissions télégraphiques, la réglementation internationale de la radiotélégraphie et la radiophonie, les mesures internationales concernant la circulation internationale automobile, les mesures sanitaires, etc... pour n'en citer que les principales.

Une série de mesures d'unification législative a été réalisée sous l'influence de la Société des Nations, telle que les travaux très importants entrepris en faveur de l'unification du droit maritime, de la réglementation des communications, conventions relatives au travail, et toute sorte de conventions internationales qui poursuivent inlassablement la tâche de l'unification des règles juridiques.

Il y a enfin des projets en cours d'élaboration et de préparation. Il y a un projet de l'unification du droit de change, il y a le projet franco-italien d'unification du droit des obligations, etc...

La création à Rome en 1924 de *l'Institut international pour l'unification du droit privé*, qui poursuit ses travaux sous la direction de la Société des Nations, est un pas sûr vers cete unification du droit privé qui était toujours le point de départ de toutes les unifications possibles.

L'adoption récente du Code civil suisse par la Nouvelle République turque est la meilleure preuve des possibilité de ce genre.

### § 3. — L'INTERNATIONALISME ET LE PROGRÈS SOCIAL

La sociologie est une science de la vie sociale, science des sociétés considérées sous leur forme positive et réelle. Elle étudie la mécanique sociale en établissant les lois de coexistence des phénomènes sociaux, ou la statique sociale; elle formule des lois de succession des phénomènes sociaux, ou les lois du progrès de la société considéré dans son évolution, ou la dynamique sociale.

En particulier, le progrès social s'effectue la plupart du temps par l'intermédiaire des institutions sociales qui présentent de véritables machines du progrès, *Engines of social progress*, de véritables organismes vivants, qui cristallisent les aspirations sociales du siècle.

Le progrès social démontré par la philosophie de l'histoire se traduit actuellement par la diffusion universelle de l'instruction, par la division croissante du travail social, par l'essor international du socialisme, par la diffusion croissante des races, etc...

#### a) Progrès social

Le progrès actuel en matière sociale est caractérisé principalement par une sorte de *standardisation universelle* de la vie sociale qui poursuit l'établissement d'un type de la morale internationale,

applicable à tous les peuples, à toutes les sociétés, indépendamment des continents, des latitudes et des couleurs.

La diffusion universelle des connaissances par la librairie et la presse, le développement progressif du goût des études, la divulgation croissante des arts et métiers et toute sorte de progrès actuels, contribuent à former un type moyen de l'homme dans toutes les sociétés, un type nouveau qui forme la base de la société moderne.

L'autorité sociale s'occupe de plus en plus des intérêts de ses membres, voir même de leur bonheur, imposant souvent sa volonté malgré les résistances individuelles pour suivre les lois formulées par la science sociale.

En effet, les questions sociales ne s'imposent pas seulement à l'attention de tous par leur caractère moral; une connaissance plus exacte des lois de relation concourt, avec les plus purs sentiments de pitié et d'amour, à déterminer les générations nouvelles à travailler au relèvement du faible et à l'élargissement de l'égalité sociale; non plus par la charité individuelle qui n'est qu'un palliatif sans grande valeur, mais par des réformes d'une portée générale tendant à combattre le mal dans ses causes. L'établissement des assurances sociales, par exemple, est une de ces grandes mesures d'ordre général qui contribuent largement à la solution de la question sociale. « L'esprit de ruche » antique commence à se réveiller (1).

Si, comme le pense H. Spenser, la nature morale et intellectuelle de l'homme est soumise au même titre que la nature physique à la loi du développement soustraite au libre arbitre, le grand courant historique des réformes sociales, qui se poursuit depuis un certain temps, ne saurait être arrêté ni détourné par aucune puissance humaine.

Les masses ont pris conscience de leur existence médiocre, de leur *force du nombre*, ils ont acquis le goût du bien-être et manifestent une volonté nette d'améliorer à tout prix leur condition, même au risque de détraquer toute la machine sociale.

### b) Socialisme international

Tout le mouvement socialiste, tout le progrès du socialisme n'est en somme que la forme plus ou moins scientifique résumant les aspirations économiques et sociales des masses, le reflet de l'idée confuse du bonheur social.

Dans l'ordre de l'évolution sociale actuelle, un phénomène est surtout à constater, c'est l'ascension des masses dans l'échelle so-

(1) M. BOURGUIN : Systèmes socialistes, p. 354.

ciale et le mouvement en faveur de la conquête des pouvoirs sociaux.

La réforme sociale est devenue non seulement à l'ordre du jour comme il y a quelques dizaines d'années, mais elle se poursuit actuellement à une allure souvent trop inquiétante pour certains groupes sociaux qui sont victimes de ce mouvement. Dans certains pays, ces groupements sont carrément sacrifiés comme c'est le cas de la Russie des Soviets, dans d'autres ils sont menacés chaque jour davantage et souffrent beaucoup des mesures sociales trop brusquement introduites.

La conquête du socialisme devient de plus en plus marquante. Après une guerre sanglante, les masses populaires se cramponnent au socialisme qui se déclare adversaire irréductible du militarisme, et par réaction au nationalisme excessif pratiqué pendant la guerre, elles rétablissent rapidement les liens internationaux rompus pendant les hostilités pour faire triompher le mot d'ordre proclamé par le *Manifeste Communiste* : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous* ».

En dehors du parti socialiste, le mouvement professionnel dans tous les pays s'engage nettement dans la voie de la révolution sociale.

Le prolétariat, c'est-à-dire la classe sociale la plus nombreuse, commence à jouer un rôle actif dans la vie politique et sociale des pays. Dans certains pays, le gouvernement est déjà entre les mains des leaders ouvriers qui s'efforcent de profiter de l'occasion, que l'histoire leur fournit, pour réaliser toutes les revendications traditionnelles du prolétariat.

C'est aujourd'hui que commence à justifier la proposition socialiste qui prétend, que le mouvement historique est dirigé non plus par des nations mais par des classes organisées.

C'est à celles-ci qu'appartient le rôle déterminant dans la solution de toutes les contradictions sociales, y compris les contradictions internationales (1).

Depuis déjà longtemps la lutte des classes a pris le caractère de l'universalité et se poursuit sur le plan international.

Après la mort de la Première Internationale dirigée par K. Marx de 1864 à 1872, c'est la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> qui exercent une autorité quasi-absolue sur les travailleurs de tous les pays et qui ont une portée sociale à peine mesurable à l'heure actuelle.

Si la deuxième Internationale (2) exerce une influence réelle sur

---

(1) G. SAFAROV : *Prolétariat et la question nationale*, p. 4.

(2) Reconstituée au second congrès socialiste de Paris en 1900 et réunie pour la première fois en 1904 à Amsterdam.



la législation sociale de tous les pays, la Troisième Internationale, celle de Moscou (1) s'est engagée dans la voie de la Révolution Universelle et de la destruction du régime « bourgeois ». Elle dispose des ressources abondantes, de l'organisation moderne perfectionnée, de puissant outillage de propagande avec les filiales dans tous les coins du monde. Enfin, il faut y ajouter le cynisme avec lequel elle fait traiter les « préjugés bourgeois » de la morale actuelle.

Tous les chemins révolutionnaires mènent maintenant à Moscou, toutes les ficelles des complots fomentés, des troubles préparés et des menées révolutionnaires en cours, sont dirigés par Moscou et toute la vie nationale et internationale des peuples se déroule sous l'influence ostensible ou occulte de Moscou, en tant que centre d'une religion universelle.

En outre, elle prétend détenir le monopole de tout le progrès actuel de l'Humanité, surtout en matière sociale.

### **c) Promotion de la femme**

La concession à la femme des droits égaux à ceux de l'homme pourra être considérée comme une des plus grandes conquêtes de l'Humanité des temps actuels. En effet, l'émancipation progressive de la femme et le succès du féminisme dans la plupart des pays civilisés marque une ère sociale nouvelle, une véritable « révolution sociale ».

Le mouvement féministe proclame comme un dogme intangible l'égalité des sexes dans toutes les fonctions sociales, politiques, économiques, intellectuelles, etc... La femme accèderait à toutes les activités sociales qui ont été précédemment réservées, d'une manière exclusive, au sexe masculin, et si elle ne jouit pas encore de cette égalité dans certains pays, la majeure partie de l'humanité a adopté déjà le principe de cette accession de la femme à toutes les fonctions et professions humaines.

La guerre mondiale marque ici, comme dans toutes autres matières, le point de départ d'une évolution nouvelle qui fera bien vite disparaître l'inégalité des sexes. C'est la guerre qui a mis la femme sur le pied d'égalité avec l'homme dans l'ordre économique et notamment par le travail industriel, par le travail dans les usines où elle a avantageusement remplacé l'homme mobilisé. Il fallait bien utiliser cette source d'énergie et on l'a largement utilisée dans tous les pays belligérants.

La Révolution russe, qui a suivi la guerre avec toutes autres révo-

---

(1) Fondée en 1919 par Lénine.

lutions qu'elle a entraînées, a consacré tous les principes de la doctrine féministe. Mais comme les masses n'ont pas été préparées pour assimiler ces principes, elle a dû commencer par l'éducation égalitariste et par la préparation des nouvelles générations dénuées des anciens préjugés anti-féministes.

Aujourd'hui ce n'est pas seulement l'Europe et l'Amérique, exception faite de quelques pays, qui admettent au moins partiellement, le vote des femmes, le proche Orient s'y rallie également, puisqu'il n'y a pas longtemps que les Grecs et les Turques ont accordé l'électorat et l'éligibilité municipale. Dans beaucoup de pays, on leur a donné l'accès au forum. En Russie soviétique, les femmes font le service militaire. C'est là la dernière brèche faite à la citadelle de la masculinité.

Certes, il reste encore à vaincre quelques résistances, il reste encore à franchir quelques obstacles et à s'écarter de l'état d'inertie et d'indifférence, mais la question de la promotion de la femme au rang des égaux n'est qu'une question de temps très court.

La démocratie ne souffre plus que la moitié de l'Humanité puisse être laissée en dehors de la vie politique, économique, juridique, sociale, réelle et conservée en état de minorité perpétuelle.

#### d) Diffusion des races

Dans le même ordre d'idées de l'internationalisme social, il est intéressant d'examiner en particulier un phénomène nouveau, précurseur du *nivellement social international*. Ce phénomène actuel est la diffusion des races (1).

Le nomadisme des civilisés a remplacé aujourd'hui la migration des peuples antiques et des peuples du début du Moyen-Age : la migration intérieure d'une région à l'autre suivant les préférences individuelles et les exigences économiques, la migration internationale, non moins intense, depuis que les progrès des communications ont singulièrement amélioré les possibilités des déplacements lointains.

Le mélange des races et des peuples s'effectue tout d'abord dans

(1) Il est intéressant de rappeler l'importance respective des races, donnée par Hickmans Universal atlas en 1920 :

|                              |              |
|------------------------------|--------------|
| 1° Race Blanche .....        | 925 millions |
| 2° Race Mongole .....        | 532 »        |
| 3° Malais .....              | 60 »         |
| 4° Race indienne .....       | 40 »         |
| 5° Race de Nègres .....      | 117 »        |
| 6° Races indéterminées ..... | 70 »         |

Total ..... 1.744 millions

des petits pays qui sont particulièrement prédisposés à cette fusion des espèces humaines, à cause de leur voisinage avec de grands peuples et de caractère indéterminé du type national.

La Révolution russe et la série des révolutions et des contre-révolutions de même que le mouvement fasciste, ont provoqué un courant de millions des émigrés politiques qui sont dispersés dans tous les pays du monde, après avoir quitté leurs foyers millénaires; ils ont ainsi reçu de l'histoire la mission de faire connaître leur âme aux autres pays et de contribuer de la sorte au croisement et à l'intercompréhension des peuples.

En même temps on assiste actuellement à la fusion des colonies avec leurs métropoles, à la fusion d'une multitude des peuples dans le creuset social des révolutions *Eurasiatique* qui transforment, du fonds en comble, l'est de l'Europe et tout le continent asiatique.

Tous ces mélanges et fusions créent de nouvelles espèces humaines, en formant un type nouveau d'homme, en préparant de nouvelles races affranchies des vieux préjugés nationaux, un type original épousant l'aristocratie dégénérante des vieilles nations avec la force vierge des nations primitives.

#### § 4. — L'INTERNATIONALISME ÉCONOMIQUE

Le mouvement actuel de concentration du capital, de la limitation de la concurrence mondiale, doublé de l'*internationalisme* économique, semble confirmer l'une des principales thèses de Lénine qui disait que la *libre concurrence mène au monopole* (1), que la libre concurrence se transforme nécessairement à une certaine étape de développement, par suite de la concentration, de l'intégration et de centralisation du capital, au monopole.

##### a) Concentration du capital

En effet, la concentration industrielle et financière se poursuit dans tous les pays et sur toutes les lignes.

La concentration *horizontale* ou parallélisation qui aboutit au groupement d'entreprises appartenant au même échelon de la production, comme par exemple, un trust groupant les usines fabriquant les chaussures.

La concentration verticale ou *intégration* qui aboutit au groupement d'entreprises appartenant à des échelons successifs ou complémentaires de la production, comme par exemple un groupement qui

(1) V. LÉNINE : Impérialisme, p. 74.



réunit toutes ou une partie des usines, qui contribuent progressivement à la fabrication d'un objet, depuis l'exploitation des mines jusqu'au produit fini.

La concentration *diagonale* ou mixte qui n'est qu'une combinaison des deux formes simples de concentration.

Depuis la Grande guerre, ce mouvement se poursuit à une allure très accentuée, et les grandes entreprises qui existaient déjà avant la guerre cèdent définitivement leur place à des entreprises-géants.

Ce mouvement de concentration industrielle et financière est surtout remarquable en *Allemagne* où la fameuse inflation monétaire a permis d'écarter les derniers obstacles à cette unification « nationale » de l'industrie, du commerce et de la finance (1).

A titre d'exemple, on peut citer de Konzern : *Simens-Rhein-Elbe-Schuckert-Union* qui groupe dans un seul ensemble, la plupart des mines, les hauts fourneaux, les usines métallurgiques, les constructions des machines, les fabriques de porcelaine, les plus grandes papeteries, etc...

La concentration du capital aux *Etats-Unis* a fait de très grands progrès avant la guerre, mais pendant la guerre et depuis, ce processus se manifeste d'une façon encore plus nette que dans d'autres pays.

Ce qui caractérise particulièrement la concentration américaine, c'est qu'elle s'y traduit de préférence sous formes de trusts gigantesques qui englobent des branches entières de l'industrie ou du commerce : le trust du pétrole, celui d'acier, trust d'alimentation ou de navigation, etc...

Il est bien entendu que les autres pays suivent l'exemple des *Etats-Unis*.

En *France*, cette tendance unificative est surtout marquante avec le groupement *Schneider-Creusot* qui réunit presque tout ce qui se rapporte à la production du fer et de l'acier. Il produit des rails, des poutres d'acier, des tracteurs; il construit des navires de guerre, il possède des mines de charbon et de fer; il contrôle des innombrables constructions navales, des armes et du matériel des chemins de fer, des usines, des automobiles et des moteurs; il a des participations dans beaucoup d'entreprises en Tchéco-Slovaquie, en Autriche, au Maroc, en Roumanie, en Estonie, au Brésil, au Chili, etc...

Parallèlement se poursuit la concentration de toute l'industrie minière avec le *Comité des Forges* qui représente en France la plus grande entente économique.

L'Angleterre où l'individualisme industriel dominait avant la

---

(1) R. LIEFMANN : Kartelle und trusts.

guerre aujourd'hui ne reste pas en arrière, et ses groupements industriels, commerciaux et financiers, ne cèderont peut-être point devant l'importance des Konzerns continentaux. Les *Cable-Makers-Association*, les Etablissements *Wikkers*, la firme *Armstrong et C<sup>o</sup>*, *English-Electric Company*, *Général Electric Company* sont les principales ententes économiques, sans parler de la trustisation récente des banques anglaises.

On observe également cette tendance vers la concentration horizontale et verticale en Belgique et Italie. L'individualisme industriel cède partout sa place aux entreprises-géants qui contrôlent toute la vie économique des pays.

Dans beaucoup de cas la concentration européenne s'accroît comme un mouvement de défense contre le capital américain qui envahit depuis la guerre l'Europe et essaye, non sans succès, de la transformer en son fief économique.

La guerre a amené une révolution dans la politique coloniale de tous les pays, l'industrialisation rapide des colonies et la concentration du capital colonial. Si autrefois les colonies n'étaient que des sources de matières premières et des marchés d'échange, maintenant la politique économique coloniale s'engage nettement dans le sens de l'industrialisation, cette industrialisation étant rendue possible à la suite des perfectionnements des machines qui ne nécessitent plus aucun apprentissage pour leur application, et permettent ainsi d'utiliser largement la main-d'œuvre coloniale.

On peut dire sans exagération que la Grande guerre avec les inflations qui la suivirent, a créé des conditions extrêmement favorables pour permettre au capital de se concentrer avec une rapidité surprenante et de remplacer son ancienne structure anarchique par une nouvelle, qui est supérieure et plus puissante.

#### **b) Limitation de la concurrence mondiale et l'internationalisme économique**

La concentration du capital aboutit nécessairement à la constitution des monopoles nationaux et internationaux. La concurrence cesse entre les entreprises unifiées, et si ses entreprises groupent des branches entières de l'économie et la majorité d'une production quelconque, elles acquièrent un caractère de monopole mondial, la lutte pour le marché se transformant en une entente générale *contre le consommateur*.

Il est difficile d'évaluer d'une façon précise le degré de développement de ce mouvement monopoliste mondial, faute de données précises et en l'absence de statistiques officielles à ce sujet. S'il y a des monopoles ostensibles plus ou moins accessibles au travail des

statisticiens, il en existe d'autres non moins efficaces, sans organisation juridique, des « *gentlemen agreements* », sans accords écrits, mais dont la violation est punie avec une sévérité extrême par le boycottage et autres mesures semblables. Ces ententes occultes sont connues sous le nom célèbre de *Gary Dinners*, suivant la pratique inaugurée par Gary, le président du trust américain d'acier qui avait pour habitude, avant la constitution de son trust, d'inviter tous les mois à dîner les dirigeants de l'industrie du fer, dîner au cours duquel on se mettait d'accord sur le prix et sur les mesures de production à adopter. C'est pourquoi il est presque impossible de fournir des statistiques concernant les monopoles mondiaux, qui sont encore moins contrôlables que les ententes économiques nationales.

Cependant, les documents qu'on a, suffisent pour affirmer sincèrement, que depuis la guerre, dans les grands Etats industriels, presque toutes les industries importantes sont déjà groupées en organismes monopolisateurs nationaux ou internationaux et que la concentration monopoliste se poursuit plus énergiquement encore ces temps derniers.

Il n'y a pas de renseignements statistiques au sujet de la constitution des monopoles mondiaux, ce n'est que la presse quotidienne qui fournit quelque documentation. Nous savons par exemple que le *General Electric* contrôle la majeure partie de l'industrie électrique mondiale, que le *Général Motors* est à la tête de l'industrie automobile mondiale, nous savons que Sir H. Detterding est le « dictateur » du pétrole, parce qu'il préside le plus puissant groupement pétrolier du monde entier, qui réunit les plus grands producteurs du pétrole : Standard Oil, Royal Dutch-Schell et Syndicat de Naphte (Russe), et ainsi de suite.

En dehors des pétroles, de l'industrie électrique ou l'industrie automobile, il existe des syndicats internationaux dans les transports, dans les industries extractives et la métallurgie, dans l'industrie chimique, textiles, verrerie, porcelaine, dans l'industrie du papier, etc ; les banques achèvent en quelque sorte le processus d'internationalisation du capital.

En effet, l'internationalisation du crédit a détruit complètement, si l'on peut dire, les *frontières financières* des pays et la création des banques internationales a une tendance à former une sorte de fédération internationale de la finance.

La fondation récente de la *Banque des Règlements internationaux* prévue par le plan Young, constituée par les sept établissements d'émission, avec la clause, permettant d'augmenter le nombre d'adhérents, est un véritable organisme international. Cette banque inter-



nationale aura haute main sur les finances nationales de tous les pays et qui sait, peut-être d'ici peu de temps, elle va nous doter d'une *monnaie internationale*.

La *nouvelle banque internationale de crédit hypothécaire* va régler tout le crédit foncier de l'Europe.

L'« *Internationale économique* », formée par des groupements économiques internationaux, est dominée à son tour par l'« *Internationale d'or* », par la finance internationale qui règle actuellement la vie économique mondiale.

Certains qualifient cette domination d'*impérialisme financier* (1), car la puissance de cette « internationale » est telle qu'elle exerce une influence décisive sur la vie économique et politique des peuples, elle domine souvent la politique des Etats, en constituant ainsi une nouvelle forme de *l'étatisme* au service du capitalisme international.

Il est à remarquer que *cette forme du capitalisme est de beaucoup supérieure à toutes les autres formes existantes, puisque c'est la seule forme qui permet aujourd'hui une division internationale du travail et une utilisation rationnelle du capital mondial*.

Il suffit de signaler le conflit existant entre l'économie mondiale et les cadres actuels de l'Etat national, pour dire, combien le système des barrières douanières que les pays pratiquent aujourd'hui pour protéger son industrie, est difficilement conciliable avec les moyens de l'économie moderne et encore moins avec l'intérêt légitime de la masse énorme des consommateurs.

L'internationalisation de la vie économique se poursuit actuellement à grande échelle, puisque l'isolement économique est aujourd'hui impossible à réaliser, car cet isolement conduirait à la ruine certaine du pays qui le pratiquerait.

En effet, plusieurs pays tels que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, la Belgique et autres, ne peuvent plus vivre des produits du sol métropolitain et sont obligés de recourir, du moins pour une partie, au concours du marché international.

Dans tous les pays, la division du travail entre les villes et les campagnes et le mouvement alternatif des échanges qui s'effectuait autrefois dans les cadres d'un seul pays, depuis longtemps déjà est sorti des frontières nationales pour ne former qu'un seul et unique *réservoir mondial*, un vase communiquant des échanges.

Après l'internationalisation du marché industriel, commercial, financier, le travail de chaque pays devient partie de l'ensemble du travail social au moyen des échanges internationaux, et cette indépendance économique des peuples n'est nullement accidentelle, elle est

---

(1) L. ROMIER : *Homme Nouveau*.

la condition nécessaire de l'évolution, un phénomène régulier de la vie économique et sociale actuelle (1).

### Sect. III. — LA SYNTHÈSE ÉCONOMIQUE ET LES BASES D'UNE CONSTRUCTION DOCTRINALE

Le principal résultat de tout progrès économique est une amélioration progressive de la technique de production qui permet de réaliser une plus grande quantité de produits avec le moindre effort de la part de l'homme.

Depuis un siècle l'humanité a fait un pas de géant dans cette voie de l'augmentation indéfinie de la production et de la diminution consécutive des heures de travail humain.

Cependant, il y a un certain désaccord entre cette marche ascendante gigantesque de la production et les progrès relativement lents à s'accomplir dans le domaine de la répartition.

L'*insécurité* de l'existence est générale, et cela seul justifie des transformations économiques et sociales qui vont s'opérer. Elles se poursuivent déjà sous nos yeux, parfois à une allure menaçante.

Un désaccord de fait entre les rythmes inégaux auxquels obéissent les deux mouvements économiques, un désaccord entre la réalité et la doctrine, entre les tendances contradictoires et les mesures prises souvent en opposition nette avec ces tendances, tout ceci accuse l'existence d'une crise doctrinale des plus graves, et une absence complète de principes nets qui puissent remédier à cette crise universelle et permanente.

Une courte synthèse de l'évolution économique actuelle, avec l'énumération des bases essentielles de l'économie humaine, sont nécessaires pour *dégager un critérium sûr*, pour arriver ensuite à la solution du problème de l'antagonisme « irréductible » qui existe actuellement dans le domaine de l'économie individualiste et de l'économie étatiste.

#### § 1. — LA SYNTHÈSE DE L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ACTUELLE

Le développement continu et graduel de la société actuelle permet de considérer l'humanité comme une *société économique universelle*.

Cette société économique universelle est caractérisée dans son évolution par une *solidarisation internationale* des intérêts, par la rapidité de *concentration* du capital international, par l'*industrialisation* universelle et la *standardisation des besoins économiques*, enfin par

---

(1) BOUKHARINE : *Economie mondiale*, p. 11 et s.

*l'antagonisme* croissant entre l'internationalisme économique et l'étatisme national.

**a) Solidarisation internationale des intérêts économiques et l'étatisme**

Le développement du capitalisme a manifesté déjà, dès le siècle passé, une tendance vers l'internationalisation de la production et des échanges, vers la suppression des compartiments nationaux et le rapprochement économique des peuples. Cette tendance s'est manifestée comme une réaction contre les idées mercantilistes, comme un triomphe des idées libre-échangistes sur les idées protectionnistes.

L'essor actuel de l'internationalisme, au sens le plus large de ce mot, accentue davantage cette tendance économique de la solidarisation internationale des intérêts des peuples.

Les progrès d'ordre physique et matériel qui consistent principalement dans l'électrification et la chimisation progressive de la vie actuelle, dans la conquête graduelle des forces de la nature, qui change complètement la *technique* économique.

Déjà Karl Marx indiquait dans son « *Capital* » sur le rôle révolutionnaire de la technique dans l'économie humaine. Jamais l'industrie moderne ne considérerait comme définitive la forme actuelle de la production. Sa base est révolutionnaire, elle bouleverse avec cette base technique, toute l'économie, toute la production, toute la circulation, toutes les fonctions et la division du travail (1).

Si autrefois tous les modes de production étaient naturellement conservateurs, il en est autrement aujourd'hui. Arrivée à un certain degré de développement, la technique de la production commence par briser la base même de cette production pour en construire une nouvelle, sur laquelle elle va édifier son propre mode de production. La diffusion rapide des progrès contribue à l'universalisation de ce nouveau mode et permet, à son tour, d'entrevoir les grandes lignes de la structure prochaine de la technique matérielle de l'économie.

La démocratisation progressive des mœurs politiques et sociales, une ébauche d'une organisation internationale des peuples, une solution satisfaisante de la question linguistique internationale, un mouvement universel en faveur de la paix, l'« économisme » et le « socialisme » juridiques avec une tendance à l'unification internationale du droit, le progrès du socialisme international et la diffusion progressive des peuples et des races, une concentration rapide du capital mon-

(1) K. MARX : *Le capital*. Trad. Molitor, T. 3, pp. 173-174.



dial et la constitution des monopoles internationaux; tout ceci caractérise bien l'évolution actuelle de la Société humaine dominée de plus en plus par l'idée de solidarité internationale et universelle.

Ce cosmopolisme économique, social et politique, qui commence à entrer pour ainsi dire dans les mœurs actuelles, ne rencontre sur son chemin qu'un seul adversaire, un seul antagoniste conservateur, c'est l'Etat.

L'internationalisme économique des individualistes cherche à éliminer complètement l'intervention de l'Etat dans la vie économique, de s'emparer de tous les domaines et de toutes les fonctions économiques des Etats et de subordonner les Etats à l'influence exclusive des groupements politiques et économiques internationaux. Cette tendance est directement proportionnelle à la concentration croissante du capital mondial, ainsi qu'au succès récent du socialisme international qui, malgré l'apparence paradoxale, contribue dans une large mesure à l'organisation internationale du monde capitaliste.

L'union des Chambres Internationales de Commerce (1), en quelque sorte une « *Internationale Capitaliste* », présente un centre mondial autour duquel tournent dans ces grandes lignes la politique économique universelle : politique agricole, industrielle, commerciale et financière. Il est à remarquer que la crise mondiale de 1930-31 a contribué pour beaucoup pour affirmer davantage la position de ce « gouvernement économique universel » qui est appelé à régler la vie économique du monde entier.

Une opposition très nette existe entre l'internationalisme et la solidarisation économique, d'une part, et les cadres nationaux des pays et des Etats actuels, d'autre part. Une lutte sourde se poursuit aujourd'hui continuellement entre l'Etat et le capital international. Cette lutte se manifeste surtout par la recrudescence récente du protectionisme économique et le relèvement progressif des tarifs douaniers.

Il est à remarquer que le protectionisme repose absolument sur le même principe que le socialisme d'Etat. Ils se donnent l'un et l'autre pour mission de protéger le faible contre le fort et d'établir la justice dans la distribution des forces.

Cependant, c'est un socialisme à l'envers. Il charge le consommateur national du surplus des frais nécessaires à la production intérieure. Sommes toutes, le consommateur a, à des conditions plus onéreuses, ce que la production extérieure serait à même de lui livrer à meilleure compte.

Il faut noter en passant que les mesures artificielles dans le genre du protectionisme économique aboutissent nécessairement à s'écarter

---

(1) Le conseil de la Chambre internationale de Commerce est à New-York.

de la voie normale de l'évolution économique naturelle, et l'histoire s'en vengera cruellement un jour. Il n'y a que deux principes sur lesquelles toute économie nationale devrait être légitimement fondée : ce sont les aptitudes des peuples et les ressources naturelles des pays.

Si l'on assigne pour but de l'évolution économique, la conquête la plus complète de la Nature pour la faire servir à ses fins, les moyens de cette conquête sont : le développement harmonique et le perfectionnement progressif de soi-même et de ses semblables, ce qui se traduit dans l'ordre économique par la diffusion universelle des connaissances économiques, l'accumulation croissante du capital mondial et la démocratisation progressive du luxe et du bien-être économiques.

L'esprit d'invention rend l'homme de plus en plus maître de la Nature et accroît sans cesse les résultats qu'il obtient par la mise en œuvre plus habile, plus rationnelle des mêmes forces productives, sans parler des découvertes persévérantes de nouvelles sources de ces forces.

#### **b) Synthèse de la production actuelle et la « standardisation » des besoins**

Le progrès économique trouve son origine dans l'augmentation des moyens d'action par l'homme, dans la possibilité rapide de l'accumulation et de la concentration du capital et l'exploitation rationnelle des agents naturels.

L'avènement de la production en grand, rendu possible à la suite de la généralisation de l'emploi des machines, de la facilité des transports et de l'application des procédés scientifiques de l'organisation, a déterminé le sens de l'évolution économique contemporaine.

On peut dire que depuis un siècle l'homme civilisé a plus accru sa connaissance économique et sa maîtrise de la nature que dans tous les siècles précédents réunis (1).

Nul ralentissement ne se manifeste du reste dans les résultats du génie des savants et de l'ingéniosité des inventeurs.

Le phénomène de l'*industrialisation* appuyé par celui de l'*urbanisation* et les progrès de toute sorte, doivent être mis à la tête de l'évolution actuelle. Cette industrialisation consiste dans la rationalisation de la production et son organisation progressive sur la base de la mécanisation, électrification et chimisation de toutes les industries, ainsi que le développement croissant des industries au détriment de l'agriculture.

---

(1) C. COLSON : Cours d'économie politique. T. VI, p. 509.

Cette dernière, d'ailleurs, ne paraît pas s'avancer au même pas ascendant avec cette industrialisation générale, et ne s'effectue pas aussi rapidement à cause de la dépendance étroite de cette branche de l'économie des conditions naturelles et du climat.

Les progrès de la science agronomique, de la biologie, ainsi que de la machine agricole, vont nécessairement effacer bientôt cette différence peu logique, ce fossé profond qui sépare aujourd'hui encore l'agriculture des autres industries humaines.

La production actuelle est surtout caractérisée par :

- 1° Le travail à la chaîne, la mécanisation générale et l'organisation scientifique du travail;
- 2° La standardisation des types;
- 3° La spécialisation des entreprises et la rationalisation économique.

La chaîne comme centre d'organisation de l'usine exige l'installation des machines suivant les besoins du travail. Les machines sont placées le long de la chaîne et les instruments nécessaires disposés à la portée des ouvriers.

La condition d'une application profitable du travail à la chaîne est la production en série, la production tout à fait égale, sans cesse répétée.

Cela a toujours été le cas pour les produits des grandes industries de base. Ce qui est nouveau, c'est l'extension de la production en série aux moyens de production sous forme de normalisation, de standardisation, ainsi qu'aux articles de consommation directe, automobile, maison, chaussure, vêtement, etc...

La *rationalisation* et la « *taylorisation* » de la production, la *standardisation des types* de produits et de moyens de production, l'*organisation scientifique* et la « *fayolisation* » de la technique économique qui ont permis de réaliser brillamment le problème du travail en série, ont provoqué logiquement une certaine *uniformisation des besoins*, le phénomène le plus frappant de la vie économique actuelle.

A la suite de la consommation des produits faits en série, il s'est petit à petit établi une sorte de *standard* dans chaque espèce de besoins économiques, qui a unifié, du moins pour un certain temps, la diversité des types et des variations notables des besoins des hommes.

En Amérique, pays du machinisme le plus moderne et de la consommation incomparable, des millions d'hommes possèdent la même voiture Ford, les mêmes chaussures, les mêmes bibliothèques contenant les « cent meilleurs livres recommandés », des dizaines de millions se servent des mêmes fers à repasser ou des mêmes rasoirs de sûreté.



Des millions d'habitants dans tous les pays font tous les jours exactement le même approvisionnement en produits alimentaires aux monopolistes du marché.

Il y a des pays où toute la population utilise le même pétrole et la même huile d'une marque mondiale, etc, etc...

Les besoins essentiels standardisés par la production, unifiés par une habitude imposée sous forme de publicité et de propagande de toute sorte, contribuent à rendre insensiblement la *vie moyenne de l'homme moyen* de plus en plus *uniforme*, identique chez tout le monde.

L'unification civilisatrice de l'instruction distribuée « en série » à des centaines de millions d'hommes, la diffusion homogène de la science et des arts dans les coins les plus arriérés du monde, change la face du monde et spécialement le rôle unificateur d'Hollywood, centre mondial de production cinématographique, entraîne dans les mêmes passions, dans les mêmes aspirations, *toute la population du globe terrestre* (1).

L'exemple convaincant de cette uniformisation est la disparition quasi-universelle du *costume national* et l'adoption du costume démocratique, né le siècle dernier en Europe.

Même dans les pays les plus récalcitrants, dans les pays où le costume paraissait former l'essence de la nation, tels que la Turquie, l'Afghanistan, la Chine; même en Ecosse, même en Suisse, le costume national devient de plus en plus rare et ne se fait connaître en pratique que pendant les fêtes nationales.

Le processus de la démocratisation de la société et de l'uniformisation de la vie moyenne est un phénomène qui se développe de plus en plus conformément au progrès économique, social et politique, progrès qui aboutit nécessairement à un nivellement progressif des besoins.

Certes, la vie moyenne subit des variations notables d'un pays à l'autre, mais cette variation est déjà bien faible à l'intérieur d'une agglomération nationale quelconque.

Cette *uniformisation et la standardisation croissante des besoins de l'Homme n'a pas été jusqu'ici suffisamment escomptée dans les spéculations scientifiques des économistes.*

Pourtant, elle occupe incontestablement une place à part dans l'évolution économique actuelle.

A côté de cette uniformisation croissante des besoins, il faut signaler un phénomène économique redoutable qui menace de renverser la base de l'organisation actuelle de la production.

(1) L. ROMIER : *Homme nouveau*.

La nouvelle technique et la nouvelle organisation du travail ont à tel point accru le rendement de la production que les licenciements d'ouvriers ne sont plus compensés par l'extension du mode de production.

Tandis que Karl Marx constatait encore un accroissement du nombre des ouvriers, malgré les progrès techniques, nous assistons actuellement à la création d'un *chômage permanent*, à la constitution d'une armée de chômeurs définitifs et cela précisément dans les pays capitalistes les plus développés. Voilà un fait dont les conséquences sont dangereuses pour tout le mécanisme économique et social actuel.

Un nombre toujours réduit d'ouvriers productifs travaillent à grande intensité, tandis que des millions d'autres sont non seulement sans travail et font perdre inutilement des millions d'heures de travail productif, mais ils constituent une charge pesante pour toute la société.

Voilà une véritable antinomie de l'organisation économique actuelle, une contradiction qu'il faudra à tout prix faire disparaître.

Ou bien il faut *supprimer le chômage*, ou bien c'est le chômage qui va supprimer l'organisation actuelle.

### c) Variabilité des organisations économique

En l'état actuel des recherches biologiques et sociologiques, il n'est pas encore possible de formuler une loi générale de la vie sociale; pourtant cette loi peut être formulée scientifiquement, car il ne peut pas y avoir de doute, que c'est la connaissance partielle de cette loi qui nous donne la possibilité de prévoir des phénomènes sociaux au même titre qu'on peut prévoir des phénomènes physiques.

Déjà Saint-Simon disait que l'avenir est composé des derniers termes de la série dont les premiers forment le passé (1). Les organisations économiques n'échappent point à cette loi de l'évolution sociale.

L'histoire nous présente une succession d'organisations économiques qui se déroulent pendant une période plus ou moins considérable et qui, à la fin, succombent par un processus inéluctable de décomposition intérieure (2).

L'erreur de la science économique dans ses débuts et surtout, de l'école orthodoxe consistait précisément dans ce fait qu'elle *n'opérait qu'avec la statique économique*.

Or, la science économique a réalisé des progrès considérables

(1) SAINT-SIMON : Œuvres choisies, T. II, p. 132.

(2) LORIA : Synthèse économique, p. 517.

depuis les apports méthodologiques de l'Ecole Historique et le succès incontestable de la dialectique marxiste.

Il existe pour chaque période économique de l'histoire une synthèse, basée sur des vérités psychologiques et philosophiques, appuyée sur l'ensemble des faits de l'histoire précédente et justifiée par les conséquences logiques qui en découlent ultérieurement.

Après quelques généralisations plus ou moins imprécises sur les phénomènes primordiaux considérés *sub speciei aeternitatis*, la synthèse s'élève ensuite successivement pour formuler un principe général sur l'organisation et les formes économiques qui doivent régir l'ensemble des phénomènes économiques pendant une période historique déterminée.

Il y a ensuite une loi universelle, une loi conditionnée par l'évolution générale de l'humanité, suivant laquelle s'effectue tout l'enchaînement successif des périodes économiques.

« *Ex aliis aliis separat-Natura figuras  
Nec perit-sed variat, faciem que novat  
Summa autem-omnia constant* » (1).

Evolution perpétuelle, métamorphose éternelle, adaptation constante, changement incessant, transformation continuelle mais selon une loi générale et unique qui régit l'humanité.

La vraie doctrine économique doit strictement se conformer aux exigences de cette loi universelle, car c'est la loi de la Nature, et, suivant le mot de Bacon, on ne triomphe de la Nature qu'en lui obéissant. « *Natura non vincitur nisi parendo* », est le principe de toute construction doctrinale vraiment solide, de toute théorie économique ou sociale qui s'appuie sur les données précises et éternelles des lois naturelles.

Si parfois l'idéal universel, absolu et perpétuel est difficile à dégager et surtout de le formuler nettement, l'idéal économique d'une époque déterminée est plus accessible aux recherches scientifiques, puisqu'il ressort logiquement des événements économiques, sociaux, politiques de l'époque précédente pour s'étayer ensuite des vérités philosophiques, simples et universelles.

Il existe donc plusieurs *économies spéciales* correspondant à des différents âges de la civilisation, à des différentes conditions naturelles et morales de la vie des peuples, avec une *économie générale*, universelle au-dessus, et la doctrine qui répondra le plus à la réalité future des choses sera celle qui représente une synthèse, un reflet fidèle dans notre cerveau de toutes les données de l'évolution économique qui va se poursuivre.

(1) OVIDE : Métamorphoses, XV, 235.



## § 2. — LES BASES D'UNE CONSTRUCTION DOCTRINALE

La société humaine comportait toujours des injustices et des inégalités économiques, mais ce n'est qu'avec le développement des sciences sociales qu'elle commence à se préoccuper du côté moral de ces problèmes fondamentaux et de rechercher des remèdes pour diminuer sinon supprimer les maux économiques et sociaux qui affligent l'humanité.

Il convient de ne pas oublier les traits négatifs du régime individualiste avec tous ses accessoires de crises, d'accaparements, de violence, de lésions, de rançon du consommateur par des monopolistes du marché, etc, etc... (1).

Il convient surtout de ne pas oublier que *l'existence* même des masses sous le régime individualiste est à la merci de l'initiative privée.

Les théories socialistes préconisent de faire disparaître tous les traits négatifs qui abondent aujourd'hui dans la vie économique, en écartant expressément l'égoïsme comme base de l'activité économique; mais comme l'histoire économique des peuples ne nous a jamais fourni d'exemple concluant du genre d'économie fondée uniquement sur l'égoïsme ou sur l'altruisme seul et qu'il est contraire à la nature des choses de faire éliminer l'une ou l'autre de ses tendances instinctives de l'homme, l'individualisme pur et le socialisme intégral doivent être bannis de la doctrine économique.

## a) Base biologique et sociologique.

Le point de départ de toute construction économique se ramène à trois entités biologiques, économiques et sociales :

- 1° *L'homme* et son intérêt personnel;
- 2° *Les besoins* et la nécessité de les satisfaire;
- 3° *La société* et le principe des nécessités sociales.

Dans un organisme humain comme dans tout autre organisme vivant, il se produit une circulation constante de matières et l'échange continu des substances physiques et chimiques. L'organisme ne vit et ne se développe que par cette rénovation incessante des molécules selon les principes de la biologie.

Tout homme doit donc tout d'abord satisfaire ses besoins pour être en accord avec la biologie « *Vivre avant tout* ». Voilà la première base, le point de départ de toute économie, de toute philosophie humaine « *Primum vivere deinde philosophare* », disaient les anciens.

Ecartant expressément toute discussion morale sur la valeur in-

---

(1) A. AFTALION : Fondements du socialisme.

trinsèque de la vie humaine, il faut poser comme *axiome* : la *nécessité de vivre et de conserver sa vie* aussi bien pour l'individu pris isolément que pour la société toute entière.

Les considérations biologiques doivent être mises avant tout débat purement économique, puisque ces considérations sont la vie même (1), le principe originaire sur lequel et pour lequel existent toutes les autres « supra-structures » morales, économiques, sociales, etc...

La biologie a établi que tous les êtres organisés sont soumis à un certain nombre de lois, d'une très grande simplicité. Leur stricte observation déterminerait le fonctionnement normal aussi bien de l'organisme isolé que d'un ensemble social.

On parle souvent de la loi biologique de *lutte pour l'existence*, mais on néglige de tenir compte exact du moteur principal de cette lutte qu'est les *besoins de l'homme et la nécessité de les satisfaire*. Pourtant, c'est le point cardinal de tout système économique, puisque la science économique ne saurait être autre chose que cela.

Il convient de ne pas oublier qu'avant de discuter sur les avantages et les inconvénients de l'individualisme, du socialisme, ou de l'étatisme et de procéder au dosage de la liberté et de la contrainte, il y a lieu de s'occuper de la satisfaction des besoins les plus élémentaires et de considérer cette satisfaction comme une condition *à priori*, comme une *conditio sine qua non*.

Les *besoins élémentaires* de l'homme sont à la base de toute organisation, de tout arrangement économique.

Sans avoir préalablement résolu cette question, point de spéculation doctrinale !

L'évolution des êtres organisés fournit à la sociologie la base des études sur la société humaine et permet de considérer l'homme par rapport à la collectivité comme la molécule d'un agregat ou d'une masse biologique.

L'homme peut sans doute réagir sur l'ensemble, le modifier peut-être insensiblement, mais il en reçoit principalement l'impression quant à ses besoins, à ses sentiments et à ses idées, bien que par une série de transformations, il arrive à jouir d'une certaine autonomie de mouvement. C'est là le sens biologique du *déterminisme* et du *libre arbitre*.

L'évolution générale des êtres organisés nous apprend, d'autre part, que l'évolution sociale doit nécessairement conduire de *l'anarchie* à une certaine *concentration d'autorité*.

Cette théorie biologique de la société humaine est fondée sur

---

(1) Bios.

ce fait que dans l'évolution des êtres organisés, la concentration du système nerveux est plus complète dans les organismes supérieurs qu'aux degrés inférieurs de l'animalité (1).

Au point de vue économique l'homme isolé n'est qu'une abstraction. L'homme à l'état isolé, comme un Robinson, au besoin, suffirait à lui-même pour se pourvoir à la satisfaction de ses besoins primitifs, car il est « *cosmos* » en lui-même, mais, économiquement parlant, les Robinson sont des accidents sociologiques, des exceptions infiniment rares à la règle de la vie collective.

Il n'existe, en réalité, que l'homme social, *zoon politicon*, l'homme vivant toujours en société. En même temps, il est le produit du milieu social dans lequel il vit, de l'époque historique où il demeure et le successeur de ses ancêtres desquels il hérite.

Le triomphe de l'homme isolé mû par son intérêt purement égoïste conduirait à la victoire de l'individualisme libertaire ; à l'anarchisme individualiste, incompatible avec l'état naturel de l'homme qui fait partie de la collectivité des êtres *organisés*.

L'absorption complète de l'homme par la collectivité aboutirait à la suppression de la liberté individuelle et au régime universel de la contrainte et de l'esclavage perpétuel.

Tout le problème se ramène à la solution de ce conflit, à ce noyau irréductible, qu'est la lutte perpétuelle de l'individu et de la société, à la *concurrence* comme moyen de l'émancipation individuelle et la *solidarité* comme nécessité logique résultat de l'*autoconscience* croissante de la collectivité poursuivant le bien-être commun.

Souci de soi, souci des autres. Entre ces deux pôles oscille toute la vie sociale des hommes (2).

Comment concilier ces deux tendances qui sont toutes deux également naturelles ? — Nous ne faisons que poser la question.

Cette opposition, ce dualisme dont n'échappe d'ailleurs aucune science humaine, règne en maître dans l'économie politique, plus encore ici que dans une autre science.

La thèse et l'antithèse, la cause et l'effet, le progrès et la régression, la concurrence et le monopole, la crise et la prospérité, l'opposition apparaît souvent comme une *clé de pénétration* aussi bien dans le domaine physique ou moral que dans celui des sciences philosophiques ou des connaissances vulgaires.

---

(1) CAUWÈS : Cours d'économie politique. T. I., p. 16.

(2) BAKOUNINE : Œuvres, T. I, p. 286.



### b) Nécessité d'utiliser les deux tendances

« *L'homme est naturellement égoïste* » dit Hobbs, *Homo homini lupus*.

Mais, « *l'homme est aussi naturellement altruiste* » peut-on formuler une proposition exactement contraire.

Ce qui est contraire à la nature des choses c'est de vouloir construire la doctrine économique sur une seule de ces données opposées, par exemple, sur l'altruisme seul, ou bien sur le principe exclusivement monopoliste de production ou sur la concurrence seule et ainsi de suite.

Il serait pourtant essentiel de constater qu'en réalité, il faut utiliser toujours les deux tendances opposées, de les synthétiser, en quelque sorte, dans un système harmonique et rationnel qui répondrait en même temps à l'évolution économique actuelle.

L'éclectisme est toujours la vraie direction à prendre en toute matière où les deux tendances opposées sont déjà nettement définies dans la science et où la lutte féconde des doctrines opposées a su toucher de près la réalité.

On essaye vainement de concilier ces deux antithèses qui sont en lutte perpétuelle, mais en cherchant à supprimer l'une des deux tendances, on oublie souvent cette simple constatation que les deux tendances sont naturelles et qu'elles forment la base de toute construction économique.

Il est certain que la tendance égoïste dans l'ordre économique doit nécessairement être subordonnée à la tendance altruiste, comme dans l'ordre social l'individu est subordonné à la collectivité, comme dans l'ordre mathématique l'unité est subordonné à la totalité puisqu'elle en fait *nécessairement* partie.

Cela est certain par cela seul que l'individu est *mortel*, tandis que la société ne l'est pas. Elle est *perpétuelle* par nature puisqu'elle durera en principe aussi longtemps que durera la vie sur notre planète (1).

La société ne s'émancipe de la nature extérieure que par le travail collectif qui, seul, est capable de transformer la surface de la terre en un séjour favorable de la communauté humaine.

Par contre, si la suprématie du social sur l'individuel paraît incontestable, parce que nécessaire, cette suprématie ne saurait supprimer l'intérêt personnel et absorber dans le sein de la société l'individu comme une goutte d'eau est absorbée par l'Océan.

Cette dissolution des fleuves individuels dans la mer sociale, cette

---

(1) BAKOUNINE : Œuvres, T. I, p. 286.

« socialisation » de l'individu au profit de la collectivité n'est, en effet, raisonnable que dans la mesure de « solubilité » des substances individuelles. Il est absurde de vouloir faire dissoudre les matières « indissolubles », il faut les laisser à l'existence propre et à l'activité particulière.

On a essayé de mille façons et de mille nuances de résoudre ce conflit perpétuel et, soi-disant, insoluble et de concilier les deux tendances naturelles dans un éclectisme plus ou moins consistant, mais on n'a jamais pu arriver dans la politique économique à quelque chose de logique, économiquement acceptable et portant en soi la solution de la question sociale.

Ce qu'il faut avant tout, c'est de *prendre pour base du système économique les deux tendances, les deux également naturelles, de conserver le domaine propre à chacune d'elles*, en assignant les cadres propres de leur existence à part, les cadres naturels, en même temps que rationnellement acceptables et conformes à l'évolution économique générale.

### **c) Nécessité d'une organisation économique rationnelle.**

Si le bien-être général est le but de toute organisation économique spontanée ou voulue, la tâche de la doctrine économique est de créer un mouvement, de déclancher un courant d'idées en faveur d'un certain idéal économique et social qui tenderait à augmenter ce bien-être et permettrait d'y arriver plus facilement.

Il est incontestable que les progrès de toute sorte, réalisés depuis les temps modernes, ont singulièrement augmenté le bien-être universel, mais il ne faut pas oublier que ce bien-être relatif a été acquis à la suite d'un mouvement social déclanché le siècle dernier.

Il serait vain de dissimuler que sous le régime individualiste ce bien-être augmente en proportions inégales pour les diverses masses économiques; la liberté de la concurrence se charge de réduire ce bien-être de la classe la plus nombreuse à la limite du strict nécessaire, suivant la formule brutale : « *le maximum du travail, pour le minimum d'existence* ».

Même en laissant de côté la question de justice, ce mode de répartition est antiéconomique. Il ne permet pas une utilisation complète de l'énergie productive des masses qui ne sont intéressées dans la production que du côté final de la répartition et des salaires. Ensuite, cette production est abandonnée à l'initiative privée et, pourtant, c'est de la production qui dépend *l'existence* de toute la collectivité.

L'énergie humaine est économiquement mal appliquée. Tout d'a-

bord elle doit être dirigée par une volonté organisatrice vers la production de tout ce qui est *nécessaire* pour assurer l'existence de la masse sociale et ce n'est qu'après seulement, cette énergie pourra *librement* se détourner vers la « production de luxe », c'est-à-dire vers la *production en dehors du nécessaire* et vers les emplois les plus divers suivant les goûts et les inclinations individuels et en conformité avec l'intérêt purement personnel.

Ce n'est pas limiter le domaine de la science économique que de lui assigner pour objet le seul souci d'assurer l'existence des masses sociales, mais la *satisfaction des besoins primordiaux doit être mise à la base des préoccupations de tout système économique*.

Il ne faut pas se fier de trop au libre jeu des lois naturelles pour assurer la satisfaction de ses besoins et d'assurer le bien-être économique et social des hommes. Pour améliorer progressivement leur condition, il faut, au contraire, croire à la nécessité d'une organisation voulue, réfléchie, rationnelle, conforme à une certaine idée de justice. Assurer une vie plus facile, un *lendemain certain*, une justice plus bienveillante et plus haute (1).

Le but de la doctrine économique est, précisément, d'arriver à cette organisation meilleure, qui permettrait la vie plus facile à la majorité de la société et qui assurerait le maximum de moyens et de possibilités pour la satisfaction des besoins les plus importants.

La doctrine économique et sociale se débat aujourd'hui entre les deux tendances opposées de l'individualisme et du socialisme, elle en souffre des deux à la fois. L'individualisme pur conduit à des *injustices extrêmes*, il y aurait *trop de justice* avec le socialisme intégral qui distribue cette justice mécaniquement. *Summum jus, Summa injuria*. Le socialisme intégral et autoritaire est équivalent à une oppression universelle.

Une bonne organisation économique qui tient compte des réalités et des possibilités n'accepterait ni l'un ni l'autre.

*Assigner une limite matérielle et rationnelle à la liberté économique individuelle et à la contrainte sociale, donner un critérium sûr de cette séparation*, c'est là tout le problème, c'est là toute la tâche de l'économiste qui cherche à dessiner les grandes lignes de l'évolution économique actuelle et future et à en préciser les traits distinctifs.

#### d) Absence d'un critérium

Il semblait que le sujet s'était épuisé, que la source de la discussion serait tarie, après avoir utilisé tous les arguments, après avoir

(1) CH. GIDE : Institutions de progrès social, p. 6.



analysé tous les avantages et tous les inconvénients de *l'autorité* et de *l'anarchie* en matière économique; mais cette matière de l'intervention ou de l'abstention économique de l'autorité paraît tellement obscure que Wagner lui-même reconnaît l'impossibilité de tracer une ligne nette et immuable entre l'individu et l'Etat (1).

La matière flotte entre les deux extrémités, pas de formule précise définissant nettement le domaine de chaque entité, pas de critérium raisonnable.

Cependant, toute doctrine doit débiter par poser une règle générale et universelle qu'elle met comme pierre angulaire de toute l'organisation économique.

La seule chose vraie, est que l'intervention de l'Etat dans la vie économique existe depuis toujours. Rationnellement parlant, cette intervention est nécessaire. Au point de vue du développement, elle est conforme à l'évolution actuelle.

Le développement actuel des attributions économiques de l'Etat et des pouvoirs sociaux, en général, est un mode particulier de l'évolution des forces de la vie collective, le phénomène de concentration et d'intégration, absolument du même ordre que la concentration économique.

Le principe d'intervention de l'Etat et les attributs organisateurs de l'autorité sont une de ces bases sur lesquelles, au moins, une partie de l'économie devrait entièrement se reposer. Il y a, en effet, la vie économique sociale soumise à la contrainte et à l'activité étatiste de l'autorité; il y a la vie économique individuelle, domaine de l'initiative privée, laissé à la liberté économique et sociale.

La question revient toujours à l'ancienne *querelle de la liberté et de la contrainte*.

Il y a de l'exagération, nous avons vu, dans la doctrine du socialisme autoritaire, qui veut transformer l'individu en un rouage docile de la machine sociale et de ne lui laisser aucun mouvement propre.

Cependant, l'idée de voir dans l'Etat une *intelligence supérieure*, la plus capable de *guider* la société et de *l'organiser* en vue d'assurer la collectivité contre toutes les éventualités possibles, est très naturelle. Cette volonté organisatrice est de nature à rompre le « cours naturel des choses », comme disent les libéraux.

On peut objecter à cela par cette simple considération que la volonté organisatrice de l'Etat, surtout sous forme de législation positive, a déjà largement contribué à *former ce « cours naturel »*.

---

(1) A. WAGNER : Fondements, T. I, p. 84.

La vérité est que l'Etat est une *catégorie économique* plus même qu'il n'est une *catégorie politique* (1).

Il est d'autre part, à remarquer que jamais le capital privé ne s'est aventuré dans les entreprises de quelque envergure, surtout en matière financière, sans appui direct ou indirect de l'Etat (2).

Il faut donc limiter les deux domaines contradictoires de l'individu et de la société, comme *association forcée*, de fixer une ligne de démarcation précise entre la liberté et la contrainte et d'assigner les cadres plus ou moins rigides du domaine du nécessaire et du forcé, en s'inspirant de l'adage :

« *Ex natura jus, ordo et leges*  
*Ex homine arbitrium regimen et coertio* ».

Universelle et étatiste, la doctrine économique doit chercher à éviter les inconvénients de la production pour le *marché* et de baser, au moins, une certaine partie de l'économie sur la *consommation*.

Après une délimitation précise, elle doit laisser entière la liberté économique là où l'intervention ne sera plus nécessaire.

Par dessus, tout doit dominer cette préoccupation qu'il faut s'efforcer d'empêcher la réalisation du « *binôme marxiste* », c'est-à-dire de la concentration de la richesse à un pôle et celle de la misère à l'autre.

---

(1) A. WAGNER : *Fondements*, T. III, pp. 352, 353.

(2) CH. BROUILHET : *Conflits des doctrines dans l'économie politique contemporaine*, p. 208.

## DEUXIÈME PARTIE

# **Théorie biéconomiste**

---

L'établissement d'un principe général, qui puisse servir de fondement à la construction de toute l'économie humaine, est l'objet essentiel de toutes les recherches doctrinales.

La science économique, comme la sociologie, est une science d'observation, de classification et d'expérience.

En partant de l'observation des faits et des événements considérés dans leurs évolutions, en mesurant leur valeur intrinsèque et leur coexistence relative au moyen des statistiques, on s'élève à des généralisations, on imagine des hypothèses et des théories générales pour les vérifier ensuite, si l'expérience ne les contredit pas dans les conséquences.

Mais l'analyse rationnelle seule peut tirer des faits de véritables lois qui régissent les phénomènes économiques, et elle seule conduit à des conclusions générales et à des conséquences logiques, pouvant vérifier les hypothèses et expliquer l'enchaînement des phénomènes.

Après avoir posé le principe général fondé sur l'expérience, il est nécessaire d'envisager le fondement philosophique et rationnel de ce principe, en même temps que d'examiner ses traits caractéristiques, pour avoir ensuite son fonctionnement dans l'ensemble du système de l'organisation économique et ses répercussions sur les diverses branches de l'activité humaine.

---



## CHAPITRE PREMIER

### *Le principe biéconomiste*

---

Le point de départ de l'activité économique de l'homme se trouve dans la nécessité de satisfaire à ses besoins, de même que le développement de l'économie dépend de l'extension des possibilités de cette satisfaction.

Les besoins naturels forment la base de l'économie humaine et servent de fondement à tout le mouvement économique.

#### Sect. I. — LES BESOINS NATURELS EN TANT QUE FONDAMENT DE L'ÉCONOMIE HUMAINE

Nous savons que l'être humain se trouve enveloppé, à chaque instant de son existence, d'une sorte d'atmosphère vitale et sociale d'une complexité extrême. Ces influences d'ordre cosmique ou physique, d'ordre biologique ou social, créent chez l'individu ces espèces d'équilibres instables qu'on peut appeler d'une façon générale *des besoins* (1).

#### § 1. — LES CARACTÈRES GÉNÉRAUX DES BESOINS DE L'HOMME

Les désirs qui nous aiguillonnent incessamment ont pour origine les besoins variés dont nous recherchons la satisfaction.

##### a) Définitions

Dans un sens général, le *besoin* est une privation ou un sentiment de privation qui pousse à désirer ce que l'on regarde comme nécessaire. Les besoins sont des sensations d'ordre psychologique ou intellectuel qui font naître en nous le désir de posséder les objets, les biens, les richesses et plus généralement les utilités propres à la satisfaction de cet état de gêne et de privation (2).

---

(1) A. BOCHARD : *Les lois de la sociologie économique*, p. 95.

(2) L. SAY et J. CHALLEY : *Nouveau dictionnaire d'économie politique*, p. 190.

Au point de vue physiologique et psychologique, le besoin est donc une sensation interne qui pousse l'homme à réaliser la fin de tel ou tel appareil organique. Il marque le rapport qui existe entre le désir et l'objet destiné à le satisfaire, c'est donc un jugement, une sorte de syllogisme moral où la croyance joue un rôle prépondérant, une espèce de conclusion, de raisonnement de plus en plus compliqué dans lequel interviennent comme facteurs (1) :

1° Un *percept* qui est une synthèse de sensation et d'image ;

2° Une *émotion* qui se traduit par le désir ou l'aversion pour la sensation ;

3° La *connaissance* du moyen nécessaire pour prolonger ou faire renaître ou faire cesser la sensation ;

4° La *croyance*, l'association fortifiée par la répartition entre la sensation et l'image, ce qui constitue le *raisonnement*.

Le mécanisme psycho-physiologique interne des besoins de l'homme est très intéressant, mais c'est plutôt du côté *objectif*, du côté *passif* que l'analyse de la sensation de besoin intéresse l'économiste : la souffrance ou malaise qui résulte de la non-satisfaction du besoin, de la privation éprouvée, de la douleur sentie.

C'est souvent par la privation seule que cette exigence de la nature humaine se révèle, c'est par le manque de satisfaction que le besoin se fait connaître avec tous ses caractères *innés* ou *acquis*.

Faisant éprouver une sensation pénible de gêne et de privation, le besoin cause une *souffrance*, une douleur d'abord vague et qui tend à s'accuser de plus en plus lorsque la satisfaction de ce besoin se fait longtemps attendre.

La satisfaction du besoin cause, par contre, un soulagement, un *plaisir*, par conséquent, une *jouissance* plus ou moins grande suivant l'état physiologique et psychologique de l'homme, car un désir accompli ou une peine évitée constitue toujours une jouissance.

Un effort est nécessaire pour arriver à ce résultat. Cet effort est en lui même une peine. L'homme est naturellement oisif. La peine, l'effort à fournir, le travail est une souffrance pour lui. Mais le besoin, la douleur qu'il éprouve à la suite de la non-satisfaction, lui aussi, lui cause une souffrance.

Le conflit étant né entre ces deux formes de souffrance, la lutte se poursuit. La querelle des souffrances aboutit inévitablement à un résultat psychologique positif ou négatif, car nécessairement l'une de ces sensations exclue l'autre. Le dilemme est très simple : ou bien il faut fournir un effort pour vaincre la douleur-besoin et la supprimer,

(1) A. BOCHARD : Les lois de la sociologie économique, pp. 35, 36.

ou bien il faut se conformer aux exigences de cette sensation et se donner la peine de pourvoir à sa satisfaction.

Le principe du moindre effort va jouer, ici comme ailleurs, un rôle décisif.

La *peine-travail* étant moins grande que la *douleur-besoin*, dans la plupart des cas l'homme choisit le travail. Le travail choisi, l'homme s'efforce, en vertu de la loi de l'économie des forces, de réduire autant que possible ce travail et de perfectionner les méthodes; il arrive ainsi à augmenter successivement par la force de son génie créateur sa puissance économique qui lui permet d'étendre indéfiniment ses besoins, ses désirs, ses satisfactions, toujours suivant la formule :

« *Maximum de satisfaction avec le minimum d'effort* ».

Dans l'économie politique on appelle besoin tout ce qui pourrait éventuellement servir d'objet à une consommation, à une satisfaction économique quelconque. On a besoin, au sens économique de tout ce qu'on désire, sans tenir compte ni du côté moral, ni de l'utilité physiologique de la satisfaction, fût-ce le désir d'une paire de souliers ou d'un diamant, d'un cigare de prix ou d'un morceau de pain, des soins du médecin ou de service du théâtre, d'un verre d'eau ou d'une bouteille de champagne.

### b) Classification des besoins

Les besoins de l'homme peuvent être divisés en plusieurs catégories, et on peut en proposer plusieurs classifications suivant le point de vue auquel on se place et le but qu'on se propose d'atteindre.

Au point de vue philosophique on les classe généralement en trois catégories distinctes :

1° *Besoins de la vie organique* suivant les fonctions de la vie : besoins de nutrition, besoins de l'espèce, besoins de relation, etc...

2° *Besoins psychologiques* : besoins d'ordre affectif, besoin d'ordre intellectuel;

3° *Besoins de société*.

Mais si l'on se place au point de vue des possibilités économiques de la satisfaction des besoins, une autre classification est beaucoup plus intéressante, c'est celle qui distingue les *besoins innés* et les *besoins acquis*. Les premiers sont en quelque sorte *instinctifs, naturels*, les seconds, par contre, ont été formés par des *habitudes* prises par l'homme au cours des siècles.

Les économistes les appellent :

1° *Besoins psychologiques et physiologiques naturels ou d'existence* ;



2° *Besoins* artificiels ou factices, intellectuels ou dérivés.

Les premiers sont tellement impérieux que la vie est impossible s'ils ne reçoivent pas satisfaction, comme le besoin de manger quotidiennement, celui de dormir régulièrement, etc...

La satisfaction des autres besoins, appelés parfois besoins de civilisation, ne s'impose pas avec le même caractère d'absolu, ou de nécessité. S'étant développés librement, ils tendent simplement à accroître le bien-être individuel et social et à rendre possible le développement de la personnalité physique, intellectuelle et morale des hommes (1).

Il importe, d'autre part, de constater que les besoins se distinguent non seulement par leur cause et leur origine, les uns tenant à la nature même, les autres se développant par l'habitude et la culture, mais aussi par le but qu'ils poursuivent, par leur fin.

Ceux de la première catégorie, tels que la faim, la soif, etc... ont été les seuls qui aient primitivement assaillis l'homme, en faisant sentir par la douleur qu'ils causaient, la nécessité de les satisfaire.

*La cause de ces besoins réside dans la nature physiologique de l'homme, elle est indépendante de sa volonté.*

*La fin y est la conservation de la vie humaine.*

Ceux qui sont rangés dans la seconde catégorie sont des besoins artificiels, créés par la pensée humaine, par son imagination créatrice, par sa volonté propre, enfin par l'hérédité. Il faut classer dans ce groupe la plupart des besoins psychologiques et physiologiques *dérivés*, tels que les besoins des mets conformes à l'hygiène ou destinés à procurer un simple plaisir gastronomique, les besoins d'exercices gymnastiques, etc... Ces besoins se sont développés peu à peu sous l'influence de la civilisation, souvent ils sont le produit d'une longue évolution sociale.

La cause de ces besoins demeure dans la volonté ou l'habitude de l'homme. La fin en est le développement du bien-être individuel et social, du *social betterment*, comme disent les Américains.

Il existe donc deux catégories, deux sortes de besoins qui se rapportent à deux faces, à deux aspects de la personnalité de l'homme. L'une de ces faces correspond à l'*état de l'homme*, son état qui l'apparente avec celui de l'animal, son état de vivre, sa vie. L'autre se rapporte à l'*action de l'homme*, c'est-à-dire à son évolution, à son développement progressif sous toutes les formes.

On aperçoit tout de suite l'*opposition qui existe entre les besoins psychologiques ou d'existence qui sont naturels et dont la satisfaction est nécessaire à l'existence de l'homme et les besoins de civilisation*

---

(1) P. REBOUD : Précis d'économie politique, t. I.

*qui sont artificiels, factices, qui ne mettent pas en jeu l'existence de l'homme et dont la nécessité suit l'intensité des habitudes prises.*

### c) Traits caractéristiques des besoins

Au point de vue de la quantité, les besoins n'ont point de bornes, en principe ils sont *illimités* en nombre; leurs genres et leur espèce varient à l'infini. Envisagés au point de vue de la *qualité*, de la nature, les besoins changent de figure, diffèrent par leur aspect objectif et varient singulièrement suivant les individus, suivant les mœurs, suivant les pays. Leur *capacité* seule se trouve limitée par l'existence de la *satisfaction marginale*. En effet, tout besoin doit avoir généralement une limite de satisfaction, une sorte de *saturation* après laquelle arrive la satiété.

Cependant, quand on y regarde de près, on aperçoit tout de suite que le nombre infiniment grand des besoins pourra être réduit à un certain nombre de séries, de noyaux ou de centres d'oscillation, parfaitement calculables.

De plus, on relève certaines séries de besoins qui sont en nombre tout à fait *limité*, avec de très faibles variations moyennes. Ce qui caractérise surtout ces besoins c'est qu'ils sont *identiques* chez tous les hommes ou, tout au moins, chez un certain groupe déterminé d'hommes.

*Il existe donc des besoins stables limités en nombre*, et, bien entendu, en capacité. Ce sont précisément les besoins d'existence, les *besoins de première nécessité*.

L'adjectif d'*illimité*, qu'on attribue généralement en science économique à tous les besoins, ne se rapporte donc, en réalité, dans toute son ampleur idéologique qu'à la catégorie des besoins artificiels ou bien au groupe des besoins physiologiques dérivés.

En effet, le groupe des besoins de civilisation suit l'évolution des mœurs et le progrès de la culture matérielle; les besoins de cette espèce peuvent être multipliés et exaspérés.

Du reste, cette multiplicité des besoins n'est pas un signe de faiblesse, ni d'infériorité de l'homme; c'est plutôt le contraire. Il est certain que la quantité de besoins et leur variabilité constitue la grandeur, l'avantage et la noblesse d'un peuple (1).

Les actes comme les sentiments sont contagieux. L'instinct d'imitation est très fort chez l'homme, surtout chez l'enfant et les peuples en état d'enfance. C'est l'esprit d'imitation qui fait que peu à peu les peuples et les hommes les moins civilisés, mis au contact de

(1) P. LEROY-BEAULIEU : *Traité*, p. 12.

ceux qui le sont davantage, finissent par emprunter certains goûts, certains besoins, la manière de vivre de ceux-ci, etc... Puis, suivant l'habitude individuelle sanctionnée par une hérédité qui fixe d'une manière définitive les besoins acquis, les hommes arrivent souvent à ne plus reconnaître où finissent les besoins psychologiques et où commence les besoins de civilisation. Il n'est pas rare qu'ils tiennent pour nécessaire un objet qui, quelques siècles auparavant, lui eusse paru superflu.

Quoi qu'il en soit, il est très important de constater que tous les *besoins ne sont pas indispensables au même degré à l'existence de l'homme*; toutes les catégories des besoins ne sont pas nécessaires à la vie même de l'homme, du moins au même titre que le besoin de nourriture, celui de l'habillement, celui d'habitation, etc...

La vie n'est qu'une réaction continuelle contre ces besoins de première nécessité et il en est qui sont véritablement d'une telle exigence que la mort de l'organisme s'ensuivrait s'ils n'obtenaient une satisfaction normale et régulière.

Le manque de pain pour un Européen, la privation de riz pour un Chinois, par exemple, ou d'un autre produit nécessaire à l'existence, entraînerait inévitablement la mort de l'individu qui en est la victime.

Il est vrai qu'il ne faut qu'une petite quantité déterminée d'aliments, de liquides, de degrés de chaleur, etc... pour atteindre la limite de satiété, après quoi viennent des *satisfactions négatives*, si l'on peut dire, le dégoût, l'indisposition, mais cette quantité déterminée d'aliments, par exemple, doit être fournie tous les jours.

La limite de satisfaction existe aussi pour la plupart des besoins artificiels, mais cette limite est plus extensible que celle des besoins de première nécessité dont la satisfaction ne pourrait être reculée au-delà des possibilités biologiques.

*Le caractère permanent et universel* distingue bien les besoins de première nécessité. Leur nombre, leur volume, les substances qui peuvent servir à leur satisfaction sont facilement déterminables. Il faut et il suffit de pourvoir à la satisfaction de ces besoins pour que l'organisme humain soit entretenu dans un parfait état de son fonctionnement psycho-physiologique.

Pourtant, on peut observer une certaine hiérarchie même dans l'ensemble des besoins d'existence.

Le premier dans l'ordre d'importance pour la vie est le besoin universel de nourriture, le manger et le boire étant le besoin le plus important, la source même de la vie, de la santé et de l'énergie humaine. Introduite dans le corps, la nourriture peut en réparer les



pertes, ou bien fournir de quoi produire de la chaleur ou de l'énergie. Une nourriture appropriée est nécessaire à la santé.

En second lieu, vient le besoin d'habillement, le besoin d'être vêtu. Peut-on, en effet, imaginer l'existence des hommes nus dans les régions tempérées qui sont pourtant le siège de la civilisation actuelle, sans parler de l'immense étendue des régions froides.

Le vêtement plus ou moins chaud suivant les régions, suivant les saisons, suivant les pays, est d'une nécessité absolue pour couvrir le corps et pour préserver la santé des hommes.

Vient, en troisième lieu, le besoin d'habitation, besoin de l'abri et du toit. L'homme bien nourri et bien vêtu n'est pas cependant complètement à l'abri des intempéries du climat, il a besoin d'un foyer pour vivre et élever sa famille, il a besoin d'un abri pour son repas et notamment pour son sommeil, car il ne faut pas oublier que l'homme dort pendant un tiers de sa vie. Il lui faut dès son premier âge, il lui faut dès l'époque rudimentaire, une caverne, une case, un abri, un logement, un foyer, qui n'est en quelque sorte qu'un *vêtement élargi*. Si ces trois besoins ne sont pas uniques, leurs répercussions économiques sont d'une importance primordiale. C'est de ces trois besoins que dépend la conservation de l'organisme humain.

## § 2. LES BESOINS EN TANT QUE FONDEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Tous les phénomènes économiques sont contenus dans les trois termes : *besoin, travail, satisfaction*.

Le besoin déclanche tout le cycle économique. Au besoin correspond le désir de le satisfaire, *Befriedigungstriebe*. Il est comme un feu intérieur auquel il faut chaque jour un aliment continu. Il allume en nous cette activité économique qui est exigée aussi bien pour se procurer le pain quotidien que pour faire progresser incessamment l'ensemble des méthodes et de l'outillage économique de l'humanité (1).

### a) Prémisses biologiques

Le processus de la satisfaction des besoins personnifie la vie et le développement de tout système organique d'un être vivant. Mais la vie, prise à un moment quelconque, n'est qu'un chaînon dans l'ensemble de la vie cosmique. Elle est le résultat des évolutions organiques précédentes en même temps que la cause du développement futur.

La vie est un mouvement perpétuel. La continuité des change-

(1) P. CAUWES : *Cours d'économie politique*, T. I, p. 3.

ments, la constance des métamorphoses et le transformisme universel, conditionnent toute la vie cosmique.

Du côté biologique, la vie se traduit par la dépense de l'énergie physiologique et psychologique qui correspond à une dépense déterminée de la substance chimique. La conservation de la vie n'est possible qu'à la condition d'établir un certain équilibre entre la dépense de l'énergie et sa récupération dans la mesure où celle-ci dépend du milieu extérieur.

Cette récupération se fait par l'intermédiaire des organes appropriés à cet effet, afin de rendre commode cette satisfaction aux exigences fondamentales de la vie de l'organisme.

Une loi biologique détermine les limites de ces exigences. Il existe d'après cette loi un certain *minimum* de l'énergie, exigé d'une façon absolue par la nature, minimum présentant une limite biologique au-delà de laquelle l'existence de l'organisme devient impossible. Il existe aussi un *maximum relatif* qui permet d'introduire dans l'organisme une quantité d'énergie relativement plus grande que la dépense régulière ne l'exige.

Ce qui caractérise surtout cette portion de l'énergie, c'est qu'elle constitue une condition absolue de l'existence des êtres.

Pour se procurer cette partie *indispensable de l'énergie*, l'organisme vivant doit nécessairement déployer une certaine *activité* biologique. Cette activité primitive est connue sous le nom de la *lutte pour l'existence*.

Considérant, toute la vie organique existante, en tenant compte de tous les changements antérieurs et actuels, on ne peut y découvrir qu'une seule forme *immuable*, une seule grande loi biologique et sociologique qui n'est que l'expression de la loi de l'évolution générale, c'est la *lutte de chaque organisme pour la satisfaction de ses besoins*, lutte perpétuelle contre le milieu extérieur physique ou social, lutte qui se traduit par la dépense de l'énergie, dépense qui, à son tour, exige une nouvelle lutte pour récupérer cette dépense et ainsi de suite.

Ce processus de dépense continuelle de l'énergie est le seul *phénomène actif de la vie*, et s'il ne revêt pas toujours le caractère de lutte et de combat, il est toujours conditionné par celle-là.

Il suit après cette lutte le phénomène de la satisfaction, phénomène qui a un caractère purement *passif*.

L'instinct dirige sans changement l'activité des sociétés animales.

L'activité de l'homme en tant qu'animal suit le même rythme biologique universel de tous les organismes vivants. Cette activité de l'homme en tant qu'être supérieur est décuplée en raison des possibilités d'une extension indéfinie de ses besoins. Toute activité écono-

mique de l'homme se résume dans la lutte continuelle avec le milieu extérieur en vue de satisfaction de ses besoins.

### b) **Activité économique de l'homme.**

On dit que la *faim est le levier économique universel*. On peut élargir cette vérité première en l'appliquant à tous les besoins de première nécessité, car cette formule traduit parfaitement l'idée que les besoins physiologiques sont le fondement et le point de départ de toute activité économique de l'homme. De la sorte, tout homme constitue une force économique élémentaire qu'un besoin primitif et permanent pousse à l'action.

Étant le couronnement suprême de l'évolution organique, le *microcosmos* en lui-même, l'homme doit être mis au premier plan de toutes les forces existantes, puisque, considérées en fonction de l'évolution anthropologique, sans l'homme, ces forces demeureraient inutilisées. A l'origine, l'homme et sa force musculaire constituait à peu près le seul moteur de son activité économique.

Mais comme il a la supériorité de l'intelligence et de l'invention par rapport à la société animale, il subit l'influence de cette invention qui modifie ses désirs, ses croyances, ses modes d'action et de production. L'imitation les perpétue et crée un nouvel état social.

Pour actionner la vie économique, il capture et groupe les forces d'une autre catégorie, mais lui seul est le principe organisateur, lui seul est le point de départ de toute manifestation économique. Pour la vie économique, il est le moteur primitif, il va la créer toute entière par son action sur le milieu physique grâce au progrès et les inventions, par son action sur le milieu social grâce au progrès de l'organisation. Songez aux révolutions économiques et sociales avec toutes les répercussions sur la civilisation humaine, révolutions qui créent un nouvel état social, révolutions véritables qui ont suivi les plus grandes inventions humaines : invention de la navette, utilisation de la boussole et de la poudre à canon, création de l'imprimerie, l'avènement du siècle de la vapeur, de celui de l'électricité et de la T. S. F., progrès de la navigation aérienne, etc...

Les traditions, les habitudes, finissent par s'adapter au nouvel état social révolutionné par les inventions et crée chaque fois une civilisation différente de la précédente. C'est un devenir perpétuel, mais ce devenir est une ascension.

L'homme étant moteur en lui-même et présentant un ensemble autonome de forces physiques et morales est, à son tour, la force résultante d'autres forces extrêmement variées qui proviennent de ces antécédents physiologiques, psychologiques et sociologiques.



Ce sont ces forces qui sont les mobiles de l'activité économique, ce sont ces forces qui impriment le mouvement du moteur humain et ces forces, nous le savons, sont les besoins éprouvés, les désirs ressentis.

La nécessité évidente de la satisfaction des besoins organiques est la condition commune de tous les hommes. Ils ne pourraient se soustraire à cette condition, même s'ils le voulaient tous d'une volonté ferme et unanime puisqu'ils ne peuvent invoquer le secours de personne pour suppléer à cete satisfaction, n'ayant *pour se défendre contre la mort que la force de leur travail et de leur intelligence, que l'énergie de leur volonté et de leurs muscles.*

L'activité économique de l'homme ne pourra cependant pas être ramenée à la seule conservation de l'existence.

Il est évident que cette conservation de la vie constitue la *base* de son activité. Mais une fois cette existence assurée, l'homme *pense à autre chose* : il cherche des satisfactions supérieures.

Il y a, en effet, *deux aspects bien différents de l'activité économique de l'homme* : l'une qui consiste dans la lutte pour l'existence, l'autre qu'on peut appeler : *lutte pour la jouissance.*

La puissance des besoins est si grande que si nous en créons un dont la satisfaction ne semble pas tout d'abord nécessaire, même indirectement à notre existence, tel le besoin de fumer par exemple, il prend ensuite par la force de l'habitude une place si importante dans la vie que nous ne pouvons le supprimer sans souffrance parfois extrêmement douloureuse.

Quelles que pénibles cependant que soient ces souffrances et ses douleurs physiques et morales que nous causerait la non-satisfaction du besoin de fumer, par exemple, ce besoin ne deviendra jamais par cela même une nécessité absolue, une condition indispensable de notre existence.

La base de l'activité économique résulte toujours de la réaction continuelle contre les besoins impérieux et l'instinct de conservation.

Cette réaction s'opère par le travail. Le travail, consistant dans l'action réfléchie sur la nature, est un facteur essentiel de l'adaptation et de la transformation du milieu extérieur aux besoins de toute sorte. La nature seule, étant l'objet d'application de l'énergie humaine, fournit tout le nécessaire à la satisfaction des besoins d'existence.

La succession des cycles de l'action et de la réaction de l'homme consiste dans l'alternance continuelle de *l'état psychologique* de l'homme en mal de besoin et c'est le côté *subjectif* de la matière, et *l'action* ou l'effort nécessaire pour se procurer un objet quelconque pour satisfaire le besoin né ou pour conquérir les moyens de l'apaiser ; c'est la manifestaion extérieure, le côté *objectif* de la matière.

L'intensité de la lutte pour la satisfaction des besoins est proportionnelle à l'augmentation toujours croissante de l'intensité de la vie, de l'accroissement incessant des besoins de toute sorte qui font introduire des satisfactions de plus en plus compliquées, de plus en plus enchevêtrées.

La mesure de cette intensité est d'ailleurs variable. Elle oscille dans certaines proportions selon les individus, selon les conditions géographiques, suivant l'état social et le degré du développement économique et plus généralement elle correspond exactement à l'état et au degré de la civilisation déterminée.

Si l'homme n'avait pas les besoins primordiaux à satisfaire régulièrement, ou bien s'il pouvait retarder à volonté leur satisfaction, on peut dire à coup sûr que la civilisation humaine n'aurait pas existé, puisque la base faisant défaut, l'homme n'aurait pas pu développer ses besoins artificiels.

Il est bien entendu que le monde inorganique, lui aussi, subit une évolution cosmique suivant l'ensemble des lois de l'Univers, mais cette évolution à peine perceptible ne saurait aucunement intéresser une civilisation humaine et à plus forte raison son activité économique et sociale.

## SECT. II. — LE PRINCIPE BIÉCONOMISTE

Les idées ne sont que le reflet de la réalité dans l'esprit de l'homme, l'expression de sa nature propre en fonction des circonstances, du milieu physique et de l'état social.

L'organisation économique de l'humanité, comme d'ailleurs toute organisation quelconque, doit être nécessairement rationnelle en même temps que conforme à l'évolution sociale. Cette organisation trouve sa base biologique et sociologique dans la nécessité de satisfaire les besoins des hommes. Cette organisation doit nécessairement satisfaire aux deux tendances naturelles des hommes : tendance individualiste, tendance socialiste. Enfin et surtout, cette organisation économique doit tenir compte exact des deux aspects bien différents de l'activité économique de l'homme et de voir si la lutte pour l'existence doit suivre les mêmes règles économiques que celle pour la jouissance.

### § 1. — LA GRADUATION DES SATISFACTIONS ÉCONOMIQUES

L'homme éprouve des besoins et cherche à les satisfaire. Cette loi fondamentale et universelle est le point de départ et la raison de toute activité économique.

### a) Importance différente de la satisfaction de divers besoins.

Il est évident que les besoins constituent le pivot de toute économie humaine.

Cependant, la satisfaction de divers besoins présente une *importance différente* suivant qu'il s'agit des besoins d'*existence* ou ceux de civilisation.

C'est un fait d'expérience absolument courante que les besoins, qui ont le plus d'importance pour les hommes, sont précisément ceux dont dépend leur existence et la conservation de leur vie.

D'ailleurs, le degré de l'importance de tous les besoins économiques s'échelonne suivant la théorie de l'*utilité marginale* d'après la somme des exigences biologiques et du bien-être que les satisfactions de ses besoins pourront respectivement procurer.

Par conséquent, s'il y a un choix à faire entre la satisfaction d'un besoin dont *dépend la conservation de la vie* et une autre satisfaction dont *dépend uniquement le degré plus ou moins grand de la jouissance* et du bien-être, l'homme normal, en général, n'hésitera pas à donner sa préférence à la première de ces satisfactions.

Sans doute, ces besoins sont susceptibles de plus ou moins, car chaque individu porte en quelque sorte, en lui-même la mesure de l'importance que présentent pour lui ses diverses satisfactions. Mais à coup sûr, cette mesure est la même chez un *homme moyen*, un homme normal, un *homme économique*, non pas exclusivement dans le sens abstrait de *Homo œconomicus* de l'Ecole libérale, mais dans celui de *Wirtschaftende Menchen* des économistes allemands (1).

Il est évident que de la satisfaction des besoins de nourriture, de vêtements dans nos climats ou de logements dépend la conservation de notre vie et la sauvegarde de notre santé, tandis que la possession d'une toilette de luxe, d'un parfum de marque ou un autre objet semblable ne dépend que le degré plus ou moins variable de notre jouissance et de notre confort.

Il y a donc besoins et besoins.

Peut-on, en effet, mettre sur le même plan le besoin quotidien de satisfaire notre faim et celui, par exemple, de fumer après un repas un cigare ou celui de se parfumer ?

Certes, l'utilité économique du pain ni du parfum n'est pas contestable puisque tous les deux également ils servent à la satisfaction des besoins déterminés.

Cependant, ces besoins, en eux-mêmes, en valeur intrinsèque, sont-ils du même ordre de grandeur ? — Evidemment non.

---

(1) CARL Menger : Grundsätze der Volkswirtschaftslehre.



Le pain est indispensable pour soutenir quotidiennement la vie humaine, personne ne pourra s'en passer, personne ne saurait le banir de sa consommation sans compromettre sa santé, sans mettre sa vie en danger. C'est du *nécessaire*. Il faut absolument que l'organisme humain soit nourri régulièrement.

Il est certain que la privation d'un cigare causera des souffrances atroces à un fumeur habitué, même peut-être des maladies, mais personne ne soutiendrait que la vie des individus en soit mise en danger, que le besoin de fumer devienne un jour d'une nécessité absolue pour l'existence et l'entretien de l'organisme humain.

Comparé au pain quotidien c'est du *contingent*, c'est du *superflu*, c'est du luxe.

Même au sein de ces deux grandes catégories de besoins, besoins d'existence, besoins de civilisation, on observe le pareil phénomène de l'importance inégale, de la satisfaction plus ou moins complète d'un même besoin.

Ce phénomène se produit toujours lorsque la satisfaction dépasse la limite habituelle des *nécessités courantes*.

Prenons le cas du besoin de nourriture.

D'une façon générale, de la satisfaction de ce besoin dépend notre vie et notre santé : l'existence serait devenue impossible si ce besoin ne recevait pas la satisfaction régulière.

Ce serait cependant commettre une erreur grossière que de qualifier de nécessaires à la conservation de notre vie, tous les aliments, toutes les substances alimentaires quelqu'elles soient, pour la seule raison que celles-là rentrent dans la consommation courante. La loi de substitutions des besoins joue évidemment ici un rôle très important, surtout à l'époque que nous traversons, à l'époque où l'industrie des succédanés a tellement envahi tous les domaines économiques qu'il est difficile parfois de déceler véritablement le produit originaire et de le distinguer de l'*Ergatz*. D'autre part, la régularité de la satisfaction ne constitue rien d'absolu ni d'intangible. Les effets de l'irrégularité des satisfactions nécessaires ne s'observent généralement qu'à la longue. Tout le monde sait qu'il est facile de se passer d'un repas habituel, sans mettre la vie ni même la santé en péril.

Ce qui est absolument certain, c'est que la quantité d'aliments strictement nécessaire à la conservation de la vie ne constitue qu'une faible portion de la consommation ordinaire des gens aisés. En fait, les hommes consomment plus d'aliments et de boissons que n'en exige la conservation parfaite de leur santé.

Si l'on se place au point de vue des nécessités de la vie, l'importance de la nourriture est inversement proportionnelle à la quantité consommée : elle diminue graduellement. La quantité de nourriture

indispensable pour entretien de chaque homme oscille entre deux limites assez rapprochées dont le minimum constitue une sorte de barrière physiologique au-delà de laquelle la vie se trouverait en danger de mort. La quantité dont la moyenne correspond à la vie normale de l'homme et dont le maximum, assez extensible d'ailleurs, conduit inévitablement à de funestes excès.

### b) Deux ordres des satisfactions économiques.

On pourrait donc distinguer trois quantités de nourriture, consommée généralement par les hommes :

Une *première* partie de nourriture consommée est nécessaire à l'existence même. Pourtant, c'est un *pis-aller* qui ne saurait se prolonger indéfiniment, puisqu'il maintiendrait l'organisme humain à la limite de l'existence sans lui fournir de forces pour lutter contre le moindre accident morbide ou autre. C'est un besoin *strictement nécessaire*.

Une *deuxième* partie constitue une certaine quantité supplémentaire nécessaire pour conserver la santé et lui procurer la réserve nécessaire pour lutter contre toutes éventualités possibles, car une nourriture trop peu abondante, tout en maintenant strictement la vie, serait de nature à entraîner des troubles dans notre organisme. C'est la quantité *normale*.

*Enfin*, après avoir consommé la quantité nécessaire à la conservation de la vie et à l'entretien de la santé parfaite, les hommes ont l'habitude de consommer une certaine quantité d'aliments uniquement dans le but de *jouissance gastronomique* que leur en procure la consommation. C'est un besoin *dérivé*.

On aperçoit nettement l'importance décroissante que présente pour les individus, les diverses phases de la satisfaction du besoin de nourriture. Jusqu'à un certain point, elle *assure l'existence* et de ce fait elle a pour l'homme toute la valeur qu'il attache à la *conservation de sa vie*.

Au-delà et jusqu'à un autre point, un accroissement de consommation a pour l'homme l'importance qu'il attribue au *maintien parfait de sa santé*.

Ces deux quantités forment la base de l'existence normale de tous les hommes. C'est une *moyenne nécessaire, naturelle et normale*.

Passé au-delà toute satisfaction supplémentaire n'a plus pour les hommes que l'*importance d'une jouissance* de plus en plus affaiblie, jusqu'au moment où la satisfaction atteint finalement une certaine limite où cette satisfaction devient tellement complète que toute nouvelle portion d'aliments ne contribue plus ni à la conservation de la

vie, ni à celle de la santé. Elle ne procure même pas au consommateur une jouissance quelconque. Elle pourra lui devenir tout à fait indifférente, si bien enfin, qu'en la poussant plus loin, cette consommation constitue une sorte de *satisfaction négative* et pourra être la cause de souffrances et mettre la santé et la vie en danger.

Des raisonnements analogues correspondent exactement à tous les autres besoins de première nécessité.

Le besoin de logement, une habitation ou tout au moins un abri quelconque contre les intempéries de nos climats est nécessaire à la conservation de la vie. Un logement d'une certaine importance, une chambre avec un certain minimum de confort et d'hygiène est, en outre, nécessaire au maintien de notre santé physique et morale. Enfin, selon les moyens et fortunes dont les hommes disposent, ils ont l'habitude de posséder d'autres pièces, d'autres locaux dont l'utilité réside uniquement dans la jouissance et le confort. Certains correspondent exclusivement aux besoins raffinés. Tels sont les salons de réception, salles de jeu, jardins d'hiver, pavillon de chasse, etc...

Il est donc facile, quant à la satisfaction de ce besoin humain d'habitation, de constater la même inégalité d'importance, les mêmes limites de nécessité et d'utilité biologique et économique qu'ont pour les individus les diverses phases de leur satisfaction, le même mécanisme psychologique et physiologique que nous avons observé pour le besoin de nourriture.

Tout d'abord de la satisfaction de notre besoin d'habitation dépend dans une certaine mesure, *notre existence*. D'une satisfaction plus complète de ce même besoin dépend l'entretien de notre santé en bon état. C'est la limite de la *satisfaction normale*. Dépassé cette limite, la satisfaction de ce besoin constitue une *pure jouissance*.

Cette jouissance procurée dure jusqu'à une certaine limite, au-delà de laquelle l'usage des locaux d'habitation devient indifférent et finalement même gênant, en constituant ainsi une *jouissance négative*.

Il est vrai qu'on puisse appliquer à peu de chose près le même raisonnement à tous les besoins humains. Ici comme ailleurs, il y a une certaine échelle des besoins et des satisfactions qui suivent la loi générale de l'importance décroissante et de satiété.

Mais *l'existence des limites de satisfaction des minima, des moyennes et des maxima ne sont d'une extrême gravité que dans le domaine des besoins de première nécessité*, puisque de ses limites dépendent la vie et la santé des hommes, c'est-à-dire la vie et la santé des sujets mêmes qui éprouvent les besoins.

Il est facile, d'autre part, de percevoir l'opposition nette qui existe entre les satisfactions des besoins qui se trouvent dans les limites



normales de l'existence et le degré de satisfaction qui correspond à la jouissance.

Ce premier degré des satisfactions moyennes, nécessaires, naturelles et normales constitue donc la première catégorie des besoins dont la satisfaction s'impose impérieusement d'une façon catégorique, sinon la vie et la santé de l'individu seraient compromises.

Ce sont des *satisfactions d'ordre primaire des satisfactions fondamentales*.

Le second degré des satisfactions ainsi que toute la catégorie des besoins dont la satisfaction ne constitue qu'une somme plus ou moins grande de jouissance sans rapport à l'entretien de l'existence, ne menace pas de mort l'individu, ne met pas sa santé en péril. Ce sont des *satisfactions d'ordre secondaire, des satisfactions dérivées*.

## § 2. — LA NÉCESSITÉ DE RÈGLES ÉCONOMIQUES DIFFÉRENTES

Etant donné que les besoins constituent la base de l'activité économique de l'homme, il convient de se demander si les moyens de satisfaction des deux catégories envisagées doivent être soumises aux mêmes règles économiques, ou bien le domaine des besoins nécessaires et celui des besoins de simple jouissance doivent obéir à des principes différents et peut être même opposés.

### a) Point de vue psychologique.

On sait que la privation pendant quelques jours de la nourriture est fatale pour l'existence de l'homme. On sait aussi que le fumeur dont le besoin de fumer ne trouve pas la satisfaction, à coup sûr, souffre atrocement.

Mais ce qui est une fois de plus à souligner, c'est que cette absence de la satisfaction du besoin, cette fâcheuse privation, si douloureuse soit-elle pour le sujet qui en souffre, n'aura jamais pour effet d'entraîner sa mort.

Il est vrai qu'il y a souffrance dans les deux cas à la suite de la non-satisfaction du besoin parce qu'il s'agit de deux besoins physiologiques, bien que l'un d'entre eux soit naturel et l'autre artificiel. Mais il y a une différence de degré qui sépare profondément ces deux genres de satisfaction. Cette différence est beaucoup plus nette quand on prend pour le second terme de comparaison, un besoin de luxe quelconque, par exemple, le besoin de se parfumer.

Quoiqu'il en soit, cette différence de l'importance de la non satisfaction pour l'existence de l'homme apparaît tellement évidente qu'il

est tout naturel d'envisager séparément les résultats économiques que cette différence entraîne.

La vie même de l'homme est en jeu dans le premier cas, le sujet même pour lequel existe tout le mécanisme économique est menacé directement. *Il y a nécessité de satisfaction*. La volonté de l'homme n'y est pour rien, elle ne pourra rien changer, rien *modifier dans l'existence de ses besoins naturels*, sauf à se conformer à la loi des substitutions qui permet dans une certaine mesure, de remplacer une substance susceptible de satisfaire au besoin par une autre équivalente en qualité.

Il en est autrement dans le deuxième cas où non seulement aucun péril ne menace la vie de l'homme, mais il lui est loisible d'exercer un choix pour la non-satisfaction de ses besoins de cet ordre et de lui *permettre librement de s'occuper de la façon d'agir*.

### b) Point de vue économique et social

La prémisses biologique servirait ici comme ailleurs de point de départ de la séparation, profonde de l'économie qui règle ces deux genres de besoins.

La sociologie nous apprend que les besoins et les désirs de plus en plus variés forment, en quelque sorte, la trame du tissu économique et social. Cependant dans cette variété superficielle on distingue nettement une sorte de *broderie organique*, un dessin dont les contours et les détails sont nettement déterminés et présentent une *fixité remarquable*.

La cause de ce phénomène réside dans ce fait qu'au point de vue purement biologique, l'individu n'a pour se mouvoir qu'un cercle à peu près *inextensible*, tandis qu'au point de vue social et celui de jouissance supérieure, sa sphère d'action est à peu près *illimitée*, en tout cas son « élasticité » est en raison directe avec le degré de civilisation (1).

Ce caractère de fixité et aussi d'objectivité des besoins de première nécessité permet de parler dans une certaine mesure de la *constante économique* des besoins résultant de l'action du milieu biologique, fondée sur la fixité des besoins organiques.

Cette constance économique des besoins de cette catégorie admet la détermination facile de leur contenu et des mesures nécessaires pour arriver à leur satisfaction, en même temps qu'elle permet de *régler par avance* le mécanisme économique qui s'y rapporte.

Les besoins nés des influences sociales offrent au contraire un

(1) BOCHARD : Les lois de la sociologie économique, p. 95.

caractère de subjectivité, de variabilité, une contingence plus ou moins marquée.

Il faut souligner en parenthèse que, précisément, c'est à cette extrême limite de la subjectivité que se détermine et se fixe le sens de chaque nouvelle évolution des besoins de l'homme et de la société toute entière.

Une certaine constance de la variabilité s'observe cependant dans tout l'ensemble des besoins. Les statistiques nous permettent de calculer *pour une époque déterminée* les moyennes facilement déterminables.

Le phénomène, nous avons vu, est basé sur l'uniformisation et l'universalisation croissante des besoins courants des masses populaires dans tous les pays du monde, phénomène que nous avons appelé une *standardisation de la vie moyenne de l'homme* (1).

Mais c'est surtout la règle de *l'universalité, de fixité et de stabilité* des besoins de première nécessité qui marque une *différence qualitative et quantitative profonde* qui conduit nécessairement à la séparation des deux domaines de l'activité économique. Elle milite en faveur d'une séparation bien nette, bien définie des règles économiques qui doivent présider à l'organisation des institutions nécessaires ou utiles à la satisfaction des deux catégories, organisation appropriée à chaque catégorie des besoins dont s'agit.

L'activité économique qui s'occupe de la conservation et de l'entretien de la vie des individus et de la société constitue incontestablement un domaine économique qui se suffit à lui-même. Cette activité est basée sur les besoins nécessaires, sur les *besoins vitaux*. Elle s'opère sous le signe de la *nécessité et de la contrainte naturelle*.

L'instinct de conservation est la *force élémentaire* de l'activité économique. La conservation de la vie humaine est aussi le *premier des biens existants*. *Bonorum autem primum est sua cuique conservatio* (2).

Bien que la jouissance soit aussi dans l'ordre naturel de la vie individuelle et sociale, elle ne constitue jamais de nécessité vitale ni de contrainte. Les besoins de ce genre donnent lieu à une activité économique qui s'opère sous le signe de *l'autonomie, de la liberté et de l'arbitraire*.

Le domaine du « nécessaire » et celui du « superflu » sont véritablement deux domaines bien différents et même opposés.

En ne prenant la signification de ces deux termes « nécessaire » et « superflu » qu'en fonction de la conservation de la vie et de la

(1) Première partie, chapitre 2.

(2) GOBBS : Opéra II, p. 98.



santé des hommes, on constate tout de suite que l'économie humaine se trouve, en quelque sorte, dédoublée dès le point de départ.

### c) Principales différences

Dès lors en résumant les principaux traits distinctifs des besoins vitaux de l'homme par rapport à ceux qui ne rentrent pas dans cette catégorie primaire, on arrive à des conclusions suivantes :

1° Les besoins vitaux apparaissent dans l'ensemble des besoins comme un *phénomène naturel, inné*, résultant du conflit des exigences psycho-physiologiques de la nature humaine avec le milieu physique. Tous les autres besoins ont le caractère nettement artificiel, acquis au cours des siècles.

2° Les besoins de première nécessité ont le caractère *d'absolu et de nécessaire*, puisqu'il est absurde de supposer que l'humanité puisse vivre sans la satisfaction de ses besoins vitaux et uniquement par la satisfaction de ses besoins superflus. On ne saurait qualifier de nécessaires aucun des besoins de la seconde catégorie.

3° Les besoins vitaux sont *permanents*, puisque les conditions biologiques générales ne paraissent point sensiblement modifiées depuis les origines de l'humanité jusqu'à nos jours. Il en est, nous avons vu, tout différemment de la deuxième espèce des besoins qui changent avec les progrès de la technique et de la civilisation.

4° Les besoins vitaux sont *universels* parce que ni la race, ni la couleur, ni les mœurs n'ont aucune influence essentielle sur la moyenne de ces besoins. La particularité plus ou moins marquée est de l'essence de la deuxième catégorie des besoins.

5° Les besoins vitaux sont *uniformes* quant à la substance qui remplit la mission de les satisfaire, du moins si l'on analyse sa consistance chimique. Il y a une diversité infinie dans la seconde catégorie.

6° Enfin et surtout, les besoins vitaux se trouvent, sous la *contrainte* naturelle, tandis que les autres besoins sont laissés au *libre arbitre* et au choix relatif de la volonté humaine.

Cette division fondamentale des besoins sépare l'activité économique de l'homme en deux parties bien distinctes : *l'une qui s'occupe de la vie et de la santé des hommes, l'autre qui s'efforce de pourvoir à la satisfaction des besoins de jouissance au sens économique de ce mot.*

### § 3. — LA SOLUTION BIÉCONOMISTE

La séparation des activités économiques conduit nécessairement à la séparation respective des économies humaines.

### a) Division biéconomiste.

Comme il y a, en réalité, deux hommes : l'homme physique et l'homme moral dont la synthèse est l'homme tout court sans adjectif, il y a deux économies humaines qui ne sont pourtant pas isolées par des cloisons étanches, il y a deux organisations économiques qui correspondent à deux activités économiques bien différentes, souvent opposées l'une à l'autre.

*L'une de ces économies, à laquelle on peut donner le nom d'économie primaire, d'économie vitale, d'économie principale, englobe toute l'activité économique en vue de pourvoir aux nécessités et aux exigences de la vie, de l'existence et de la santé. Tout en servant de base et de support à tout l'édifice économique elle ne s'occupe que de la satisfaction des besoins de première nécessité. Elle pose des règles et organise l'activité économique des hommes dans un champ nettement délimité. Elle apprend comment diriger cette activité pour ne pas mourir de faim, pour ne pas périr de froid, pour ne pas compromettre la vie et la santé, pour ne pas souffrir des intempéries du climat, etc...*

*L'autre, qu'on peut appeler l'économie secondaire, l'économie ordinaire, l'économie accessoire, économie dérivée de la première, pourvoie à la satisfaction des besoins des civilisations. Elle nous apprend comment augmenter le fond des utilités économiques, qu'elles sont les règles qui président à l'organisation de l'activité économique en vue de cette augmentation constante, comment s'enrichir scientifiquement et enrichir la société, etc...*

Si la première de ces économies évoque l'idée du strict nécessaire à l'entretien de la vie courante, la seconde donne l'impression de la richesse, de l'opulence, de luxe.

Le principe biéconomiste divise l'ensemble de l'économie humaine en deux branches capitales dont les domaines respectifs sont immenses et les buts sont nettement différents.

Dans le *premier cas*, il s'agit d'organiser la production, la circulation, la distribution et finalement la consommation des biens et des utilités économiques de telle façon que l'ensemble de la société humaine puisse vivre normalement et entretenir en parfait état son existence. Puisque, *assurer l'existence des masses*, est la *tâche originaire* de toute activité économique de la société et que l'économie vitale est la première de toutes les économies étant une résultante de la nécessité et de la *contrainte*.

Dans le *second cas*, il y va de l'organisation de toutes les phases économiques en vue d'augmenter progressivement le *bien-être* et le confort, de poser les principes de l'art économique pour assurer la

satisfaction des besoins de civilisation et de pure jouissance, la satisfaction dont ne dépend ni la vie, ni l'existence normale des hommes.

La somme des biens et des utilités qu'il est nécessaire de produire pour assurer l'existence de tous les membres d'une société est une quantité limitée dans le temps et dans l'espace, en même temps elle est indéfiniment renouvelable.

Le trait distinctif de cette quantité est qu'elle est parfaitement déterminable, qu'elle est facilement calculable d'avance. La demande y est plus ou moins fixe et la concurrence n'a pas de raison d'être.

Quant à la somme des richesses des services de la seconde catégorie, les prévisions collectives y sont beaucoup plus difficiles d'opérer, puisque les besoins s'y rapportant présentent un nombre et un volume indéterminé, variable à l'infini, suivant en cela les moindres changements et les caprices de la mode.

L'économie vitale correspond, en somme, à l'économie animale de l'homme ou plutôt à l'économie qui assure la moyenne de l'existence. L'économie ordinaire correspond au contraire aux besoins de l'homme civilisé. Elle est, en quelque sorte, l'infrastructure de l'édifice économique tandis que l'économie vitale en est la base, de telle sorte que les deux *économies juxtaposées forment chacune un circuit fermé des phases économiques*.

C'est en tête de toute économie humaine qu'aurait dû être inscrit le *principe biéconomiste* qui tranche l'activité économique de l'homme en deux parties nettement séparées.

En effet, le *principe des deux économies* ou de l'économie double est le point de départ de l'organisation fondamentale de l'ensemble de l'économie humaine, principe qui est naturel en même temps que conforme à l'évolution actuelle puisque la société se pénètre de plus en plus de l'idée morale d'assurer l'existence convenable de tous ses membres.

Confondre ces deux économies, dont l'organisation et le fonctionnement sont tout à fait différents, est commettre sciemment une erreur formelle et dissimuler intentionnellement les deux leviers économique universels qui sont *la lutte pour la vie et celle pour la jouissance*.

### **b) Confusion apparente et la séparation réelle.**

De prime abord cependant, cette séparation fondamentale des économies n'apparaît pas avec la netteté tranchante, à cause de ce phénomène bien simple que tous les besoins sans distinctions exigent une activité économique qui se traduit par le travail, par un effort



physique et moral plus ou moins grand qu'il faut dépenser indistinctement pour la satisfaction des besoins de deux catégories.

L'histoire économique nous explique le mystère de cette confusion apparente.

L'homme primitif ne songe généralement qu'à satisfaire plus ou moins rudimentairement ses besoins d'existence et il est obligé d'y concentrer toute son activité, étant donné les nécessités physiologiques qui le pousse à l'action, l'imperfection de son outillage de travail et l'absence presque complète du capital.

Par la conquête successive des forces naturelles et la domination progressive sur le monde physique et moral, il s'affranchit petit à petit des griffes menaçantes de la nature qui le domine intégralement à l'origine. Il apporte des perfectionnements à ses méthodes de production et se crée des loisirs pour s'occuper d'autre chose que la recherche constante des substances pour son entretien régulier, il trouve ainsi la possibilité de cultiver son intelligence. Il peut, en outre, produire plus ce qu'il ne peut consommer, lui et sa famille. Il se crée des excédents disponibles qu'il peut employer à sa guise, en les donnant à son voisin ou en les échangeant contre d'autres produits qu'il n'est pas en mesure de produire.

L'échange apparu d'abord sous forme de troc ou d'échange en nature se perfectionne petit à petit, la technique de la circulation s'améliore d'une époque à une autre pour arriver enfin aux formes modernes de l'économie monétaire et de ses succédanés, de circulation fiduciaire, de crédit, etc...

L'échange fait vite oublier qu'il est nécessaire tout d'abord d'orienter sa production en vue de créer les substances indispensables à l'entretien de la vie, l'échange fait vite effacer la limite entre le nécessaire et le superflu et cette limite ne se révèle que par l'abondance ou le défaut d'argent qui sert de commune mesure à tous les échanges.

L'homme ne produit plus qu'une partie de ces substances nécessaires et souvent n'en produit point du tout, en orientant son activité vers la production des objets de *consommation dérivée* ou ceux de luxe ou ceux qui n'ont pas de rapport direct avec les nécessités de la vie. Le système des échanges de la monnaie et du crédit lui permet de se procurer les produits désirables tant pour l'entretien de la vie courante que pour les consommations dérivées ou de luxe.

La véritable situation ne se révèle que par le budget individuel ou familial, par des calculs de statistiques qui annoncent toutes sortes d'indices économiques et enregistrent le coût de la vie, en déterminant ainsi les moyennes nécessaires à l'entretien des individus.

L'échange et la division du travail qui s'en suit fait bien vite

oublier qu'il faut tout d'abord produire les objets et les utilités de première nécessité et ce n'est qu'ensuite qu'il est permis de détourner l'activité économique vers les productions plus ou moins superflues au point de vue de l'existence des hommes.

Si la séparation des économies n'apparaît pas d'une façon formelle dans la direction de l'activité économique sous le régime des échanges et de la division du travail, elle se sent fort bien dans le budget individuel dans l'équivalent de la production en possession des individus, équivalent qui permet tout de suite de constater que la première tranche des efforts humains, le plus souvent la plus grosse tranche est consacrée à la production de tout le nécessaire pour l'achat de produits et de services de première nécessité : alimentation, vêtement, logement, chauffage, éclairage, etc, etc...

Le mécanisme des prix sous le régime de la liberté de concurrence établit les limites de tous les besoins à un moment donné, mais il ne détermine pas le critérium de la délimitation des besoins en général de ceux de première nécessité et de nécessité vitale.

*Le principe biéconomiste a précisément pour but de diviser le domaine économique en deux branches distinctes suivant les deux catégories différentes des besoins humains et de soumettre chacune d'elles à des règles d'organisations et de fonctionnement bien appropriées à leurs natures et au degré de nécessité de leurs satisfactions respectives par rapport à l'existence et la vie de l'homme.*

### SECT. III. — LE FONDEMENT DU PRINCIPE BIÉCONOMISTE

Mettant en dehors la discussion sur la valeur intrinsèque de la vie de l'individu et de la société, le principe biéconomiste divise l'ensemble de la vie économique en deux parties bien distinctes suivant les deux grandes sources de l'activité économique : *besoins économiques vitaux, besoins économiques de jouissance.*

Ce principe trouve sa justification dans les réalités économiques, sociales, juridiques actuelles. Son origine se trouve dans la division fondamentale des besoins de l'homme. Il s'appuie sur les lois essentielles de la biologie, de la sociologie, de l'économie et de la morale.

#### § 1. — LE FONDEMENT BIOLOGIQUE

Au point de vue biologique, la vie de l'homme se déroule sous les deux aspects bien différents : le côté *passif* qui se traduit par l'action du milieu sur l'organisme humain et le côté *actif* qui consiste dans la lutte de l'organisme contre le milieu extérieur.

### a) Action du milieu.

Les conditions physiques et morales constituent le milieu dans lequel s'écoule la vie de l'homme. Il lui faut de l'air qu'il respire, des aliments liquides ou solides dont il se nourrit, une certaine température et l'état de l'atmosphère qui l'entoure. Il est nécessairement placé dans un contact permanent avec des autres êtres vivants et subit ainsi le sort de l'évolution des êtres organisés.

Tout être subit, par le seul fait de la vie, une dépense continuelle, une usure incessante de son corps qu'il est obligé de réparer par l'alimentation sous peine de mourir au bout d'un très petit nombre de jours.

En effet l'homme, comme d'ailleurs tout être vivant, peut être considéré comme une sorte de *machine de forces*, dans laquelle est emprisonnée une certaine quantité d'énergie sous forme concrète et potentielle, d'encéphale, de moelle épinière et des nerfs, ainsi que du sang, qui sont des agents indispensables de l'activité vitale.

Cette machine qu'est l'organisme humain dépensant pour son entretien et pour le travail fourni au dehors une certaine quantité d'énergie, a besoin d'un combustible pour combler les pertes survenues.

On mesure les pertes subies par l'organisme dans les différentes conditions à l'aide des produits chimiques éliminés par le corps. L'azote et le carbone sont les deux corps simples qui sont les plus importants. Le premier donne la mesure des substances albuminoïdes qui déterminent l'activité vitale dans le corps humain.

Le second permet d'apprécier la quantité de toutes les substances hydrocarbonées qui jouent un rôle d'oxydation et de production de la chaleur humaine, transformée en travail comme en toutes les machines.

Si l'homme perd systématiquement plus d'énergie qu'il n'en reçoit du dehors sous formes de composés appropriés d'azote et de carbone, il périt inévitablement. Le vêtement et le logement contribuent, eux aussi, à l'entretien normal de l'organisme humain, du moins par la conservation de l'énergie déjà accumulée.

Somme toute, la fonction de l'organisme humain consiste dans l'élimination et la préparation des matières, dans la sécrétion élaborée par ses divers organes, ce qui est la fonction de la vie. *Toute perte d'énergie doit être compensée par l'introduction d'une certaine quantité d'aliments et par l'entretien d'une certaine température autour de l'organisme sous forme de vêtement ou de logement.*

Mais en dehors de ce cadre d'alimentation physiologiquement nécessaire les besoins de l'homme se caractérisent, nous avons vu,



par la multiplication et la complication indéfinies, extérieures ou intérieures, c'est-à-dire cherchant leur satisfaction dans les choses physiques ou dans les choses psychologiques. Ces besoins ainsi que l'activité économique qu'ils nécessitent pour leur satisfaction s'amplifient par toutes les transformations de la nature physique ou psychologique, par les changements de la technique aussi bien que par ceux de la morale.

Mais cet accroissement et ses variations ne sont pas soumis à une loi générale et naturelle comme les besoins organiques. *Ils sont possibles et non nécessaires* (1).

Si la réparation des pertes d'énergie vitale rentre dans les cadres de l'économie organique ou plutôt de *l'économie des nécessités biologiques*, toute la gamme des besoins de la seconde catégorie se rapporte au *domaine du hasard, des probabilités et des possibilités de l'imagination créatrice*.

Au point de vue des nécessités biologiques, on peut diviser les hommes en deux catégories bien distinctes : *Ceux qui ont faim et ceux qui n'en ont pas*, ceux qui mangent et boivent au-delà des besoins stricts de la nature et ceux dont l'alimentation est insuffisante.

L'expérience nous montre que ces deux groupes présentent des différences profondes à tous les points de vue : physique, moral, intellectuel ; leurs destinées sont bien différentes, leurs mentalités ne sont pas les mêmes, leurs activités ne sont pas dirigées de la même façon.

Prenons deux hommes placés dans un milieu sensiblement homogène. L'un qui gagne à peine de quoi se procurer la quantité nécessaire d'aliments pour l'entretien de son organisme, le vêtement sommaire lui permettant de se protéger contre les conditions atmosphériques et un logement pouvant à peine l'abriter pendant le sommeil.

L'autre qui se nourrit bien, qui a des vêtements suffisants et un logement convenable. Au surplus, il a des excédents budgétaires pour se permettre un certain luxe dans toutes ses consommations.

Les deux travaillent, par hypothèse, dans les conditions techniques et hygiéniques avec la durée de travail égale dans les deux cas.

Comme le premier travaille, à la limite de ses possibilités physiques, étant donné le strict nécessaire que ses besoins impérieux reçoivent comme satisfaction, il est à craindre qu'après un certain temps plus ou moins long suivant la constitution et les aptitudes naturelles de l'organisme, ses forces ne s'épuisent rapidement. D'autant plus que son état physiologique se trouve fortement influencé par l'état psychologique où il est plongé. En effet, l'instinct de conser-

(1) C. BOUGLE : La sociologie économique. Cours 1928-1929. Fasc. IV, p. 67.

vation, la crainte continuelle de ne gagner pas assez pour se payer le nécessaire pour la satisfaction de ses besoins vitaux, causera bien vite l'épuisement général, l'usure prématuré du corps, la ruine de la santé, par conséquent, mènera à la dégénérescence de l'individu ou du groupe d'individus soumis à ce régime.

L'autre, par hypothèse, travaille dans les mêmes conditions extérieures mais gagnant plus ce qu'il ne suffit pour régler son budget de nécessités vitales. Il jouit d'un équilibre physique et moral parfait. Son état d'esprit, l'assurance dans l'avenir ainsi que les possibilités de réjouissances qu'il pourrait se permettre, sont des circonstances de nature plutôt reconfortantes pour la santé, la vigueur. Son travail bien que d'égale durée et d'égale valeur énergétique non seulement est loin d'épuiser ses forces, mais constitue au contraire un exercice indispensable pour son activité physique et morale.

Le premier passe ses loisirs à chercher des améliorations de sa pénible situation, à se creuser la tête, obsédé des idées noires. Tout ceci, il paie par les dépenses déficitaires de son énergie.

Le second pourra consacrer une notable partie de son temps disponible au développement de ses facultés intellectuelles, à la culture morale, donc au perfectionnement de sa personnalité, ce qui est tout à fait conforme au but général de l'évolution de l'humanité.

La mort prématurée sera le sort habituel du premier. Une longue vie est assurée presque infailliblement au second.

Au point de vue biologique, cet exemple semble être conforme à la loi fondamentale de la lutte pour l'existence et de la survivance du plus apte. Cependant, ce n'est pas exact même dans l'ordre biologique, puisque la société humaine est organisée actuellement d'une façon imparfaite et qu'une organisation meilleure permettrait d'éviter les inconvénients de cette loi, ce qui constitue précisément la tâche des sciences sociales.

### **b) Lutte pour la vie et l'entente.**

Formulée pour la première fois par Buffon, il y a plus de cent ans, exposée par Maltus dans l'ordre économique et par Darwin dans l'ordre biologique le *principe de la concurrence vitale* ou lutte pour l'existence, *struggle for life*, domine actuellement la sociologie toute entière.

La lutte pour la vie serait une loi naturelle d'après laquelle tout ce qui existe dans la nature, se développe en vertu de ce principe de la substitution de l'utile au détriment de ce qui est inutile, ce qui est fort détruit ce qui est faible, les éléments supérieurs éliminent

les inférieurs et tout s'adapte aux conditions de la vie en perpétuel mouvement.

La lutte pour l'existence est commune à tous les êtres vivants sans aucune exception depuis le végétal ou l'animal le plus infime jusqu'à la plante et à l'animal le plus parfait et depuis la forme la plus primitive de l'espèce humaine jusqu'au type le plus perfectionné de l'humanité.

Chacun est en lutte incessante non seulement avec tous les êtres semblables ou dissemblables qui l'entourent, mais encore et surtout avec les éléments du milieu dans lequel il vit. Cette lutte aboutit à la sélection naturelle et la persistance du plus apte, le triomphe des plus forts, des plus beaux, des plus intelligents de ceux qui se multiplient avec le plus de rapidité, en un mot des mieux armés, c'est-à-dire des mieux dotés en moyens de résistance ou d'attaque ou de multiplication.

Prise comme principe de l'évolution du monde organique, cette loi ne comporte pas d'exceptions. Cependant, au sein de cette loi, il faut faire *une grande distinction*, surtout dans l'application de cette loi aux sociétés humaines.

Les faits naturels auxquels on a donné le nom général de lutte pour la vie sont susceptibles d'être rangés en deux *groupes* tout à faits différents, *deux catégories d'une importance économique et sociale inégale*.

*Premièrement*, il y a la *lutte pour l'existence*. Ce sont tous les faits qui se rapportent à la *conservation de l'individu* et celle de l'espèce contre les causes de destruction qui les menacent, les causes résidant : soit dans le milieu physique, soit dans le milieu moral. C'est la lutte pour la conservation et l'entretien régulier de la vie.

*Deuxièmement*, il y a la *lutte pour la jouissance*. Cette lutte se traduit dans l'ordre individuel par la recherche des moyens les plus propres à satisfaire les besoins de civilisation ou ceux de pure jouissance et à assurer les avantages matériels et moraux.

Dans l'ordre social, elle se manifeste par les rivalités entre les deux groupes sociaux pour assurer la prépondérance de chaque groupe sur l'autre et pour constituer et affirmer les jouissances sociales.

L'homme est un animal supérieur qui se distingue de tout le reste du monde par les éléments de conscience, d'intelligence et de raison. Il possède la science, il a sa propre organisation, il a la maîtrise de l'art d'adaptation et d'invention.

Dans le règne minéral, végétal et en partie animal, l'existence, la sélection, et l'adaptation sont le résultat d'une loi aveugle, inconsciente, quasi-fataliste.



Tandis que chez les hommes, en raison des facteurs intellectuels qui le caractérisent, la lutte pour l'existence a subi au cours des siècles une transformation très intéressante. Sous l'influence de la science, de la civilisation et des progrès techniques et moraux, la lutte pour l'existence se transforme petit à petit en une entente pour l'existence, en une association plus ou moins forcée pour la satisfaction des besoins de première nécessité, sans parler de la satisfaction des besoins purement sociaux.

Cette entente pour l'existence résultant des nécessités de la conservation individuelle dans l'espèce humaine, remplace de plus en plus la lutte pour la vie qui existent dans les sociétés animales.

*Il ne reste qu'à franchir un dernier pas vers la délimitation plus complète des domaines économiques qui s'occupent respectivement de l'existence et de la jouissance.*

Dans l'ordre biologique, il suffit de placer l'homme dans le milieu physique convenable et d'organiser son activité sur ce milieu de telle façon que tous les besoins de première nécessité puissent recevoir leur satisfaction en dehors de toute préoccupation de concurrence, de lutte ou de rivalité.

Par contre, la lutte pour la jouissance est parfaitement conforme à l'évolution générale et bien qu'elle s'atténue de plus en plus sous l'influence de la civilisation quant à ses procédés de réalisation, elle sort toujours du domaine des nécessités biologiques pour ne conserver comme le principe directeur que la liberté de choix, la liberté d'action, la liberté de satisfaction.

L'économie vitale ne s'occupe que du nécessaire; ce fonctionnement régulier de la vie humaine a un champ nettement délimité par la sphère de la satisfaction des besoins impérieux. L'activité économique qui s'y rapporte est conditionnée par les exigences de la nature, imposées à l'organisme humain d'une façon catégorique. Tous les êtres vivants sont soumis à cette nécessité qui constitue une *conditio sine qua non* de l'existence de l'espèce humaine.

Les hommes naissent, vivent, se meurent, naissent encore et ainsi de suite, en accomplissant dans ce perpétuel changement une Vie de l'Humanité. Et puisque l'homme a besoin de vivre, l'instinct de la conservation se charge en lui de cette besogne, pour lui rappeler constamment cette nécessité absolue : *conatus sui tuendi et conservandi*.

Il en est autrement de l'autre sphère de l'activité de l'homme qui n'implique rien d'absolu ni d'absolument indispensable au point de vue des nécessités biologiques.

## § 2. — LES RAISONS ÉCONOMIQUES

Si les hommes avaient les cadres rigides assignés par la Nature, au sein desquels ils pourraient exercer leur activité économique pour tirer par leur travail tout le nécessaire à leur existence matérielle, la question de l'économie vitale serait résolue d'elle-même. Tout homme serait de la sorte assuré dans la satisfaction de tous ses besoins de première nécessité. Le surplus de son énergie, il pourrait librement utiliser pour des satisfactions d'ordre supérieur.

Dans les premiers âges, précisément, l'homme ne parvenait à se procurer par son travail que ce qui lui était strictement nécessaire pour ne pas mourir. C'était l'époque de l'Economie primitive.

Dès que le travail est devenu plus productif et que l'homme est arrivé à produire plus que ce qu'il ne lui était indispensable pour la satisfaction de ses besoins organiques, il s'est créé ainsi des excédents de produits susceptibles d'être répartis entre les divers membres de la Société sous forme de l'échange, sans péril pour sa vie ni pour son existence.

Dès l'instant où le marché apparaît comme mode normal de la circulation des produits, la limite de ces deux économies s'efface. L'échange a entraîné dans son mouvement l'économie primitive pour se substituer complètement à celle-ci, de sorte qu'il ne s'agissait plus de répartir des excédents de produits, mais de produire exclusivement pour le marché.

## a) Mode anarchique et l'économie vitale.

Mais l'anarchie de la production pour le marché et les crises de toutes sortes qui s'en suivent, est une organisation économique qui est contraire à l'essence même de l'économie vitale.

Il est vrai que *l'homme est un instrument de production*, mais c'est un instrument le plus précieux de tous ; il est aussi le *but de tout le processus économique*. Il faut avant tout garder cet instrument et l'entretenir en bon état.

Or, quelque calamité que ce soit, aussi bien d'ordre extérieur que tenant à l'organisation économique interne, elle est extrêmement préjudiciable à cet instrument de production.

Les formes précapitalistes de l'économie ont connu des calamités économiques, mais c'était des calamités d'ordre extérieure, dont les causes résident dans des phénomènes naturels : la sécheresse, la récolte déficitaire, le déchaînement des éléments, la guerre, etc... L'économie patriarcale, l'époque de féodalité, les corporations des métiers, connurent les crises de ce genre. Mais ces calamités n'avaient rien de

commun avec les crises qui ébranlent périodiquement l'économie fondée sur la production pour le marché. Ces crises ont pour cause l'anarchie de la production, et ont ceci de particulier, qu'elles ne résultent pas des calamités naturelles ni du manque de marchandises; ce ne sont pas des crises causées par l'indigence, mais des crises causées par la richesse.

Si cette forme anarchique de la production répond bien à la liberté de concurrence et de compétition personnelle, là où cette liberté correspond à la libre satisfaction des besoins infiniment variables, elle se retourne contre le sujet même, l'agent même de cette production, dans le domaine de l'économie vitale.

Il suffit de prendre l'exemple d'une calamité quelconque qui s'abat sur les masses, soit sous forme d'une crise économique, soit d'une crise extra-économique : une disette, une guerre, soit les deux à la fois, pour apercevoir tout de suite les inconvénients de la liberté de la concurrence dans le domaine de l'économie vitale.

Tout d'abord, il faut séparer nettement les crises en matière agricole et de produits de première nécessité, où les crises de surproduction sont extrêmement rares, étant donné la fixité des besoins correspondants, et les crises économiques dans tous les autres domaines, où la production correspond à des besoins variables en nombre et en capacité.

Ces deux types de crises sont différents non seulement par leurs causes, mais aussi par leur effet, puisque c'est la crise d'*insuffisance de production* qui est à redouter en matière de l'économie vitale et ce sont les crises de *surproduction* qui sévissent périodiquement dans le domaine de l'économie ordinaire.

Sous le régime individualiste, les prix de produits et de services montent et descendent sous l'action régulatrice de la loi de l'offre et de la demande.

Pendant la disette les prix de produits de première nécessité montent sous l'influence de la diminution de l'offre et la contraction du marché.

Le nombre d'acheteurs est en raison inverse des prix sur le marché, ce nombre présente une série convergente dont l'amortissement s'effectue très rapidement.

Si nous représentons la masse des acheteurs des produits de première nécessité par les étages d'une pyramide égyptienne découpée en plusieurs tranches par les plans parallèles à sa base, située à proximité de l'océan, submersible à mesure que la marée monte.

Au bas, la tranche la plus large et la plus épaisse représente toute la masse populaire, qui, à cause de son revenu peu élevé, ne peut



donner qu'un prix moindre que les classes d'acheteurs se trouvant au-dessus.

A l'étage au-dessus correspond le groupe des acheteurs disposés à payer un peu plus cher, et ainsi de suite en remontant la pyramide.

A mesure que les prix des matières de première nécessité s'élèvent, les couches inférieures, les couches les plus importantes en nombre d'acheteurs disparaissent du marché, comme la partie basse d'une île, quand la marée monte (1).

Et si l'on appliquait rigoureusement les théories individualistes, la masse submergée se trouverait éliminée du marché d'approvisionnement et vouée ainsi à la mort certaine.

Ceci se passerait au cas d'une crise d'insuffisance de la production vitale.

Dans sa dernière analyse le même phénomène se produirait au cas d'une crise générale de surproduction dans le domaine ordinaire.

En effet, toute crise économique générale se manifeste par une dépression générale de la vie économique, et notamment par la diminution plus ou moins notables des salaires réels.

Or, les salariés présentent une partie la plus importante de la population. Par suite de la diminution des salaires réels diminue la capacité d'achats de la classe la plus nombreuse, et cette diminution de capacité d'achat aboutit au même résultat de l'éliminer du marché de première nécessité, comme dans le cas d'insuffisance de la production.

Et généralement, ce n'est que beaucoup plus tard, sous l'action de la diminution forcée de la demande, que les prix agiront en conséquence.

L'anarchie de la production capitaliste, non seulement, est contraire à la nature de l'économie vitale, mais toute la production vitale se trouve à la merci des caprices de la loi de l'offre et de la demande; comme cette économie est étroitement liée à l'économie ordinaire, puisque soumise aux mêmes règles, elle en éprouve inévitablement toutes les vicissitudes, si fâcheuses soient-elles pour les masses.

Nous savons, d'autre part, quelles sont les causes qui servent de ressorts à la production capitaliste.

Ces causes sont au nombre de deux :

- 1° La soif du profit;
- 2° La concurrence.

Or, la recherche constante du profit et la concurrence sont deux phénomènes incompatibles avec la nature de l'économie vitale, puisque celle-ci met en jeu l'existence de l'homme.

---

(1) P. REBOUD : Précis d'économie politique, T. I, p. 452.

### b) Standard économique.

L'économie vitale est le premier degré du processus économique général. Il faut que ce degré soit franchi pour que l'homme puisse concevoir des jouissances d'un ordre plus élevé et donner un autre but à son activité.

Il est à remarquer d'ailleurs que le minimum vital ne s'entend pas dans le sens de minimum physiologique et de strict nécessaire pour l'entretien de la vie ; il s'agit plutôt d'un *standard économique*, considéré à un moment donné comme devant s'imposer à l'ensemble de la population.

La tâche de l'économie vitale ne s'arrête pas à la limite inférieure des besoins de première nécessité, mais consiste à l'élever, au fur et à mesure de l'unification des besoins, à la moyenne économique normalement applicable à toute la société humaine.

Les progrès de toutes sortes, réalisés par l'humanité, imposent à l'activité économique des règles de plus en plus identiques, tendant de plus en plus à l'uniformisation générale et à la standardisation de la vie économique, correspondant à la standardisation croissante des besoins moyens, qui s'établit par delà les frontières nationales.

L'unité de l'économie vitale organisée sur l'uniformité des besoins, crée des conditions extrêmement favorables à la normalisation et à la standardisation de la production, phénomène, qui est actuellement en plein développement dans tous les domaines économiques.

Toutes les entreprises de l'économie vitale fabriquent aujourd'hui des produits et des marchandises de plus en plus déterminés et conçus sur un type défini.

Les entreprises qui fabriquent des moyens de production fournissent des machines identiques, de même que les différentes pièces de ces machines sont facilement interchangeables.

La technique économique et l'organisation générale des entreprises sont soumises aujourd'hui aux mêmes règles, puisque les lois économiques et les principes d'organisation, qui président à toutes les opérations de production, de circulation, de répartition et de consommation des biens, s'appliquent à toute la société actuelle et à toutes les nations.

En matière vitale, ces règles d'organisation économique s'adaptent d'une façon uniforme, rigide, presque invariable avec une coordination, plus ou moins indépendante des fantaisies individuelles, du moins en ce qui concerne les satisfactions des besoins de pure nécessité organique, qui exigent les produits d'une consistance chimique et physique très peu variable et un minimum de services indispensables au fonctionnement de la machine individuelle et sociale.

La différence est nette entre les deux économies dont l'une correspond à *une consommation vitale*, peu variable, soumise à la loi des nécessités organiques, tandis que l'autre correspond à *une consommation indéterminée, variable* à l'infini, dont le mécanisme du marché fixe à chaque instant le volume et la valeur relative.

### c) Séparation des activités économiques.

Le progrès constant consiste avant tout dans une diminution continue de l'effort physique; aussi l'homme a-t-il toujours recherché les sources d'énergie pouvant économiser ses forces et augmenter ainsi sa puissance économique.

Le principal usage qu'il fait de l'accroissement de sa puissance productive est l'augmentation progressive de ses consommations. Mais comme les consommations, strictement nécessaires à l'entretien régulier de l'organisme dans un parfait état de santé, sont limitées en quantité, puisque les besoins correspondants sont limités en capacité, l'activité économique de l'homme s'oriente naturellement vers la production qui correspond à la satisfaction des besoins d'ordre supérieur, des besoins de jouissance; elle se dirige logiquement vers la production de luxe, en prenant ce mot au sens large de la production en dehors de l'économie vitale.

Le plaisir et le désir de jouissance constituent, sans aucun doute, un des principaux agents du progrès humain.

Souvent, l'homme préfère la satisfaction des besoins dérivés ou de luxe à celle du besoin de première nécessité. Souvent même il prend pour le nécessaire ce qui est nuisible à l'organisme humain, comme l'alcool, le tabac, etc...

D'autre part, le régime de la concurrence ne favorise pas la qualité de la production vitale. En effet, l'entrepreneur individualiste, guidé uniquement par le chiffre du profit, est toujours enclin à remplacer les matières premières coûteuses par celles procurées à bon marché. De là, des fraudes innombrables et la porte toujours ouverte à toute sorte de falsifications et d'*ersatz* qu'aucun contrôle ne pourra complètement déraciner, puisque la cause de la production vitale ne réside pas dans la préoccupation de la santé publique, mais uniquement dans le gain industriel ou commercial.

Or, l'activité économique, appliquée à l'économie vitale, ne doit être guidé que par la science naturelle et le souci de la satisfaction normale des besoins de première nécessité.

La division du travail, elle-même, pratiquée *indistinctement* dans les deux domaines économiques contribue largement à égarer l'activité économique de la voie tracée par les besoins organiques et de l'enga-



ger dans le domaine de la production des biens et des utilités, qui n'ont qu'un rapport éloigné avec les nécessités de la vie.

L'activité économique déviée vers la production ou la satisfaction des consommations de luxe, laisse toujours la production vitale à sa limite inférieure, de telle sorte, que la rupture fortuite de l'équilibre entre la production et la consommation est extrêmement préjudiciable à la masse des consommateurs.

Il arrive, même assez souvent, que le mécanisme de l'offre et de la demande sous le régime de la concurrence n'arrive pas à doser exactement l'énergie humaine dans l'une ou dans l'autre des deux économies, et alors des pires catastrophes sont à redouter, des crises formidables sont à prévoir, avec tout le cortège habituel de dépression générale, indigence, chômage, etc...

Il est certain et mathématiquement vrai que l'Humanité pourrait se procurer une quantité beaucoup plus considérable *d'objets de consommation courante, seuls essentiels à la vie*, si tous les peintres, ciseleurs, tapissiers, denteleurs, brodeuses, fileurs et tisseurs de soie, carrossiers de luxe, fabricants de meubles de luxe et d'articles riches, etc, etc..., si toute l'armée énorme de salariés et d'entrepreneurs qui y sont occupés, si tout ce monde et le capital qu'il emploie, retournent à la production des objets communs (1).

Or, toutes ces industries n'ont le droit d'exister qu'à la condition que l'Humanité n'ait plus faim.

#### d) Gaspillage de l'énergie.

Du besoin et du désir de le satisfaire naît l'effort et le travail. Au point de vue de la nature économique le travail n'est qu'un moyen, une nécessité à laquelle on se sacrifie le moins possible.

Si l'on cherche le maximum de plaisir par le minimum de peine, *Lustmoment-Lastmoment*, on dit alors que cette activité est réglée par la loi de l'économie de l'effort.

Cette loi se traduit nécessairement par l'économie de l'énergie humaine dépensée pour faire marcher l'économie vitale.

Cependant, cette économie de l'effort qui doit exister en cette matière disparaît dans l'ensemble de la concurrence économique, sous le régime de la soudure et de la confusion des deux économies.

Le principe économique doit évidemment présider à toutes les phases économiques, tant dans l'économie vitale que dans l'économie ordinaire; ce n'est d'ailleurs que l'application d'une loi fondamentale de psychologie au processus économique, mais le gaspillage de l'effort

(1) LEROY-BEAULIEU : Traité théorique et pratique d'économie politique, p. 334.

résulte de la concurrence parfaitement inutile dans l'économie du nécessaire.

En effet, combien d'énergie sociale gaspillée par des industries rivales produisant des substances et des objets de première nécessité, combien de journées de travail perdues en de vains efforts pour organiser la production et surtout l'échange des produits fabriqués, combien d'énergie dépensée en l'air pour lutter pour les marchés intérieurs ou extérieurs, combien d'entreprises éliminées du domaine de la production à la suite de cette lutte acharnée.

Ce gaspillage de l'énergie économique est non seulement nuisible à l'économie vitale, il augmente, en outre, considérablement le travail des masses.

Prenons un exemple : Figurons-nous l'ensemble des biens de première nécessité comme un liquide contenu dans un grand réservoir social. Autour de ce réservoir, des pompes qui l'alimentent par le haut et des robinets d'écoulement qui l'épuise par en bas. C'est le *réservoir de l'économie vitale*. A côté de ce grand réservoir en est situé un autre avec le même dispositif que le premier. C'est le *réservoir de l'économie ordinaire* de la richesse sociale proprement dite.

La manœuvre des pompes d'alimentation est le *travail*. Ce qui se passe par les robinets d'écoulement est la *consommation*.

Sous le régime purement capitaliste les deux réservoirs sont réunis par un tuyau de communication.

Les mouvements et courants à l'intérieur de chaque réservoir sont des échanges entre particuliers et groupes sociaux. Ceux-là n'ont d'ailleurs aucune influence directe sur le niveau des bassins et n'intéressent pas la quantité générale d'approvisionnement.

La quantité de liquide contenu dans chaque réservoir correspond respectivement à la portion des biens sociaux de première nécessité et celle de la richesse sociale.

Plus le niveau du liquide dans ces deux bassins sera élevé, plus la société sera prospère, plus il y aura de bien-être général, plus elle sera assurée dans tout le nécessaire à son existence et réciproquement.

Sous le règne de l'individualisme, l'économie des réservoirs sociaux fonctionne d'une façon irrationnelle, surtout au premier réservoir. Les pompes d'alimentation de ce dernier sont mues non pas par tous, mais par une catégorie assez restreinte d'individus, de travailleurs de l'économie vitale, tandis qu'une autre catégorie est occupée pour la manipulation des pompes du second réservoir, et la troisième catégorie se contente de regarder faire ceux-ci et ceux-là et veiller à l'organisation générale, étant donné qu'elle est propriétaire des deux réservoirs, des pompes et des robinets.

Il faut faire manœuvrer continuellement les pompes du premier réservoir pour maintenir à un certain niveau moyen le liquide contenu et de ne jamais laissé descendre ce niveau au-dessous d'une certaine limite fixée par l'ensemble social des besoins vitaux.

Quant au réservoir de l'économie ordinaire c'est la limite supérieure du liquide qui y est surtout à redouter, puisque, dépassé cette limite, tout mouvement des pompes est arrêté.

La part de l'effort des travailleurs à pourvoir au maintien du niveau normal dans le liquide du bassin de l'économie vitale est très grande. Elle serait diminuée énormément si l'on pouvait employer tous les pompiers à faire marcher le premier réservoir. Cet effort serait encore moindre si l'on supprime la concurrence au sein de ce réservoir, la concurrence qui exige des pertes inutiles de l'énergie, des pertes qui se traduisent par le fait d'agiter *stérilement* le liquide du premier réservoir, sans y ajouter de nouveau liquide, par l'existence d'un nombre infini d'intermédiaires, par la compétition des groupes de pompes qui travaillent en sens inverse, par la concurrence qui empêche de travailler certains groupes de pompes ou qui simplement contribue à entraver leur marche régulière.

Cette tâche des travailleurs est d'autant plus grande que le gaspillage de toute sorte l'augmente, à cause des fissures énormes du réservoir, de la mauvaise qualité des pompes et surtout, à cause du grand nombre de travailleurs réunis autour du second réservoir.

Toutes les pertes inutiles sont d'autant plus graves que du contenu du premier réservoir dépend l'existence de toute la société.

Quant aux robinets d'écoulement, ils sont répartis de telle sorte que dans le réservoir de l'économie ordinaire ils sont très largement ouverts du côté des entrepreneurs et des capitalistes, et ne coulent que goutte à goutte du côté des masses appelées à faire manœuvrer les pompes.

Par contre, cette masse est appelée, *concurrentement* avec celle qui fait marcher le premier réservoir, à bénéficier du liquide contenu dans ce dernier, et ceci par l'intermédiaire du tuyau de communication entre les deux bassins, tuyau qui permet aux pompes du second réservoir d'absorber une plus ou moins grande partie du liquide contenu dans le premier, pour le distribuer ensuite aux travailleurs du second réservoir ainsi qu'aux détenteurs et propriétaires de réservoirs, des liquides et des pompes.

Ce qui est important à noter, c'est que pour les masses appelées à faire manœuvrer les pompes, les robinets ne sont ouverts que pendant la marche de ces dernières.

De la sorte, si par suite d'une crise quelconque ce travail s'ar-



rête, l'écoulement s'arrête aussi de ce côté et le travailleur ne reçoit plus rien.

C'est le phénomène désastreux du chômage, fléau redoutable des travailleurs des deux réservoirs.

Il n'y aurait pas grand inconvénient pour les masses, si les deux réservoirs sociaux étaient complètement séparés l'un de l'autre de la façon que les crises de l'un ne puissent en aucune sorte influencer sur l'autre et si toutes les activités économiques sans distinction étaient appelées à donner leur concours efficace et direct pour faire marcher les pompes du premier réservoir.

En effet, une telle situation est anti-économique, puisque la masse de population se trouve sacrifiée par le fait même que son existence est à la merci des crises de toutes espèces et que les producteurs, toujours en vue du gain, dirigent naturellement leur activité vers la satisfaction des besoins des classes fortunées, alors qu'autrement orientée cette énergie économique aurait pu satisfaire les besoins plus impérieux d'une masse d'hommes plus nombreux. Or, l'énergie économique doit être nécessairement employé tout d'abord à l'entretien régulier et en parfait état de toute la machine économique vivante qu'est la société toute entière, prise en tant qu'un conglomerat des êtres ayant des besoins uniformes.

*Il faut donc de toute nécessité orienter l'écoulement des robinets du bassin de l'économie vitale dans le sens de la satisfaction normale des besoins des masses pour assurer à tout jamais leur vie et leur existence.*

Tous les inconvénients du gaspillage inutile de l'énergie économique résultant de la liberté de la concurrence, signalés par les économistes, ne le sont en réalité que dans le domaine de l'économie vitale, dans la matière où la vie des individus est en jeu et l'insécurité de l'existence est de règle.

Il est donc nécessaire d'enlever le tuyau qui réunit les deux réservoirs de production sociale et de séparer nettement l'organisation économique de chacun d'eux pour ne s'occuper spécialement que du bassin de la production vitale qui exige une organisation bien déterminée, précise, exempte de toutes sortes d'aléas.

Il y a juxtaposition et non pas une pénétration réciproque entre ces deux économies dont l'importance respective pour les individus et l'ensemble social est bien différente.

### § 3. — LES CONSIDÉRATIONS SOCIALES

La société est un état naturel de l'homme. L'homme est condamné à vivre en société, il ne peut échapper à l'action incessante du

milieu social. Tous les besoins de l'homme portent l'empreinte de cette action du milieu, même les besoins physiologiques, du moins quant à la forme de la substance et au mode des satisfactions.

### a) Deux tendances simultanées.

Nous avons vu que l'homme a une excuse de sa conduite individuelle et sociale qu'il tire de son origine animale. Le motif de sa conduite réside dans *l'instinct de conservation*, dans la crainte continuelle de mourir ou de compromettre sa vie. La satisfaction des besoins de son estomac constitue pour lui la préoccupation principale, le plus impérieux des devoirs.

La peur de manquer de subsistances, le souci de son pain quotidien, voilà ce qui maintient toujours en éveil cet instinct naturel de la conservation.

De là découle, pour chacun de nous, le désir, non moins naturel, de nous approprier les substances, de se constituer des réserves de moyens d'existence, de préserver et de garantir par tous les moyens notre vie.

C'est la formule *animale* de l'égoïsme, et l'on aperçoit le danger de cette formule car à l'heure actuelle toute la *masse bimilliardaire* des hommes se trouve, au point de vue de la conservation de son existence, exactement dans la même situation vis-à-vis du milieu extérieur; chacun de nous a besoin de certains biens et de certaines substances de première nécessité dont la moyenne est sensiblement la même pour chaque individu.

Si dans l'ordre doctrinal de la science sociale *Lamarck* avec sa notion d'hérédité, *Milne* avec sa notion de *spécialisation* et *Darwin* avec sa notion de concurrence et de lutte pour la vie, ont assuré le succès de la théorie de *l'évolution* de l'organisme, en fournissant une base scientifique solide à l'individualisme économique et social. *Charles Fourier* avec sa loi de *l'attraction des passions semblables*, *Saint-Simon* avec sa « *religion industrielle* », *Karl Marx* avec le matérialisme économique et « *l'algèbre sociale* », enfin *Lénine* appliquant ses théories de la *révolution économique et sociale*, ont assuré l'avènement du socialisme.

Mais les deux tendances doctrinales dans l'ordre des réalités correspondent exactement aux deux tendances naturelles dont *chacune a besoin de vie propre et indépendante*.

Dans le domaine économique, ces tendances se traduisent par l'existence de deux réservoirs sociaux des biens et des utilités.

Le premier réservoir, celui des produits sociaux de première nécessité, correspond aux tendances sociales et socialistes; le deuxième

réservoir, celui des richesses et des utilités secondaires, concentre, en quelque sorte, toute la gamme des variations et des tendances individualistes.

### b) Correction des lois de la Nature.

Le mot d'ordre darwinien de concurrence individuelle et de lutte des espèces a été transformé par Karl Marx en *lutte de classe*, en combat entre le prolétariat et les classes supérieures. Or, cette lutte n'est en réalité qu'une réaction contre un phénomène biologique qu'on appelle généralement le *phénomène de parasitisme*.

En effet, dans l'ordre naturel, l'homme ne forme qu'un chaînon supérieur du règne animal. Il est soumis aux lois biologiques au même titre que les autres animaux.

Le phénomène naturel de parasitisme biologique consiste dans ce que les règnes, les groupes, les espèces, les individus, vivent normalement au détriment d'autres règnes, d'autres groupes, d'autres espèces, d'autres individus, de la même espèce. L'homme n'échappe pas à cette situation, bien normale dans la biologie, puisque tout le milieu extérieur est à la portée de son activité économique et sociale. A l'aube de son existence, il a connu même le phénomène d'antropophagie, il mangeait son semblable comme cela se pratique dans beaucoup d'espèces animales.

Aujourd'hui les peuples les plus primitifs ne pratique plus le cannibalisme, et les « mangeurs d'hommes » ne se rencontrent en réalité que dans les romans d'aventures ou des films « documentaires ».

Si l'on jette un coup d'œil rétrospectif sur la voie parcourue par l'Humanité depuis son origine jusqu'à nos jours, on aperçoit les progrès énormes accomplis dans le domaine moral. *Toute la civilisation humaine n'est autre chose que l'introduction successive des principes de la morale sociale dans les lois naturelles, qui régissent toutes les sociétés animales y compris la société humaine.*

L'idée du *parasitisme social*, fondée sur l'instinct de conservation, est issue des recherches sur la méthode biologique en sociologie qui procède par rapprochement des phénomènes sociaux et des phénomènes naturels. Il se traduit dans l'ordre social par l'idée du *prélèvement*, phénomène qui engendre dans l'ordre économique celui d'*inégalité*.

Avec le progrès des institutions démocratiques on voit les inégalités sociales fortement affaiblies sinon supprimées. En effet, si la lutte animale et le phénomène de parasitisme est dans l'ordre naturel des choses, *la tâche des sciences morales, et notamment des sciences économiques et sociales, consiste, précisément, dans la nécessité de corri-*



*ger des inconvénients sociaux qui résultent de l'application pure et simple des lois naturelles.*

Dans cet ordre d'idée l'espace franchi par l'humanité est énorme. Du cannibalisme aux inégalités économiques; de l'antropophagie par l'esclavage, le servage au régime du salariat, voilà la formule de cette évolution accomplie.

S'il est impossible de supprimer la loi naturelle, par cela même qu'elle est naturelle, par conséquent indépendante de la volonté humaine, par contre, la société humaine s'efforce par tous les moyens d'empêcher, suivant le langage vulgaire, très expressif en l'espèce, que « *le gros poisson mange le petit* ».

La solution la plus simple, qu'on puisse imaginer de ce problème, serait de supprimer radicalement la *plus-value* économique, avec la contribution de chacun à l'œuvre productrice commune, et comme contrepartie, le droit de reprendre *intégralement* l'équivalent du concours qu'il a fourni.

Cette formule est celle du socialisme intégral. Elle est très simple, peut être équitable en apparence, mais elle est parfaitement irréalisable, du moins pour la totalité de l'économie humaine, car elle risque d'aller à l'encontre de la Nature, d'ignorer complètement les besoins variés et les tendances naturelles de l'homme pour la liberté.

Il suffit de rappeler que *l'Homme n'est esclave que dans la mesure des nécessités de pourvoir à ses besoins vitaux. Il est censé être complètement libre dans tous les autres domaines de son activité.*

*Là, où il y a liberté de choix et d'action, il n'y a point de souci d'empêcher l'application des lois naturelles.*

Il faut s'efforcer de corriger les lois de la nature là où l'homme n'est pas maître de ses besoins, c'est-à-dire dans le domaine de l'économie vitale, qui doit être soustraite aux inconvénients de la lutte et du parasitisme; le réservoir social qui contient le nécessaire à l'existence de la société doit être efficacement protégé, afin de pouvoir fournir à chacun la possibilité de vie normale et d'assurer d'une façon permanente le lendemain de tous.

### **c) Socialisation des besoins vitaux.**

Avec le progrès de la technique et le développement de la division du travail économique et social, il se produit le phénomène de *collectivisation des besoins*.

On sait que les besoins collectifs sont ceux dont la satisfaction n'est possible que par l'existence d'une vie sociale collective, ceux dont la satisfaction nécessite une collaboration économique d'individus.

Or, il n'existe aujourd'hui presque pas de besoins économiques dont la satisfaction puisse être accompli sans le secours ou la collaboration d'autres individus.

Il est naturel que les individus se groupent pour mieux pourvoir à ces besoins impérieux, dont l'uniformité et l'universalité impose d'avance une collectivisation naturelle.

A la collectivisation des besoins correspond une collectivisation de l'économie qui s'y rapporte.

L'association économique apparaît donc comme corollaire indispensable de la nécessité vitale et la division du travail individuel et social n'est qu'un mode d'organisation qui constitue la force et la puissance de la société actuelle. L'association économique est à la base de la société toute entière puisque tous les membres de cette société uniformément sont obligés par la Nature de chercher à se procurer tout le nécessaire pour leur existence.

Si les exigences de la nature humaine ne s'en tenaient qu'à cela, l'édifice économique tout entier serait organisé naturellement, suivant en même temps les principes de la logique et du bon sens, à cause de l'identité relative des besoins vitaux.

S'il ne s'agissait que d'organiser l'économie vitale avec des moyens économiques actuels et le développement technique qui réduit l'homme à une activité mécanique, la tâche serait bien vite réalisée. L'organisation de l'Humanité serait celle d'une grande et riche famille qui vivrait des produits d'un vaste domaine qu'est la production vitale.

Dans l'état actuel des choses, il faut faire un effort pour séparer l'économie vitale puisqu'il existe une autre économie qui ne s'impose pas à l'activité des hommes avec une nécessité absolue et tyrannique.

Comme les besoins vitaux sont égaux pour tous, uniformes à peu près partout, standardisés, quant à la production et les modes de satisfaction, toute l'économie vitale nécessite naturellement et rationnellement une organisation uniforme, une association unique de production et de distribution des substances de première nécessité.

*Cette organisation aboutit à une sorte de « socialisation » des besoins vitaux, organisation naturelle répondant à la réalité sociale, car assurer le nécessaire à chaque individu, c'est lui rendre toute liberté d'action, c'est lui permettre continuellement de se développer, c'est l'affranchir de l'emprise animale, pour le conduire à des perfectionnements successifs de plus en plus élevés.*

Le bien-être matériel est le but légitime et désirable de l'activité vitale des hommes, il est un élément nécessaire, une base indispensable au développement normal de toutes les facultés individuelles et à

la perfection sociale. Au dessus, il faut placer le développement intellectuel et moral.

La socialisation des besoins vitaux, qui sont d'ailleurs socialisés naturellement, sert à délimiter nettement les domaines des deux économies dont les buts se trouvent socialement séparés.

En résumé, on peut dire qu'il y a deux économies dont les buts sociaux sont bien différents :

*L'une* doit assurer l'existence matérielle de l'Humanité, c'est l'économie vitale.

*L'autre* doit concourir au développement de l'Humanité et répondre aux jouissances individuelles.

#### § 4. — LE FONDEMENT DE JUSTICE

La *justice* est le respect des droits d'autrui. Elle a un caractère moral, puisqu'elle est observée par conscience, non par contrainte et selon l'esprit, non selon la lettre. Sa forme parfaite est l'*équité*.

La justice n'émane pas des individus qui composent la société. Elle s'impose à ceux-là comme la règle de leur action. Elle n'émane pas davantage de l'autorité sociale. C'est la loi positive qui émane de la collectivité personnifiée. La justice se réalise dans l'ordre social par voie des institutions. En principe, les considérations de justice se trouvent à la base de toutes les institutions sociales. Dans la vie moderne celles-ci sont dominées par la notion d'égalité.

On ne saurait mieux mesurer le progrès des idées égalitaires qu'à celui des institutions démocratiques et sociales. En prenant pour l'idéal la formule de *Lincoln* : « *Tout par le peuple et pour le peuple*, elles tendent à établir la plus grande justice et la plus grande liberté.

Et pourtant, l'égalité, on peut dire avec *Voltaire*, est à la fois la chose la *plus naturelle* et, en même temps, la *plus chimérique*.

Dans l'ordre économique l'inégalité est de règle et s'il est nécessaire, en s'inspirant des considérations de justice commutative et distributive, d'y introduire la notion d'égalité, il faut trouver le champ favorable, un terrain économique propice, où la justice puisse s'exercer d'une façon simple presque arithmétique.

##### a) Principe de la solidarité.

Depuis fort longtemps, on a compris que les hommes pouvaient s'aider les uns les autres à satisfaire leurs besoins, tandis que si chacun courait séparément à cette satisfaction avec une violence aveugle, personne ne pourrait l'obtenir.

Il y a communauté d'intérêts évidente, une force naturelle qui



agit dès le premier âge de l'Humanité. C'est d'ailleurs cette force qui a poussé les hommes à vivre en société. Cette force s'appelle *solidarité*.

La solidarité au sens le plus général est la dépendance réciproque qui existe entre les parties d'un tout.

La solidarité est ébauchée dans le monde inorganique où les phénomènes sont reliés par des lois, réalisée dans le monde vivant où règne la finalité et achevée dans le monde social.

Avec le développement des sciences sociales, on s'est bien vite aperçu, que l'individu n'est pas le centre autonome qu'il s'imagine volontiers dans son égoïsme et son orgueil.

Il y a solidarité *matérielle et organique* qui résulte de la connexion étroite de toutes les parties de l'ensemble social, puisqu'il n'est pas un homme civilisé dont l'existence ne dépend à quelque égard du travail des autres individus.

Il y a solidarité *intellectuelle et morale* qui, grâce au développement actuel des relations internationales, est étendue à l'ensemble de l'Humanité.

Il y a solidarité *économique et sociale* qui résume tout, puisque son bien-être, sa science, ses jouissances intellectuelles et matérielles, la forme même de sa pensée, il les doit à la civilisation qui l'entoure, à l'interdépendance économique des individus, des peuples et des nations, à la longue série des générations qui l'ont précédées, aux institutions sociales qui lui assurent la stabilité économique et sociale, au travail et à l'épargne de ses pères et de ses contemporains.

Quant à lui il n'a concouru que pour une *part infinitésimale* à l'œuvre immense de la création du génie humain dont il jouit.

L'homme ne devient pas seulement au cours de sa vie le débiteur de ses semblables. Il ne doit donc pas se croire quitte de toute obligation lorsqu'il se borne à exécuter ses contrats et de payer strictement les services qui lui sont rendus.

*Dès le jour même de la naissance, il est obligé. L'homme naît débiteur de l'association humaine (1).*

En entrant dans la société humaine, il prend sa part d'un héritage accumulé par les ancêtres. Par le seul fait de sa naissance, il jouit d'un capital immense qui ont épargné d'autres générations antérieures.

La solidarité résulte de l'action prolongée à travers les siècles des facteurs physiques et moraux et répond dans l'ordre moral au sentiment naturel de l'altruisme.

---

(1) L. BOURGEOIS : Solidarité, p. 116.

Les aptitudes de notre corps, les instruments et les produits de notre travail, les instincts qui veillent en nous, les mots dont nous servons, les idées qui nous guident, la connaissance que nous avons du monde qui nous entoure, tout cela est l'œuvre lente du passé, tout cela depuis le jour de notre naissance est à notre disposition, à notre portée, tout cela pour la plus grande part s'incorpore en nous-même.

Dès que l'enfant, après l'allaitement, se sépare définitivement de la mère, il devient un être distinct, recevant du dehors les aliments nécessaires à son existence, il est un débiteur. Pendant toute sa vie il ne fera pas un pas sans puiser dans l'immense réservoir des biens et en général des utilités accumulées par l'Humanité (1).

Les individus sont des êtres éphémères. La durée moyenne de leur vie ne dépasse pas quelques dizaines d'années. Par contre la société est permanente, les groupements sociaux et des collectivités ont une vie longue, leur naissance, leur développement, leur variation, enfin toute leur évolution se mesure par des siècles. Souvent les sociétés évoluent à la façon des organismes individuels, en franchissant successivement les étapes de la jeunesse, de la maturité et de la décadence. Mais partout dans cette évolution, nous nous trouvons en présence du phénomène de la solidarité sociale, comme une *réalité objective, indestructible*. Elle se révèle par l'existence de ce que Maeterlinck appelle « *esprit de ruche* ». Elle existe dans toutes les sphères de l'activité humaine. Concurrément avec la contrainte, elle sert de ciment à toute construction économique et sociale. Aujourd'hui, elle est *fatale*, puisque avec le développement du progrès matériel et l'augmentation incessante de population, l'isolement est devenu impossible.

Pour bien comprendre le mécanisme de la solidarité des générations, il faut se rendre compte que l'héritage légué par les ancêtres à ceux qui leur succèdent, comporte comme tous les héritages des biens et charges, des créances et des dettes, un actif et un passif (2). De la sorte la solidarité de fait, se transforme en une solidarité de droit.

Par le fait même de la naissance l'individu accepte la succession qui lui est échue et cette *acceptation forcée et tacite entraîne* nécessairement l'obligation aux dettes et charges de la succession. Il est obligé envers le passé, il est obligé envers le présent, il est obligé envers le détenteur actuel du capital social dont il jouit, envers le titulaire actuel du réservoir économique et social, qu'est la collectivité, le Peuple, la Nation, l'Humanité.

Si l'individu a le devoir d'être pleinement lui-même, il ne peut

---

(1) L. BOURGEOIS : Solidarité, p. 120.

(2) L. BROCARD : Principes d'économie nationale et internationale, p. 433.

l'être qu'à la condition de travailler et de développer sa valeur sociale. Par contre, la société a le devoir de veiller à ce développement et d'assurer à ses membres la base économique et sociale de leur évolution. La société doit s'emparer des lois de la solidarité naturelle pour réaliser la justice, pour maintenir et développer les effets heureux de la solidarité, là où elle correspond bien à la réalité économique et sociale et *pour organiser cette solidarité là où la nécessité vitale l'exige.*

### **b) Obligations activement et passivement universelles.**

Toute vie est sacrée parce qu'elle a une valeur morale. Tout homme a le droit de vivre.

L'enfant qui vient au monde, nu et sans défense, qui ne peut ni se protéger contre les forces de la Nature, ni les utiliser, acquiert par le fait seul de sa naissance le *droit à la vie*. C'est la famille, ses proches parents qui lui assurent la défense et fournissent tout le nécessaire pour son existence.

Si les hommes vivaient à l'état isolé, ils auraient pu jouir à leur guise de toutes choses qui seraient à la portée de leur activité, en user, en abuser, vivre ou mourir, suivant les circonstances.

Mais l'homme entre dans la vie endetté déjà jusqu'aux oreilles, il fait son apparition dans le monde où tout est pris, comme cet enfant, sans rien posséder, nu et sans défense, et c'est la famille où il entre, c'est-à-dire toute la société dont il est membre, qui doit lui procurer le nécessaire et assurer son existence.

*Le droit de vivre est pour l'individu un « droit organique », un droit qui est la base et le support de tous les droits naturels de l'Homme.*

Il faut que chaque individu vive. Par la seule naissance, il acquiert le droit de manger, droit d'être vêtu, droit d'être soustrait aux intempéries du climat.

*Il y a une obligation, universelle, mise à la charge de la collectivité, de subvenir aux besoins vitaux de tous ses membres, obligation naturelle résultant des nécessités de la vie, obligation invisiblement inscrite en tête de la constitution sociale de l'Humanité.*

Tout homme est en droit de compter sur un minimum vital qui lui assurerait l'existence normale. C'est un droit sacré puisque naturel, c'est le corollaire au droit de vivre et de conserver sa santé.

Mais tout *droit*, en bonne logique et en bonne morale, implique toujours un *devoir*. Il y a la contre-partie de cette obligation de la collectivité.

Si l'individu a le droit d'être assuré dans son existence, s'il a une *sorte de créance* acquise dès la naissance contre la société qui lui rend



la vie possible, et sans l'aide de laquelle il périrait misérablement, il a aussi le devoir de s'acquitter de ses dettes qui pèsent sur lui du fait de la solidarité. Il a le *devoir de travailler*. Il appartient à la *collectivité de veiller à l'acquittement de cette dette à laquelle nul ne saurait se soustraire*.

Le travail est aujourd'hui impossible sans le concours de l'association humaine ; c'est dans la société seulement, que l'Homme peut travailler efficacement, pour produire et profiter de la puissance merveilleuse de la division du travail.

Il n'en est pas moins vrai que le travail constitue, pour la majorité des associés, le seul moyen d'existence. L'individu doit fournir à la société au moins le travail nécessaire à la production de tout ce qui contribue à assurer son existence.

Comme le droit d'être assuré dans son existence met à la charge de la société une obligation activement universelle, *le devoir des individus de travailler est une obligation passivement universelle, obligation fondée sur une nécessité vitale dont personne n'a le droit de s'exonérer*.

« *Qui ne travaille ne mange* » est un axiome. *Le principe de l'obligation universelle au travail* ne peut être contesté ni en morale, ni en droit, ni en économie rationnelle, puisque cette obligation est corollaire au droit de tout le monde, au moins sur le minimum vital, sur l'*existenzminimum*.

*Tout le monde a besoin de manger, par conséquent, tout le monde doit contribuer à la production des substances nécessaires à la satisfaction des besoins vitaux.*

Sous le régime du capitalisme individualiste cette nécessité universelle de travailler apparaît sous forme de *droit au travail*, « *das Recht auf Arbeit* » droit déclaré sacré et inscrit même dans certaines Constitutions politiques (1).

Comme la grande masse de l'Humanité ne tire ses moyens d'existence que par le travail physique ou intellectuel qu'elle fournit à la société, l'individu a le droit d'exiger le travail puisque tout homme a le droit de vivre en travaillant. Cette nécessité commune, transformée en droit apparaît donc comme une condition du droit à l'existence.

*La Société doit fournir du travail à tout le monde sinon elle doit fournir à tout le monde les moyens de vivre et de se développer normalement, parce qu'on ne peut se procurer ces moyens qu'en travaillant pour le compte de la société.*

---

(1) Art. 7 de la déclaration des devoirs et des droits, placée en tête de la Constitution de la Révolution de 1848.

Cependant, on ne saurait pousser au-delà des limites naturelles les droits et les devoirs réciproques de la société et de l'individu.

Certes, l'individu a le droit au travail mais il n'y est astreint par la nécessité que jusqu'à la limite de la satisfaction de ses besoins vitaux. *La collectivité dont il fait partie n'est pas obligée de lui en fournir et de le faire travailler au-delà de cette limite.*

En effet, personne ne peut contraindre l'homme au-delà de ce que la nature exige pour la satisfaction de ses besoins essentiels. Passé cette borne naturelle, il est libre, du moins théoriquement, de diriger son activité comme il entend.

Il est vrai que, dans la majorité des cas, l'Homme travaillera au-delà de cette limite, mais *aucune obligation ne pèse sur lui de ce chef.*

### c) Formule de la justice biéconomiste.

L'homme sous l'influence de l'instinct de conservation est enclin à satisfaire son intérêt particulier au détriment de ses semblables.

Cela n'a pas d'inconvénients dans les cadres de l'économie secondaire, parce que l'existence des membres de la société ne se trouve pas menacée par le défaut de satisfaction des besoins de cet ordre.

Mais le but de l'économie vitale est d'assurer la justice sociale et d'empêcher les inconvénients de l'individualisme et de l'anarchie capitaliste.

Le principe moral, que « *nul ne peut s'enrichir sur la misère d'autrui* », sert de guide à l'économie vitale qui cherche à réaliser dans ces cadres une égalité économique, qu'il est impossible dans l'état actuel de l'évolution de réaliser partout ailleurs.

A supposer même que la production puisse d'un seul coup augmenter dans des proportions infinies et que l'abondance des produits puisse permettre l'application stricte du principe de répartition « *à chacun suivant ses besoins* », le sentiment de justice serait quand même blessé par l'inégalité du concours à la production et amènerait une réglementation de certains appétits particuliers.

Par contre, au sein de l'économie vitale, le principe de la justice sociale serait pleinement réalisé, puisque les devoirs y correspondent exactement aux droits, les dettes concordent justement avec les créances et la formule de la production répond rigoureusement à celle de la distribution.

« *De chacun en effort égal* », voilà la formule de la production vitale et de la répartition des peines, la règle de la *justice commutative*, qui correspond à l'égalité de tous les hommes devant les nécessités de la vie organique.

« *A chacun suivant les besoins universellement uniformes* » est la

formule de la distribution vitale qui résume tout le fondement du principe biéconomiste.

Quant à l'économie ordinaire où la diversité et l'infinité des besoins et des goûts règne en maîtresse, la liberté et le « *laissez faire* » est le seul principe qui correspond à la tendance individualiste de l'homme. La liberté des conventions et la poursuite de l'avantage personnel lui sert de seul guide pour diriger son activité économique et d'affirmer sa personnalité.

La justice, certes, intervient, ici comme ailleurs, pour s'adapter aux circonstances, aux cas particuliers, mais elle n'est pas érigée ici en une loi égalitaire qui appliquerait une règle de l'égalité arithmétique.

Puisque l'homme dirige ici son activité comme bon lui semble, son patrimoine subira toutes les fluctuations résultant de la concurrence, du mouvement économique, et de la liberté des conventions. La justice n'interviendra que pour sanctionner les dérogations à la liberté économique, dérogations qui se traduisent dans l'ordre juridique par des contrats et des conventions librement débattus.

#### Sect. IV. — LE ROLE DE LA COLLECTIVITÉ DANS L'ORGANISATION BIÉCONOMISTE

L'homme est un être sociable par nature. L'expérience montre que cet attribut primitif de l'Humanité ne peut que recevoir du temps de nouveaux accroissements.

La sociabilité, qui d'abord unissait à peine quelques familles, s'est successivement étendue jusqu'à former de grands corps de nation et l'idée de la famille humaine s'affirme de plus en plus sur les débris des haines farouches de race à race, de peuple à peuple.

La vie économique et sociale implique une mise en œuvre de mobiles autres que celui de l'intérêt personnel; la collectivité toute entière est appelée à jouer un rôle de plus en plus grandissant dans l'organisation économique, pour enlever aux individus l'activité nécessaire à la marche de l'économie vitale, ainsi que pour opérer une division du travail et guider le travail social, en se chargeant exclusivement de la satisfaction des besoins collectifs.

Ce rôle est évidemment différent, suivant qu'il s'agit de l'organisation de l'économie vitale ou de l'économie ordinaire.

#### § 1. — LE BIÉCONOMISME ET L'ÉTAT

La société toute entière est responsable de l'imperfection de ses institutions, si ses institutions ont pour conséquence l'instabilité éco-



nomique universelle. Elle ne peut pas se soustraire à l'obligation qui pèse sur elle, d'organiser l'économie de la façon la plus propre à éviter d'ultimes injustices qui abondent dans la vie économique actuelle et d'orienter l'activité économique vitale dans des cadres plus ou moins rigides, en même temps que rationnels et conformes à la Nature.

### a) Conflit irréductible.

Sous le régime individualiste l'économie dans son ensemble est organisée par ceux qui n'ont pas à penser à assurer leur existence, dans un sens étroit de ce mot. Ce groupe est composé d'entrepreneurs, de capitalistes et de propriétaires fonciers.

Etant à la tête de la production ils opèrent pour leur compte des prélèvements par préférence aux autres copartageants du gâteau social, ce qui n'est d'ailleurs qu'une sorte de *privilège du premier copartageant*.

Vient ensuite le *deuxième* groupe de copartageants, un groupe très considérable, qui prélève une part notable sur l'ensemble du revenu social sous forme de traitements, de salaires élevés, de tantièmes, etc...

Ce groupe se trouve dans la situation favorisée par rapport au *troisième* groupe qui n'a ni privilège de premier copartageant, ni faveurs de salaires et traitements élevés. C'est la masse du prolétariat qui vit au jour le jour de son salaire quotidien.

Aujourd'hui il y a moins d'oisifs qu'autrefois, à l'heure actuelle tout le monde, en principe, a une occupation si petite soit elle; tout le monde travaille sauf les chômeurs et la classe des infirmes et des invalides, incapables de travailler dans quelque organisation économique qu'elle soit. Ce sont des déchets inhérents à toute entreprise économique, qui rentrent dans les frais généraux sociaux (1).

Mais comme sous le régime individualiste tout le monde ne travaille que pour le marché, qu'en vue de l'échange, l'énergie humaine se trouve mal dirigée dans la partie correspondant à l'économie vitale.

L'intérêt de l'économie privée est de diriger toute activité économique, d'employer la force du travail et d'engager les capitaux, de manière à réaliser le maximum de revenu ou de profit, à obtenir le *produit net* le plus élevé et à donner à la production une organisation autre que celle qui est commandée par les besoins essentiels des masses.

Ce qui intéresse, au contraire, l'économie vitale, c'est que le

(1) CH. GIDE : Institutions du progrès social, p. 20.

*produit brut*, la masse à répartir entre tous les hommes, soit aussi considérable que possible, masse laissant une marge assez large entre le niveau de la production sociale et la satisfaction effective des besoins essentiels.

*Il y a là un conflit qui ne permet pas de laisser à l'initiative privée la direction du mouvement économique dans les cadres des besoins vitaux.*

C'est le fameux conflit de la « *productivité* » et de la « *rentabilité* ».

Ce conflit n'en est pourtant pas un. Il se trouve résolu par l'application séparée de ses deux phénomènes.

*La productivité dans le domaine de l'économie vitale, la rentabilité dans l'économie ordinaire.*

Dans la société purement individualiste toute l'économie est dirigée par le premier groupe des copartageants, par la classe qui a le monopole de la puissance économique. Cette classe divise, plus ou moins arbitrairement, le revenu social en tranches déterminées par les règles de la répartition capitaliste : salaires aux ouvriers, profit au patron, intérêt au capitaliste, impôt à l'Etat, etc...

Ce groupe pourra, de ce chef, être rendu responsable des imperfections de cette répartition, puisque cette répartition n'arrive pas à assurer d'une façon stable l'existence quotidienne des masses.

Ce groupe est naturellement porté à n'observer que son propre intérêt. Cet intérêt privé est en désaccord flagrant avec celui des masses.

Cependant, il faut dire tout de suite que la responsabilité de ce groupe est purement morale.

Il serait injuste de mettre toute la responsabilité à la charge du premier groupe, puisque l'ensemble de l'organisation est viciée. Ce serait au moins aussi injuste que de rendre les ministres d'un gouvernement responsable des vices de l'organisation administrative et constitutionnelle, établie par une série des pouvoirs souverains.

La part de responsabilité de ce groupe est proportionnellement plus grande, car ce groupe se trouve, précisément, à la tête de tout le mécanisme économique, mais, c'est à la collectivité toute entière de s'occuper de ses intérêts primordiaux. C'est la collectivité toute entière qui doit organiser la machine économique de toute la société pour assurer l'existence de tous ses membres.

Cependant, comme il est impossible, dans une seule organisation économique, d'englober le tout, puisqu'il faut tenir compte de l'infinité et de la variabilité des besoins de l'homme et des aspirations naturelles à la liberté qui constitue le charme et la raison de son progrès, du moins la collectivité devra s'occuper des besoins universels

et essentiels de ses membres. La collectivité a le droit et de plus, elle a l'obligation de prendre entre ses mains l'organisation de l'économie vitale.

### b) Association forcée.

En effet, l'activité économique s'exerce par l'intermédiaire de l'Homme pris isolément, par le groupement familial, par l'association libre de sociétés de type industriel, commercial et financier, enfin, par l'association forcée ou l'Etat, le département et la commune ou autre circonspection administrative douée d'une personnalité plus ou moins complète.

*L'homme isolé* n'est aujourd'hui qu'un rouage dans le mécanisme économique général. Les hommes s'associent pour faire marcher les machines et les moyens de production.

Dans le *groupement familial* et le groupement domestique, on s'associe non pas pour le partage des bénéfices, mais pour la jouissance indivise, bien qu'il y ait une consommation finalement individuelle. Chacun ne fait pas valoir son rapport, mais on tient compte des besoins de tous. L'égoïsme familial, plus puissant encore que l'égoïsme individuel, y règne en maîtresse.

*L'association libre de type industriel et commercial* est caractérisée par l'existence d'un *apport et le partage de bénéfices*.

Les groupements de ce genre à base lucrative sont en lutte perpétuelle, suivant la formule « *chacun contre chacun* » — *omnium bellum contra omnes*.

Il est vrai qu'on propose de remplacer l'association à base purement lucrative par des *associations coopératives*, qui sont des associations du type mixte, puisqu'elles exigent un apport en même temps qu'elles rétrocèdent à ses membres des ristournes proportionnelles aux achats.

C'est un beau rêve de certains économistes que d'organiser toute l'Humanité dans une coopérative de production, d'échange et de consommation.

Mais tout le monde sait ce qui manque pour mettre en exécution cet idéal de collaboration humaine : c'est la liberté d'adhésion et le défaut de contrainte. Les résultats médiocres des coopératives libres dans le domaine de la production sont universellement connus.

Les inconvénients du système de l'économie privée en matière des besoins vitaux appellent, comme une nécessité évidente, l'intervention de la collectivité toute entière dans le règlement de leurs satisfactions.

En effet, si l'intérêt économique de l'ensemble social est la



somme des intérêts individuels, l'intérêt de la collectivité, sous sa forme la plus simple, la plus authentique, ne pourra être poussé au-delà des besoins essentiels, universellement éprouvés et uniformément répartis. En dehors de cette limite vitale commence l'intérêt de certains groupes et l'intérêt purement individuel qui est en désaccord flagrant avec l'intérêt de l'ensemble. Ces intérêts sont *limités* dans le temps et dans l'espace comme les associations privées elles-mêmes.

La gradation suivante est *l'association forcée*. C'est celle d'un Etat, d'une fédération politique, d'une province, d'un département ou d'une commune, etc... Cette association cristallisée sous forme des pouvoirs publics, des gouvernements, des municipalités, somme toute, sous forme d'une autorité collective quelconque, est précisément caractérisée par l'existence d'un *apport forcé* que cette autorité peut éventuellement exiger. *Cette autorité sociale est, d'autre part, nécessairement préposée à la garde de l'intérêt collectif.*

*Donc c'est à elle de s'occuper de l'organisation de l'économie vitale et de la satisfaction des besoins universellement uniformes.*

On a quelquefois opposé la liberté et l'autorité, comme si ces deux facteurs se contredisaient et se limitaient, l'un l'autre. En réalité ces deux termes s'impliquent loin de s'exclure.

*La liberté est la fille de l'autorité* (1). Car être libre ce n'est pas faire ce qui plaît, c'est être maître de soi, c'est savoir agir par raison et faire son devoir.

*C'est l'autorité et la contrainte qui sont à la base de toute organisation sociale*, et s'il y a un contrat social, ce contrat est forcé.

L'autorité n'est ni un bien ni un mal, mais une nécessité absolue, du moins dans l'état actuel des choses où la nature humaine ne permettrait d'appliquer les théories anarchistes.

Cependant, tout acte d'autorité exercé sur un individu est tyrannique s'il n'est pas absolument nécessaire (2). Ce n'est donc que dans le domaine du nécessaire que l'autorité pourrait exercer ses fonctions et la contrainte serait de mise.

Ce nécessaire consiste dans la satisfaction des besoins essentiels et uniformes pour toute la collectivité et cette *collectivité n'a pas le droit au point de vue économique, d'intervenir en dehors de l'économie vitale.*

Pour le surplus les individus conservent toute leur activité intacte, toute leur faculté de disposer d'eux-mêmes et d'organiser l'économie ordinaire comme ils entendent.

---

(1) DURKHEIM : Education et sociologie, p. 73.

(2) BECARIA : Traité des délits et des peines.

D'ailleurs, l'autorité publique sous toutes ses formes est particulièrement bien placée pour organiser l'économie vitale d'une façon la plus rationnelle, la plus scientifique, la plus économique.

### c) Rôle de l'Etat.

La société se compose de trois éléments par ordre de grandeur numérique, l'individu, l'association libre, enfin l'Etat.

Sans entrer dans les détails de la théorie générale de l'Etat, on peut dire avec les économistes allemands que la fonction de l'Etat dans la société est absolument analogue à celle du cerveau dans l'organisme humain, et cette analogie organique est près de la vérité, du moins dans son état idéal.

L'Etat est, par excellence, l'appareil d'organisation et de direction dans tous les domaines de la vie, intéressant toute la collectivité.

L'opposition de l'individu à la collectivité n'est pas tout à fait justifiée, parce que l'individu ne peut exister matériellement ni moralement en dehors de la collectivité. Il lui doit tout : son intelligence, sa culture, sa morale, aussi bien que sa nourriture, ses vêtements, etc.

Cette certaine suprématie de la collectivité sur l'individu correspond à l'emprise naturelle *du cerveau commun* sur le champ des libertés individuelles dont les cadres plus ou moins rigides sont imposés par la collectivité, suivant chaque époque de l'histoire économique.

Les Etats modernes sont des communautés économiques en même temps que des unités politiques, les intérêts matériels y ont pris tant d'importance qu'ils dominent tout.

L'individu apporte l'énergie créatrice de l'intérêt personnel, mais il ne poursuit dans son activité que des fins égoïstes, car il est astreint par la Nature à satisfaire au moins ses besoins vitaux, tandis que ses tendances altruistes ne sont pas imposées avec la même force et la même nécessité absolue.

La fonction propre de l'autorité collective est de représenter l'intérêt économique général et de le faire prévaloir sur l'intérêt particulier. Mais l'intérêt général primordial, auquel sont subordonnées toutes les autres préoccupations, est de conserver la vie et d'entretenir l'existence de tous les membres de la collectivité et de les préserver de tous les aléas résultant du défaut de l'organisation économique.

Il est, d'ailleurs, à remarquer, que le domaine de l'activité économique est suffisamment vaste pour que l'Etat et l'individu à la fois puissent y trouver place. Il suffit de *délimiter* le champ d'application de chacun de ces domaines.

L'Etat se caractérise uniquement dans la vie économique et so-

ciale par ce fait qu'il a *monopolisé* à son profit les rapports de violence (1). En face des forces économiques, il représente ce qu'on appelle l'énergie sociale.

L'Etat n'est pas l'agent exclusif ni même principal du progrès dans les sociétés humaines. Il est plutôt *l'agent de conservation*. Le facteur principal du progrès est l'initiative des particuliers et des sociétés libres.

Par contre étant l'agent de conservation, l'Etat groupe tous les membres dans une association forcée possédant le pouvoir de contrainte. Par conséquent, *il est seul qualifié pour organiser la satisfaction des besoins qui intéressent également tous les membres de cette association*. Il a seul la responsabilité du défaut d'organisation économique convenable, et c'est à lui de prendre des mesures nécessaires pour que la production vitale puisse toujours suffire aux besoins essentiels de tous.

Tout le monde est d'accord (2) pour reconnaître à l'Etat la fonction de veiller à la sécurité de tous, mais la première de toutes les préoccupations, dans cet ordre d'idées, est *d'assurer à tous les membres une sécurité économique*, une sécurité du lendemain.

Il est, d'autre part, naturel que cette obligation incombe à l'Etat, puisque l'Etat moderne, construit sur les assises démocratiques, est l'expression de la souveraineté populaire, il est le délégué de tous les citoyens, il est la seule association qui ait un caractère de permanence et de perpétuité, il est la seule association qui englobe nécessairement tout le monde sans exception.

Dans l'état actuel des choses où la concurrence privée, souvent transformée en monopole de fait, règne sur la plus grande partie du globe terrestre, les producteurs ne s'inquiètent nullement des conséquences que leurs entreprises puissent avoir pour l'ensemble du corps social.

Le grand péril de l'organisation économique et sociale de la plupart des Etats, et surtout de l'Etat d'avant la guerre, réside dans ce fait, qu'il ne se trouve aucun organe vigoureux pour représenter les intérêts généraux, permanents et universels du peuple.

Si féconde que soit l'organisation économique fondée sur l'activité privée, elle ne se suffit pas à elle-même. Elle n'est pas apte à satisfaire tous les besoins. Ceci ressort surtout d'une façon remarquable quand il s'agit de produire pour la satisfaction des besoins collectifs dont l'entreprise ne permet pas d'envisager le gain immédiat et ne promet pas de gain du tout.

---

(1) CH. BROUÏHET : Principes d'économie politique.

(2) A part les anarchistes.



D'autre part, les cadres juridiques contractuels, dans lesquels l'activité s'organise librement, n'ont point une fermeté suffisante pour soutenir et discipliner l'économie vitale.

*Ils doivent être renforcés par des cadres plus résistants*, qui échappent à l'influence directe des individus et de la pression desquels il ne soit pas possible de se dérober (1).

Puisque l'Etat est la seule association qui s'élève au-dessus des volontés individuelles, créée ou acceptée de gré ou de force, il s'impose à tous les membres qui le compose.

Il doit mettre de l'ordre dans le chaos des intérêts particuliers et notamment dans le domaine de l'économie vitale. Il est non seulement animateur de l'activité pour secouer l'indolence et l'inertie des masses, il est régulateur de l'économie vitale et son organisateur qualifié.

L'Etat forme le centre de la collaboration économique et sociale, il est l'ensemble le plus important, le plus vivant, le plus organisé, le plus universel. Il est un organisme suprême qui, par son origine et sa fonction, incorpore la justice sociale. Il doit avoir des ambitions les plus hautes pour intervenir directement dans le domaine économique, afin d'assurer à tous les individus les moyens de subvenir à leurs besoins essentiels; il doit s'emparer de l'économie vitale pour l'organiser dans l'intérêt de toute la population sans aucune exception.

L'Etat mis ainsi à la tête d'un organisme économique séparé du reste de l'économie humaine, présenterait une sorte de société naturelle du type domestique mais avec des particularités inhérentes au système biéconomiste.

Envisagé au point de vue du droit, l'économie vitale peut être appelée *économie publique*, tandis que l'économie ordinaire serait *économie privée* dans le sens économique et juridique de ce mot.

L'ensemble organisé de l'économie *vitale* se présente sous forme territoriale de la façon suivante (par l'ordre de grandeur numérique) :

- 1° Au-dessous l'Economie *communale*;
- 2° Ensuite l'Economie *régionale* et provinciale;
- 3° Au-dessus, naturellement, l'Economie *nationale*;
- 4° Le cycle de l'évolution se fermera avec l'économie *vitale internationale* qui englobera le tout pour s'acquitter de la charge qui lui est imposée par la nécessité et la justice.

## § 2. — LE PRINCIPE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

Il semble bien qu'il ne soit pas possible de contester le droit de

(1) L. BROCARD : Principes d'économie nationale et internationale, p. 225.

chacun à l'existence, par conséquent, le droit de tous de se nourrir, de se vêtir, de se loger, etc...

Comme il s'agit de satisfaire avant tout les besoins vitaux qui sont forcés en même temps qu'*universels*, la collectivité, seule assume la responsabilité en cette matière, étant, elle aussi, une association *universelle et forcée*.

Cependant, il serait impossible à la collectivité de s'acquitter de l'obligation qui pèse sur elle, si elle ne pouvait pas appeler tous ses membres pour contribuer à la satisfaction de la demande universelle. « *Tout par la collectivité et tout pour la collectivité* », voilà le vrai principe de distribution du travail dans l'économie vitale, le seul juste et équitable.

#### a) Obligation au travail et la liberté.

Il n'y a qu'une seule solution possible pour mettre en pratique ce principe, c'est de faire travailler tout le monde sans exception pour assurer le nécessaire à la satisfaction de cette demande universelle.

Nous avons vu, en effet, que le droit de chacun d'être assuré dans son existence quotidienne comporte nécessairement, comme contre partie, une obligation absolue et égale pour tout le monde de fournir l'effort indispensable pour la production vitale.

Le régime de la liberté du travail est incompatible avec le régime de l'économie vitale qui appelle, comme corollaire nécessaire, l'*obligation universellement passive* de fournir un effort indispensable à sa marche. *La liberté du travail, par cela seul, est incompatible avec cette branche séparée de l'économie*, où l'individu, laissé à lui seul, puisse être libre de fournir ou de ne pas fournir le travail nécessaire à la marche de l'économie vitale. Il est, d'autre part, incontestable que le *parasitisme économique et social est inadmissible et contraire à l'essence même de l'économie vitale*.

Pourtant, la liberté du travail est rangée généralement parmi les attributs naturels de l'Homme. On dit que c'est le droit naturel de l'Homme.

Ceci est vrai en principe, mais encore faut-il s'entendre sur ce qu'est la liberté du travail. Il convient d'apporter à cette notion d'importantes distinctions.

Certes, il ne peut pas y avoir de doute sur le droit de l'homme de disposer de lui-même. Mais comme ce droit appartient également à tous les membres de la société, il ne pourra pas se retourner contre l'intérêt le plus essentiel de cette Société.

Il est évident, que l'Homme a le droit naturel de disposer de son activité comme il entend, mais ce droit n'existe qu'en dehors des res-

trictions résultant des nécessités de l'économie vitale, nécessités corroborés par la morale sociale élémentaire. *Là où il y a nécessité, il n'y a point de liberté, la nécessité oblige, puisque c'est elle qui fait la loi.*

Or, l'économie vitale est d'une nécessité absolue et universelle pour l'existence de l'Homme et le travail universellement réparti est indispensable à son fonctionnement.

*La production vitale est une sorte de servitudes perpétuelles, à laquelle l'Homme est astreint par la Nature.* Cette servitude consiste dans la nécessité de consacrer une partie de sa vie au travail indispensable à la production vitale. Il est esclave de cette nécessité, il est, en principe, obligé de travailler à peine de mort, il est esclave de son instinct de conservation.

« Si la navette pouvait marcher toute seule, disait Aristote, on pourrait peut-être supprimer l'esclave ». Mais comme il est nécessaire de faire marcher la production vitale, il faut toujours quelques « esclaves » pour la faire fonctionner.

*Il s'agit seulement d'organiser cette servitude le plus équitablement et le moins durement possible.*

Laisser travailler ses « semi-esclaves » sous la direction des entrepreneurs privés est non seulement *illogique et contraire* au principe de la nécessité de l'universalité et de l'uniformité des besoins vitaux, mais aussi *immoral* parce que démoralisateur.

Il est humiliant que pour les besoins les plus essentiels, pour les besoins dont dépend l'existence, l'Homme puisse solliciter la permission de travailler. Et pourtant il y est obligé.

Or, au point de vue social, seule la collectivité a le droit d'obliger l'individu de travailler pour les besoins vitaux, d'autant plus qu'il s'agit de demander un effort égal et périodique. C'est donc à l'autorité publique qu'il appartient d'organiser la « servitude » d'une façon rationnelle et conforme à l'évolution économique et sociale.

Dans l'économie du capitalisme individualiste le droit au travail n'est pas réalisable, parce que ce droit ne peut pas exister sous le régime de la concurrence.

Le travail est indispensable à l'entretien de la vie, par conséquent, *le droit au travail est équivalent au droit à l'existence.* Or, en régime purement individualiste, il est matériellement impossible d'assurer le travail à tout le monde, et notamment aux chômeurs.

L'Etat individualiste ne peut pas occuper directement, faute d'entreprises, les bras oisifs. *Il ne peut pas* non plus contraindre les chefs d'entreprises privées à fournir un emploi aux chômeurs. Les entrepreneurs privés, eussent-ils toute la bonne volonté, *ne pourraient* embaucher tous les ouvriers qui viennent frapper à leur porte. Leur pro-



duction est limitée dans l'espace et dans le temps. L'écoulement de leurs produits est conditionné par la capacité du marché, le nombre de leur personnel est déterminé par la production.

Il est donc évident que *si l'Etat n'est pas producteur, les chefs d'entreprises privées ne sont pas ses humbles esclaves* (1).

On ne saurait comprendre qu'il puisse y avoir l'obligation de fournir du travail à ceux qui n'en veulent ou qui n'en veulent pas trouver par eux-mêmes.

Ceci n'a pas d'inconvénient dans les rapports de l'économie privée, mais au sein de l'économie vitale le droit au travail correspond à l'organisation du travail par la collectivité toute entière.

En effet, comment peut-on espérer de faire le bonheur des masses de population sous une organisation économique où *la tâche de l'entrepreneur est précisément d'éliminer le travail*. Comment les masses peuvent-elles vivre sous un principe qui veut à tout prix les écarter de la production par l'introduction des machines et de l'organisation scientifiques sans donner de compensation. Or, éliminer l'ouvrier de la production, c'est le priver du pain quotidien, car le travailleur ne consomme qu'en travaillant.

Cet argument à lui seul suffit à notre sens pour soustraire l'économie vitale du régime de capitalisme individualiste et de confier l'organisation du *travail vitalement nécessaire* à l'autorité collective.

### **b) Travail vitalement nécessaire.**

La société actuelle est impuissante de garantir le travail à tout le monde, le travail indispensable pour vivre.

Il n'y a qu'un seul moyen pour tourner la difficulté, c'est de retourner le principe *et de transformer le droit au travail de chaque individu en une obligation pour la société d'assurer l'existence de tous ses membres, en les obligeant de contribuer également à la marche de l'économie vitale*.

Le travail qui sert toujours de lien nécessaire entre le besoin et la satisfaction, cette portion de travail *vitalement nécessaire*, est inviolable; elle est *inaliénable* puisqu'elle appartient en totalité à la collectivité.

Ce travail doit être déclaré *hors du commerce*, puisqu'il a une affectation spéciale et ne pourra pas, par conséquent, être vendu ou acheté comme une marchandise. Vendre cette partie du travail qui est nécessaire à la production vitale, c'est vendre en quelque sorte son existence et la mettre à la disposition d'un autre. Seule la société

(1) P. CAUWES : Cours d'économie politique, T. I, p. 159.

toute entière a le droit de s'emparer de cette portion de l'activité des hommes pour la faire servir également pour l'ensemble de la collectivité.

Le fonctionnement de l'économie vitale est assuré par l'*étatisation* du travail vitalement nécessaire sous forme du *service obligatoire du travail*. Tout homme doit fournir une part égale de son effort pour assurer la marche de cette partie disjointe de l'économie, et cette part contributive de chacun se déterminera uniquement par les nécessités de la production vitale. Ce n'est pas le « droit de vivre aux frais de l'Etat en travaillant » mais une obligation de la collectivité d'assurer le nécessaire à tout le monde.

Il est vrai qu'à l'heure actuelle le coefficient de productivité du travail obligatoire est moins élevé que celui du travail ordinaire, mais tout se ramène ici à l'utilisation rationnelle de ce travail.

*La rationalisation scientifique progressivement appliquée procurera aux individus le maximum de liberté en dehors de l'économie vitale.*

La période du travail obligatoire ira en diminuant à mesure que la civilisation et les progrès économiques s'avancent suivant une courbe ascendante.

Il faudra de moins en moins d'efforts, de moins en moins d'heures de travail pour produire la même quantité de produits vitaux, de sorte que l'individu pourra consacrer le surplus de son activité à augmenter son bien-être et ses plaisirs matériels et moraux.

C'est là que le principe de la liberté du travail trouve sa place intangible parce que *ce n'est qu'ici que l'Homme est vraiment libre économiquement, juridiquement et moralement de disposer son effort personnel comme bon lui semblera, et la collectivité, en principe, n'a pas le droit de le contraindre de faire quoi que ce soit.*

De la sorte, la liberté du travail apparaît sous un jour nouveau, seul qui peut lui convenir, seul qui est logique, seul qui est véritablement juste, et économiquement rationnel.

Certains socialistes (1) exigent une socialisation intégrale du travail. Ils veulent l'organisation d'une armée industrielle au travail obligatoire, mais la *socialisation intégrale du travail humain aboutirait à la servitude permanente et intégrale, à la caserne perpétuelle, ce qui est incompatible avec l'aspiration naturelle de l'Homme à la liberté et contraire aux nécessités vitales.*

Si la collectivité doit s'emparer du travail vitalement nécessaire qui apparaît comme corollaire indispensable de l'existence de tous,

---

(1) Notamment BEBEL, LIEBKNECHT, KOHLER.

c'est précisément pour assurer plus de liberté possible en dehors de l'économie vitale.

Grâce à la division biéconomiste, l'Homme s'affranchira de plus en plus de la servitude de la production vitale en réduisant progressivement le temps obligatoirement consacré au travail au grand avantage de tous.

La société ne peut pas exister sans la satisfaction de ses besoins quotidiens; par conséquent, celui, qui veut vivre et satisfaire régulièrement ses besoins vitaux, doit obligatoirement contribuer, sous la direction de la collectivité, à la production de tout ce qui est nécessaire à la satisfaction de ces besoins.

L'individu, en qualité d'associé forcé de la grande société collective, y verse la part de richesse dont il est possesseur de plein droit, la part égale de cette source créatrice de tous les biens qu'est le travail humain.

En retour, il jouit, à titre de dividende indispensable, de la part qui lui revient dans la production vitale.

Tous sont égaux devant les charges économiques vitales, parce que « dans une association de frères — dit Louis Blanc — tout paresseux est un voleur ». En revanche, tous sont égaux dans la consommation vitale.

### § 3. — LA LIBERTÉ DE L'ÉCONOMIE ORDINAIRE

La liberté est généralement comprise comme le droit d'agir sans contrainte. Mais l'individu par le fait même qu'il est membre d'une collectivité est obligé de renoncer d'exercer cette liberté dans son intégralité. Cependant, dans l'ordre économique cette liberté n'est pas naturellement entravée que dans les cadres de l'économie vitale. L'homme est libre en dehors des cadres de l'économie vitale et par conséquent dans l'économie ordinaire, il est libre de suivre la route tracée par son intérêt.

#### a) Liberté économique.

La société est composée d'individus dont chacun a une personnalité à part; l'individu ne peut, pas abdiquer sa personnalité.

Sans doute il y a l'uniformité, il n'y a pas de particularité dans les cadres de l'économie vitale. Mais pour permettre à la société de suivre son libre développement suivant les lois de l'évolution générale, il faut laisser la liberté de s'améliorer à chacun des individus qui la composent. *Il faut permettre à chaque individu d'arriver à son complet épanouissement.*



En dehors de l'économie vitale l'individu est souverain. Sous l'impulsion de son intérêt personnel et de ses besoins variables à l'infini, il s'adonne librement à déployer son activité économique. Libre de produire ou de ne pas produire, échangeant librement les richesses par lui créées, il jouit en paix du produit de son travail.

L'homme ne travaille pas sans motif. Après ce travail primitif, celui qui donne satisfaction aux besoins vitaux, il pense à produire des richesses. En effet, le travail qui produit l'indispensable sous la seule impulsion des besoins communs à tous les hommes, ne produit pas la richesse.

L'inégalité économique, que nous voyons en dehors du strict nécessaire, est le stimulant très efficace au perfectionnement et le *besoin de supériorité* est un mobile des plus puissants de notre activité. Il faut leur conserver toute la force et, par conséquent, toute la liberté d'action.

Les intérêts personnels de tous les individus sont *convergen*ts et *harmoniques* dans les cadres de l'économie vitale où cette harmonie et cette tendance *centripète* ne dépend pas de la volonté des hommes ; au contraire, dans le domaine de l'économie ordinaire et des satisfactions libres, les intérêts privés des individus groupés en sociétés sont *divergents*, et si l'harmonie économique et un certain équilibre social s'y réalisent momentanément, cette stabilité relative ne résulte que du libre jeu des activités privées et du seul entrelacement naturel de nos actes.

*La liberté intérieure et la liberté extérieure, « le laisser faire » et le « laisser passer » est la seule et vraie formule de l'économie ordinaire.*

La concurrence fait sans doute des victimes. Comme dans tout combat acharné il y a des vainqueurs et des vaincus. Mais précisément, parce que la concurrence est une lutte que ces résultats sont profitables à la société. La concurrence économique oblige perpétuellement l'homme à perfectionner les procédés de production et d'organisation économiques, et à multiplier les choses et les utilités pour le progrès et le bien-être général de l'Humanité.

Naturellement conduit par son intérêt dans les cadres de l'économie libre, l'Homme travaille librement pour produire librement. La liberté des échanges et des contrats préside à la répartition économique qui est basée uniquement sur l'équivalence des utilités. Chacun apprécie la conformité du produit à son besoin suivant la formule : « *Donnez-moi ce dont j'ai besoin et vous aurez de moi ce dont vous avez besoin vous-même* » (1).

---

(1) SCHATZ : L'individualisme économique et social.

Le libre jeu de la loi de l'offre et de la demande règle naturellement la production d'après le volume du marché déterminé par une consommation parfaitement libre.

#### b) Etat gendarme

L'économie ordinaire, fondée sur les besoins indéfiniment variables et illimités en nombre, n'est pas une création raisonnée que la collectivité ou l'Etat puisse modifier à son gré.

Pour réaliser le progrès économique et social, il faut tout d'abord sauvegarder les droits les plus essentiels et les plus préjudiciables à la race humaine, tels que le droit à la vie, le droit à l'existence, en échange de l'effort économique individuel.

Une fois l'existence de chacun assurée, il faut laisser les individus se développer librement, car la liberté est le principal agent de leur perfectionnement.

Si l'homme est naturellement doué de toutes les vertus et de toutes les perfections, dans l'état actuel des choses, il n'agit généralement, dans l'ordre économique, que par intérêt. Libre d'agir ou de ne pas agir de telle façon ou de telle autre, libre de faire ou de ne pas faire ce que bon lui semble, l'individu, soumis au libre jeu des intérêts privés, donnera à la société sa forme économique la plus parfaite, la plus harmonique, la plus conforme aux besoins infinis.

L'intervention de l'Etat dans le domaine de l'économie ordinaire paralyserait l'initiative et le développement libre des individus.

Il faut même pour être logique, *supprimer l'Etat* dans cette branche immense de l'économie humaine, et affranchir ainsi l'individu dans son activité économique.

L'organisation des forces économiques se ferait alors sous la loi suprême du contrat conformément à un certain idéal de justice, idéal déterminé pour chaque période d'évolution économique et conservé par le pouvoir social dans le droit économique et social.

Le contrat avec la coutume et la loi écrite est le seul élément créateur du droit dans l'économie ordinaire. Et il n'y a qu'une seule autorité capable d'assurer le respect des contrats *c'est l'Etat*.

Donc les individus libres passeront autant de contrats individuels qu'il sera nécessaire pour réaliser autant que possible par leur lutte et leur coopération l'ordre économique spontané.

Sans doute, il n'y a pas affranchissement intégral de l'individu puisqu'il existe le domaine de l'économie forcée, mais dehors de l'économie vitale, le jeu des activités spontanées dans les cadres juridiques fournis par l'Etat est libre et l'Etat se borne de ne remplir que son *devoir de protection*.

L'Etat doit empêcher les passions destructives dans l'ordre économique et social de se donner libre cours. A cet effet, il superpose au droit créé par les contrats le droit qui représente la loi.

La loi, dans cet ordre d'idée n'est ni juste ni injuste. Elle ne peut être que bonne ou mauvaise suivant qu'elle atteint ou non sa fin qu'est le *salut public*.

On peut dire avec Hobbes que *le salut public est la loi suprême*.

Dans l'économie ordinaire, il se traduit par la protection de la liberté économique.

La sécurité est le premier des biens sociaux. Sans elle l'Humanité périrait. Le gouvernement et, en général, toute autorité sociale doit faire régner la paix et s'abstenir de toute intervention dans le domaine de l'économie ordinaire. Son action ne peut être que mal-faisante et risque d'étouffer dans sa libre expansion l'initiative individuelle.

L'Etat est *producteur de sécurité* dans tous les sens de ce mot. Il est *producteur de sécurité dans l'économie vitale où il se charge d'assurer l'existence même de tout le monde*.

Il est *producteur de sécurité dans l'économie ordinaire où son rôle se borne à celui de l'Etat gendarme*.

En effet, si l'Etat est le cerveau du corps social, ce n'est que dans l'économie vitale, avec toutes ses dépendances et *supra-structures* sociales et morales. Ce n'est que là, seulement, qu'il incarne réellement l'universalité des besoins économiques et sociaux, l'intérêt vraiment général et uniforme.

Pour le reste, l'Etat n'est que le gardien de la liberté individuelle. Du coup, il se trouve dépouillé de la plupart des attributions économiques et sociales qui l'accablent aujourd'hui dans la majorité des pays sans utilité directe pour la *totalité* des individus.

Sans doute, la liberté individuelle se trouve limitée par le droit et les contrats, mais les attributions de l'Etat en matière de l'économie ordinaire et le droit qui la régit, sont singulièrement simplifiés.

Le droit de l'individu, c'est le respect de sa liberté, là où il est vraiment libre dans ses pensées, dans ses paroles, dans ses actes, dans son activité économique. L'Etat ne peut exister dans ce domaine que pour assurer l'exercice normal de cette liberté. Tous les autres attributs ne le concernent pas. Il n'a qu'à *laisser faire*.

Le domaine de l'économie ordinaire est donc caractérisé par l'activité économique spontanée, par la libre concurrence, par le phénomène de lutte et de collaboration librement consentie, par la liberté des associations et du travail, sommes toutes, par la *liberté d'action et la liberté de compétition*.



Il faut donc libérer enfin l'économie de toutes les entraves, qui l'emprisonnent aujourd'hui dans un système extrêmement complexe et embrouillé.

Il suffit pour cela d'accentuer le mouvement déjà orienté vers le biéconomisme, vers le dédoublement naturel de l'économie humaine fondée sur l'organisation libre de l'économie ordinaire et sur l'organisation étatiste de l'économie vitale.

Il y a deux grands fleuves économiques qui se jettent pourtant, en fin de compte, dans le même océan des consommations humaines : le fleuve sinueux de l'économie ordinaire, fleuve à bords impraticables, souvent peu exploré et à cours d'eau libre et le fleuve droit de l'économie vitale, fleuve parfaitement étudié, divisé régulièrement en tronçons par des écluses, fleuve dont le cours est réglé en tous points par la volonté économique de la collectivité.

---

## CHAPITRE II

### *Les répercussions du principe biéconomiste*

---

L'Economie politique a, en général, pour objet l'étude de l'activité que les hommes vivant en société déploient pour satisfaire leurs besoins naturels et augmenter leur bien-être.

L'objet de l'Economie politique se divise donc en deux parties sensiblement différentes l'une de l'autre, à savoir :

1° La satisfaction des besoins essentiels qui est la *fonction principale* ;

2° L'augmentation du bien-être et des jouissances qui est la *fonction dérivée*.

Le principe biéconomiste sépare ces deux parties au point d'en faire deux économies tout à fait distinctes, deux domaines économiques isolés, formant chacun un cercle fermé de phénomènes économiques, des phénomènes se rapportant à la production, à la circulation, à la distribution, et à la consommation des utilités, suivant la division classique adoptée par les économistes actuels.

Comme le principe de la liberté économique est hautement proclamé dans le domaine de l'économie ordinaire, les répercussions du biéconomisme sont surtout intéressantes dans le domaine de l'économie vitale et notamment dans la production vitale, dans l'adaptation de la production à la consommation ainsi que dans le système de distribution biéconomiste.

#### Sect. I. — LE BIÉCONOMISME DANS LA PRODUCTION

Produire, c'est créer des biens et des utilités. Mais la production est non seulement le point de départ, elle est le ressort principal de tout le mécanisme économique ; c'est le mode de production qui imprime tout le mouvement économique.

Il est difficile de prévoir toutes les répercussions du principe biéconomiste en matière de la production économique. Il suffit d'en donner les grandes lignes pour ne s'arrêter que sur les points de dis-

tion fondamentale, dans le système du travail du capital et des ressources naturelles.

On définit, généralement, la production comme une branche économique qui comprend une série d'opérations, qui contribuent à la transformation des choses dans le temps et dans l'espace, dans la substance et dans la forme, afin de les rendre utilisables pour la satisfaction des besoins des hommes.

Au point de vue pratique, le but de production consiste à fournir les moyens de satisfaire nos besoins. Ce but est atteint d'autant mieux que la masse des moyens fournis est plus grande et qu'elle arrive à satisfaire les besoins les plus intéressants au point de vue physiologique et social.

Le droit de tout homme à l'entretien quotidien de son existence étant établi, il s'agit maintenant de savoir comment la collectivité va-t-elle s'acquitter de cette charge dans le domaine de la production.

Le système du travail obligatoire coordonné avec les moyens de production nécessaires et des ressources naturelles indispensables, est la clé de voûte de la production vitale. Pour produire, il faut avant tout disposer d'une armée de producteurs, d'une armée de bras et de cerveaux pour faire marcher la production la plus indispensable à l'existence de tous.

### § 1. — LE TRAVAIL OBLIGATOIRE

Une armée ! Le mot est suggestif. Il évoque, en effet, l'idée d'une troupe organisée en vue de la défense, pour combattre un ennemi. C'est une troupe-armée. De quoi est-elle armée dans la production vitale ? — Mais de toutes les armes économiques nécessaires pour combattre les *pires ennemis de l'Homme* : la faim et le froid.

#### a) Rôle économique de l'armée du travail.

De même que dans une guerre le peuple en danger de mort se sert d'une armée et se défend contre l'ennemi extérieur, de même sur le terrain de l'économie vitale, la collectivité doit être fortement organisée pour défendre la vie de tous ses membres. Il lui faut pour cela une armée bien outillée, bien préparée.

En effet, pour la défense d'un pays tel que la France par exemple, tout le monde comme un seul homme se met debout pour servir dans l'armée, pour remplir les rangs des combattants, enfin pour sacrifier sa santé ou donner sa vie pour la patrie.

Pourquoi n'en serait-il pas de même dans la production vitale où il s'agit de se défendre contre les pires ennemis de l'Humanité. Dans



les deux cas, il s'agit pourtant de la crainte inspirée par l'instinct de conservation.

Bien entendu, la vie des citoyens n'est pas exigée pour la défense vitale. On ne demande de chacun qu'une certaine quantité de travail et encore cette quantité est susceptible d'être progressivement diminué.

La quantité de travail humain nécessaire à la production vitale ira en décroissant, étant en raison inverse des progrès du machinisme, de la chimie et de l'organisation scientifique.

En effet, en désignant par T. la quantité variable du travail humain à fournir annuellement pour la production vitale, par P. l'ensemble de la production vitale annuelle, par R. le coefficient de rendement du travail humain du fait des substitutions techniques, on a :

$$P. = T. \times R. \text{ d'où}$$

$$\frac{I}{R} = \frac{T}{P}$$

La quantité  $\frac{T}{P}$  représente la quantité de travail par unité de besoins vitaux ; P. se rapprochant de la constante, pratiquement peut être prise pour telle pour une période économique déterminée ; T. varie en diminuant, donc tout le quotient varie en diminuant progressivement.

L'Homme se libérera petit à petit du joug de cette nécessité vitale en réduisant la quantité de travail qu'il est obligé de fournir à la production vitale, sans pouvoir jamais la réduire à zéro, tout en s'y rapprochant indéfiniment. A ce point de vue la quantité  $\frac{I}{R}$  pourra être appelée *coefficient de la paresse*, puisque R. est celui du rendement.

Le facteur Travail, en général, s'il change quantitativement au point de vue du nombre des kilogrammes — unités de travail, il change d'autant plus qualitativement par le remplacement progressif du travail humain, par le travail mécanique et le travail chimique.

Les bienfaits de ce remplacement sont incalculables pour l'économie vitale. Comme la collectivité prend entre ses mains toute la production vitale, elle demande en revanche un sacrifice, le moins lourd possible, de la part de ses membres qui tous vont profiter également de cette production.

*Matériellement, ce sacrifice, imposé à chaque individu indistinctement, se traduit par un service obligatoire de travail, service temporaire sur le front vital.*

On exige aujourd'hui le service militaire de tous les citoyens valides, mais c'est un service improductif, plus encore, c'est un ser-

vice destructif puisqu'il est destiné directement à la destruction des capitaux et même des individus.

On entretient aujourd'hui aux frais de la collectivité des armées de chômeurs, des armées qui atteignent souvent *plusieurs millions* (1) comme c'est le cas des vieux pays capitalistes. C'est irrationnel, illogique et injuste en même temps.

*Irrationnel*, puisque dans une organisation rationnelle de la production, le chômage est inadmissible, car il entraîne des pertes considérables de l'énergie humaine qui reste inutilisable.

*Illogique*, puisqu'on entretient plusieurs millions d'hommes capables de produire beaucoup, au lieu d'utiliser leur énergie qui sommeille improductivement faute d'organisation.

*Injuste* puisque l'entretien des bras oisifs inflige à la société une perte considérable de ressources qu'elle aurait pu utiliser pour la production et non pas pour la consommation improductive.

*Mieux vaut entretenir une armée cinq-dix fois plus grande, mais à condition de la faire travailler et la faire produire.*

En effet, si l'on se réfère aux statistiques nationales et internationales, on constate tout de suite que la *population active*, c'est-à-dire celle qui prend part dans le processus de la production, est environ la moitié de population totale dans les pays avancés. C'est cette moitié qui produit toutes les merveilles économiques dont l'Humanité est légitimement fière. Cette moitié produit non seulement pour soi-même, mais aussi pour la satisfaction des besoins de l'autre moitié.

Et si la moitié seulement s'occupe de la production vitale, quelle partie de population, fait marcher toute la production vitale ? Il suffit de poser la question pour voir tout de suite les possibilités de réalisation pratiques.

Au fond, il n'y a rien de changé depuis l'antiquité jusqu'à nos jours quant à la nécessité pour les masses de « gagner son pain ». Le régime du salariat actuel n'étant, en réalité, qu'une phase dans l'évolution économique de la servitude.

Il y a différence de degré et une certaine différence de conditions, mais la substance en reste toujours la même ; la nécessité, *l'obligation de fournir sa liberté à la disposition d'autrui*.

Aujourd'hui le salarié est payé, tandis que dans l'antiquité l'esclave fournissait le travail gratuitement et toute sa vie ; en revanche, il n'avait pas à s'inquiéter de sa propre existence qui lui était assurée par son maître.

Certes, le service obligatoire dans l'armée de l'économie vitale

---

(1) Des dizaines de millions en temps de crise mondiale.

n'affranchit point l'Humanité de l'obligation de travailler, mais le soldat de l'armée de travail n'est pas un esclave.

*Tout d'abord*, il n'est appelé à travailler que *temporairement*, pendant le temps de service obligatoire. *Ensuite*, il est appelé *par la collectivité* et au nom de la collectivité comme c'est le cas de l'armée militaire, car c'est la collectivité seule qui peut réquisitionner la force individuelle pour la faire servir aux besoins pressants de tous.

*Si l'Humanité antique, pouvait vivre heureuse du travail servile, si elle pouvait vivre au Moyen-Age du travail des serfs, si elle vit moins heureusement sous le régime individualiste du salariat, à plus forte raison, elle pourra parfaitement vivre du travail obligatoire.*

Les cadres de l'armée économique, par leur essence même, forment un élément *permanent* et perpétuel de l'armée, mais sous la direction de ces cadres, il faut et il suffit d'avoir un personnel ordinaire, une *masse périodiquement renouvelable* du personnel auxiliaire, des manœuvres dociles et vigoureux, sans autre distinction que l'âge et la validité de ces *conscrits économiques*. Le travail de l'armée se divisera en deux parties bien distinctes :

1° Le travail *d'exécution*, le travail de soldat et d'auxiliaire qualifiés ;

2° Le travail *d'organisation, de standardisation et de direction*.

### **b) Répercussions du principe du travail obligatoire.**

L'introduction du système du travail obligatoire sous forme d'une armée économique entraînera un certain bouleversement dans les notions économiques existantes. Certaines modalités du travail apparaîtront sous un jour tout différent et même opposé de celui qu'on leur assigne aujourd'hui. La question de la division du travail, de la répartition des industries, celle du machinisme en général et de la productivité en particulier, tous ces termes n'auront pas la même signification et n'entraîneront pas les mêmes conséquences suivant qu'il s'agira de la production vitale ou de la production ordinaire.

**1. La répartition des industries** — Sans parler de la division ordinaire des professions et occupations qui se poursuivra sans abus d'intermédiaires inutiles, la division du travail territorial se fera dans la production vitale suivant un autre principe que celui du moindre coût de production. Le facteur démographique passe, en effet, au premier plan des préoccupations économiques en matière vitale, avec l'affranchissement progressif de l'industrie de l'emprise souterraine et les transformations profondes des conditions du travail agricole. La division du travail se fera donc dans la production vitale, non seulement



d'après l'utilité économique et des possibilités géographiques, mais aussi d'après l'utilité sociale et les possibilités démographiques.

**2. L'élimination de l'ouvrier** — Le machinisme et l'industrialisation universelle qui caractérise l'époque actuelle a littéralement changé la face du monde, par l'accroissement prodigieux du volume de la production, par l'amélioration de la qualité moyenne grâce au contrôle, à la régularité et la précision du travail, par la diminution très considérable du coût de production.

Dans la discussion sur les avantages et les inconvénients du machinisme, un seul point est à relever, à savoir : à quoi se ramène, en dernière analyse, le progrès du machinisme et de l'industrialisation ? La réponse n'en est qu'une : à *éliminer progressivement le travail humain de la production*.

Bien qu'on essaye souvent par des arguments d'ordre secondaire de prouver le contraire, la machine reste le pire ennemi du travailleur.

Toutefois, il en est tout différemment dans la production vitale sous le régime du travail obligatoire. Du coup, la machine s'y transforme d'un *ennemi redoutable* en un *ami sûr* du travailleur puisqu'elle contribue successivement à abréger le « *temps de servage* » de l'Humanité, en réduisant petit à petit la durée du service économique obligatoire.

C'est ainsi seulement que l'Homme deviendrait vraiment libre de disposer de lui-même et de *travailler sans aucun danger pour son élimination successive de la production vitale*.

Il est évident que cet idéal ne se réalisera pour ainsi dire jamais, mais par des approximations successives de perfectionnement, on s'approchera de cet idéal, car, au moins un travail cérébral, sera toujours nécessaire pour la marche d'une industrie, même parfaitement mécanisée, même disposant des matières premières à la portée immédiate.

**3 La productivité du travail** — On sait que la quantité de travail se mesure par le *nombre de personnes* occupées par la *durée* et par l'*intensité*. Cette quantité est directement proportionnelle à ses trois facteurs.

Le nombre dépend des possibilités démographiques. La durée dépend des causes physiologiques, psychologiques, techniques et législatives, auxquelles est soumis le travailleur. L'intensité résulte de l'énergie spontanée de l'ouvrier, de la pression irrésistible des instruments mécaniques et des aptitudes spéciales de la population (2).

Il y a deux sortes de productivités du travail :

(1) LORIA : Synthèse économique, p. 240.

- 1° *La productivité technique;*
- 2° *La productivité économique.*

La productivité technique est un maximum idéal déterminé par l'efficacité et la quantité de travail. Elle augmentera dans la production vitale en fonction du contingent économique mobilisé, de la culture croissante des travailleurs et du développement progressif du capital technique.

La productivité économique ou productivité effective est le *produit social*. On peut le définir comme *productivité socialement utile* et techniquement efficace.

Dans l'économie vitale, il faut encore tenir compte d'un élément de *contrainte* qui ne se rencontre pas au même degré dans l'économie ordinaire, un élément de pression qui va dans une certaine mesure influencer la production vitale, mais ce coefficient de baisse sera largement compensé par le fait que le travail sera exécuté d'après un plan économique déterminé, que ce travail est temporaire et que le principe égalitaire y est observé scrupuleusement.

Le travail n'est qu'un faisceau d'actes similaires répétés à l'exemple conscient ou inconscient d'un inventeur. Il est accentué par la tendance moderne à la décomposition du travail en un grand nombre d'opérations exécutées en séries par des machines spéciales et automatiques.

Or, le propre de ce système est de rendre inutile les connaissances pratiques acquises par le professionnel au cours de son apprentissage et de le remplacer par n'importe quel main-d'œuvre; un simple journalier, un jeune garçon, une femme devient bien capable de surveiller et d'alimenter une ou même plusieurs de ses machines.

Si le rendement gagne de cette organisation rationnelle de la production, il en gagnera d'autant plus que l'effort de l'armée économique ne sera pas gaspillé en des milliers de petites industries concurrentes qui gaspillent, sans profit social, les énergies économiques.

De plus, la productivité de l'économie vitale profite à tout le monde sans distinction, tandis qu'au sein de l'économie ordinaire elle ne profite directement qu'à l'entrepreneur.

**4. L'exemple de solidarité économique et sociale** — Le service obligatoire du travail est, en outre, une école économique des masses. Bien que temporairement, tout le monde est assujéti au service obligatoire, tout le monde, sans distinction de sexe ni de condition, est obligé de contribuer également à la production où la solidarisation des intérêts apparaît d'une façon nette, crue et apparente.

Le travail manuel, à la fois plus pénible et seul capable de produire effectivement des choses tangibles, est plus méritoire que le

travail intellectuel, et dans ce sens, tout intellectuel doit nécessairement passer par cette école de solidarité et de moralité élémentaire.

Ceci est d'autant plus intéressant que cette école est *également* obligatoire à tout le monde, que l'obligation du travail est *également* distribué parmi tout le monde et que les résultats de ce travail profitent *également* à tout le monde.

L'armée de travail sera donc une école d'éducation économique et de haute solidarité, parce qu'elle entraînera uniformément toute la masse à la production vitale et contribuera ainsi au rapprochement entre les différentes classes.

Organiser et utiliser socialement les forces productives du pays en vue de la production vitale à l'aide d'une armée économique devient, en quelque sorte, *un principe constitutionnel* de l'économie humaine.

En dehors du service obligatoire du travail, l'individu est complètement libre d'orienter son activité selon son bon plaisir. *Il travaillera sans doute, comme il travaille aujourd'hui, mais il cherchera la satisfaction de ses besoins ordinaires dans les conditions de liberté et d'indépendance complète.*

Ce sera là le triomphe de la liberté du travail et de l'industrie munie vraiment de ses propres ailes, sans autres restrictions que les cadres de l'économie vitale.

Ce sera en même temps le triomphe de l'égalité économique des hommes, mais là seulement où cette égalité est vraiment possible, c'est-à-dire dans le domaine des besoins vitaux.

## § 2. — LES RESSOURCES DE LA PRODUCTION VITALE

La production vitale exige naturellement en dehors du facteur Travail, l'intervention de deux autres facteurs : de la Nature et du Capital.

En effet, la dépense exigée par la satisfaction des besoins vitaux doit être nécessairement équilibrée par des ressources correspondantes.

Le travail fourni par chaque individu doit inévitablement s'exercer sur un certain milieu extérieur, il doit utiliser les éléments et les forces de la Nature.

Il doit disposer, en outre, de moyens de production.

La collectivité est seule et unique propriétaire des trois facteurs de la production vitale qui s'opère ainsi dans un milieu qui, appartenant à la société, par le travail qu'elle impose à tous ses membres et avec les moyens dont elle dispose souverainement.

Il en est, nous avons vu, tout différemment dans l'économie or-



dinaire, où seule la liberté des conventions régit tous les rapports économiques sous la protection de la loi.

#### a) Etatisation des ressources naturelles de la production vitale.

Parmi les trois facteurs de la production, il n'en est qu'un qui soit naturellement attaché à la personne humaine, c'est le travail.

L'homme doit normalement disposer de son effort librement comme il doit souverainement disposer de la liberté de sa personne; la liberté du travail s'impose donc en dehors des cas de nécessité vitale.

Or, si on admet la contribution égale de chaque individu dans l'intérêt général et universel dans la production vitale, sous forme du service temporaire et obligatoire du travail, à plus forte raison faut-il admettre *l'étatisation* plus ou moins partielle *des ressources naturelles* qui ne sont pas *naturellement* attachées à la personne humaine.

Rationnellement, il est difficile de contester le droit naturel de l'Homme sur le produit de son travail libre, droit qui découle de la liberté de disposer de son effort. Cette appropriation n'apparaît pas avec les mêmes attributs intangibles quant aux agents naturels de la production en général. La légitimité même de cette appropriation est très discutée. Dans tous les cas, elle est fortement ébranlée par l'existence d'un contrôle supérieur de la collectivité; contrôle qui tend de plus en plus à limiter les droits absolus et à les transformer en des fonctions sociales.

Les théories agraires de l'ancienne monarchie qui attribuent le domaine direct à la couronne et ne concèdent aux sujets que le domaine utile, théories qui tirent leur origine dans le régime féodal, trouvent, même aujourd'hui, des partisans nombreux dans beaucoup de pays et notamment dans les pays anglo-saxons, pourtant pays très individualistes.

Faut-il y ajouter que ces théories trouvent leurs applications dans la plupart des colonies, où le régime des concessions des terres réserve à l'Etat le domaine direct et la haute main sur toute la politique agraire.

L'évolution actuelle du droit de propriété foncière s'effectue dans le sens de sa limitation progressive, et des restrictions croissantes.

La distinction fondamentale du droit réel et du droit de créance devient de plus en plus anachronisme flagrant du droit privé, car le droit de propriété foncière se rapproche de plus en plus de la notion moderne connue sous le nom de propriété commerciale qui n'est pas du tout un droit réel.

C'est une sorte d'universalité juridique comportant un actif sou-

vent problématique et un passif, sous forme d'une participation extrêmement forte de l'Etat qui prélève invariablement sa part contributive, quelque soit le titulaire actuel de ce « fonds », en exerçant de la sorte son droit sur le domaine direct. C'est une sorte de copropriété avec l'Etat.

Le nouveau démembrement du droit de propriété foncière sous forme de création du « droit de construction » et du « droit d'emblavage » qu'on pratique actuellement en Russie soviétique n'est autre chose que les derniers vestiges de la propriété terrienne (1).

Ceci sans parler du régime des exceptions admises par tous les pays pour une partie notable des agents naturels, tels que les mines, la houille, les eaux et forêts, les forces hydrauliques, les mers et océans, etc... où la collectivité conserve effectivement le droit de propriété.

De tous les agents naturels de production, la terre joue aujourd'hui un rôle prépondérant, puisqu'elle fournit les produits de première nécessité, en même temps que les matières premières pour beaucoup d'industries.

Cependant l'évolution agricole actuelle tend de plus en plus de déplacer le domaine des matières premières. En particulier l'air et l'eau qui renferment les éléments indispensables à toutes les matières organiques prennent une importance insoupçonnée jusqu'ici. Est-ce à dire que l'air et l'eau des mers seront parfaitement susceptibles d'appropriation individuelle par le fait qu'ils serviront de base à une culture nutritive quelconque ou bien de matières premières à une industrie ? — Théoriquement oui, car rien n'empêche de considérer le domaine aérien comme le domaine agricole, puisqu'il peut se faire que l'atmosphère subisse des épuisements locaux, en azote par exemple, au même titre que n'importe quelle culture agricole. Or, personne aujourd'hui ne songe à établir le droit de propriété sur les matières qui flottent dans l'atmosphère.

La tâche de collectivité chargée de la direction de la production vitale sera donc singulièrement facilitée par l'utilisation de l'air et de l'eau comme matière contenant tous les éléments nécessaires pour opérer des synthèses organiques. C'est à ce moment qu'on pourra dire que l'Homme sera vraiment créateur parce qu'il « de rien fera tout ».

Il faut y ajouter une *étatisation* plus ou moins partielle des terres et d'autres agents naturels de production, strictement nécessaire pour faire marcher l'industrie vitale ainsi que pour entretenir les stocks

---

(1). LARINE : Capital privé dans l'U. R. S. S., p. 109.

suffisants de matières premières. Cette base *naturelle* pourra, bien entendu, être élargie ou rétrécie suivant les besoins de l'évolution économique et sociale.

### b) **Etatisation partielle du capital.**

Ayant à sa disposition des agents naturels de production, il faut déployer une certaine activité pour transformer la nature crue et inculte en une utilité nécessaire à l'existence des hommes. Il faut donc travailler pour créer des utilités indispensables. Mais pour travailler, il faut des instruments de travail, il faut des moyens de production, il faut le **Capital**.

Ce mot est d'ailleurs équivoque. C'est le capital *technique* ou le capital proprement dit qui intéresse la production vitale. Il est formé par les outils, les machines, les bâtiments et les usines, les installations, les bateaux, les chemins de fer, les aéronefs, etc, etc...

Entendu de la sorte le capital persistera toujours et dans toutes les sociétés humaines, même dans les sociétés collectivistes. A plus forte raison, est-il indispensable dans l'économie vitale qui est appelée à subvenir aux besoins de première nécessité de la société toute entière.

Les sacrifices imposés aux particuliers pour créer, maintenir et améliorer les capitaux, se justifient par les mêmes raisons de principe qu'en matière du travail obligatoire, puisque le capital n'est autre chose que du travail accumulé.

L'étatisation du capital indispensable au fonctionnement de la production vitale ne soulève, d'ailleurs, pas d'objections de principe, du moment que la direction de l'économie vitale est confiée aux soins de l'autorité collective, qui, seule, a la disposition du capital investi dans la production vitale.

Une fois en possession des trois éléments de la production, l'élargissement de la base économique ne s'arrête pas, car toute production progresse et augmente insensiblement de volume.

Cela paraît paradoxal dans l'économie vitale où la production est réglée sur les besoins dont le volume est sensiblement constant.

Le prétendu paradoxe s'explique pourtant d'une façon bien simple, car, d'une part, la population ne cesse pas d'augmenter, en même temps le domaine du nécessaire s'élargit petit à petit, suivant les possibilités économiques et l'état des mœurs sociales.

La tâche primordiale de la collectivité chargée de la production vitale consiste dans la conservation et l'entretien du capital existant.

Elle doit, en outre, veiller au développement incessant du capi-



tal investi dans la production vitale, à son accroissement, à son adaptation aux exigences les plus rationnelles, les plus modernes.

Enfin, elle doit entretenir le « *fonds vital* », c'est-à-dire tenir constamment rempli le réservoir d'approvisionnement vital, pour pouvoir satisfaire à la consommation dans la mesure correspondant au nombre de consommateurs donné par la courbe de population.

## Sect. II. — LE PRINCIPE DUALISTE DE L'ADAPTATION DE LA PRODUCTION A LA CONSOMMATION

Il y a deux grands procédés d'adaptation de la production économique à la consommation.

- 1° Le système de la *concurrence* ou de liberté économique et,
- 2° Le système du *monopole* ou de réglementation plus ou moins étroite.

Il y a concurrence au sens étymologique du mot, lorsque plusieurs tendent vers un même but, vers une même fin, chacun cherchant à atteindre avant les autres ou mieux que les autres.

Le monopole suppose, par définition, l'absence de concurrence au moins dans le domaine spécial d'une production ou d'un échange, même, d'une façon provisoire et temporaire.

Ni l'un ni l'autre de ces procédés d'adaptation n'existent, d'ailleurs, pas en état pur dans la pratique économique actuelle où la liberté économique se trouve à chaque instant limitée par des monopoles légaux ou de fait, où le régulateur automatique des prix, qui adapte la production à la consommation, est faussé par l'intervention constante de l'autorité.

La supériorité économique de la liberté ne peut être contestée au point de vue des progrès et des perfectionnements des méthodes d'organisation économique. Le système capitaliste de production et d'adaptation est un facteur incontestable de progrès.

Cependant, le régime de la liberté économique est incompatible avec la production vitale dont le but immédiat n'est pas le profit, mais la satisfaction complète des besoins universels de première nécessité.

La production vitale doit être réglée d'après un système monopoliste, et l'équilibre entre la production et la consommation est réalisé par l'existence d'un plan économique préalable.

### § 1. — LA THÉORIE DU PLAN ÉCONOMIQUE

Il semble bien qu'il n'y ait aucune différence essentielle entre le travail de l'Homme et l'effort de l'animal qui peinent tous les deux pour arriver à la satisfaction respective de leurs besoins vitaux. L'arai-

gnée, par exemple, qui tisse sa toile, effectue les opérations qui ressemble à celles d'un tisserand. L'abeille emploie une méthode de construction de ses cellules pratiquée par les architectes. Il y a cependant entre l'architecte le plus mauvais et l'abeille la plus habile, cette différence essentielle que celui-là fait sa cellule dans sa tête *avant* de la construire en cire (1).

En effet, le travail humain diffère de celui des animaux qualitativement par l'existence d'un certain plan qui précède l'exécution. L'Homme qui produit les objets de consommation, poursuit un but qui lui est propre, un but qu'il connaît d'avance, un plan auquel il soumet sa volonté et y concentre toute son attention.

*La confection préalable d'un plan d'activité est donc dans la nature de l'Homme.* A plus forte raison, elle est de l'essence même de toute organisation économique où la collectivité toute entière est appelée à jouer un rôle extrêmement important. Ce plan est nécessaire, même sous le régime du capitalisme individualiste, rien que pour la création et le perfectionnement graduel de l'outillage national, pour l'aménagement des ports ou la construction des voies de communication et ainsi de suite.

*L'existence et le fonctionnement de l'économie vitale et, généralement, de tout organisme étatisé devient impossible en dehors d'un plan économique déterminé d'avance.*

### a) Plan économique.

On peut définir le plan économique (2) comme *l'établissement préalable et pour une durée déterminée de l'ensemble des mesures à prendre pour pouvoir organiser et diriger une économie d'après une voie tracée d'avance.*

Le trait essentiel qui distingue le plan économique est qu'il embrasse tous les éléments de l'économie et qu'il se fraye le chemin non pas *post factum* à travers le marché, mais *ante factum*, par l'intervention consciente et organisée.

En ce sens, le plan économique se distingue de simple régularisation économique qui porte généralement sur une branche déterminée. Telles sont les mesures qui régularisent le marché ou une industrie quelconque; tels sont les moyens qui régularisent le cours du marché monétaire, etc...

Tant que ces mesures d'intervention ou de direction ne touchent qu'à une partie séparée de l'économie ou à quelque branche déterminée, on est en présence d'une simple *régularisation économique*.

(1) K. MARX : Le capital, T. I, p. 121.

(2) Economie planée, *planwirtschaft* suivant la terminologie russe et allemande.

Lorsque toutes les mesures sont groupées dans un système unique, qui détermine l'administration et le développement de l'économie comme un ensemble prévu et calculé d'avance, on passe de la régularisation à un plan économique.

L'établissement d'un plan économique est nécessaire pour toute organisation centralisée où toutes les branches économiques sont liées ensemble aussi bien dans leurs développements que dans leur dépendance réciproque.

Dans l'économie purement capitaliste, caractérisée par l'anarchie de la production basée sur le marché, le plan économique naturellement fait défaut.

Pourtant les tentatives de régulariser certaines branches de l'industrie se manifestent partout, tant de la part de l'Etat que des groupements privés. La concentration diagonale qui se produit un peu partout et déborde souvent sur les frontières nationales, a une tendance nettement orientée vers le monopole mondial de certaines branches économiques.

Bien que ces groupements soient extrêmement puissants et qu'ils agissent d'après un plan déterminé, ils ne se lient pas avec l'Etat qui seul possède la souveraineté nécessaire pour prendre des mesures systématiques en vue de l'élaboration d'un plan général d'organisation et de gestion économiques.

Plus perfectionné est le système de régularisation de l'économie nationale pratiquée pendant la grande guerre, mais cette subordination de l'économie à un but unique était en contradiction flagrante avec la structure du capitalisme individualiste.

#### **b) Son rôle dans l'économie vitale.**

La condition principale de la possibilité de régler l'économie vitale d'après un plan réside dans l'existence d'une base matérielle puissante.

En effet, pour permettre à l'Etat de régler tous les rouages du mécanisme économique, il faut qu'il possède toutes les industries de la production vitale ainsi que toute la masse des capitaux indispensables.

Un plan ne peut être élaboré que par celui qui a tous les pouvoirs économiques. La prévision rentre dans les attributions de celui qui a la direction de l'affaire.

Le plan économique contient nécessairement les grandes lignes de la politique industrielle et les programmes *maxima* effectivement réalisables dans chaque branche de l'économie vitale.

Les tâches maximales assignées à chaque industrie sont basées



sur les données concrètes de la *conjoncture économique*, puisées dans les indices et les chiffres de contrôle fournis par le service central des statistiques économiques.

Elles impliquent un plan de développement de la production vitale en général, la création de l'outillage y afférant ainsi que les buts techniques à atteindre avec le système de financement et des crédits.

Le plan économique contient, en outre, tous les renseignements concernant l'approvisionnement en matières premières, l'évaluation quantitative des stocks de produits fabriqués et d'objets de consommation, les améliorations de la qualité de la production, l'augmentation de la productivité et du rendement du travail, avec la diminution correspondante des frais généraux, et ainsi de suite.

Le plan industriel est, en quelque sorte, un plan primaire, il est confectionné pour chaque branche d'industrie vitale : industrie du comestible, industrie textile, matériels de construction, industries chimiques, transports, etc...

Les plans industriels sont réunis et coordonnés dans le plan économique suivant leur importance respective dans l'ensemble de l'économie vitale.

Ce plan doit nécessairement se composer des projets d'organisation générale de la production vitale et de développement progressif des industries. Il doit contenir des dispositions concernant l'approvisionnement du pays en objets de consommation, la constitution des stocks de matières premières et des produits fabriqués, avec un plan général de financement des industries vitales et d'organisation rationnelle du travail.

En se plaçant au point de vue de la consommation, seul point de vue qui intéresse la production vitale, le plan économique se divise logiquement en trois parties bien distinctes :

*L'une* qui s'occupe exclusivement de la production pour la *consommation personnelle* de la population.

*L'autre* qui a pour objet la *consommation industrielle*, les matières premières et la consommation reproductive.

Enfin, la *troisième*, qui s'occupe de la « *consommation* » du *capital*, aura les soins de tout ce qui touche aux moyens de production, au capital, à sa formation, à sa distribution, à son développement et à son amortissement.

Tout en se conformant aux dispositions du plan économique général, les organes d'administrations, qui se trouvent à la tête de chaque industrie, régleront les détails de la production et du fonctionnement des industries.

L'étude du budget strictement indispensable à l'existence de

l'homme est le point de départ d'une confection rationnelle du plan économique.

Pour entretenir la base matérielle de l'Homme, il faut lui fournir périodiquement une certaine quantité de chaleur, autrement dit, il lui faut du combustible interne et externe pour entretenir en bon état de marche la machine humaine.

Il lui faut, tout d'abord, une quantité déterminée de différentes matières nutritives : des albuminoïdes, des hydrates de carbone ou des féculs, des corps gras. Mêlées à une proportion déterminée, ces matières fournissent les trois mille calories que l'Homme demande journellement en régime ordinaire (1).

Pour conserver la machine humaine et la préserver des pertes excessives de la chaleur qui peuvent détraquer tout le mécanisme, il lui faut ensuite un vêtement et un logement. Les statistiques des budgets ouvriers fournissent tous les renseignements concernant l'habillement, le logement, le chauffage, l'éclairage, l'ameublement, etc...

On peut encore subdiviser ces budgets en catégories suivant l'âge des individus :

- 1° Le budget de l'enfant;
- 2° Celui de l'adulte en état de travailler;
- 3° Celui du vieillard ou de l'infirme, etc...

La pratique fera créer d'autres subdivisions, d'autres critères de la distinction, en conformité des nécessités du temps et de l'espace.

### c) Plan-perspective.

L'élaboration d'un plan économique, qui réglerait tous les ans la marche des industries vitales, ne suffit pas pour assurer le développement nécessaire de l'économie tout entière. Ce n'est pour ainsi dire que le côté *statique* du problème.

Il est de toute évidence qu'il ne faille point négliger le côté *dynamique*, de voir l'économie vitale à travers le temps et de dresser une *perspective* du développement progressif des industries en coordination parfaite avec la marche générale du progrès universel.

A ce point de vue de l'établissement des jalons économiques dans le temps, le *plan-perspective* apparaît comme un pronostic de degré supérieur.

(1) Tableau de la moyenne journalière :

| Matières alimentaires         | Quantité en grammes | Valeur calorifique | Nombre de calories |
|-------------------------------|---------------------|--------------------|--------------------|
| Albuminoïdes . . . . .        | 120                 | 4,1                | 492                |
| Hydrates de carbone . . . . . | 500                 | 4,1                | 2.050              |
| Corps gras . . . . .          | 50                  | 9,3                | 465                |
| Total . . . . .               |                     |                    | 3.007              |

Est-il besoin de dire que c'est la partie la plus difficile du plan économique.

D'abord, parce qu'il s'agit de prévoir et de coordonner les efforts économiques pour toute une série d'années.

Ensuite, parce qu'il s'agit souvent d'immobiliser des capitaux énormes dans telle ou telle branche ou d'entreprendre d'importants travaux de construction ou d'aménagement.

Enfin, les liens étroits, qui unissent toutes les industries de l'économie vitale, créent un cercle vicieux de développement corrélatif et de dépendance réciproque.

En effet, nous sommes ici en présence d'un de ces phénomènes si fréquent en économie politique où la cause peut être facilement prise pour l'effet et inversement, ou bien que les deux phénomènes servent en même temps et de cause et d'effets pour l'autre subissant ainsi l'influence réciproque.

*Le but du plan-perspective consiste précisément dans la détermination des causes, du caractère et de la vitesse des étapes successives du développement économique ainsi que dans l'établissement de l'équilibre dynamique entre toutes les branches de l'économie vitale.*

En se basant sur les chiffres de contrôle et les indices successifs des plans exécutés, on peut étudier le développement de chaque branche, en particulier, et d'établir les possibilités réelles de leur accroissement, de leur simplification, de leur standardisation dans l'ensemble économique, pour s'élever ensuite à un plan-perspective, fait pour une période déterminée, en parfait accord avec les richesses nationales, avec les possibilités financières, avec les facultés énergétiques et les exigences de la vie courante.

Ces plans-perspectives doivent être tout d'abord établis pour la période de cinq ans, car cette phase quinquennale est en quelque sorte la première étape qui détermine le développement économique immédiat. On peut passer ensuite à des périodes plus étendues, par conséquent à des plans plus généraux, par exemple, 10, 25, 50 années et même davantage.

Un plan quinquennal est à ce point de vue d'une nécessité extrême pour l'économie vitale.

Son élaboration nécessite plusieurs périodes successives allant depuis l'émission des hypothèses jusqu'à l'application d'une perspective économique parfaitement établie.

En commençant par émettre des hypothèses et de les recueillir par les soins du personnel compétent, pour établir des perspectives particulières sur le développement des diverses industries, dans la deuxième étape, on procède au relevé de ses perspectives, à leur critique contradictoire et raisonnée avec tous les chiffres indispensables



ainsi qu'à leur coordination avec les chiffres analogues relevés dans d'autres branches.

On établit, de la sorte, les cadres provisoires d'un plan perspective pour chaque branche de production vitale.

Enfin la dernière opération réunira et coordonnera tous les plans séparés en un seul plan-perspective, préparé pour l'ensemble de l'économie vitale.

L'organe chargé du plan économique sera donc le *vrai patron* qui imprimera le mouvement à tout le mécanisme de l'économie vitale.

C'est lui qui pensera à tout; c'est lui qui veillera à la création, au développement de même qu'à la suppression des industries et de divers organes chargés de direction et d'administration économique.

## § 2. — LA RÉALISATION DE L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

Pour réaliser l'équilibre économique, il faut adapter strictement et exactement la production d'après la consommation finale ou la consommation productive, en tenant également compte des nécessités démographiques et des possibilités énergétiques du travail et du capital.

### a) Équilibre entre la production et la consommation.

On ne peut pas nier que dans la Société purement individualiste, la production tend à s'adapter spontanément aux besoins de consommation.

Toutefois, ceci n'est vrai que théoriquement, même dans l'économie individualiste où l'équilibre n'est pas réalisé d'une façon constante, à cause des erreurs individuelles, en raison d'une certaine inertie des mouvements économiques, par suite de multiples frottements des organes de direction et d'administration, ce qui retarde ou avance l'adaptation économique de la production à la consommation.

Les entrepreneurs qui sont les véritables chefs de l'adaptation et de distribution économiques sous le régime de la liberté de concurrence, mus exclusivement par le profit et le désir de réaliser un chiffre d'affaires de plus en plus fort, font orienter la production de leurs entreprises vers les besoins des personnes en état de payer le plus chèrement possible leur marchandise. Ils pourvoient aux besoins artificiels, souvent malsains ou immoraux, avant que les besoins essentiels de tout le monde aient partout reçus leur complète satisfaction.

En même temps une masse de consommateurs indigents reste,

pour ainsi dire, derrière le poteau à cause de l'insuffisance des moyens pour se procurer, en quantité suffisante, des objets de consommation vitale.

D'autre part, certaines professions sont encombrées, certaines industries poussent comme des champignons sans utilité sociale, tandis que certaines autres sont désertées.

Les prix étant le seul guide des entrepreneurs, ceux-là montent, se maintiennent ou descendent suivant une courbe de l'offre et de la demande, ce qui est normal dans une économie parfaitement libre, correspondant à des besoins variables à l'infini, mais ce mode d'adaptation est inadmissible dans l'économie vitale qui est une économie étatisée.

Il n'y a pas de raison logique, économique ou sociale que les prix des substances physiologiquement nécessaires puisse monter ou descendre, car la capacité des besoins vitaux est limitée et la quantité des substances demandées se rapproche à une époque déterminée à une constante qui se modifie légèrement et uniformément suivant une loi démographique et certaines données d'ordre physique comme le climat, d'ordre physiologique comme la constitution des races et des populations, d'ordre psychologique comme l'état des mœurs ou de civilisation.

Comme les entrepreneurs ne sont pas infaillibles et que l'équilibre économique comporte une équation dont les termes ne peuvent être qu'approximativement calculées d'avance, à cause d'absence d'un plan économique général, ceux-là se trompent assez souvent et s'égarent de la vraie voie socialement indispensable, pour s'engager dans de fausses directions ou dans des directions dont l'utilité ne s'impose pas avec la même nécessité.

Si les crises et les faillites qui s'en suivent, punissent suffisamment l'imprévoyance ou l'incapacité de l'entrepreneur, ces crises ne sont vraiment redoutables que pour les masses de population.

L'existence des crises est normale dans l'économie ordinaire où la liberté apparaît caractérisée par des rythmes de longueur et de compositions diverses, qui se répètent avec une ressemblance plus ou moins parfaite, rythmes à l'intérieur desquels naissent, s'affirment et vivent les entreprises privées.

La lutte économique est accompagnée de violence : c'est la guerre armée entre les entrepreneurs ; le commerce libre a souvent recours à la fraude qui, à son tour, conduit à l'empoisonnement public ; enfin, cette lutte aboutit souvent au monopole privé, c'est-à-dire, à la rançon du consommateur au profit d'un groupe d'entrepreneurs ou de capitalistes.

Si l'on considère ces procédés comme une manifestation natu-

relle de la liberté et de la concurrence, il faut à tout prix en soustraire la production vitale, pour la confier à la direction et au contrôle effectif de la collectivité toute entière.

L'équilibre entre la production et la consommation est déterminé par l'équation des échanges (1). Mais dans l'économie vitale cet équilibre est, pour ainsi dire, réalisé d'avance. L'adaptation de la production à la consommation est effectuée par le plan économique qui renverse les données du problème, en prenant pour le point de départ non pas l'échange, mais l'acte final de consommation.

Le but de l'économie vitale n'est pas de ramener les consommations personnelles au strict nécessaire comme le prétendent faire les écoles égalitaristes. Vouloir les limiter, c'est vouloir la médiocrité individuelle, le découragement de la civilisation, le sacrifice des plus légitimes ou des plus nobles jouissances. La question de la liberté de consommation est liée au fondement même du progrès de la civilisation.

Si une limitation et une réglementation de la consommation est imposée à l'économie vitale, c'est, précisément, parce que la satisfaction préalable des besoins de première nécessité est une condition de cette liberté dans tous les autres domaines de la consommation.

Au sein de l'économie vitale, la production est réglée d'après un type de besoins vitaux qui oscillent autour d'une moyenne — *homo médius* — de chaque catégorie et cette moyenne est prévue dans le plan économique qui réalisent, du moins en théorie, l'équilibre entre la production et la consommation vitale.

### **b) Equilibre entre le travail, la population et la consommation.**

A. Bebel donne un exemple de calculs statistiques où il évalue le travail de la production vitale pour un pays d'une vingtaine de millions d'habitants. Il trouve qu'un quart de cette population, travaillant un mois environ par an, suffit pour produire tout le nécessaire pour toute la population.

Les progrès actuels de l'organisation du travail et de la productivité accrue d'une façon insoupçonnée permettent d'envisager l'avenir d'un œil optimiste et d'examiner les possibilités d'une diminution successive du temps du service obligatoire de travail nécessaire à la production vitale. En effet, tout perfectionnement dans le travail est un bienfait très appréciable puisqu'il permettra, sans toucher aux réserves, de travailler moins, ou bien consommer davantage.

L'équilibre entre la consommation vitale et le travail, nécessaire

---

(1)  $U V + U' V' = P R$ .



pour produire tout ce qui est indispensable à cette consommation, est réalisé par l'existence d'une armée de travail appelée à exécuter le plan économique.

On peut diviser les travailleurs qui contribuent à l'œuvre de la production en deux catégories :

- 1° Les travailleurs directement productifs ;
- 2° Les professions indirectement productives.

L'encombrement des professions de la seconde catégorie qui est un principe nuisible à toute économie quelle qu'elle soit, est surtout funeste dans l'économie vitale où cette charge pèse lourdement sur les épaules des travailleurs de la première catégorie.

L'existence d'un plan économique, qui règle toute la production, avec l'organisation scientifique de l'armée de travail, évitera tous les inconvénients de l'encombrement actuel des professions que déjà les physiocrates qualifiaient de « stériles ».

Pour réaliser l'équilibre parfait entre la production vitale et la consommation, il est, enfin, nécessaire de tenir compte des éléments démographiques.

Il ne s'agit plus de saturer de marchandises le marché et de dire que l'équilibre est réalisé ; il faut satisfaire les besoins vitaux de toute la population, sans autre exception que la bonne volonté des consommateurs.

Il est vrai que tout homme venant au monde apporte une bouche et deux bras. Mais il est aussi vrai que la bouche commence à fonctionner tout de suite, tandis que les bras ne se mettront à rapporter que quinze ou vingt ans après (1). Aussi même dans l'ordre naturel des choses la consommation devance de beaucoup la production.

La question redoutable se pose, si la production vitale ne se trouverait limitée par la loi du rendement non proportionnel.

Malthus en formule les craintes avec une force singulière en posant ce qu'il appelle *le principe de population*.

Sous une forme mathématique d'une progression géométrique de l'accroissement de la population et d'une progression arithmétique d'augmentation du volume des moyens de subsistance, il conclut à un danger mortel qui en résulte pour l'Humanité.

Sans entrer dans le vif d'un sujet aussi douloureux, il suffit de dire, que l'Humanité, dans son ensemble, contient en soi des limites d'accroissement excessif de la population. Elle a, en quelque sorte, une soupape de sûreté sous forme de *civilisation*.

Les hauteurs de la civilisation amènent, en effet, inévitablement

---

(1) CH. GIDE : Cours d'économie politique, T. II, p. 562.

une stagnation et même la dépopulation, ce qui est aujourd'hui un fait incontestable confirmé par les statistiques.

Parmi les causes sociales du ralentissement de natalité, il faut placer au premier rang l'émancipation moderne de la femme avec les possibilités de limitation volontaire, devenue dans certains pays d'une facilité extrême (1).

Bien que le principe formulé par Malthus pose un problème d'une extrême gravité les progrès de toute nature, et notamment la révolution chimique dont nous avons parlé, seront en mesure d'enrayer les effets redoutables de la loi du rendement moins que proportionnel en fonction de la population.

Dans tous les cas, on peut affirmer avec une certitude, que pour l'ensemble de l'Humanité l'équilibre entre la production et la consommation vitale ne sera jamais rompu, à moins d'une catastrophe cosmique.

### Sect. III. — LE RÔLE DU BIÉCONOMISME DANS LE SYSTÈME DE DISTRIBUTION

La distribution économique est le partage des biens entre les hommes, c'est-à-dire, la détermination de la part individuelle de chacun dans le produit social.

Il y a à proprement parler deux aspects bien différents de la répartition économique.

1° Le côté *subjectif* et,

2° L'aspect *objectif*.

Le côté subjectif du problème, c'est la distribution envisagée au point de vue de l'organisateur industriel, de l'entrepreneur. C'est aussi le point de vue purement économique qui s'occupe de la technique de la répartition au sein d'une entreprise : le prix du loyer du capital, du travail, le prix de la rémunération des propriétaires fonciers, prix des biens et des services qui rentrent dans l'ensemble des entreprises, etc...

Le côté objectif de la répartition est beaucoup plus vaste, c'est plutôt l'aspect social du problème. C'est la distribution de la masse des biens et des services entre divers groupes participant, plus ou moins efficacement, au processus économique. En effet, plusieurs groupes y ont collaboré : le groupe des *entrepreneurs*, le groupe des *travailleurs*, et celui des *propriétaires* de capitaux ou des terres. Une part de revenu social revient à chaque groupe.

---

(1) Notamment en Russie Soviétique, ce qui d'ailleurs n'a pas supprimé l'accroissement constant de sa population.

La question de distribution (1) soulève toujours dans l'esprit des hommes une question de justice, d'autant plus, que la répartition des biens et des revenus, qui s'établit d'après les bases actuelles, est loin de donner satisfaction à ce sentiment naturel et légitime du cœur humain.

Or, la répartition actuelle qui procure à ceux qui détiennent les capitaux considérables, des revenus, leur permettant de vivre dans le luxe et l'oisiveté, *n'assure pas à tous les hommes les moyens de satisfaire leurs besoins les plus essentiels.*

Toute les conséquences de l'inégalité économique ne suffiront pourtant point à la faire condamner, car la *vraie question* n'est pas celle, *si les uns ont plus que les autres, mais de savoir ce qui a été pris aux autres.*

L'inégalité économique entre les hommes est devenue de plus en plus insupportable, au fur et à mesure que toutes les autres inégalités, qui les distinguaient, tombaient l'une après l'autre.

Les lois ont réalisé l'égalité civile. Le suffrage universel a conféré l'égalité politique. La diffusion croissante de l'instruction tend de plus en plus à faire régner une sorte d'égalité intellectuelle. Seule l'inégalité des richesses demeure et même s'accroît davantage. Faut-il supprimer cette inégalité économique ?

On dit, on a maintes fois proclamé que les hommes naissent égaux. Et pourtant, c'est là une proposition la plus inexacte qu'ait jamais été formulée.

On a voulu probablement dire que les hommes étaient congénaires, semblables par les organes de leurs corps, par leurs facultés intellectuelles et morales.

En effet, soumis aux besoins qui se ressemblent, ils sont sujets aux mêmes maladies, aux mêmes agitations, aux mêmes erreurs et aux mêmes faiblesses. Comme ils sont doués de la même volonté pour agir et de la même raison pour se conduire. Ils sont semblables.

Dans une certaine mesure ils sont semblables au même titre que les moutons d'un même troupeau, des abeilles d'un même essaim, des oiseaux d'une même volée.

Mais ils ne sont pas égaux par leurs qualités physiques, ni par leurs qualités morales, ni intellectuelles. Il est permis de douter que depuis qu'il y a des hommes sur la terre, il s'en soit jamais rencontré deux absolument égaux (2).

L'égalité économique est le point vers lequel tendent la plupart

(1) Problème d'attribution — *zurechnung* — terme équivalant des économistes allemands.

(2) COURCELLE-SENEUIL : Société moderne, p. 31.



des doctrines économiques. Mais l'égalité parfaite est une chose irréalisable, car elle ne peut être appliquée qu'aux hommes parfaitement égaux.

### § 1. — LE RÉGIME DE LA DISTRIBUTION BIÉCONOMISTE

Si les hommes son inégaux ; ils n'en sont pas moins doués de qualités communes, bien que variables à l'infini en force, en degré, en capacité.

D'autre part, il est facile de relever dans cette variété un certain minimum d'uniformité, de constance et d'égalité.

Dans cette multitude de différences, de nuances, de divergences, de différenciations, de particularités, et de déviations, il y a chez l'homme certaines qualités fondamentales, un ensemble de besoins immuables, communs aux hommes de tous les pays, de toutes les races, de tous les climats et de toutes les conditions, sans parler de la moyenne qui existe pour chaque population, ou pour chaque région.

*Ce n'est qu'en se basant sur cette moyenne que l'économiste doit penser établir l'égalité économique.* C'est là le but de la distribution biéconomiste qui cherche à établir l'égalité parfaite au sein de l'économie vitale, tout en laissant la liberté dans la distribution ordinaire.

Dans l'ordre social l'inégalité, bien loin d'être un mal, est un phénomène d'ordre naturel qui se manifeste en dehors de l'économie vitale.

Bien plus, l'inégalité économique est la condition même du progrès et de la perfection économique.

La seule égalité que la collectivité humaine puisse réaliser c'est *l'égalité dans la médiocrité*, l'égalité des hommes moyens. Or, c'est précisément le cas de l'économie vitale qui a pour base cette « médiocrité économique ».

#### a) Systèmes de distribution.

En prenant pour critérium le niveau de répartition économique individuelle on peut ranger tous les systèmes de distribution en trois grandes catégories :

- 1° Le système *individualiste* ou des inégalités économiques ;
- 2° Les systèmes *égalitaristes* des socialistes et des communistes ;
- 3° Les systèmes *mixtes* ou ceux qui veulent réaliser la justice distributive dans les inégalités.

Dans le système individualiste la répartition des revenus se fait au moment même de la production, par les soins de l'entrepreneur privé qui s'attribue le profit, en donnant un salaire au travail, de

même qu'une rémunération à la propriété du capital et du milieu physique.

L'individualisme fait tout par l'initiative privée et ne souffre aucune intervention de la collectivité. Le « laisser faire » règne dans la répartition aussi bien que dans la production.

Les systèmes égalitaristes ont pour but d'établir l'égalité de fait. Il y a deux sortes d'égalité quant à sa *substance* :

1° *L'égalité arithmétique* ;

2° *L'égalité proportionnelle*.

L'égalité arithmétique, comme le nom l'indique, consiste dans la division du stock des jouissances par le nombre d'individus, de même que dans la distribution égale du travail à fournir entre tous les hommes capables de travailler. La part des jouissances et la participation au travail comme étant strictement égales à celles de tous les autres.

Quant à l'égalité proportionnelle, celle-ci se résume bien dans la formule communiste célèbre : « *de chacun suivant ses forces, à chacun suivant ses besoins* ».

L'égalité distributive revêt plusieurs *modalités* dont les plus typiques sont :

1° Le *partagisme* ;

2° L'*appropriationisme* ;

3° Le *collectivisme* et

4° Le *communisme*.

Le *partagisme* est le procédé typique pour réaliser l'égalité dans les moyens de production, c'est le partage des moyens de production, partage méthodique du capital pour faire de chacun, d'une façon égale, le producteur autonome.

L'*appropriationisme*, c'est le *partagisme* adapté aux conditions très diverses des entreprises de production suivant la formule : « la mine aux mineurs, l'usine à l'ouvrier, le champ à l'agriculteur ».

Le *collectivisme* se ramène à faire de chacun copropriétaire de toutes les sources et moyens de production. Le *collectivisme* supprime la propriété individuelle pour n'admettre que la propriété indivise de tous les membres de la société, la propriété sociale.

Par contre, du côté de la répartition, chacun conserve le droit de disposer des produits de son travail. Cette distribution se fait suivant la formule consacrée : « *à chacun suivant son travail* ».

Enfin le *communisme* prétend supprimer la propriété privée tant dans la production que dans la distribution économique et d'établir ce qu'on appelle « la prise au tas ».

Si, au point de vue de la nature de l'égalité économique, l'égalité arithmétique séduit par sa simplicité et la justice, et le mode collectiviste par sa logique, ces systèmes ne peuvent jamais être réalisés inté-

géralement, puisqu'ils tendent à engloutir l'individu dans la mer sociale et à le transformer en un simple rouage de la collectivité. Ils veulent réaliser une parfaite égalité là, où cette égalité est irréalisable.

Les systèmes mixtes de distribution économique aspirent à réaliser une égalité économique, tout en tenant compte des inégalités de toute sorte.

1° Le *solidarisme* prêche l'égalité économique et la coopération libre de toute l'Humanité, entendant se substituer petit à petit au régime capitaliste. La distribution coopératiste se fait conformément aux apports en capital ou en travail, en tenant compte du volume des consommations personnelles de chacun.

2° La *distribution biéconomiste* réalise l'égalité économique parfaite, tant dans la production, que dans la distribution, mais là seulement où il est vraiment possible de l'appliquer rigoureusement.

*La répartition dans l'économie vitale est strictement égalitaire, aussi bien dans la distribution du travail que dans celle des produits fabriqués. C'est l'application pure et simple de l'égalité arithmétique, puisque tous les hommes sont presque mathématiquement égaux quant à leurs besoins vitaux.*

Par contre, *la liberté de répartition suivant les modes individualistes règne dans l'économie ordinaire* où les inégalités économiques se conservent ou s'accroissent selon le libre jeu des initiatives privées.

Si la collectivité est responsable du défaut de justice économique élémentaire, si celle-là est obligée de prendre entre ses mains la direction de l'économie vitale, pour assurer équitablement les besoins essentiels de tous ses membres, elle ne saurait être obligée de subvenir au-delà des besoins vitaux, pour satisfaire toute la gamme des fantaisies humaines.

La répartition au sein de l'économie vitale a besoin d'être soustraite entièrement à la puissance des richesses accumulées entre les mains des particuliers, puissance qu'il serait puéril de méconnaître; cette puissance fausse complètement le mécanisme de répartition équitable, socialement indispensable et rationnellement seule réalisable.

Il y a cependant, une limite à l'ingérence de la collectivité et c'est l'économie vitale qui limite l'intervention économique de la collectivité. Sur quoi, en effet, pourra raisonnablement compter l'individu qui vient au monde où les places, il est vrai, sont déjà prises ? — Mais sur ce que son existence lui soit assurée, que sa vie, sa santé soit sauvegardées, qu'un minimum d'éducation exigée par l'Etat de civilisation lui soit donnée, pas davantage !

*Mais tout ceci doit lui être assuré; cela est exigé par la justice sociale élémentaire; autrement, la procréation doit être rigoureusement prohibée.*



*Le reste dépendra de ses qualités physiques et morales, de ses capacités personnelles ou des mérites familiaux, des privilèges d'hérédité ou de propriété qui lui assureraient une « rente » sur les autres.*

Comme le régime du salariat libre est impuissant de réaliser cette justice élémentaire, il ne reste pour la collectivité qu'un seul moyen, c'est d'intervenir directement dans la production et dans la distribution vitale, de la diriger et de l'organiser de la façon à donner satisfaction à tous les besoins essentiels de tous.

Comme tout le monde travaille, quoique temporairement, dans la production vitale, c'est à tout le monde que revient le droit de participer au partage égal des produits communs.

### **b) Régime juridique.**

*Forma dat esse rei.* Les règles juridiques forment une charpente solide, résistante, une sorte de squelette des sociétés civilisées. Les bases juridiques de l'ordre économique et social sont différentes suivant qu'il s'agit de la répartition ordinaire ou de la distribution vitale.

Les principes qui dominent l'économie ordinaire sont au nombre de trois :

- 1° La liberté des conventions basée sur la propriété privée ;
- 2° La liberté du travail et de l'industrie ;
- 3° La liberté de consommations.

La supériorité économique de la liberté sur le régime de réglementation oppressive, celle de propriété privée sur la propriété communiste, est incontestable. Mais cette liberté ne doit pas se retourner contre l'Humanité et se déguiser en une sorte d'esclavage perpétuel.

Les limites naturelles de cette liberté économique commencent là où finissent les cadres de l'économie vitale.

En effet, les cadres de l'économie vitale limitent une sorte d'association foncière, formée en vue de satisfaction des besoins essentiels de ses membres. C'est une société universelle dont les associés sont obligatoirement assujettis à fournir un apport en travail. En revanche, ils ont le droit à des bons de consommation qui puissent satisfaire leurs besoins vitaux. C'est une sorte d'« action de travail » munie de coupons de « consommation vitale ».

Le dividende de ses « actions » est de nature spéciale. Le revenu de ses « actions » est consommable par premier usage, sans aucune capitalisation possible, sauf la constitution directe du capital social sous forme des moyens et des instruments de production.

Dans l'économie vitale il ne peut pas y avoir d'accumulation individuelle de revenu, car la répartition se fait au fur et à mesure des besoins quotidiens.

La part de chaque associé de cette association forcée représente une *créance alimentaire contre la collectivité*. Par conséquent, cette créance est incessible, insaisissable et incompensable comme toute créance de cette nature. L'associé ne pourra jamais demander le capital, qui lui reviendrait, mais de jouir simplement des revenus du capital engagé dans la production vitale.

Le droit de propriété privée, avec son attribut essentiel qu'est l'hérédité, a ses avantages et ses inconvénients économiques et sociaux. Sans entrer dans les détails de cette question d'importance extrême, on peut dire, que la division biéconomiste réalise les avantages que le droit de propriété avec la liberté des conventions présente pour la société, tout en supprimant ses inconvénients fâcheux.

Les biens de l'économie vitale ne sont pas susceptibles d'appropriation; ce sont des biens *hors du commerce*, soustraits à la liberté des conventions. D'ailleurs, c'est le seul moyen juridique de supprimer les inconvénients du régime individualiste et de réaliser l'égalité juridique et l'égalité économique au sein de l'économie vitale, tout en laissant au libre jeu de la concurrence et de l'initiative privée, le fonctionnement de la répartition économique ordinaire.

## § 2. — LES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE LA DISTRIBUTION BIÉCONOMISTE

Il est impossible, à l'heure actuelle, de donner un tableau complet des répercussions économiques et sociales de la distribution biéconomiste. Cependant, certaines questions importantes se trouvent résolues d'avance par le triomphe du système biéconomiste.

### a) Dans l'ordre économique.

Depuis K. Marx toutes les doctrines socialistes dénoncent le *dé-faut de concordance qui existe entre le mode de production et le mode d'appropriation*. Le mode de production est devenu *collectif* par le fait du développement de l'industrie monstre et l'entassement forcé des travailleurs dans les ateliers modernes, tandis que le mode de répartition reste sur la base purement individualiste.

Cette argumentation a beaucoup de valeur rationnelle. L'homme est, en effet, un animal sociable. Il est soumis dans ces besoins vitaux à une loi égalitariste inéluctable. La production vitale devient plus collective que jamais par l'intervention directe de la collectivité et l'obligation universelle au travail, elle concorde parfaitement avec le mode d'appropriation et de répartition de l'économie vitale.

*Le régime individualiste du salariat*, critiqué depuis très long-

temps, est impuissant de réaliser la justice élémentaire. *Il n'arrive pas à faire vivre régulièrement tous les membres de la Société.*

Il serait, pourtant, irrationnel de supprimer ce régime dans l'économie ordinaire, car la volonté collective n'a pas le droit d'intervenir dans le domaine de la liberté économique et sociale que pour *compléter et corriger l'œuvre de la nature* (1).

En effet, sous le régime de pure individualisme trouve son application la fameuse « loi d'airain », formulée par Ricardo et baptisée par Ferdinand Lassale, loi *naturelle et*, par cela même, *amorale*.

Avec l'économie vitale la masse populaire se trouve sauvegardée des conséquences funestes des lois économiques naturelles.

Il est vrai que cette économie n'assure, en principe, que le strict nécessaire pour l'existence de tous, en échange du travail fourni par chaque membre de la collectivité, mais, en revanche, chaque individu conserve sa pleine liberté d'action au sein de l'économie ordinaire.

S'il ne fait rien, il n'a, en toute justice, que s'en prendre à lui-même.

L'Etat essaie de parer aux inconvénients de la loi de l'offre et de la demande en matière de travail considéré comme une marchandise. Il s'arroge le droit de fixer un *salaire minimum*, au-dessous duquel les employeurs n'auraient pas la possibilité de descendre dans l'emploi de leur main-d'œuvre.

Or, cette intervention, dictée par des considérations politico-sociales, est *anti-économique*, en même temps *antijuridique*.

*Ce n'est qu'en prenant entre ses mains la direction effective des industries, que l'Etat peut s'imposer à soi-même le principe du salaire minimum.*

Dans le système de distribution biéconomiste le droit au salaire minimum se transforme en un droit au minimum d'existence, en droit de vivre et de satisfaire ses besoins vitaux : *le minimum vital remplace ainsi le minimum de salaire.*

### **b) Dans l'ordre social.**

D'autre part, le régime biéconomiste amène inévitablement une amélioration sensible des conditions du travail dans l'économie ordinaire. A la grande joie des Fourieristes, le travail deviendra beaucoup plus attrayant qu'aujourd'hui, car les entrepreneurs auront tout intérêt *d'améliorer les conditions du travail, et ceci sans intervention législative.*

En effet, le travailleur assuré dans sa journée de demain peut

---

(1) Corrigendi vel supplendi causa.



librement discuter le contrat de travail, n'étant pas obligé de gagner sa vie.

*La lutte entre le capital et le travail* sera atténuée d'une façon extrêmement favorable à l'ouvrier. Dans les conflits entre le travail et le capital, l'existence des ouvriers ne sera plus compromise.

L'influence funeste des coalitions et des grèves sur la condition des masses ouvrières sera anéantie complètement, parce que l'économie vitale sera soustraite aux agitations sociales qui déchirent le monde actuel.

La lutte des classes, proclamée par la plupart des écoles, comme une sorte de *panacée sociale*, comporte comme toute guerre, des pertes inutiles d'énergie créatrice et compromet, pendant la période de victoires de l'une des parties, la santé et la vie de l'autre.

On peut être partisan ou adversaire de la guerre des classes, mais on ne peut pas nier que cette lutte a, depuis un siècle, contribué pour beaucoup à l'amélioration de la condition ainsi qu'à l'éducation politique, économique et sociale du prolétariat.

S'il y a certains avantages de la lutte des classes pour l'ouvrier, cette lutte n'est autre chose que l'expression de la liberté dans le système biéconomiste.

D'ailleurs, cette lutte est rigoureusement éliminée du domaine de l'économie vitale, précisément là, où ses conséquences sont le plus à redouter.

Les inégalités de répartition individualiste créent, comme corollaire naturel, la concentration des richesses, l'existence des oisifs en haut et des pauvres et des indigents au bas de l'échelle sociale. Le biéconomisme supprime radicalement les deux maux qui affligent actuellement l'Humanité. Des oisifs, il n'en aura plus parce que tout le monde, du moins temporairement, est soumis au travail obligatoire. Des indigents, des pauvres, tout cela disparaît, car les besoins essentiels de tous seront assurés et régulièrement satisfaits.

Certaines écoles mettent sur leurs drapeaux le mot d'ordre d'une haute portée morale, en prétendant de *supprimer l'exploitation économique de l'Homme par l'Homme*.

Or, cette « exploitation » n'est que l'expression de la concurrence et de la liberté économique. Elle ne pourra être éliminée que du domaine de l'économie vitale, où elle heurte le sentiment le plus élémentaire de justice, en compromettant l'existence même de l'homme, sa santé, sa vie.

En effet, l'homme ne deviendra vraiment libre que lorsqu'il sera assuré, au moins dans le minimum de satisfactions qui lui sont indispensables; ce n'est qu'alors seulement qu'il pourra dire : « je travaille si je veux » et de subir *volontairement* toute « exploitation ».

Le régime de liberté et de concurrence est un régime le plus favorable au développement des forces latentes de l'Humanité. Si l'intervention directe, de la collectivité dans l'économie vitale est d'une nécessité absolue, la liberté naturelle et le libre jeu des ententes particulières est la meilleure chose pour donner la vraie direction à la marche de la civilisation, sans la préjuger, sans la déterminer d'une manière arbitraire.

Il y a donc deux économies, deux systèmes différents de production et de répartition, deux grandes branches économiques, dont l'action est parallèle et non supplétive.

Le but de la production primaire est de constituer un fonds nécessaire pour assurer l'existence de tous, en quelque sorte, *un fonds vital*, un réservoir de biens de première nécessité. Ce n'est qu'après avoir constitué ce fonds indispensable que la collectivité se sentira à l'abri de toutes les éventualités et permettra l'existence de l'anarchie naturelle des intérêts privés, basés sur le libre choix entre le plaisir et la peine.

---

## TROISIÈME PARTIE

### Voies de réalisation

---

Le domaine économique est immense. Il suffit seulement de poser des jalons pour laisser à l'avenir la détermination exacte des possibilités immédiates ou médiate des applications pratiques de la théorie et de la technique biéconomiste.

Cependant, un exposé préalable des précédents économiques et sociaux est indispensable pour faire mieux ressortir les cadres des voies de réalisation du système biéconomiste. *Les institutions d'aujourd'hui contiennent les germes des institutions de demain.* Toutes les institutions futures se retrouvent au moins dans un état embryonnaire dans les institutions actuelles, souvent sous une forme méconnaissable. Mais il arrive un jour où une certaine institution prend, d'un seul coup, un développement inouï, un essor inattendu ; elle s'empare des esprits de tout le monde, elle envahit tous les domaines et triomphe finalement dans les formules consacrées.

---



## CHAPITRE PREMIER

### *Les germes du biéconomisme*

---

Au point de vue des précédents d'ordre général, li est intéressant d'opérer quelques rapprochements de l'économie vitale avec l'intervention directe ou indirecte de l'Etat dans la réglementation économique, tendant à assurer un minimum d'existence, avec les aptitudes générales de l'Etat en matière économique, de même qu'avec les institutions d'assistance et de prévoyance sociale, qui contiennent en germe cette idée fondamentale, que tout Homme doit être assuré dans son existence par la collectivité.

Plus particulièrement sont intéressantes, à ce point de vue, les expériences de régularisation économique de la grande guerre, celles de la Russie soviétique, enfin celle qui touche de près la matière du service obligatoire de travail.

#### Sect. I. — LES INSTITUTIONS TENDANT A ASSURER L'EXISTENCE

Parmi les précédents d'ordre général, il faut mettre en tête de la liste toutes les institutions d'assistance et de prévoyance sociale.

En second lieu viennent les institutions qui tendent à créer un certain minimum vital protégé par l'Etat.

Les aptitudes générales de l'Etat comme entrepreneur dirigeant des industries, procurant du travail ou imposant certains services, viennent ensuite confirmer la possibilité de l'existence séparée de l'économie vitale.

#### § 1. — L'ASSISTANCE ET LA PRÉVOYANCE SOCIALE

La plupart des institutions sociales des temps modernes tend au même but : assurer la sécurité économique des masses de population.

Au temps où la question sociale a été mise à l'ordre du jour, on a vu apparaître les institutions de charité publique à côté de la bienfaisance privée notoirement insuffisante pour combattre la misère sociale.

A côté de cela, la société a cru devoir imposer aux individus certaines obligations ou bien exercer certaines pressions sur les volontés

individuelles, afin de provoquer la prévoyance ou bien se substituer complètement à la prévoyance individuelle.

### a) Institutions d'assistance et de prévoyance.

Les institutions d'assistance et de prévoyance sociale tendent de plus en plus à se substituer à la charité et à la prévoyance individuelle.

L'épargne, la bienfaisance privée et l'assurance individuelle, n'arrivent pas à supprimer le paupérisme et la misère.

Pour combler cette lacune de l'organisation sociale, l'Etat est intervenu, à peu près partout, pour *protéger les masses contre la misère actuelle ou future* avec les institutions d'assistance publique et des assurances sociales.

**1. Le rôle actuel de l'assistance sociale** — L'assistance implique un état de pauvreté, d'indigence, de misère, caractérisé par l'insuffisance ou absence ordinaire des moyens de vivre, par le défaut de concordance entre le revenu et le coût de la vie, la situation d'un homme auquel font défaut les ressources nécessaires à la satisfaction suffisante des besoins essentiels.

C'est à l'assistance, à l'heure actuelle, qu'il appartient principalement de porter remède à l'indigence individuelle et même collective, en fournissant à ceux qui en sont victimes, les ressources indispensables qui leur permettront de vivre et d'attendre la possibilité de gagner sa vie.

Dans les sociétés civilisées on ne peut pas, en effet, laisser sciemment un être humain mourir de faim. Le législateur révolutionnaire proclame même, que « les secours publics sont une dette sacrée ».

L'assistance est la corde jetée aux submergés qui ne peuvent pas nager (1). Cette institution cherche surtout un remède aux souffrances physiques et morales des indigents et ne demande rien à l'assisté. En effet, en admettant même que certains indigents puissent être reprochés, leur imprévoyance ne saurait constituer un délit punissable de la peine de mort. Aussi dans la plupart des pays civilisés l'assistance devient une obligation sociale inscrite dans la loi.

Les causes de l'état d'indigence peuvent être groupées en cinq catégories (2) :

1° *Le jeune âge* depuis la naissance qui est, on peut dire, la cause naturelle de l'indigence de tout Homme ; c'est l'âge improductif, l'âge destructif d'utilités économiques, par excellence ;

2° *L'invalidité permanente*, provenant normalement de la vieil-

(1) CH. GIDE : Institutions de progrès social, p. 470.

(2) CH. BROUILHET : Principes d'économie politique, p. 193.

lesse ou anormalement d'un état de santé prématurément compromis ;

3° *L'indigence des adultes* est un phénomène foncièrement anormal, *résultat flagrant des défaut de l'organisation économique et sociale* ;

4° *Les indigents antisociaux* sont des criminels, délinquants, vagabonds, prostituées et généralement tous les déchets de la machine sociale.

5° Enfin, il faut toujours s'attendre à des catastrophes générales : inondations, tremblements de terre, grands incendies, troubles, guerres qui peuvent, d'un jour à l'autre, condamner à l'indigence des populations entières.

D'ailleurs, l'indigence étant un fait individuel, par sa répétition, sa perpétuité devient un fait social sous le nom de paupérisme.

L'assistance publique est organisée dans tous les pays civilisés pour combattre le mal et suppléer à la charité privée par trop insuffisante.

En Angleterre, l'organisation de l'assistance légale fonctionne depuis longtemps ; régularisée et complétée ensuite par la « loi des pauvres », *poor law*, le système d'assistance institue des conditions particulièrement larges surtout au profit des vieillards.

L'Allemagne, où fonctionne également l'assistance légale au profit des indigents valides, la pratique aujourd'hui à grande échelle.

En France, le droit à l'assistance est reconnu en faveur de certaines catégories de personnes : les enfants trouvés, les aliénés, les malades indigents, les vieillards, infirmes et incurables, les femmes enceintes, les familles nombreuses privées de ressources.

Il en est de même dans d'autres pays où l'assistance a pris une importance considérable (1).

**2. Les assurances sociales** — L'institution des assurances sociales est une des étapes les plus considérables parcourues jusqu'ici dans la voie du progrès social.

Dans une société organisée dont la loi est le Travail, il est nécessaire de garantir le salarié contre les risques qui menacent son activité productrice, *risques professionnels, risques sociaux*.

Comme toute assurance, l'institution des assurances sociales est une institution qui ne prévient les maux, mais fonctionne de façon à repérer le dommage qui en résulterait.

Le risque professionnel soumis à la réglementation des accidents du travail est mis à la charge du patron. C'est lui qui a la responsabilité du risque professionnel que court l'ouvrier, c'est-à-dire, des acci-

(1) Dans les pays civilisés la moyenne des assistés est de cinq pour cent de population.



dents qui peuvent lui survenir par le fait où à l'occasion du travail professionnel.

Conçue dans le milieu trépidant de l'outillage mécanique moderne, la notion du risque professionnel n'est pas restée limitée aux seuls effets de la mise en œuvre des forces inanimées et brutales. Les législateurs en ont étendu l'application à tout le domaine du travail.

Mais en dehors du risque professionnel, il y a *risque social*, risque résultant de l'organisation social. En effet, avant tout, il faut couvrir ceux qui n'ont que les bras pour vivre, des éventualités susceptibles de porter atteinte à leur capacité de travail et secourir ceux qui ne peuvent plus se procurer les moyens d'existence.

De ces éventualités, la première, la plus commune et la plus fréquente, est la *maladie* qui surprend la famille ouvrière, désorganise son budget et menace son existence.

En second lieu vient l'*invalidité*, qui comprend à la fois la maladie prolongée et l'infirmité et qui ronge les individus atteints dans la catégorie des « déchets de la société ».

De même que l'invalidité proprement dite, la *vieillesse* prive le travailleur des forces nécessaires pour subvenir, par ses propres moyens, à ses besoins et à ceux de sa famille. En effet, il arrive toujours un âge où tout le monde devient invalide.

À la maladie, à l'invalidité et à la vieillesse, risques inhérents à toute organisation économique et sociale, il faut ajouter le quatrième risque résultant spécifiquement du régime du capitalisme individualiste, c'est le *chômage*. Le chômage est l'état du salarié sans emploi par manque involontaire de travail.

Comme les autres risques, le chômage entraîne la cessation du travail nécessaire à l'existence de l'individu et de son foyer.

Le phénomène du chômage est un risque le plus illogique du monde, parce que l'ouvrier chômeur est parfaitement valide et en état de travailler.

Si, par conséquent, l'ouvrier se trouve dans l'impossibilité matérielle de travailler pour vivre, alors qu'il le peut physiquement, c'est qu'il y a défaut d'organisation économique et sociale. Le chômage est une calamité publique, il présente un caractère de force majeure qui frappe des victimes irresponsables.

Si l'on examine les statistiques, on constate tout de suite que le chômage est un phénomène constant dont la moyenne accroit parfois *démesurément* au moment des crises économiques.

Les chiffres deviennent de plus en plus inquiétants depuis la grande guerre et la révolution russe qui ont bouleversé le monde. Il suffit de dire que pour certains pays ce phénomène devient un véri-

table désastre avec toutes les conséquences économiques, sociales, politiques, etc...

Les assurances sociales couvrent encore le risque de *maternité*, parce que cette « maladie particulière » qui rend vraiment *faible* le sexe féminin, mérite une sollicitude non moins grande, car de cette « maladie » dépend l'avenir des races.

Enfin, aux risques énumérés, il faut ajouter une *assurance-décès* qui consiste dans le versement d'un certain capital aux ayants-droit du défunt.

Le législateur est intervenu à peu près partout pour organiser les services publics et la caisse d'assurances sociales pour couvrir la totalité ou la partie des risques énumérés.

L'Allemagne a déjà un demi-siècle d'expérience en cette matière (1).

Avant tout cette institution repose sur le *principe de l'obligation*. D'ailleurs dans tous les pays, toutes les lois sociales postérieures à la guerre ont un caractère obligatoire. Elles impliquent un effort et une contribution commune.

A ce point de vue, il est intéressant de citer le Portugal où l'assurance comprend toutes les personnes dont le revenu est inférieur à un certain chiffre, et la Suède où l'assurance est devenue nationale, puisque le législateur en a étendu le bénéfice à toute la population, sans condition de revenu ou quelqu'en soit la source (2).

En France, une loi récente, a introduit les assurances sociales pour couvrir largement la plupart des risques sociaux (3).

Cependant, il faut reconnaître que la législation sociale la plus avancée est celle de la Russie Soviétique où la « Socz-Strack » (4) couvre tous les risques sociaux, du moins en théorie.

## **b) Inconvénients des formes actuelles d'assistance et de prévoyance**

Laissant de côté la charité et la bienfaisance privée, qui se charge d'une façon incomplète à remédier aux imperfections de l'ordre économique et social, les institutions d'assistance publique et de prévoyance sociale n'arrivent pas à combattre le mal à la racine.

### **1. Les inconvénients de l'assistance** — Sans contester l'utilité de

(1) La législation allemande a été codifiée en juillet 1911, dans le code impérial des assurances sociales. Mais la première loi ainsi codifiée, celle qui a institué l'assurance obligatoire contre la maladie — *Krankenasse* — est du 15 juin 1883.

(2) C. CHAUVEAU : Les assurances sociales, p. 37.

(3) Loi du 5 Avril 1928 complétée par la loi du 30 Avril 1930.

(4) Les assurances sociales.

l'assistance à l'heure actuelle et dans l'état actuel de l'organisation économique, il est pourtant vrai de dire, qu'en général cette institution ne peut servir que de *palliatif*, car le remède consiste dans la possibilité d'écarter les causes principales de l'indigence.

Il faut, pourtant, par avance, réfuter l'argument des individualistes que l'assistance contrarie les heureux effets de la sélection naturelle qui tend à éliminer les faibles, les infirmes, les incapables et généralement tous les éléments inférieurs de la société, car ceux-ci ne sont la plupart du temps que le résultat de l'organisation économique et sociale actuelle.

Sans doute, l'assistance encourage la paresse et l'imprévoyance, elle n'est pas non plus un stimulant bien fort pour le travail, elle constitue une prime directe au mariage imprévoyant et à la multiplication de la population sans ressources régulières pour élever, de nombreux enfants. Elle grève la population active en lui imposant de lourdes charges par les prélèvements que l'Etat opère au profit des indigents qui constituent véritablement le *poids mort de la société*.

Cependant, l'assistance légale trouve sa base et sa justification dans la mauvaise organisation économique et sociale et notamment dans le régime défectueux de la propriété. Le devoir social d'assistance continue une simple réparation d'une injustice dont la société est tenue pour responsable, tout au moins, partiellement.

L'assistance obligatoire ne confère pas à l'indigent le droit de réclamer des secours, mais en fait ce droit existe, du moment que l'assisté remplit les conditions exigées par l'Administration. C'est une sorte de créance que l'indigent a contre la Société et celle-ci est obligée de régler cette créance par la nécessité de parer aux imperfections du régime économique et social.

S'il y a des fainéants par profession, par goût ou par amour-propre, s'il y a des faibles qui n'apportent pas dans la conduite de leur vie l'effort ou la régularité nécessaire pour se suffire, pour vaincre ses propres faiblesses, s'il y en a qui ont compromis leur existence, leur santé par des excès et l'imprévoyance flagrante, la responsabilité de la société ne s'en trouve pas moins engagée, car la cause principale de ces irrégularités réside, la plupart du temps, dans le défaut d'organisation convenable, dans l'absence d'éducation appropriée et d'entraînement de la jeunesse.

Mais la reconnaissance à l'assisté du droit véritable contre la société aboutirait à rien moins qu'à dénier toute responsabilité individuelle et à donner à l'indigent un privilège de prélèvement sur la partie laborieuse de la Société. Ce « droit de reprise » établirait une sorte de « parasitisme à l'envers ».

En effet, *l'assistance est un prélèvement sur le travail d'autrui*;



*elle n'est justifiée, dans une bonne organisation économique et sociale, que pour les malades et infirmes; car personne n'assiste les habitants de notre planète, personne ne vient au secours du genre humain, personne ne lui fournit des moyens d'existence.*

Au surplus, l'assistance n'est toujours qu'une mesure de faveur et de bienfaisance, alors qu'il s'agit des droits et des obligations réciproques entre l'individu et la Société.

**2. Les assurances sociales et le chômage** — La société a bien le devoir d'entretenir à ses frais les malades, les infirmes, les vieillards, mais les nécessités économiques l'obligent aujourd'hui d'entretenir des armées de chômeurs, ce qui constitue un véritable non sens au point de vue économique.

Souvent cela revient à dire que les travailleurs assidus entretiennent les fainéants, surtout avec le système des assurances sociales contre le chômage qui provoque nécessairement le danger de la cessation volontaire du travail.

Le meilleur moyen de remédier au chômage serait d'organiser le placement. Mais comment assurer ce placement à tout le monde, puisque les statistiques montrent qu'une partie des ouvriers est condamnée à ne jamais travailler.

L'expérience de tous les pays prouve, en effet, que le nombre des demandes de place est toujours et partout en excès sur le nombre des places disponibles, ce qui s'explique d'ailleurs bien par le principe de la production moderne : « *produire toujours davantage, en réduisant de plus en plus le travail salarié* ».

L'entretien des chômeurs par la société peut être comparé avec certaines entreprises qui font marcher leur outillage pendant les crises et l'absence momentanée de matières premières, de peur de détraquer les machines par l'arrêt prolongé et de compromettre toute l'organisation technique.

Exactement de la même façon, il est nécessaire d'entretenir les salariés même quand ils sont jetés hors de la production, pour assurer la marche de la machine économique et sociale.

Le chômage est une force majeure, mais cette force majeure ne pourra être invoquée qu'en faveur de l'ouvrier et non pas à l'encontre de ce dernier. Or, cette force majeure n'en est pas une dans une société bien organisée où les effets fâcheux de ce désordre anti-économique seraient anéantis.

L'homme se trouve toujours dans le cercle vicieux. Pour vivre il a besoin des vivres; pour avoir des vivres, il faut qu'il travaille. Le travail apparaît donc toujours comme une nécessité absolue, comme une obligation première.

Le travail est la seule assurance contre le risque de mourir de

faim. Et comme le régime du capitalisme individualiste ne peut pas assurer le travail à tous, *c'est à la collectivité qu'il appartient d'organiser ce travail, pour l'assurer toute entière contre tous les risques d'existence.*

En effet, la collectivité est plus âgée que l'individu, donc plus sage, plus prévoyante. Gardienne de l'intérêt général, elle saura éviter la déperdition de l'énergie humaine, elle saura mieux coordonner les efforts individuels pour arriver à la satisfaction des besoins vitaux de tous, elle saura mieux assurer l'existence de tous ses membres.

A ce point de vue, le biéconomisme pourra être considéré comme un système qui supprime radicalement l'assistance, la prévoyance et l'assurance, tout au moins dans la branche de l'économie vitale, seule d'ailleurs qui puisse intéresser la collectivité toute entière; cette économie étant en quelque sorte *une assistance, une assurance et en même temps une prévoyance universelle.*

## § 2. — LA PROTECTION D'UN MINIMUM VITAL

L'assistance et les assurances sociales s'occupent de ceux qui courent déjà le risque de manquer de subsistances. Il y a cependant d'autres institutions, qui agissent préventivement, et protègent les masses contre les inconvénients de la concurrence individualiste qui tend toujours à éliminer le salarié de la production et à abaisser progressivement son salaire.

A côté de la protection générale de l'ouvrier, il existe la protection légale du salaire, la constitution des biens insaisissables ou à bon marché, les exemptions fiscales et autres institutions de ce genre, qui tendent à assurer un certain minimum d'existence.

### a) Protection économique de l'ouvrier.

Un cours de législation ouvrière y trouverait bien place s'il fallait donner un tableau complet des institutions établies en faveur des travailleurs. Œuvre entièrement nouvelle, inconnue jadis, constitue un énorme progrès du vingtième siècle par rapport au siècle passé.

En effet, jusque vers le milieu du siècle dernier, on ne rencontre aucune mesure de protection des travailleurs employés dans les usines et manufactures. Le mouvement législatif en faveur des ouvriers a pris naissance en Angleterre, parce que c'est là qu'est né le machinisme.

Puis, il a passé sur le continent, a gagné la France, l'Allemagne, la Belgique, l'Autriche et aujourd'hui tous les Etats de l'Europe. De

là, il s'est propagé à l'Amérique, aux colonies anglaises, à l'Extrême-Orient, notamment au Japon.

A l'heure présente, tous les Etats, tous les pays, chez lesquels la grande industrie s'est développée, possède une législation du travail qui va de jour en jour en s'élargissant.

La grande industrie avait traversé une période de grande prospérité à la seconde moitié du dix-neuvième siècle. Néanmoins, le sort de la classe ouvrière ne s'était pas sensiblement amélioré. Les conflits industriels restaient fréquents malgré les prohibitions législatives. A l'appui du socialisme d'Etat, qui en Allemagne, battait en brèche les théories de l'Ecole libérale, les idées interventionnistes faisaient-elles chaque jour de nouveaux progrès, poussant les classes éclairées vers l'étude des questions ouvrières et faisant naître chez elles la conviction qu'il fallait sortir de l'attitude passive imposée par les individualistes et chercher à apaiser par des lois les conflits du capital et du travail.

La liste est longue des mesures de protection de l'ouvrier. Les principales conquêtes de la classe ouvrière sont : le droit de grève, le droit de se syndiquer, la législation sur les accidents du travail, la journée de huit heures, la convention collective de travail, la loi sur les assurances sociales, etc, etc...

Aujourd'hui le mouvement déborde sur les cadres nationaux pour donner naissance au « *droit international ouvrier* ».

Le Traité de Versailles (1) contient l'énoncé des principes généraux de la réglementation internationale du travail. Il a créé en même temps un organisme officiel permanent.

*Une conférence général du Travail avec un Bureau International du Travail* placé sous la direction d'un Conseil d'Administration, établi au siège de la Société des Nations.

C'était le coup de grâce du libéralisme classique.

### **b) Protection du salaire.**

Le salaire est la source qui fournit les moyens d'existence à la masse ouvrière. Il est hors de doute qu'on ne peut faire courir à la rémunération du travail, du moins jusqu'à concurrence d'un certain quantum, les mêmes risques qu'à une créance ordinaire, car la créance du salaire a un caractère alimentaire.

*Derrière cette créance il y a la vie du salarié de sa femme et de ses enfants. Aussi dans toutes les législations a-t-on institué tout*

---

(1) Section 2, partie 13°.



un système de protection légale qui, lorsqu'il est complet, comprend les éléments suivants :

**1. La protection légale du salaire à l'égard du patron** - Comme le patron est naturellement disposé à payer le salaire le moins élevé possible et à choisir le mode, le lieu et l'époque de paiement qui lui sont le plus avantageux, le législateur intervient afin de permettre au salaire de remplir sa fonction essentielle qui est de pourvoir aux besoins essentiels de la famille ouvrière.

Le législateur protège le taux du salaire par la fixation d'un *salaire minimum* qui devrait être payé à l'ouvrier pour lui permettre de vivre en prohibant le marchandage et des conventions de sous-entreprises. L'Australie a même installé des commissions qui fixent le salaire vital.

Le législateur protège le salaire dans son *mode* de paiement, en prohibant particulièrement ce qu'on appelle le *truck-system* qui consiste à payer les ouvriers, soit en denrées et marchandises, soit en jetons convertibles en marchandises que l'ouvrier achète dans un magasin ou un économat géré par le patron ou un commerçant désigné par lui.

On protège également le salaire dans le *lieu* de paiement, en interdisant le paiement dans les débits de boissons ou magasins de vente, pour ne pas détourner le salaire de sa destination réelle qui est d'assurer avant tout l'existence de la famille ouvrière.

Le salaire est protégé dans l'époque du paiement par l'institution de périodicité obligatoire, étant donné que le salaire est un forfait qui permet à l'Homme sans ressources de vivre normalement, bien que logiquement il devrait attendre la vente du produit qu'il a fabriqué pour toucher la part qui lui revient.

**2. La protection légale du salaire à l'égard des créanciers du patron.** Il ne faut pas que l'ouvrier puisse sur la créance du salaire, subir le concours des créanciers du patron, sans quoi ce salaire amoindri ne suffirait plus aux besoins vitaux de l'ouvrier et de sa famille, puisqu'il vit au jour le jour de ce salaire. Cette considération a conduit le législateur de la plupart des pays à garantir par un *privilege général*, la créance du salaire.

**3. La protection légale du salaire contre les créanciers de l'ouvrier.** — Un autre risque menace encore la créance de salaire, c'est l'emprise des créanciers de l'ouvrier.

L'institution de l'*insaisissabilité* permet à l'ouvrier de conserver ce qu'il peut se faire payer par *privilege*, sans quoi le salaire n'irait pas à sa destination véritable.

**4. La protection du salaire à l'intérieur de la famille ouvrière.** — Il s'agit enfin de protéger le salaire de la femme ou de l'enfant de

l'ouvrier contre un abus du pouvoir d'un mari ou d'un père oublieux de ses devoirs.

Là où la femme ne jouit pas de l'égalité des droits avec l'homme tout un système de *protection du salaire de la femme mariée* est organisé par le législateur qui établit en même temps la *contribution des époux aux charges du ménage*. Il est à peu près partout établi que la femme et le mineur ouvriers peuvent librement disposer du produit de leur gain.

### c) Protection des biens et des habitations ouvrières.

Le législateur, s'inspirant des mêmes considérations, réduit le droit des créanciers de saisir et de faire vendre, pour se faire payer, les biens de leur débiteur et les objets strictement nécessaires à l'alimentation, au vêtement, au logement, aux occupations professionnelles du débiteur (1).

Dans cet ordre d'idée, il est intéressant de signaler une restriction au principe de circulation des biens faite par la législation relative au « *Homestead* » ou *bien de famille*.

Le régime du *Homestead* est appliqué dans tous les pays civilisés, du moins facultativement, surtout dans les pays anglo-saxons, où il peut être déclaré par le propriétaire de la maison, du domaine rural de faible étendue qui sont habités et exploités par lui-même. Ce régime confère aux biens qui font l'objet du *Homestead* le caractère d'*insaisissabilité*. Les mêmes principes ont été consacrés dans d'autres pays et notamment en France où aux termes de la loi (2), il peut être constitué, au profit de toute la famille, un bien insaisissable dont la valeur ne peut pas dépasser un certain maximum. Ce bien comprendra, soit seulement une habitation, soit en outre des terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la famille.

D'autre part, une série de mesures ont été prises par les gouvernements pour faciliter la construction et l'acquisition de maisons salubres et à bon marché, destinées à l'habitation de personnes peu fortunées, ouvriers, employés, etc...

Ces maisons bénéficient de certaines exemptions de même que les champs et les jardins n'excédant pas un certain maximum de superficie.

De plus, on institue des sociétés de crédit immobilier, destinées à servir d'intermédiaire entre l'Etat et les *sociétés d'habitation à bon marché* ou les particuliers eux-mêmes, afin de procurer à ceux-ci les

(1) Art. 592 du Code français de procédure civile.

(2) Loi du 12 juillet 1909.

capitaux nécessaires à l'acquisition d'une maison ou d'un petit domaine foncier. Ces sociétés sont subventionnées la plupart du temps par l'Etat ou les communes.

La politique du logement, surtout depuis la guerre, est très instructive aussi bien pour un sociologue que pour un économiste. Elle constitue un échec le plus frappant au droit des propriétaires fonciers. Il suffit de rappeler que la plupart des pays d'Europe connaissent le régime des « *prorogations* » de *taxation des loyers* et autres limitations flagrantes du droit de propriété.

Les pouvoirs publics se sont, à juste titre, émus de cette situation. Dans tous les pays on entreprend la réalisation des grands problèmes de construction des habitations.

En France notamment la loi Loucheur prescrit un vaste programme de réalisation de ce genre.

Si le législateur est intervenu pour attenter au droit sacré de propriété privée pour limiter les droits des propriétaires en matière des baux et loyers, c'est que cette intervention est devenue d'une *nécessité sociale* bien pressante.

Le but suprême de la politique d'habitation serait d'assurer l'abri convenable à la masse de population pour laquelle cet abri est d'une nécessité vitale de premier ordre.

#### d) Rôle moderne de l'impôt

Généralement toutes les exemptions fiscales contribuent au même but qui est d'assurer autant que possible à tout homme un minimum d'existence convenable.

Le système français de *cédules* est un système-type dont le principe est consacré par la législation financière de tous les pays civilisés, comme le système moderne des impôts directs : impôts sur les bénéfices commerciaux, impôt sur les traitements et salaires, impôt sur le revenu des professions libérales, etc, etc...

Or, avec ce système on retrouve presque partout un *certain minimum de revenu exempt de toute imposition* ou bien imposé d'une façon peu onéreuse.

L'idée qui préside à l'établissement de ces exemptions est celle d'assurer aux gens qui n'ont pas de fortune et qui vivent du produit de leur travail, un *minimum vital* nécessaire à la vie ou jugé comme tel.

Le législateur se préoccupe beaucoup de cette idée et il faut le dire qu'elle procure au moins une satisfaction morale d'être exempt des obligations fiscales ou de jouir de certains dégrèvements.

Toutes les exemptions ou les dégrèvements fiscaux pour les char-



ges de familles ou autres sont conçus dans le même sens parce qu'ils protègent ce que déjà Montesquieu appelait le « nécessaire physique ».

La politique fiscale actuelle s'effectue de plus en plus sous la dictée socialiste qui l'oriente vers les buts purement sociaux.

Corriger les erreurs ou les injustices, résultant d'une organisation dirigée par les intérêts individuels, niveler les « iniquités flagrantes » de la répartition économique, appliquer la justice sociale dans le système de l'imposition, voilà le principe moderne du rôle de l'Etat dans la distribution, voilà le rôle moderne de l'impôt qui semble de plus en plus entrer dans les mœurs.

L'impôt devient ainsi de plus en plus un instrument essentiel de la réforme sociale, surtout sous l'influence de la doctrine qui estime que l'augmentation des impôts ne peut entraîner aucun appauvrissement du pays puisqu'elle n'opère, en réalité, qu'un simple déplacement des richesses.

Ce déplacement pourrait même être bienfaisant tout comme la circulation des eaux qui, après avoir été pompées, par le ciel, sont rendues à la terre en pluie fertilisante.

Telles sont les principales, parmi les innombrables mesures, par lesquelles le législateur moderne intervient dans la répartition économique pour assurer l'existence des masses et les protéger contre les abus du régime individualiste.

L'énumération complète serait longue, car toutes les institutions économiques à caractère social tendent, plus ou moins directement, à assurer l'existence des masses : la taxation de certains produits de première nécessité, toutes les institutions d'encouragement d'artisanat ou de petite propriété, l'introduction du « régime sec » pour détourner le salaire de mauvais emplois, limitation de la durée du travail, etc, etc...

Enfin, il faut citer les entreprises et les compagnies privées qui emploient des millions de salariés et qui pourvoient aux besoins essentiels de leur personnel : vêtement, logement, nourriture, etc...

Cependant toutes ces mesures ne sont pas inspirées d'un principe directeur général qui proclamerait la nécessité absolue d'assurer l'existence de tous.

### § 3. — LA GESTION ÉTATISTE

Le but de l'activité économique de l'Homme est la mise rationnelle en valeur du globe terrestre, afin de pourvoir à la satisfaction du plus grand nombre possible de besoins de tous.

Or, dans les œuvres maîtresses de cette mise en valeur, les éco-

nomies privées sont la pulpart du temps impuissantes et leur indiscipline est flagrante. L'Etat, par contre, a, en principe, des ressources immenses en même temps que le pouvoir de contrainte. *Aussi rien ne se fait de très grand, dans le monde économique actuel que par son action ou avec son appui.*

Deux entreprises gigantesques resteront dans l'histoire politique et économique comme des œuvres essentiels de l'intervention de l'Etat, c'est le percement de l'isthme de Suez et celui du canal de Panama.

Jamais les travaux du canal de Suez ne se seraient achevés sans l'intervention du gouvernement impérial français. Quant au canal de Panama, l'intervention gouvernementale y fût toujours sollicitée, et finalement sa construction est devenue l'œuvre nationale des Etats-Unis.

En général, l'Etat intervient depuis toujours dans la création de l'outillage national ainsi que dans l'aménagement rationnel des forces productives, mais son action se manifeste surtout là où l'initiative privée ferait défaut, car l'individu est naturellement portée à se désintéresser des entreprises où il ne croit pas recueillir personnellement le bénéfice de ses efforts.

Beaucoup de travaux de ce genre sont entrepris par l'Etat en faveur de certains groupes d'entrepreneurs et de bénéficiaires immédiats qui sollicitent cette intervention bienfaisante.

A part cette intervention économique reconnue d'ailleurs par tous les individualistes, l'Etat possède des entreprises économiques qu'il organise et dirige personnellement, il intervient dans l'industrie, et le commerce comme employeur occupant la main-d'œuvre, il intervient, enfin, pour imposer dans l'intérêt général certains services obligatoires.

### **a) Entreprises publiques**

Les entreprises publiques comprennent non seulement les entreprises soumises directement à l'autorité centrale, mais aussi toutes les entreprises se trouvant entre les mains des personnes ou services publics qui constituent un démembrement de la personnalité de l'Etat : provinces, départements, gouvernements locaux, communes, etc...

L'Etat intervient de la sorte comme Entrepreneur, comme Industriel, comme Commerçant ou Agriculteur, mais les entreprises, qui se prêtent le mieux à la gestion étatiste ou municipale, sont celles qui se sont constituées déjà comme monopoles privés ou comme de très grands établissements centralisés.

Pour l'Etat proprement dit, ce seront le service des Postes et Télégraphes, les chemins de fer, les Banques d'Etat, etc...

Pour les municipalités : la distribution des eaux, l'éclairage, les moyens de communication urbaine, etc...

Enfin une entreprise se prête à la gestion des pouvoirs publics toutes les fois qu'elle répond à des besoins suivants :

1° Un besoin *nécessaire* dont la satisfaction importe à la vie publique.

2° Un besoin *commun à tous* et qui comporte sensiblement pour tous la même satisfaction.

3° Un besoin *simple et uniforme* à la satisfaction duquel il peut être pourvu par des moyens répondant à la technique économique actuelle.

L'exemple-type des entreprises correspondant à ces conditions est le service des eaux, l'eau répondant à un besoin indispensable, quotidien, uniforme et universel.

Les postes sont partout érigées en service public. Les télégraphes appartiennent presque partout à l'Etat, du moins pour les lignes terrestres, le téléphone, dans quelques pays.

Les chemins de fer appartiennent à l'Etat dans beaucoup de pays et notamment en Allemagne, Russie, Danemark, Belgique, Suisse, Italie, Hollande, France, pour une fraction du réseau, etc...

L'Etat dispose dans certains pays des mines, des fonderies, des vignobles, dans certains pays, comme l'Italie par exemple, il y a le monopole des alcools, du tabac, des sucres, des allumettes, des forêts, des poudres et salpêtres, etc... Il possède des établissements thermaux, des agences de voyages, des périodiques, etc...

La plupart des villes ont pris en régie la distribution des eaux, les abattoirs, les halles, etc...

Pour l'éclairage, la municipalisation est réalisée par des milliers de villes aux Etats-Unis, en Allemagne, par centaines en Angleterre, en Suisse, en Italie.

Pour les transports municipaux, la municipalisation est très avancée en Angleterre, en Allemagne, et en Suisse, elle se développe énormément en Italie, en Belgique.

Elle se poursuit dans certains pays par la construction de maisons à bon marché, ou à logement ouvrier sous forme de cités ouvrières, etc...

Enfin, il faut citer en cette matière : les boulangeries municipales en Italie, en Allemagne, en Hongrie ; les restaurants administrés par les villes en Allemagne ; lait stérilisé pour enfants, brasseries municipales en Angleterre, les boucheries municipales au Portugal, en Suisse, etc...

Et ce ne sont que les principaux cas d'étatisation et de municipalisation. Les résultats obtenus paraissent généralement satisfaisants.



surtout en matière de municipalisation qui joue un rôle de sauvegarde du consommateur.

L'étatisation et la municipalisation font partie intégrante de l'évolution économique contemporaine au même titre que la concentration industrielle, commerciale et financière, le développement des coopératives de consommation ou de syndicats professionnels, en transformant profondément la physionomie de nos sociétés à base purement individualiste.

Quant au *mode d'exploitation* de ces diverses entreprises étatisées ou municipalisées, le seul qui puisse intéresser le biéconomisme c'est la *gestion en régie*, car la concession, la ferme ou la régie intéressée sont des modes d'exploitation incompatible avec le régime de l'économie vitale.

#### **a) Etat procurant du travail ou imposant des services obligatoires**

L'Etat est un grand réservoir qui absorbe dans ses services ou dans ses entreprises permanentes et temporaires un grand nombre de travailleurs salariés, il procure du travail à toute une armée d'ouvriers, d'employés et de fonctionnaires auxiliaires.

Il y a eu même dans l'histoire économique des moment où l'Etat se chargeait de fournir du travail à tous ceux qui en avaient besoin.

En effet, pour faire disparaître à tout jamais le chômage, la Révolution Française de 1848 qui amena au pouvoir des socialistes et des ouvriers, comme Louis Blanc et Albert, décrète que « *le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ; il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens* » (1).

Quelques jours après un second décret ordonne l'établissement immédiat des fameux ateliers nationaux.

Cette expérience, déjà de longue date, est systématiquement condamnée depuis par les économistes orthodoxes, mais cette condamnation sans appel paraît être prononcée superficiellement, sans indiquer les véritables causes de l'insuccès.

L'Etat apparaît dans cette expérience, devenu célèbre, comme entrepreneur de la main-d'œuvre, mais cette expérience a trop peu duré pour qu'on puisse en déduire toutes les conséquences possibles. Ce n'était, en réalité, qu'un expédient appelé par les nécessités d'un jour.

Le véritable insuccès des ateliers nationaux réside dans l'hostilité

---

(1) Décret du 25 février 1848.

générale de la part de l'Assemblée Nationale et de l'opinion publique qui n'avaient aucune habitude à ce genre d'entreprises.

D'autre part, il convient de remarquer, qu'on a proclamé solennellement *le droit au travail* sans exiger la contrepartie nécessaire qu'est *l'obligation au travail*. Et c'est comme cela qu'est arrivée ce qui devait arriver : le droit au travail s'est trouvé bien vite transformé en un droit de vivre aux frais de l'Etat sans travailler. Il fallait commencer par le côté inverse, car ce n'est que l'obligation de travailler qui puisse servir de support au droit au travail.

On peut citer plusieurs cas où l'Etat impose certains services obligatoires dans l'intérêt politique ou économique général. Le cas classique de cette intervention de l'Etat dans la vie privée des individus, est l'obligation du *service militaire*. Dans la plupart des pays c'est un service universel et obligatoire, personnel et égal pour tous. Sa durée moyenne dans l'ensemble est de vingt-cinq ans dont plusieurs années d'activité. Ce service s'accomplit selon les modes appropriés à chaque pays. Il est d'ailleurs à remarquer que c'est un service, non seulement improductif, du moins en temps de paix, mais destiné au contraire à la destruction des vies et des capitaux.

Les *prestations en nature*, constituent un autre cas du service obligatoire. Ce sont des journées de travail exigées par des municipalités et des communes pour les ouvrages d'intérêt général, tels que l'ouverture des chemins vicinaux ou ruraux ou l'entretien des ouvrages communaux.

L'Etat demande, en outre, d'autres prestations en temps de guerre, par exemple, l'obligation de subir le cantonnement des troupes et le service du camionnage.

L'Etat impose des obligations de remplir ses devoirs civiques comme celle du vote obligatoire dans certains pays, des obligations sanitaires, l'obligation d'être juré, des servitudes de toutes sortes et d'autres mesures qui ont parfois un caractère purement économique.

## Sect. II. — LES EXPÉRIENCES D'ÉTATISATION DE L'ÉCONOMIE

Les précédents les plus directs de l'évolution biéconomiste sont les expériences pratiquées pendant la guerre mondiale et celles qui se poursuivent tant bien que mal, depuis plusieurs années et se déroulent avec insistance sous nos yeux.

Débutant par des mesures éparses et accidentelles, au commencement de la guerre, cette expérience présente déjà une certaine régularité vers sa fin, pour se transformer par la suite en un véritable système d'étatisation et de socialisation de l'économie nationale que nous observons aujourd'hui dans la Russie des Soviets.

## § 1. — L'EXPÉRIENCE DE LA GUERRE

Dans une atmosphère de chaos et d'absence d'un plan déterminé d'avance, imbuës de bureaucratismes et de paperasserie, toutes les mesures gouvernementales prises en matières économiques ont été dictées par une nécessité impérieuse qu'exigeait l'état de guerre.

Aucune perspective d'ensemble n'a été envisagée au cours de la guerre et pour cause : il ne s'agissait pas du tout d'abolir l'individualisme, mais de soumettre toute la vie économique aux besoins de la guerre.

**a) Mesures de régularisation de l'adaptation  
de la production à la consommation.**

La lutte contre la vie chère, qui s'est produite par suite de la guerre et de dérèglement de l'économie nationale, était le point de départ de toutes les interventions de l'Etat dans le mécanisme d'adaptation économique de la production à la consommation, surtout en matière alimentaire, celle qui touche le plus près à l'existence des individus.

Avant la guerre, on était convaincu que l'Etat ne pouvait rien faire de bon en cette matière, rapelant les fâcheux souvenirs de l'Empire Romain, alors que l'Etat distribuait gratuitement le pain et les sportules (1).

Mais la guerre a forcé les gouvernements à intervenir bon gré mal gré, dans le domaine du ravitaillement public, et cela sous des modalités multiples :

**1. La taxation** — La taxation signifie simplement la fixation par l'autorité d'un prix maximum des produits. Tous les pays belligérants ont usé largement de cette mesure. En Allemagne presque tous les produits ont été taxés.

D'abord le pain, puis la matière première du pain : la farine et le blé, ensuite presque toutes les céréales pour éviter que les agriculteurs n'abandonnassent pas la culture du blé au profit des céréales non taxées. puis aux pâtes alimentaires faites de blé, puis aux pommes de terre, au sucre, au chocolat, viandes frigorifiées, sans parler d'autres produits non-alimentaires, tels que charbon, pétrole, essence, etc...

Certes, ces mesures n'ont pas pu enrayer la hausse des prix de tous les produits, mais elles ont eu pour résultat d'*unifier les prix au grand avantage de tous les consommateurs*, ce qu'on n'obtient géné-

---

(1) Petit panier de provisions.



ralement pas sous l'empire de l'anarchie du marché capitaliste.

Les taxes, n'ayant pas un caractère universel, n'ont pas réussi à stabiliser les prix, car il fallait taxer non seulement les produits, mais toute la production.

Or, les taxes n'interviennent toujours que comme un *tribu à l'opinion publique*, profane dans les choses économiques, cette mesure donnant une certaine assurance, en réalité illusoire, que l'autorité publique s'occupe un peu des intérêts des consommateurs. Ce n'est d'ailleurs que dans cette mesure que le recours à la taxation de produits se justifie économiquement.

**2. La prohibition d'exportation** — La prohibition d'exportation se pratiquait dans tous les pays en guerre et même dans les pays neutre. L'Allemagne, l'Autriche avec leur *Ausfuhrbewilligung*, la France, l'Italie avec leur régime des licences, enfin la Russie avec la prohibition d'exporter des produits nécessaires à l'approvisionnement de l'armée, même d'une région à une autre, d'une province à une autre (1). Les régimes des prohibitions a divisé le territoire russe en deux parties distinctes : territoires *producteurs* et territoires *consommateurs*, sans communication entr'elles.

Les résultats furent : la désorganisation complète de l'approvisionnement du pays en produits alimentaires, une spéculation formidable sur les produits de première nécessité, surtout sur les blés.

Cette intervention brutale dans le commerce intérieur et extérieur a complètement dérégulé le mécanisme privé des échanges économiques et a préparé le terrain au monopole du commerce intérieur et extérieur.

**3. Les prix normaux.** — La politique des prix normaux se distingue de celle de la taxation des produits. Sans être imposé au vendeur ces prix avaient pour but de renseigner l'acheteur sur le juste prix des produits mis en vente.

Les prix normaux s'introduisaient progressivement sur la plupart des produits de consommation courante : blé, seigle, avoine, farine, froment, etc...

Au début, les prix normaux n'étaient pas obligatoires pour les transactions privées, mais seulement pour les marchés gouvernementaux, les marchés de fourniture et d'approvisionnement de l'armée ; progressivement, cette mesure s'introduisait dans la plupart des pays belligérants par voie législative. Elle a été étendue à tous les marchés, tant publics que privés, et dans tous les stades de production et de circulation.

L'établissement des prix normaux paralysait la fièvre spécula-

(1) Ukase du 17 février 1915.

tive qui s'est emparée de toutes par suite du dérèglement de la production et du marché.

Il faut noter, cependant, que les prix normaux ont été établis partout dans *l'intérêt des producteurs* et non pas dans celui des consommateurs.

**4. Les réquisitions** — Le système de réquisition des produits de ravitaillement a été pratiqué, à peu près, par tous les pays en guerre. Mesure vexatoire pour la population, les réquisitions ont eu surtout mauvaise réputation en Russie où elles portaient un caractère accidentel, sans un plan général, soulevant les haines justifiées de la population qui a été soumise ainsi à la coupe « non réglée ».

**5. La *razverstka***. — Le régime de *razverstka* consiste dans la *fourniture obligatoire* de blé et généralement de produits agricoles avec la *culture obligatoire*, répartie sur les contingents de producteurs agricoles.

Introduite en Russie (1) cette mesure fût progressivement étendue aux blés, aux grains et aux fourrages et tous les produits agricoles indispensables au ravitaillement de l'armée.

L'obligation du producteur agricole consistait dans la fourniture à l'Etat d'une partie déterminée de la récolte aux prix normaux établis par le gouvernement.

La culture obligatoire de blé a été également pratiquée en Allemagne.

Cette mesure ne profitait pas à la population qui restait en dehors de l'approvisionnement par le système de *razverstka*. De là, un dédoublement des prix dont la population souffrait énormément; les « *prix normaux* » pour les produits soumis à la *razverstka* et « les *prix libres* », par conséquent, très élevés, sur le marché dérégulé, sur lequel manquaient des produits de première nécessité.

**6. Le rationnement et la limitation de la consommation** — La crainte de gaspillage de produits de première nécessité, la peur des troubles et des désordres qui se sont produits par ci par là pendant la guerre, a amené inévitablement l'intervention des pouvoirs publics dans la consommation vitale.

Tout un système de *limitation de consommation* et de *rationnement* de produits de première nécessité a été établi par les Etats belligérants et même les neutres.

Les *restrictions de consommation* consistaient dans la limitation du nombre de plats dont le repas se composait habituellement, dans l'établissement des jours maigres, dans la fermeture périodique et obligatoire des boucheries, des confiseries, et ainsi de suite.

(1) Ukase du 29 novembre 1916.

Les *restrictions de vente* et de livraison de produits vitaux s'effectuaient par la fixation d'un certain maximum vendu à une seule personne à la fois. Par exemple, 400 grammes de pain par jour, 700 grammes de sucre par mois pour une personne, etc...

Comme *mode de contrôle*, on a établi les *cartes d'alimentation*, sur présentation desquelles les consommateurs achetaient les produits en quantités marquées sur les coupons à détacher du talon de la carte.

Mis en pratique tout d'abord par l'Allemagne soumise au blocus, le système des *cartes individuelles de consommation* a été étendu à tous les pays soumis à la loi de la guerre.

Il y avait, cependant, le côté négatif du système. En effet, il n'y avait aucune garantie que la ration quotidienne soit assurée à tout consommateur, parce qu'il n'y avait pas de plan général de ravitaillement des pays, qui ne possédaient, d'ailleurs, aucun stock alimentaire pour la population civile.

Il faut pourtant avouer que de tous les modes d'intervention directe des pouvoirs publics dans les matières économiques, celui des cartes individuelles de consommation, est le *plus juste en même temps que le plus efficace*.

#### **b) Tentatives d'étatisation de l'économie.**

Les mesures éparses ont cependant abouti à des tentatives d'ordre général, afin de subordonner à une volonté unique le ravitaillement des pays belligérants.

En effet, l'Etat est devenu le plus gros producteur de matériel de guerre, des effets destinés aux troupes. L'Etat se faisait lui-même marchand qui vendait au plus juste prix les produits de première nécessité, sans parler de ce fait important qu'il est devenu lui-même le plus gros consommateur de ces produits. L'Etat était négociant en grains, marchand de combustibles, armateurs, etc...

Peu à peu la guerre a amené les gouvernements à prendre une part active dans la direction de la vie économique nationale.

Les industries travaillant pour la défense nationale ont eu un lien administratif des plus étroits avec le gouvernement, qu'il s'agisse d'usines métallurgiques, mécaniques, chimiques, pour livrer canons, armes, obus, balles, cartouches, explosifs, appareils protecteurs, etc... Qu'il s'agisse de tissus, filatures, confectionneurs fabriquant pour le compte de l'Etat; tissus, vêtements, effets de petit équipement, des industries, pharmaceutiques recevant des commandes du service de santé et d'hygiène; des chantiers de constructions navales, de compagnies de chemins de fer liées étroitement à l'Etat, ou de compa-



gnie de navigation véritables mandataires ou gérants de la flotte marchande réquisitionnée par l'Etat (1).

L'Etat intervient dans la tarification des salaires en consacrant le principe de salaire minimum, l'Etat s'empare de la main-d'œuvre pour l'occuper aux besoins de la défense; l'Etat mène une politique ouvrière comme s'il était le grand patron de l'industrie nationale. Somme toute, l'Etat devient le plus grand entrepreneur des industries les plus différentes. C'était la mobilisation générale de toute la vie économique.

Devenu extrêmement fort au point de vue économique, l'Etat tente petit à petit de régler l'économie nationale d'après un plan général déterminé d'avance. Cette tendance s'accroît dans tous les pays belligérants vers la fin de la guerre.

**1. L'Allemagne.** — Dès le début des hostilités le gouvernement du *Reich* comprenait que la question des matières premières indispensables pour l'armée et la marine pouvait acquérir une importance particulière. Ainsi le gouvernement a pris des dispositions pour assurer la surveillance du marché.

Dès le commencement de la guerre fût instituée la *section des matières premières* au ministère de la guerre, organisme subdivisé en sous-sections correspondant chacune à une matière première importante ou à un groupe de matières connexes.

Cette section commença par réquisitionner toutes les matières premières nécessaires à la défense du pays, étendant ses opérations progressivement aux territoires occupés de la Belgique, de la France et de la Russie.

Au fur et à mesure des nécessités de la guerre des « *Sociétés de guerre* » — *Kriegsgesellschaft* — furent instituées dans le but de surveiller et contrôler le marché de produits chimiques de la laine, du cuir, etc...

Les sociétés de guerre les plus importantes furent conçues sous la forme des sociétés par actions — *Aktiengesellschaft*, les moins importantes sous la forme de sociétés à responsabilité limitée — G. m. b. H.

Dans les conseils d'administration de ces sociétés de guerre furent introduits des commissaires du gouvernement ayant un droit de *veto*. La rémunération du capital-actions était nulle ou très peu élevée (2), l'excédent de bénéfices existant à la fin des hostilités devant revenir à l'Etat (3).

---

(1) W. OUALID : Politique sociale en France de 1914 à 1918, p. 29.

(2) 4 ou 5 pour cent.

(3) R. C. P. JAURÉGUY : Industrie allemande et la guerre, p. 105.

Des modifications importantes furent introduites au cours de la guerre dans le fonctionnement des sociétés de guerre dans le sens d'augmentation des attributions de l'administration et de l'accroissement du nombre de sociétés (1).

La conséquence de l'établissement de ses sociétés et de toutes les réglementations qui en résultèrent fût les restrictions imposées à la liberté du commerce et à la propriété industrielle.

L'année 1917 devait faire apparaître des innovations plus sérieuses encore, notamment l'institution des *syndicats de contrainte*.

Les pouvoirs nécessaires ont été donnés au chancelier de l'Empire pour la constitution forcée de syndicats des industries par branches.

Le premier syndicat fût institué dans l'industrie du savon, le second dans l'industrie des chaussures. Le but de chaque syndicat était de réglementer la production et la vente, proportionnellement aux disponibilités en matières premières et aux besoins publics. Un comité de surveillance de l'industrie fût constitué, qui répartissait les matières premières, surveillait les usines et réquisitionnait des stocks.

Si le producteur privé existait encore, il n'était plus qu'un instrument entre les mains de l'Etat.

Surtout en matière de ravitaillement, la réglementation est devenue de plus en plus minutieuse, la production de la répartition des denrées alimentaires se trouvant enserrées dans d'étroits réseaux de prescriptions qui livraient toutes les réserves alimentaires entre les mains de l'Etat. Aucun produit alimentaire ne pouvait être produit, vendu ou consommé sans un contrôle véritable, sévèrement exercé.

Le système de déclarations obligatoires de stocks de matières premières y compris les matières alimentaires, la fixation légale des prix de vente, les *offices de répartition*, *Kriegsernährungsamte* (2), comme le Comité de guerre des céréales, l'office de la viande, des légumes secs et fruits, l'office du ravitaillement en poissons, l'office des huiles, graisses animales et végétales, l'office des fourrages, etc... tout ceci aboutissait à un véritable monopole des matières alimentaires.

Le stock alimentaire fût mis complètement sous la main des pouvoirs publics par l'institution du *Sous-Secrétariat d'Etat du ravitaillement*, qui rationnait les produits et fixait par ordonnance les prix maxima suivant les catégories de produits.

D'ailleurs, cette limitation des prix et le rationnement des pro-

---

(1) Au milieu de 1917 ce nombre atteignit le chiffre de 250.

(2) K. E. A. en abrégé.

duits était nécessaire pour tirer le meilleur parti d'une situation alimentaire déficitaire et d'utiliser rationnellement ce qui existait.

A force de chercher constamment de combler le déficit en matières premières alimentaires, l'Allemagne est devenu un pays classique des aliments de remplacement, des succédanés de toutes sortes — des *Ersatz*. Tous les produits qui manquaient furent remplacés par d'autres se rapprochant autant que possible par ses qualités nutritives aux anciens. Une véritable révolution chimique s'est opérée ainsi sous l'empire des nécessités.

La caractéristique de l'époque était la concentration générale de l'industrie et du commerce sous la haute main de l'Etat, ce qui a abouti, vers la fin de 1917, à la constitution d'un « Etat-major économique » dans l'organe du *Ministère de l'Economie Nationale, Reichswirtschaftsamt*, qui englobait toute l'économie allemande. Cette unification à son tour contribuait, dans l'ordre constitutionnel, à la création d'une « chambre économique » sous la forme d'un *Conseil de l'Economie nationale*.

**2. La France.** — L'influence de la guerre sur les destinées de l'économie française a été énorme, bien que l'interventionisme économique n'y atteigne pas les mêmes sommets qu'en Allemagne.

Les troubles apportés par la guerre à la production nationale se traduisaient par la raréfaction spontanée du marché de travail et par conséquent des produits et des matières premières, tandis que les besoins énormes, créés par l'état de guerre, provoquèrent une demande démesurée de marchandises nécessaires à la défense nationale.

De là, un déséquilibre sur le marché et la nécessité de l'intervention des pouvoirs publics dans la politique des matières premières et les mesures prises pour sauvegarder le stock alimentaire.

La prohibition de sortie et les restrictions des importations, introduites dès le début de la guerre, entraîna, petit à petit, l'Etat dans la voie d'intervention plus efficace et notamment par la concentration économique obligatoire dans chaque branche de l'industrie sous forme de *consortiums*.

Le consortium est une sorte de syndicat, imposé par l'Etat aux producteurs, une sorte de groupement ayant pour but la répartition des matières premières dont les industries avaient besoin, groupement où toutes les commandes furent centralisées.

La plupart de ces consortiums furent constitués sous forme de sociétés anonymes. Le capital-actions en était souscrit par les membres du consortium en proportion de l'importance de chaque industrie et ses besoins en matières premières.

Le consortium du coton apparaît le premier sur la science éco-



nomique de la guerre (1); ensuite fait son apparition le consortium d'huilerie, etc...

Ces consortiums, placés sous la haute direction du *Ministère du Commerce et du Ravitaillement*, établissaient les prix de vente uniformes; ils constituaient les fonds de réserve pour faire face aux brusques variations des cours et pour réaliser la péréquation des prix entre les produits des diverses origines.

Créés dans l'intérêt exclusif de la nation, tout actif net, réalisé lors de la liquidation des consortiums, devrait revenir à l'Etat.

Cependant, l'organisation des consortiums n'a été qu'une étape dans la politique interventioniste. Le ministère ne se bornait pas à assurer l'approvisionnement des consortiums à un prix déterminé, il étendait son contrôle à la fabrication elle-même, en se réservant le droit de la fixation des prix, auxquels seraient vendus à la consommation, les produits fabriqués. En outre, il limitait le taux d'intérêt des capitaux versés par les adhérents.

Le système était renforcé par l'institution des *Comités interministériels* comprenant en majorité les représentants des diverses administrations compétentes et quelques industriels.

Ces comités étaient chargés d'établir non seulement les prix maxima, mais la quantité et la qualité de marchandises à importer et celles des produits à la fabrication desquels ces marchandises étaient destinées.

L'administration avait ainsi le contrôle de l'industrie toute entière, depuis l'achat et l'importation de la matière première jusqu'à la fabrication et à la vente des produits fabriqués, de telle sorte que le rôle du consortium se bornait au service financier et à la répartition des matières premières.

Cette organisation aboutissait à une réglementation minutieuse de l'industrie sous le contrôle étroit des pouvoirs publics.

Les comités avaient, en principe, les attributions suivantes :

1° Centraliser les besoins de toute nature et établir l'ordre de priorité et d'urgence des approvisionnements et des importations;

2° Déterminer la nature, la quantité et le genre des produits à fabriquer ou à importer d'après les matières premières, la main-d'œuvre et le matériel disponible.

3° Fixer les prix maxima de vente de produits livrés à la consommation.

4° Etudier les groupements qu'il serait nécessaire de former en-

---

(1) En septembre 1916 au capital de 105 millions de francs fournis par les filateurs.

tre les commerçants et les industriels en vue de régulariser la production.

5° Faire toutes propositions pour réglementation éventuelle de la vente des produits ainsi que pour restreindre la consommation, etc.

Enfin, pour compléter logiquement le système, on a dû s'appuyer sur les réquisitions des stocks existants.

On a commencé par réquisitionner les denrées alimentaires et les fourrages pour s'étendre ensuite sur certains objets et des matières industrielles (1). Des projets de lois ont été déposés en vue de rendre obligatoire la déclaration et le contrôle gouvernemental des matières.

On voit même apparaître des expériences purement étatiques de fabrication comme celle de l'arsenal de Roanne qui entreprend en 1917 la confection de la chaussure nationale. Cette entreprise fabriquait sous la surveillance du sous-intendant militaire et d'une commission mixte, des chaussures conformes au type indiqué et les vendait aux prix fixés. Un décret soumettait à la réquisition tous les établissements, l'outillage, les objets et les matières premières servant à la confection des chaussures (2).

La devise « Tout pour la guerre » et la production déficitaire avaient surtout des répercussions graves sur l'approvisionnement et le ravitaillement de la population civile.

Assurer l'approvisionnement régulier de la population du pays exercer sur les marchés et le mouvement des prix un contrôle attentif, régler surtout les matières indispensables à tout consommateur, telles furent les raisons de cette intervention gouvernementale dans le système du ravitaillement. Les lois successives ont été votées pour mettre à la disposition du gouvernement les moyens financiers indispensables (3).

Ces lois autorisaient la réquisition des blés et de la farine pour les besoins de population civile, chargeaient le Ministre du Commerce d'effectuer des achats de blé et de produits de première nécessité, instituaient les prix normaux et la taxation des denrées.

Un *service de ravitaillement de la population civile* fût créé sous le contrôle du Ministère du Commerce et de celui des Travaux publics. Ce service fut transformé par la suite en *Ministère du ravitaillement* et puis en *Sous-Secrétariat du ravitaillement* (4).

Le système des cartes individuelles a permis de réaliser, d'une

(1) Lois de 1915, 1916 et 1917 qui étendaient ce droit aux objets d'alimentation, d'habillement, d'éclairage et aux matières servant à leur production.

(2) OLPHE-GALLIARD : Histoire économique et financière de la guerre, p. 193.

(3) Lois des 16 octobre 1915, 20 avril 1916, 10 février 1918.

(4) Lois des 7 avril 1917, 16 septembre 1917, 24 décembre 1917.

façon à peu près équitable, la répartition des stocks de ravitaillement.

Aussi, songeait-on en 1918 à en généraliser l'emploi à toutes les branches de consommation courante. Les cartes furent effectivement distribuées, mais l'usage n'en a pas été étendu en dehors des denrées de toute première nécessité.

Toutes ces mesures tendaient à la régularisation générale de l'économie nationale et l'armistice ne paraissait pas au début détruire ce mouvement d'étatisation. Le *Ministère de l'Armement* continuait à fournir aux industriels le combustible et les matières premières. Ce ministère fut transformé en *Ministère de la Reconstitution industrielle* (1), à l'effet de réaliser l'accord entre les différents services techniques en vue d'obtenir l'équilibre entre les disponibilités de la main-d'œuvre et celles des matières premières.

La création de ce nouveau service d'Etat fut considéré comme une tentative d'étatisation de la production. Les chefs d'industries se sont émus, à juste titre, de cette emprise étatiste et c'est à eux, évidemment, qu'on s'est adressé pour demander l'avis sur l'opportunité d'une pareille étatisation, bien que ce soit *l'Etat qui pendant cinq ans était le régulateur suprême et l'arbitre autorisé de toute la vie économique du pays, possédant à la fin de cette période toutes les compétences et toutes les connaissances indispensables pour continuer cette mission*.

**3. La Russie.** — La militarisation de l'économie russe a fait surgir tout d'abord des *Comités industriels de guerre* composés des industriels, des commerçants et des hommes politiques qui ont eu pour mission de mettre en valeur toute la puissance de l'industrie russe pour les besoins de la défense nationale.

Les comités locaux furent institués sous le patronage du *Comité Central* pour assurer l'exécution de la grande tâche économique imposée par la guerre.

Approvisionnant l'Etat en matières indispensables à la guerre, exécutant tous travaux, déterminant des besoins des industries de guerre en combustibles, en moyens de transport et en main-d'œuvre, le Comité Central intervenait, en quelque sorte, comme intermédiaire entre l'industrie privée et les organes de l'Etat, mais en réalité ses attributions furent beaucoup plus étendues (2).

Groupement privé, au début, il est devenu le centre de distribution des commandes de l'Etat, il réglait, en fait, le marché des matières premières et l'approvisionnement en ces matières des

(1) Le 26 novembre 1918.

(2) VANG et TOMSINSKI : Le développement économique de la Russie, p. 310.



entreprises privées, en même temps qu'il jouissait d'un monopole des relations commerciales avec l'Etranger.

Le *Comité industriel de guerre* réglait les prix normaux; il s'intéresse de toutes les questions relatives à la production, au travail, au salaire, etc... il s'empare petit à petit de toutes les branches de l'économie de guerre et devient un organisme extrêmement puissant.

Cependant la véritable régularisation de l'économie ne commence qu'après la création des *Conseils spéciaux de la Défense Nationale*, dont une partie des membres a été désignée par la Douma d'Empire et l'autre nommée par le Tzar (1).

Les attributions de ces Conseils, et de ses présidents en particulier, ont été extrêmement étendues et leur compétence n'avait pas de limites déterminées.

En principe, ils pouvaient soumettre à l'inspection, contrôler et même dans certains cas gérer, toutes les industries qui travaillaient pour la Défense Nationale.

Plus particulièrement les *Conseils spéciaux de la Défense Nationale* avaient pour mission de surveiller des entreprises publiques et privées, de décider et de contribuer à la création de nouvelles entreprises, de régler la distribution des commandes et des fournitures entre les diverses entreprises, de se faire communiquer la comptabilité des entreprises, de suspendre et de destituer des membres des conseils d'administration, des directeurs et des gérants des entreprises, et de confier la gestion à d'autres personnes à son choix, d'autoriser la réquisition des matières premières et des produits fabriqués, de changer de caractère ou de volume de production des entreprises et même de fermer les établissements industriels et commerciaux, sans parler de la réglementation rigoureuse de la main-d'œuvre et des salaires.

Le Conseil se divisait en une série de sous-comptes spéciaux suivant les branches de l'industrie, comme par exemple, le *Conseil spécial des combustibles, celui des transports, d'alimentation, etc...*

Le *Comité Central des denrées*, créé en 1915, s'occupait de l'approvisionnement de l'armée et même dans certaine mesure de la population civile à l'aide des syndicats alimentaires, centralisés par branches de produits, telles que « *Centro-sucre* » ou le comité central des sucres, le « *Centro-farine* » ou le comité central des farines, etc...

Les mêmes mesures qu'en Allemagne et en France furent prises par les Russes pour limiter la consommation des produits de première nécessité et d'introduire les cartes individuelles pour régler la distribution d'après les stocks existants.

---

(1) Loi de 1915.

D'autres pays belligérants comme l'Angleterre, l'Italie, la Roumanie, les Etats-Unis ont suivi plus ou moins fidèlement l'exemple donné par l'Allemagne. Partout, on a dû renoncer aux principes traditionnalistes de l'individualisme capitaliste.

Si l'on conserve encore quelques souvenirs fâcheux de l'intervention étatiste pendant la guerre, c'est tout d'abord, parce qu'il s'agit des souvenirs des horreurs de la guerre tout court, parce qu'ensuite, toutes les institutions et organismes économiques créés pendant les hostilités ne sont, en réalité, que des expédients, des mesures de circonstance, souvent des demi-mesures portant un caractère hybride et incomplet.

Cette absence des principes d'ensemble apparaît nettement dans toutes les institutions économiques de la Grande Guerre. On a craint d'en proclamer un, de peur de créer des précédents fâcheux, on a craint de faciliter ainsi le changement des bases du régime économique individualiste. On a craint de favoriser l'avènement du capitalisme d'Etat.

Appelées à la vie par les nécessités de la guerre, la plupart de ces mesures ont donné des résultats économiques négatifs, mais celles-ci auraient pu en donner de bien meilleures, si on pouvait les rattacher à un principe directeur et à un plan économique d'ensemble.

Certaines institutions nées de la guerre ont prouvé leur vitalité; les unes ont survécu à la guerre, d'autres ont été supprimées au nom des principes individualistes, sans même en envisager la question d'opportunité.

Quoiqu'il en soit, cette expérience économique de la guerre a permis au gouvernement des Soviets, qui s'est emparé à la fin de 1917 de l'économie russe, de naviguer plus ou moins sûrement sur l'océan économique jusqu'alors inexploré.

## § 2. — L'EXPÉRIENCE RUSSE DE L'ÉTATISATION

L'expérience économique, qui se poursuit depuis la guerre dans la Russie Soviétique, est de beaucoup, la plus importante de toutes les expériences qu'on ait jamais pratiquées, par l'immensité du champ d'application, par l'universalité de réalisation, par la droiture rationnelle avec laquelle elle est tentée, enfin, par la rigueur, la violence même avec laquelle elle est mise en pratique.

Tout en conservant le principe de l'étatisation, le système économique des Soviets a subi des changements très importants depuis le *communisme de guerre*, pratiqué au début de la révolution bolcheviste, jusqu'à l'avènement de la N. E. P. ou de la *nouvelle politique*

économique (1) qui laissait une large place à l'activité du capital privé.

### a) Période du communisme de guerre.

La nationalisation générale de l'économie russe, sortie du pillage local des entreprises et des domaines privés, et des mesures éparses édictées par les Soviets dès leur arrivée au pouvoir, fut terminée au début de 1920 (2). A cette époque, furent promulguées les « *Dispositions sur la nationalisation des entreprises* », une sorte de code de nationalisation.

Les entreprises nationalisées furent groupées en des unités économiques dont la direction a été confiée au début à des centres spéciaux d'administration qu'on appelait des « *Glavkis* ».

Cette unification de l'industrie et du commerce, déjà bien avancée à la fin de la guerre, a abouti à la centralisation des industries par branches déterminées : le *Centrotextile* était le Comité Central des industries textiles, le *Glavougol*, celui des charbons, le *Centrorezina*, direction centrale des caoutchoucs, etc...

Après avoir décrété la nationalisation de l'industrie, le gouvernement soviétique essaya de s'emparer de l'agriculture, afin de disposer de toute l'économie pour établir un régime de production, de distribution, purement communiste.

Cependant, devant l'opposition irréductible des paysans, le *Parti Communiste* qui personnifie le gouvernement, a dû se ranger à un compromis connu sous le nom de *prodrazverstka*.

La *prodrazverska* de cette période diffère essentiellement de celle qui a été pratiquée pendant la guerre. Elle enlevait au paysan toute la liberté de disposer des produits de son exploitation, car toute la production, excédant ses besoins personnels, devrait être fournie gratuitement à l'Etat.

En échange, ce dernier se chargeait de pourvoir gratuitement à tous les besoins des cultivateurs en produits industriels.

On a créé en même temps les *Comités d'emblavage*, organes administratifs chargés de la direction des cultures agricoles devenues obligatoires.

L'Etat s'est trouvé à la tête de toute l'économie nationale. Il a mis au sommet de l'hierarchie économique le « *Soviet supérieur de*

(1) La *Nep* est l'abréviation russe des mots « *Nouvelle économique politique* ».

(2) Le premier décret sur la nationalisation de la grosse industrie porte la date du 28 juin 1918.



*l'économie nationale* » dont les directives ont été exécutées sous le contrôle des Soviets locaux (1).

Comme une conséquence logique de ce système économique, un décret dut promulgué sur le rationnement et la *distribution gratuite des produits aux particuliers* (2).

Cependant la machine administrative économique, à peine constituée en pleine guerre civile, fonctionnait d'une façon déplorable.

L'industrie nationalisée était en plein désarroi, le défaut de coordination, l'inexpérience des administrateurs, le manque de matières premières, tout ceci a amené bientôt une disette des produits fabriqués.

Ne recevant pas de produits manufacturés promis, les paysans refusèrent alors de livrer leurs récoltes. Pour assurer, au moins le ravitaillement du parti et de *l'armée rouge*, le gouvernement soviétique a dû recourir à des mesures de rigueur. Il envoya dans les campagnes des *détachements de ravitaillement* qui procédaient à des réquisitions de vivres. Ces réquisitions se transformaient souvent en des confiscations quasi-totales de toute la production paysanne.

Les paysans répondirent à cette mesure en se révoltant; ils réduisirent la surface des terres emblavées.

La lutte s'engage ouvertement entre les paysans et les Comités d'emblavage et au printemps 1921 la situation devient désespérée.

La production agricole et industrielle ayant tombé en 1920 jusqu'à 10 % par rapport à celle de 1913, celle-ci ne pouvait plus suffire au ravitaillement national. Les stocks de matières premières accumulés pendant la guerre ont été gaspillés. Le gouvernement en était même réduit à importer des produits de première nécessité et, ne pouvant pas obtenir de crédits à l'étranger, il était obligé de « bazarder » les dernières réserves d'or. Pour comble, une famine atroce s'ensuivit dans une partie considérable du territoire.

Il fallait donc, de toute urgence, renoncer, tout au moins, provisoirement, à l'application intégrale des principes communistes. En effet, le communisme de guerre, comme on appelle généralement cette époque, n'était qu'une « attaque de front » suivant le mot de Lénine, vouée à un échec certain. « C'était une attaque de front qui n'a pas réussi, soit ! Faisons un détour — disait-il — passons au siège, agissons par sape » (3).

Il fallait sauver à tout prix les ressources essentielles de leur

(1) Décret du 5 décembre 1917.

(2) Du 11 octobre 1920.

(3) V. LÉNINE : Œuvres, T. XVIII, p. 214 et 378.

gaspillage définitif, et de combler l'abîme qui s'est établi entre la ville et la campagne. La faillite financière a brusqué les choses.

### b) Nouvelle politique économique.

Dans la nouvelle politique économique inaugurée au printemps 1921, le gouvernement soviétique revient en grande partie aux principes de liberté et ceci, non seulement dans le domaine agricole où il était obligé de « lâcher les brides », mais aussi dans l'industrie et surtout dans le commerce.

1. *La suppression du régime de prodrazverstka* . Le régime de prodrazverstka fut remplacée par le système des impôts en nature, le *Prodalog*. On permit aux paysans de vendre sur le marché les produits de leurs exploitations. On rendit la liberté à la petite industrie domestique, ainsi qu'à l'industrie artisanale des « *Koustars* ».

On permit l'affermage des entreprises nationalisées de moyenne importance, on autorisa les concessions des grandes entreprises à des capitalistes étrangers (1).

Cependant malgré toutes les libertés octroyées officiellement, le gouvernement soviétique se préoccupait fort peu de favoriser le capitalisme privé, car il gardait toujours entre ses mains toute la grosse industrie et, par conséquent, la direction du mouvement économique.

Renonçant à « la socialisation directe » de la production agricole, il a dû recourir, au point de vue communiste, à des expédients économiques qui lui assuraient la haute direction de cette branche économique.

Ses expédients ne sont autre chose que les exploitations agricoles d'Etat et les coopératives de production agricole.

Les « *exploitations soviétiques* » ou comme on les appelle couramment les « *sovkhoz* », organisés depuis suivant les dernières données de la technique agricole, sont appelées à jouer dans la vie économique des soviets un triple rôle.

Tout d'abord, grâce à leur productivité, en principe, supérieure à celles des exploitations privées, celles-là fourniraient au gouvernement une partie notable de produits alimentaires.

Elles permettraient, en outre, l'exportation des produits agricoles à l'étranger, étant donné le besoin constant du gouvernement soviétique en devise étrangères nécessaires pour équilibrer sa balance commerciale.

Constituant, enfin, des fermes-modèles, les exploitations d'Etat servent de moyen de propagande de l'exploitation rationnelle et font

---

(1) Le décret du 7 juillet 1921.

apparaître aux yeux des paysans la supériorité de l'exploitation en grand.

Les exploitations agricoles d'Etat, bien qu'en nombre limité, à cause des immobilisations énormes de capitaux qu'elles exigent pour leur organisation, paraissent donner des résultats satisfaisants. Ces *sovkhoz* sont d'ailleurs par analogie avec des groupements industriels et commerciaux, groupés en des *trustes agricoles*.

À côté du *sovkhoz*, exploitation d'Etat, le gouvernement favorise la création des « *exploitations collectives* » connues sous le nom de « *Kolkhoz* ».

Créées à la façon des coopératives de production, elles seraient appelées, dans la pensée des économistes soviétiques, à entraîner la population paysanne dans le « secteur socialiste ».

Mais l'absence de contrainte et la liberté des coopératives agricoles n'ont donné jusqu'à ces dernières années que des résultats franchement *médiocres*.

La principale préoccupation des pouvoirs soviétiques est de constituer des stocks importants de blés pour répondre aux besoins des fonctionnaires innombrables des administrations soviétiques, de l'armée rouge et de la population civile, à l'exclusion cependant des paysans.

L'Administration centrale des blés effectue tous les ans l'approvisionnement de tous les organes d'Etat chargés de répartition des blés, en organisant l'achat, l'échange et la distribution sur tout le territoire de l'*Union Soviétique*.

2. *Les Trusts d'Etat*. — Le revirement brusque de la politique économique a, d'autre part, nécessité une réorganisation complète de l'industrie et du commerce qui ont été *commercialisés* sous forme des *trusts d'Etat* et des *syndicats* (1).

L'expression de « trust soviétique » est tout à fait dans l'esprit de la doctrine marxiste qui fait du prolétariat, après la révolution sociale, l'héritier d'une concentration capitaliste, parvenue à sa maturité. C'est la substitution du trust prolétarien au trust capitaliste.

Le trust soviétique comprend, soit plusieurs fabriques ou usines, soit quelques centres d'exploitation, soit plusieurs entreprises commerciales, soit toute une branche d'une industrie régionale. C'est un organisme typique de concentration verticale, horizontale ou diagonale des entreprises économiques.

Sans entrer dans la discussion sur la nature juridique du trust soviétique, on peut dire que ce n'est pas une entreprise monopoliste de l'Etat, ni une entreprise privée, c'est un organisme autonome,

(1) Décret sur les trusts d'Etat du 12 août 1921, modifié par celui du 10 avril 1923.



ayant une existence indépendante, bien que soumise à une réglementation étatiste étroite.

Ces organismes économiques sont établis suivant un plan déterminé par l'Etat qui désigne le Conseil d'Administration chargé de gestion du trust. Leur exploitation s'effectue suivant les méthodes commerciales et financières capitalistes et l'Etat n'intervient dans la gestion que pour s'attribuer la majeure partie des bénéfices réalisés (1).

Nanti de la personnalité civile, le trust soviétique n'est cependant pas juridiquement propriétaire des terres, ni de bâtiments occupés, ni de constructions qu'il a édifiées, ni des machines qui y fonctionnent; les immeubles constituent la propriété de l'Etat insaisissable, incessible et incompensable sans l'autorisation expresse.

Seuls les produits de son exploitation lui appartiennent en propres; seuls ces produits peuvent servir de gage général ou spécial à des créanciers et des obligataires du trust.

Malgré ces limitations, les trusts soviétiques ont beaucoup facilité les relations des industries étatisées avec le marché national, tandis que leur souplesse relative a permis les possibilités d'initiatives individuelles qui les a rapprochées aux trusts capitalistes (2).

La concentration soviétique ne s'arrête pas là; les trusts sont groupés en *Syndicats* qui ont à leur tête le *Conseil paourusse des syndicats*. Il y a, par exemple, un Syndicat de coton qui groupe une quinzaine de trusts; syndicat de laine formé d'une dizaine de trusts de lainages, un syndicat textile groupant une trentaine de trusts, un syndicat agricole qui englobe tous les trusts de production agricole, etc...

**3. Les organes centraux et le Gosplan** — Au-dessus des syndicats on trouve le *Soviet supérieur de l'Economie Nationale* qui personnifie avec le *Soviet du Travail et de la Défense Nationale* et le *Comité Central exécutif*, tout le pouvoir économique et politique de l'Union Soviétique.

Une certaine symétrie s'observe dans toutes les organisations économiques régionales et locales où le schéma tripartiste est adopté presque universellement.

Il existe, en outre, une *Commission permanente des projets et des plans économiques* connus sous le nom de « *Gosplan* », organisme qui a pour fonction de coordonner les divers rouages de la machine économique et d'adapter la production à la consommation.

Cette institution, sans laquelle il est difficile de concevoir le fonc-

(1) La loi sur les trusts attribue en principe 70 % de bénéfices au trésor, 10 % aux syndicats ouvriers, aux œuvres d'instruction et de distraction populaire, 20 % au fonds de réserves.

(2) ROSENFELD : Politique industrielle de l'U. R. S. S., p. 251.

tionnement d'une économie étatisée, est chargée de l'élaboration des plans économiques basés sur des chiffres de contrôle des statistiques officielles qui reflètent les conjonctures économiques à chaque moment déterminé.

**4. Le système de financement.** — Le décret de nationalisation des banques privées était le premier acte du gouvernement bolcheviste (1). Tout le réseau des banques privées fut incorporé à la *Banque d'Etat* qui devint la *Banque du Peuple*.

Parallèlement on supprime les établissements et les sociétés de crédit mutuel devenus inutiles puis, toutes les banques hypothécaires et les sociétés de crédit foncier devenues superflues, à la suite de la nationalisation du sol.

Pendant la période du communisme de guerre on pratiquait le système de financement par le Trésor, la banque poulaire dut elle-même liquider son actif et fut rattachée au Trésor.

La *nep* vit renaître le système bancaire. Les trusts et les entreprises d'Etat, mis sur le pied commercial et jouissant d'une certaine autonomie économique et de crédit, ce qui a amené la création des banques soviétiques.

En 1921, apparaît la Banque d'Etat — appelée par abréviation la *Gosbank* et son capital se monte bientôt à un chiffre très élevé (2).

Créée pour favoriser le développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, la *Gosbank* devient en même temps un institut d'émission qui a mis en circulation le nouveau billet de banque, le *Tchernovetz* (3) et a préparé ainsi la réforme monétaire de 1924 qui a assaini les finances soviétiques (4).

Depuis, le développement progressif du système bancaire ne faisait que s'accroître pendant toute la période de la nouvelle politique économique.

Sans parler du réseau augmentant sans cesse des succursales, des agences et des bureaux de la *Gosbank*, des banques spéciales ont été créées dans chaque branche économique, comme la *Prombank* ou la *Banque Industrielle*, comme la *Vniechtorgbank* ou la *Banque pour le Commerce extérieur* et ainsi de suite.

Montées par actions toutes les banques soviétiques étaient des organismes autonomes à la manière des trusts d'Etat, car le capital

(1) Le décret du 14 décembre 1917.

(2) Le décret du 16 novembre 1921 sur la Banque d'Etat fixe son capital primitivement à 200 millions roubles, porté ensuite à 575 millions roubles.

(3) Un *Tchervonetz* = 10 Roubles or.

(4) B. KOUBASSOV : La réforme monétaire en Russie soviétique.

en étaient souscrit par les entreprises industrielles et commerciales d'Etat et la part du capital privé y était tout à fait insignifiante.

**5. La coopération.** — Un rôle particulier est réservé aux coopératives de consommation dans l'ensemble de l'économie soviétique où la grande partie de consommateurs est approvisionné en dehors du marché privé.

On peut dire sans exagération que les neuf dixièmes de production étatisée passe par les coopératives de consommation et il ne reste qu'un dixième pour les organes purement étatiques ainsi que pour le commerce privé.

Les coopératives se créent et se développent sous le patronage de l'Etat qui laissait jusqu'à ces dernières années une liberté d'entrée et de sortie qui caractérise ce genre d'institutions.

Dès le début de la *Nep*, une lutte acharnée s'est engagée entre les coopératives de distribution et de consommation et le commerce privé, lutte où ce dernier perdait tous les jours du terrain, à cause de l'hostilité générale de la part des pouvoirs publics qui favorisaient partout le développement de la « *Coopération* ».

Les attributions des coopératives soviétiques de consommation sont très larges; elles dépassent de beaucoup la compétence des coopératives ordinaires. En réalité la coopération soviétique est une institution à part; elle diffère profondément des coopératives européennes, surtout à l'heure actuelle (1).

A part les fonctions ordinaires de distribution et d'approvisionnement de ses membres, la coopération soviétique a des liens très étroits avec l'Etat et la production étatisée dont elles exécutent les directives commerciales ou financières (2).

En 1925, au point culminant de la *Nep* un quart environ de population faisait parti des coopératives si l'on comprend tous les membres de famille. Ce chiffre est considérablement augmenté depuis et aujourd'hui l'on peut dire que la majeure partie de population russe est attaché à des coopératives de consommation devenues en fait *obligatoires*.

### c) Situation actuelle.

Il y a trois formes d'entreprise économiques dans la Russie Soviétique :

1° Les entreprises étatiques qu'on appelle « *gospromichlennost* » ;

---

(1) En 1931.

(2) Le décret du 20 mai 1924 sur les coopératives de consommation.



2° Les entreprises *coopératives* connues sous le nom générale de *Coopération et de collectivisation*;

3° Les entreprises *privées ou tchastnik*.

Les économistes soviétiques rangent les deux premières catégories dans le « *secteur socialiste* » par opposition au « *secteur privé* » de la troisième catégorie.

Il est pourtant préférable de conserver la division tripartiste qui marque bien le caractère intrinsèque de chaque entreprise *dont aucune n'est, d'ailleurs, socialiste*.

Le « *secteur socialiste* » rentre dans l'*économie planée* tandis que le *secteur privé* échappait jusqu'à ces dernières années à l'emprise du plan économique, car le *capital privé a une tendance nettement déterminée de former un circuit économique fermé, en dehors du circuit étatisé*.

L'industrie d'Etat forme la pierre angulaire de l'économie soviétique en même temps qu'une sorte de laboratoire central d'où viennent toutes les expériences. L'industrie soviétique sert de levier à l'aide duquel est mise en mouvement et réglée toute la vie économique du pays.

L'industrie soviétique entraîne dans son orbite toutes les entreprises étatisées, toutes les concessions et établissements affermés, exerçant un monopole de fait sur le marché paysan, étant le facteur principal de tous les échanges économiques, dominant tout, réglant tout.

La liaison de l'industrie étatisée avec le secteur privé et, en particulier, avec le paysan et le consommateur en général, s'effectue par l'intermédiaire des *coopératives soviétiques* placées aux temps de la nep sous la tutelle étroite de l'Etat, qui se transforme petit à petit en une direction effective de toute la coopération. L'Etat dirige 90 pour cent de production industrielle et par l'intermédiaire des coopératives étatisées et devenues en fait obligatoires, il distribue plus de 90 pour cent de toute la production économique.

Le point faible de l'économie soviétique est l'existence du capital privé en face du gouvernement purement communiste.

Malgré les persécutions constantes, le capital privé occupe une place assez importante dans l'ensemble du capital national et principalement dans l'agriculture.

Dans la petite industrie, l'industrie artisanale de même que dans le commerce de détail, il opère souvent sous des formes déguisées, car son existence légale n'est pas toujours et partout possible.

On évalue généralement à 20 pour cent la part du capital privé

avant l'inauguration de la politique de collectivisation des campagnes (1); ce chiffre a baissé depuis.

L'industrie étatisée a fait d'énormes progrès depuis la période du communisme de guerre, notamment dans la concentration rationnelle des entreprises qui a permis d'améliorer les méthodes de production et le rendement du travail.

Les chiffres de production, confirmés d'ailleurs par différentes sources, sont concluants, car ils montrent nettement que l'industrie soviétique dans beaucoup de cas a dépassé le niveau d'avant la guerre ce qui a permis, même dans les entreprises à outillage moderne, l'introduction de la *journée de sept heures* (2).

Dans la lutte constante, à armes d'ailleurs inégales, du « secteur socialiste » avec le « secteur privé », ce dernier perd chaque jour du terrain en faveur du premier qui est l'objet des sollicitudes particulières de la part du gouvernement soviétique. L'économie individualiste est réduite au rôle d'un indésirable qu'on est obligé de tolérer provisoirement, en attendant la socialisation intégrale.

La situation du capital privé s'est aggravée encore depuis que les mesures draconiennes ont été prises en faveur de la *collectivisation des campagnes*.

On a réussi à *étatiser* presque toute l'industrie soviétique, on a nationalisé la majeure partie du commerce et la finance nationale, mais l'agriculture restait jusqu'à ces dernières années en dehors du « secteur socialiste ».

L'offensive actuelle contre les campagnes pour forcer la collectivisation sous forme des « *exploitations collectives* » ou des *kolkhoz* se poursuit sur une grande échelle sur tout le territoire de l'Union Soviétique; elle ne s'arrête pas devant les mesures de rigueur extrêmes pour forcer cette collectivisation étatiste.

La crise effroyable qui sévit depuis plus de deux ans (3) dans toute l'économie soviétique est une conséquence directe des mesures brusquées dictées par le *désir communiste d'absorber toute l'économie du pays*.

Le plan économique quinquenal, qui prévoit une industrialisation et une collectivisation forcées, est la cause principale de cette crise économique dont les conséquences sont stoïquement supportées par la population réduite littéralement à la misère.

Aujourd'hui l'Etat Soviétique est le maître absolu de toute l'éco-

---

(1) D'après les chiffres de 1928.

(2) Le premier décret sur la journée de sept heures a paru en octobre 1928.

Nous laissons de côté les raisons politiques de cette réforme.

(3) 1929, 1930.

nomie y compris l'Agriculture. Les données officielles dénotent une croissance énorme des « exploitations collectives » et le fléchissement des exploitations individualistes, mais il ne faut pas oublier que la population paysanne présente 80 pour cent environ de population russe, que le paysan forme donc la base de toutes les relations économiques et sociales et que cette base restait jusqu'ici foncièrement individualiste.

Cependant, le plan quinquénal, dont l'application se poursuit aujourd'hui avec acharnement, prévoit une absorption considérable de l'économie agricole dans le lit étatiste.

### § 3. — LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LES PLANS ÉCONOMIQUES INTERNATIONAUX

La crise économique mondiale, déclanchée en 1930, a bouleversé complètement les anciennes nations de liberté et d'initiative dans la production économique. Cette crise, qui a ébranlé profondément l'édifice du capitalisme individualiste, a acculé ce dernier à chercher des secours à l'Etat pour le faire intervenir efficacement dans l'organisation économique et d'essayer à sauver la production, et par conséquent tout l'édifice social actuel, de la ruine complète.

#### **a) Crise économique mondiale.**

La spéculation fiévreuse sur les valeurs à la Bourse de New-York, commencée à la fin de 1927 a abouti en 1929 à un krach formidable qui était une sorte d'avertissement funèbre annonçant la fin de prospérité économique des Etats-Unis.

Les perfectionnements croissants des méthodes de l'organisation et du travail, la rationalisation technique de la production, qui a pris des proportions inattendues, ont accentué, ces dernières années, la disproportion entre le volume de la production et celui de la consommation.

La surproduction agricole a achevé cette disproportion et vers la fin de 1930, la conjoncture économique devient nettement catastrophique.

Déclanchée aux Etats-Unis, la crise économique a bien vite dépassé les cadres de l'économie nationale; déjà vers le milieu de 1930, elle a gagné plus ou moins toute l'économie mondiale qui est secouée avec une férocité exceptionnelle.

Cette rupture de l'équilibre économique est suivie, comme toujours, de son cortège habituel :

- 1° L'avilissement des prix;



2° La contraction du volume des échanges;

3° Le chômage.

En effet, les prix des matières premières, tant agricoles qu'industrielles, ont subi une baisse moyenne de 50 % depuis 1925 (1). Dans beaucoup de cas, ces prix ont été inférieurs au niveau de 1913.

Les statistiques de tous les pays dénotent une contraction du volume des échanges, surtout en matière du commerce extérieur et une diminution brusque de la confection des produits fabriqués et des produits semi-fabriqués.

Les pays les plus éprouvés sont ceux qui produisaient surtout les matières premières et les matières agricoles.

Le chômage dont souffraient en permanence les vieux pays capitalistes s'est accru jusqu'à des proportions inouïes. D'après les données du Bureau International du Travail, l'armée internationale des chômeurs a atteint au début de 1931 un chiffre fabuleux de 25 millions de travailleurs dont presque la moitié pour l'Europe (2).

La crise économique mondiale a accentué ce qu'on appelle les contradictions sociales et a contribué pour beaucoup à l'instabilité des continents entiers, notamment dans les pays de l'Amérique du Sud, de l'Amérique centrale et de l'Europe centrale. L'explosion récente dans la péninsule Ibérique, dont les causes politiques et sociales remontent profondément dans l'histoire, n'est devenue possible qu'à la suite de la crise économique universelle.

L'« ébullition sociale » soutenue jusqu'ici par la Révolution Russe, puise de nouvelles forces dans la crise mondiale *pour opérer le changement plus ou moins insensible des bases économiques et sociales de l'Humanité.*

### b) Moyens d'y parer.

La question naturellement vient se poser pour tous les pays, pour tous les Etats du monde, si *une intervention consciente* est possible dans l'anarchie des relations économiques pour adoucir le caractère aigu de la crise mondiale et de soulager ainsi la maladie chronique du capitalisme individualiste.

Dans cet ordre d'idées, il est particulièrement intéressant de signaler les mesures prises par les Etats-Unis d'Amérique du Nord à

(1) Cette baisse s'est accentuée aujourd'hui d'une façon catastrophique.

(2) Notamment en chiffres ronds :

|                  |            |
|------------------|------------|
| Allemagne .....  | 5 millions |
| Angleterre ..... | 3 »        |
| E. U. A. ....    | 7 »        |

Etc...

la fin de 1930, lorsque la conjoncture économique est devenue catastrophique.

C'est le Président Hoover qui s'est mis à la tête des organes chargés d'enrayer la crise. Il a tenu plusieurs conférences économiques et même convoqué différents congrès des représentants de la grosse industrie, des chemins de fer, des banques et des organisations ouvrières; à la suite de ces conférences, on a décidé que l'Etat devrait intervenir directement et efficacement dans l'économie nationale, afin de lutter contre la surproduction et de fournir du travail aux chômeurs.

Le gouvernement fédéral, concurremment avec les gouvernements des Etats, a élaboré un plan de travaux publics et de constructions d'intérêt général tant directement pour le compte de l'Etat que pour les besoins des municipalités.

Parallèlement à cette mesure le taux d'escompte a été abaissé jusqu'à un chiffre extrême de 2 % (1).

En même temps une série de plans économiques a été élaborée en vue de limiter la production et stabiliser les prix des matières premières. La réalisation de ses plans est confiée à des organismes internationaux du type des ententes internationales.

Les uns devraient régler la production mondiale des nitrates, des caoutchoucs, des pétroles, de l'étain, des cuivres, des sucres, du café, du blé, etc...

Les autres devraient régler les prix du marché mondial par l'achat de la majeure partie de la production pour la faire écouler ensuite proportionnellement à la demande et suivant les exigences du marché international.

Les tentatives de valorisation des excédents de la production avec l'aide ou l'intervention directe de l'Etat ont eu lieu au Brésil pour la production du café (2), aux Etats-Unis du Nord, au Canada pour les blés et ainsi de suite, pour n'en citer que les principales.

Le sixième congrès de la Chambre de Commerce Internationale tenu en 1931 (3) s'est prononcé dans le sens de la *suppression de la concurrence et de l'établissement des monopoles mondiaux* partagés entre les organismes appropriés à chaque branche spéciale de la production.

Dans les rapports économiques avec la Russie des Soviets on s'inspire de ses exemples du monopole du commerce extérieur et on

---

(1) A. MICHELSON : Dernières nouvelles, 1931.

(2) Au Brésil, une partie de la récolte du café a été jetée dans la mer.

(3) Au mois de mai.

propose d'instituer les organismes analogues, chargés de centraliser le commerce avec l'Etat soviétique.

Enfin, un projet d'institution d'une Banque Internationale pour l'agriculture est élaboré en vue de remédier à la crise qui depuis de longues années sévit en cette branche de l'économie mondiale. Sans parler des plans financiers, tel que le plan Young qui règle actuellement les rapports financiers des Etats belligérants, telles que les mesures internationales de sauvetage financier, etc...

### Sect. III. — L'EXPÉRIENCE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

La plupart des expériences économiques actuelles trouvent leur origine dans les institutions nées pendant la grande guerre. En effet, les besoins de la défense nationale ont obligé les gouvernements belligérants à prendre des mesures et même à faire voter les lois qui ne tendaient à rien moins qu'à la nationalisation du travail et de la main-d'œuvre.

En Allemagne, fut promulguée en 1916 une loi qui fit sensation. Ce fut la loi sur *le service auxiliaire national ou la mobilisation civile*.

D'après cette loi tout Allemand de dix-sept à soixante ans révolus, autant qu'il n'était pas incorporé dans l'armée, était soumis pendant la durée de la guerre au service auxiliaire national, autrement dit, employé à la fabrication de guerre.

On fit d'abord appel aux personnes qui ne travaillaient pas pour la défense nationale. Le nombre de volontaires étant insuffisant, on procède à l'appel obligatoire sous les drapeaux du travail, en tenant compte, cependant, du genre d'occupation, de l'âge, de la situation de famille, du lieu de résidence et de l'état de santé.

Le but fondamental de la loi était de former des équipes volantes de travailleurs et les faire travailler là où les nécessités de la défense nationale l'exigeaient.

De même en France, parallèlement à une crise profonde de l'organisation industrielle, des difficultés très graves se sont élevées dans le domaine de la main-d'œuvre dont le nombre a brusquement diminué de 25 à 30 pour cent, à cause de la mobilisation des ouvriers appelés sous les drapeaux.

L'insuffisance de la main-d'œuvre s'aggravait du fait d'un développement prodigieux des industries de guerre. Aussi déposa-t-on un projet de loi tendant à instituer la réquisition de la main-d'œuvre civile pour les citoyens des deux sexes de 17 à 60 ans, dans le cas où le service volontaire ne suffirait plus pour compléter les cadres.

Il devrait en résulter une meilleure utilisation de la force ouvrière, et par conséquent, le meilleur rendement des entreprises.



Le projet a été conçu à l'exemple de ce qui avait été fait en Allemagne et en Angleterre; il répondait à un besoin pressant et présentait une utilité réelle.

Les vagues tentatives d'introduire le service obligatoire du travail pendant la guerre ont reçu leur application réelle, après les hostilités, en Bulgarie et en Russie Soviétique.

### § 1. — L'EXPÉRIENCE BULGARE

La Bulgarie est le premier pays du monde qui a su organiser et appliquer, réellement, le service obligatoire de travail. La loi introduisant ce service a été votée à la suite des perturbations et des troubles économiques résultant de la grande guerre. Elle avait pour but de faire contribuer toute la population au relèvement de l'économie nationale, surtout dans l'agriculture.

#### a) Introduction du service obligatoire de travail.

Cette loi posait le principe du travail obligatoire pour les deux sexes (1).

En vertu de cette loi tout Bulgare valide et ne bénéficiant d'aucun motif légitime d'exemption est tenu de fournir à l'État une quantité déterminée de son travail.

Le temps de service fut primitivement fixé à un an pour les jeunes gens et de six mois pour les jeunes filles.

Le *service régulier* ou la *redovna povinnost* s'effectuait par tous les jeunes gens dans l'année qui suit celle où ils ont eu 19 ans et les jeunes filles 15 ans révolus.

En cas de dommages graves causés par les éléments déchaînés, ou des calamités publiques, ou bien en cas d'exécution des travaux urgents d'intérêt national, tous les sujets bulgares pouvaient être appelés par le gouvernement pour un *service temporaire* ou la *vremenna povinnost* qui n'excédait pas un mois par an.

Les prestations régulières s'effectuaient, en principe, dans le département où les prestataires ont été domiciliés; cependant, les femmes ont été utilisées sur place et au lieu de leur domicile.

Les prestataires ont été utilisés dans les travaux agricoles, pour l'élevage du ver à soie, dans la pêche, dans la confection des vêtements, etc...

Toute une série d'exemptions et de sursis a été d'ailleurs accor-

---

(1) L'Ukaze du tzar du 22 octobre 1921 publié au *Journal Officiel Bulgare*, le 9 novembre 1921.

dées à ceux qui ne pouvaient, pour des considérations physiques morales ou politiques, se mettre dans les rangs de l'armée du travail, comme les prisonniers ou les malades, les femmes mariées, les fonctionnaires et les anciens mobilisés et ainsi de suite; les sursis ont été accordés aux étudiants et aux mobilisés.

Les mesures prises par le gouvernement bulgare en vue d'application du service obligatoire de travail peuvent être classées dans l'ordre chronologique suivant (1).

1° En hiver 1920-1921, le Conseil des Ministres décide l'appel de tous les sujets bulgares de sexe masculin entre 20 et 50 ans pour une prestation temporaire de dix jours.

2° Du mois d'avril au mois d'août 1921 a été effectué le premier appel en vertu de la nouvelle loi sur le service obligatoire. Une dizaine de mille de prestataires, appartenant à la première classe de mobilisation du service régulier, fut ainsi appelée par fractions successives.

3° En septembre-novembre 1921, une nouvelle tentative d'utilisation des prestataires de la première classe de mobilisation. Une trentaine de mille hommes ont été mis pour trois mois à la disposition des communes.

4° En hiver 1921-1922, un nouvel appel de tous les sujets bulgares du sexe masculin de 20 à 50 ans pour une prestation temporaire de dix jours.

5° En avril-juillet 1922, le troisième appel de la classe de mobilisation; 33 mille hommes ont été convoqués dont 29 mille retenus, après défalcation des réfractaires, des sursitaires, etc...

6° La période mai-juillet 1922 se distingue par le premier essai du service obligatoire des femmes: 400 jeunes filles de Sofia, appartenant à la première classe de mobilisation, ont été convoquées sous les drapeaux du travail pour faire leur période obligatoire dans les services publics de la Capitale.

7° L'appel partiel de la deuxième classe de mobilisation économique en juillet-octobre 1922.

La physionomie générale de l'institution a le caractère nettement étatiste.

L'Administration centrale du service obligatoire a été placée sous le contrôle supérieur et la responsabilité du Ministre du Travail.

L'Administration de l'Armée du travail a été confiée au *Directeur général*; plus bas les sous-directeurs et les fonctionnaires principaux. L'Administration départementale a été confiée à des bureaux départementaux du service obligatoire. Les cadres administratifs et le per-

---

(1) LAZARD : Service obligatoire de travail en Bulgarie, p. 41.

sonnel technique sont formés par des fonctionnaires salariés, à raison d'un fonctionnaire par quinze prestataires.

### b) Utilisation des prestataires.

Conformément à l'esprit général de l'institution, l'Administration a organisé plusieurs entreprises importantes dont le personnel auxiliaire a été formé des prestataires. Certaines de ces entreprises ne travaillaient que pour les besoins de l'armée industrielle elle-même, d'autres, au contraire, s'occupaient exclusivement des besoins généraux de l'Etat, des départements et des communes.

*Les exploitations agricoles et l'élevage* doivent être placés en tête de la liste des entreprises étatistes utilisant le travail obligatoire (1).

Constitué en groupes d'exploitations agricoles ou les « *tchetas* », l'effectif de ces entreprises se composait des jardiniers, des bouchers, des boulangers, des charrons, des ferblantiers, des conducteurs d'automobiles, des infirmiers, des cordonniers, des tailleurs, des menuisiers, etc....

Des groupements agricoles plus importants ont été formés par des « *zadrouga* » départementaux.

Ensuite vient la pêche et l'industrie de pisciculture qui touche de près l'agriculture.

En troisième lieu vient l'industrie forestière et l'exploitation des forêts d'Etat.

Les prestataires ont été aussi largement utilisés dans l'industrie des matériaux de *construction* et même dans l'industrie de *confection* et de *chaussure*.

L'armée économique offrait un débouché important aux entreprises étatistes de vêtement et de chaussure. De grands établissements de fabrication de chaussures et des ateliers de confection ont été établis un peu partout.

L'industrie du bois, les constructions d'instruments aratoires, des ateliers de charpentes et les constructions mécaniques utilisaient les prestataires; de même que l'industrie du bâtiment des briqueteries exploitées par l'Etat, des fours à chaux, etc...

Une autre utilisation, non moins importante des prestataires, a eu lieu dans les services publics; le personnel auxiliaire des ministères, les ouvriers pour les travaux publics et les employés temporaires d'Etat.

Enfin, les prestataires en service régulier ont été mis à la disposi-

---

(1) LAZARD : Service obligatoire de travail en Bulgarie, p. 53.



tion des communes pour l'exécution de divers travaux d'ordre général.

### c) Semaine scolaire du travail obligatoire.

Le gouvernement agrarien a compris tout de suite que l'école pourrait lui être d'un puissant secours pour faire entrer l'institution dans les mœurs. Dans ce but, il a institué ce qu'il a appelé la « *Semaine scolaire de travail obligatoire* » (1).

Chaque conseil scolaire devrait constituer une commission spéciale, comprenant notamment l'agronome, l'ingénieur et le médecin. Cette commission devrait élaborer un programme des travaux et des ouvrages à exécuter par les élèves de chaque établissement scolaire.

Pour le choix de ses travaux, la commission s'inspirait nécessairement de la loi sur le service obligatoire de travail. C'était de préférence les besognes susceptibles d'être exécutées sans instruments spéciaux et les ouvrages visant plus ou moins directement les besoins de l'Administration scolaire telles que le nettoyage, le nivellement des cours, les plantations, l'écoulement des eaux, les fosses d'aisances, les clôtures et les haies vives, la mise en état des jardins et des vergers scolaires, le greffage, l'élevage, les fouilles archéologiques, le nettoyage et la conservation des antiquités, l'établissement des allées conduisant à des sites artistiques ou d'intérêt historique, le pavage des rues et des places avoisinant les écoles, etc...

La commune a été obligée de fournir les instruments indispensables pour procéder aux travaux des écoliers. La direction administrative du travail scolaire a été confiée aux spécialistes appartenant au centre administratif le plus rapproché.

Les écoliers furent répartis en équipes suivant l'âge, le sexe et les aptitudes physiques. En se basant sur le programme élaboré par la commission, les conseils scolaires fixaient d'une manière détaillée les tâches de chaque équipe.

La journée de travail était de huit heures, la discipline établie à la militaire; des comptes rendus détaillés devaient être fournis nécessairement à la fin de chaque période obligatoire.

Les semaines scolaires furent organisés partout, *la jeunesse travaillait avec enthousiasme*.

### d) Résultats obtenus.

La liste des travaux exécutés par les prestataires est extrême-

(1) LAZARD : Service obligatoire de travail en Bulgarie, p. 99.

ment longue à énumérer. Il est difficile de classer les travaux et d'évaluer leur volume étant donné leur diversité et l'absence d'unité de mesure, mais ils sont caractérisés par ce trait commun qu'ils se rapportent tous à la terre et, généralement, aux ouvrages immobiliers.

Les travaux exécutés peuvent se diviser cependant en trois grandes catégories :

- 1° Les travaux pour le compte de l'Etat ;
- 2° Les travaux des communes et
- 3° Ceux qui se rapportaient à l'organisation et à l'entretien du service de travail.

Quant au rendement du travail des jeunes prestataires appelés sous les drapeaux du travail, il était en principe inférieur à celui d'un ouvrier qualifié. Cette infériorité a été évaluée par la Direction générale du service obligatoire à 20 pour cent. Donc, en définitive, le prestataire rapportait 80 pour cent de rendement d'un ouvrier moyen. Cela a dépassé toutes les prévisions. *Cela a surtout dissipé les anciens préjugés sur le rendement inqualifiable du travail obligatoire.*

Il est difficile de se prononcer d'une façon nette sur la valeur effective de l'expérience tentée, vu la jeunesse de l'institution et le peu de durée de son application réelle, mais il faut dire tout de suite que cette tentative a suscité de vifs étonnements, en faisant en même temps naître les espoirs jusqu'alors insoupçonnés.

Hélas ! même là où la bonne volonté ne manquait pas et en dépit des circonstances favorisant l'application du système obligatoire du travail, la *pression extérieure* a déformé, petit à petit, l'institution par l'introduction des adoucissements et des exemptions assez larges. *Le principe de l'universalité* auquel tenaient tant les agrariens fut tronqué.

A la suite de l'intervention extérieure le *principe obligatoire* de l'institution perdait chaque jour de sa rigueur et les événements intérieurs, qui ont amené des modifications politiques profondes, ont largement contribué à ce que l'expérience de service obligatoire de travail soit devenu purement platonique.

Malgré tout, l'effort fait a été considérable. Il ne s'agissait pas du tout d'une institution de circonstance mais bien *d'une tentative sérieuse de mettre sur pied un service public nouveau, un organisme économique très important, une force étatiste de premier ordre.*

Le but lointain de cette institution est de préparer et de convaincre la société que l'Etat pourra un jour remplir sa mission essentielle de grand organisateur des forces économiques. Les résultats sont le meilleur indicateur de sa capacité en cette matière.

## § 2. — L'EXPÉRIENCE SOVIÉTIQUE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE

L'époque du communisme de guerre, qui coïncidait avec les guerres civiles sur tous les fronts, est caractérisée par une centralisation administrative avec une concentration économique correspondante sous forme de nationalisation hâtive et des étatisations désordonnées.

Le Travail fut nationalisé au même titre que l'industrie et le commerce. L'Etat seul disposait de la force humaine pour les besoins de conservation politique et économique.

### a) Organisation du travail obligatoire.

La militarisation du travail était nécessaire pour satisfaire aux besoins immédiats de l'économie, dérégulée la suite des nationalisations intempestives, opérées en pleine guerre civile.

Tout individu était obligé, au premier appel, de mettre sa force à la disposition de l'Etat pour le service économique au même titre qu'il était obligé de fournir le service militaire devenu obligatoire peu de temps après la transformation des gardes rouges en armée rouge.

La militarisation du travail posait le principe de l'obligation universelle sans distinction de classe, indépendamment de la profession ni de l'occupation sociale.

L'Etat mis à la tête de toute l'économie nationale avait un pouvoir discrétionnaire sur l'emploi de la force humaine de toute la population et sur toute l'étendue du territoire national.

Le projet d'organisation du service obligatoire de travail remonte déjà au temps du *Gouvernement Provisoire* qui voulait en 1917 promulguer une loi sur les prestations qui consistaient à fournir à l'Etat un certain minimum mensuel de journées de travail (1).

Le gouvernement des Soviets qui a succédé au Gouvernement Provisoire allait dans cette voie, beaucoup plus loin; après le Code du travail de 1919, qui proclame le travail obligatoire (2), au printemps de 1920 un décret en forme fut promulgué, aux termes duquel toute la population en âge de travailler a été incorporée dans les « *armées spéciales de travail* » (3).

Le Comité Central du service de travail ou *Glavnotroud*, suivant l'abréviation soviétique, fut mis à la tête de l'institution.

Les commissions spéciales de ce comité ont été chargées de coor-

---

(1) Le 16 octobre 1917.

(2) La première disposition concernant le travail obligatoire date du 10 juillet 1918.

(3) S. ZAGORSKI : La République des Soviets, p. 270.



donner les offres et surtout les demandes de la main-d'œuvre suivant les centres économiques et les nécessités de la production.

En outre, un « Conseil révolutionnaire de l'armée de travail » fut institué, dont la compétence se limitait à la zone militaire des fronts intérieurs et extérieurs.

Dans les provinces et les districts ont été établis des *Comités locaux du service de travail* : les comités de travail auprès des gouvernements de province, les *Goubkomtroud* et les comités de district ou les *Ouezdkomtroud*.

L'armée de travail a été divisée en *détachements de travail* composés en principe des personnes exerçant la même profession. Cependant, cette division n'imposait aucune obligation aux organes dirigeant le travail, et les détachements constitués pouvaient être affectés à n'importe quel travail dont la nécessité et l'urgence a été dictée par les circonstances.

L'armée de travail fut nourri aux frais de l'Etat, elle recevait d'ailleurs une ration alimentaire privilégiée.

#### **b) Applications du service de travail.**

Le décret sur la nationalisation du travail n'a, d'ailleurs, jamais reçu d'application intégrale.

Cependant, les détachements de travail ont été formés un peu partout et les ordres d'incorporation ont été exécutés dans beaucoup de provinces pour les travaux urgents et d'intérêt général.

Dans les *stappes de Kalmouks*, par exemple, des milliers d'habitants ont été mobilisés et mis à la disposition des comités régionaux, en vue de leur utilisation pour les besoins de pêcheries de la Volga et de la Mer Caspienne.

Dans le *Bassin du Donietz*, une mobilisation générale a été proclamée en juin 1920 pour tous les ouvriers employés âgés de 18 à 45 ans, de même que tous les ouvriers mineurs employés à l'extraction de la houille.

Dans le district de *Riazan* furent mobilisés les charpentiers, les peintres en bâtiment et les maçons. A *Perm*, les prestataires ont été utilisés pour les travaux de flottage du bois et l'ensemencement des champs destinés à l'approvisionnement de l'armée rouge. A *Saratov*, ont été régulièrement mobilisés les arpenteurs, les mineurs et les réfugiés de guerre. Toute la population de la ville fut, en outre, appelée en vue d'une prestation temporaire de nettoyage général et assainissement urbain. A *Irkoutsk*, toute la population a été appelée pour les travaux de jardinage et de réparation des machines agricoles.

On pourrait multiplier les exemples, mais les cas cités suffisent

pour se rendre compte qu'à cette époque la mobilisation du travail n'avait qu'un caractère accidentel appliqué sans méthode.

Les comités locaux ou les *Komtrouds* étaient, en fait, les maîtres absolus de la mobilisation de la main-d'œuvre; ils décidaient la mobilisation locale tantôt des ouvriers seuls, tantôt des « bourgeois seuls », tantôt de la population toute entière, suivant les besoins accidentels qui surgissaient et les caprices de la conscience révolutionnaire.

Le Comité central de travail, le *Glavnotroud* a décidé enfin de prendre des mesures d'ordre général. Un plan fut élaboré *ad hoc*. Les bureaux de statistiques et de comptabilité furent institués pour calculer l'ensemble des disponibilités en force humaine, afin de répartir d'une façon rationnelle la main-d'œuvre entre les diverses régions et les organes économiques de l'Etat sur tout le territoire soviétique.

On s'est avisé que l'Etat employait plus de deux millions et demi de travailleurs dans l'industrie et le commerce et les services publics (1).

Ayant un monopole de fait, l'Etat pouvait donc disposer de la majeure partie de la main-d'œuvre à l'exception des exploitations agricoles où la collectivisation commençait seulement à cette époque à se révéler.

### c) Tendances nouvelles.

L'inauguration de la nouvelle politique économique a changé ce point de vue.

Les excès de contrainte nécessités par l'introduction du service obligatoire de travail ont pu mettre en danger l'existence même du pouvoir qui cherche, au contraire, à s'attirer les sympathies de la classe ouvrière.

Le gouvernement a dû faire machine arrière et rétablir le système capitaliste de rémunération du travail avec les libertés économiques indispensables.

D'autre part, les résultats du service obligatoire de travail ont été déplorables. Une enquête sur la situation des travaux exécutés par les prestataires, faite au début de 1921, a démontré l'échec des tentatives d'applications sérieuses. L'enquête signale notamment le manque d'entraînement au travail chez la plupart des mobilisés; la mobilisation

(1) Nombre de travailleurs employés par l'Etat :

|                                                                |           |
|----------------------------------------------------------------|-----------|
| Usines et service du Soviet sup. de l'Economie Nationale ..... | 858.518   |
| Entreprises et service du commissariat de l'agriculture .....  | 1.654.000 |
| Commissariat des voies et communications .....                 | 92.892    |
| Total .....                                                    | 2.605.410 |

des « bourgeois », en guise de châtiment, donnait un rendement insignifiant, le défaut général d'éducation de travail, l'impuissance du gouvernement vis-à-vis des ouvriers, enfin, les circonstances révolutionnaires, tout l'ensemble contribuait, d'une façon péremptoire, à la suppression du service obligatoire.

Aujourd'hui, le principe de l'obligation au travail est inséré dans la Constitution soviétique (1) qui déclare que le travail est obligatoire pour tous les citoyens de l'Union. Cependant le travail gratuit est déclaré illégal.

L'administration a le pouvoir de mobiliser la population civile en cas des calamités publiques, de même que d'effectuer des mobilisations régionales sur tous les points du territoire où l'exécution du plan économique l'exigerait, et notamment en matière de l'industrie forestière qui pratique régulièrement le travail obligatoire, payé suivant une échelle spéciale des salaires.

Au surplus, l'Administration et la Justice ont de très larges pouvoirs pour prescrire les travaux à titre individuel, et, il faut le reconnaître, elles usent largement de ses pouvoirs.

Parallèlement, se poursuivent les transformations profondes dans l'organisation de l'Armée rouge qui est entraînée petit à petit dans l'organisation économique du pays.

Une nouvelle loi sur le service militaire obligatoire (2) introduit un nouveau mode du service actif qui consiste dans le service ininterrompu de deux ans dans les entreprises d'Etat y compris la préparation militaire.

Ainsi l'armée rouge prépare des instructeurs éventuels pour les besoins de l'industrie de guerre et le personnel dirigeant du travail obligatoire.

En dehors de cela l'armée rouge est largement utilisé pour les besoins de l'organisation économique et notamment dans l'organisation des exploitations collectives qui se poursuit aujourd'hui sur une grande échelle.

L'Etat use de ce moyen d'autant plus facilement que le travail des soldats ne nécessite aucune dépense nouvelle grevant le budget.

L'expérience présente un très grand intérêt.

---

(1) Art. 9.

(2) Adopté le 13 août 1930.



## CHAPITRE II

### *L'application du principe biéconomiste*

---

Le marxisme orthodoxe s'abstenait soigneusement de décrire ce que serait la société de l'avenir, en se bornant seulement d'affirmer, que celle-ci doit nécessairement se reposer sur le principe collectiviste.

En posant le principe biéconomiste, basé sur l'évolution économique et la raison, il est difficile de fournir un plan détaillé de la cité future. Cependant, il serait intéressant de faire entrevoir les grandes lignes de l'application du principe et de retracer les voies de réalisation de la construction biéconomiste.

Laissant la concurrence et le libre jeu des intérêts privés s'opérer au sein de l'économie ordinaire, l'organisation biéconomiste ne présente de particularité que du côté de l'économie vitale.

Cette dernière est caractérisée, comme on le sait, par l'étatisme, le travail obligatoire et le minimum vital. L'organisation progressive de l'économie vitale comporte nécessairement trois étapes :

Il faut *d'abord* préparer une base étatiste et des moyens nécessaires au fonctionnement de l'économie vitale.

Il faut *ensuite* organiser progressivement l'économie vitale en précisant la ligne séparative des deux économies. Il faut *enfin* procéder à l'organisation et à l'éducation de l'armée du travail indispensable pour le fonctionnement de l'économie vitale.

#### Sect. I. — LA CONSTITUTION D'UNE BASE ÉTATISTE.

La préparation d'une base étatiste est la première étape d'application du principe biéconomiste. Cette préparation consiste dans l'étatisation progressive des moyens de production vitale et dans la constitution originaire des capitaux indispensables.

##### § 1. — LES PROCÉDÉS D'ÉTATISATION DE L'ÉCONOMIE VITALE

La préparation d'une base étatiste, sur laquelle sera organisée l'économie vitale, consiste dans la division progressive de l'économie

en deux parties bien distinctes avec la nationalisation progressive du capital et des moyens de production vitale.

### a) Modes de réalisation.

Pour mettre en pratique un principe économique qui nécessiterait un changement profond des bases de l'organisation politique, sociale et économique, on peut choisir entre deux grands procédés de réalisation : la Révolution ou la Réforme, le procédé révolutionnaire ou le procédé réformiste.

On peut s'appuyer sur les faits historiques et dire que les grands changements politiques, économiques et sociaux n'étaient autre chose que des révolutions.

Même dans les démocraties modernes ce procédé avait dû servir plusieurs fois à réaliser des progrès que le bulletin de vote avait été impuissant à accomplir (1).

La Révolution est dans l'ordre de l'Évolution. Elle n'est qu'une crise d'enfement des institutions nouvelles. Elle est « l'enfement dans le déchirement » suivant l'expression de Lénine; elle sert de sage-femme dans le processus historique; elle aide les idées, muries auparavant dans les cerveaux, à se produire dans la réalité des choses; elle verse souvent des fleuves de sang, car il n'y a pas de vie nouvelle sans effusion de sang.

La Révolution aide cette évolution générale à poursuivre son chemin tracé par des lois de l'univers, lorsque ce chemin est embarrassé par de vieilles constructions qui ne cadrent plus avec le cycle de l'évolution, mais qui par des raisons accidentelles persistent au lieu de disparaître en temps utile.

On va même jusqu'à affirmer que la Révolution est le seul facteur, créateur de l'histoire économique et sociale; qu'elle est l'origine de tout ce qui est important dans l'histoire des institutions humaines, la voie législative n'étant, en réalité, que le procédé de conservation et d'appui pour les institutions existantes (2).

*D'ailleurs, toute révolution s'apaise dans une organisation.*

Cependant, les plus grands changements sociaux n'ont pas été opérés brusquement même à la suite d'une révolution victorieuse; il fallait toujours un temps plus ou moins long pour mettre en pratique les principes proclamés et de les adapter aux circonstances, surtout, quand il s'agit des bases mêmes de la Société; l'application progressive en est imposée par la vie malgré la révolution.

(1) GAËTAN PIROU : Les doctrines économiques en France depuis 1870, p. 9.

(2) LOZINSKI : Histoire du Travail, p. 211.

Tous les procédés évolutionnistes sont fondés non pas sur des forces simplement mécaniques de réalisation mais sur la volonté collective tenace, sur l'organisation préalable, sur la puissance et la maturité de l'idée à réaliser et sur la conquête progressive des pouvoirs publics.

Si la Révolution est une Evolution brusquée par l'histoire. En retournant la proposition, on peut dire que l'Evolution n'est qu'une Révolution ralentie, un processus historique, où les transitions sont à peine perceptibles. Suivant une comparaison de J. Jaurès on ne remarque pas ces transitions comme les marins ne remarquent pas pendant leur trajet la ligne matérielle qui sépare les deux hémisphères du globe.

Scientifiquement parlant, on ne peut pas être ni pour ni contre, l'un de ces deux procédés de réalisation, le procédé normal étant celui qui est le plus conforme à l'évolution. En effet, tout dépend des circonstances extérieures, des possibilités intrinsèques de réalisation, du degré de maturité économique et sociale, ainsi que des probabilités historiques de réalisation.

Cependant, une crise quelconque, parfois une calamité publique, un mouvement révolutionnaire, une guerre et, généralement, tout événement qui ébranle profondément la structure économique et sociale de l'Etat, rendent plus vraisemblable la réalisation de nouveaux principes, et par conséquent, du principe biéconomiste, car aucune innovation sérieuse, aucune réforme, qui touche aux bases de la Société, n'est possible qu'au moment des crises politiques, économiques, sociales, intellectuelles, etc..., et souvent toutes à la fois.

Croyant que le biéconomiste est dans l'ordre de l'évolution économique et sociale de l'Humanité, on peut affirmer à coup sûr que l'époque actuelle est favorable à toutes sortes d'expériences économiques et sociales et notamment celles qui sont dans la logique des choses de l'avenir immédiat. En effet, l'Humanité toute entière traverse aujourd'hui une crise d'enfantement d'un mode nouveau dans lequel les considérations sociales seront mises au premier plan.

#### **b) Possibilités d'application.**

Le principe biéconomiste étant proclamé, son application progressive s'impose. On saura bien utiliser maintenant les expériences économiques de la guerre et surtout l'expérience étatiste de la Révolution russe qui se déroule sous nos yeux. Le point faible de l'économie soviétique se trouve précisément dans les tendances communistes et la volonté incessante d'englober dans un seul organisme autoritaire *toute* l'économie nationale, *toute* la vie sociale, sans laisser de place à l'in-



dividualisme économique et social, pourtant aussi bien naturel que l'étatisme et le municipalisme.

Or, le biéconomisme limite expressément les domaines de l'étatisme et de l'individualisme, par la seule subordination à la collectivité de l'économie vitale. Il laisse un champ indéfiniment extensible de l'économie ordinaire à côté de l'économie vitale étatisée, parce que l'économie ordinaire doit avoir vraiment les ailes libres et ne se baser que sur la liberté du travail individualiste et la concurrence commerciale.

L'application du principe biéconomiste est possible même dans les cadres purement individualistes puisqu'il suffit de fonder un noyau de l'économie vitale autour duquel se fera petit à petit l'avalanche étatiste de l'économie du *standard of life*.

L'énergie capturée par l'Homme croît tous les jours, la productivité du travail, doublée du progrès du machinisme et l'industrialisation rationnelle, augmente dans des proportions jadis insoupçonnées.

L'énergie productrice, que la collectivité dispose, *suffit largement pour couvrir tous les besoins de l'économie vitale*, l'excédent abandonné à l'économie ordinaire *grossira à la volonté des initiatives privées*.

La base matérielle de l'économie vitale qui se trouve dans la chimisation et l'électrification de l'économie moderne se raffermira chaque jour davantage par l'étatisation des forces productives et les interventions croissantes de l'Etat dans la vie économique et sociale.

Il suffira de délimiter nettement les domaines respectifs des deux économies pour orienter définitivement l'énergie étaiiste dans la vie de l'économie vitale. La tâche de l'Etat consistera ensuite dans le souci constant d'élargissement successif de la base matérielle de l'économie vitale.

## § 2. — L'ÉTATISATION DES MOYENS DE PRODUCTION VITALE

On entend généralement par l'étatisation cette transformation économique et sociale qui fait passer à la collectivité la propriété et la direction des industries et des services économiques propres à la satisfaction des besoins sociaux. L'étatisation de l'économie vitale substitue à une production et à une distribution *dominées par la volonté du capital privé*, une production et une distribution *conduite par l'Etat* et ses organes dont le souci tend au maximum d'utilité et de justice sociale.

### a) Etatisation d'un milieu physique indispensable.

La terre est la base sans laquelle l'Humanité ne saurait se passer, le sol étant indispensable pour vivre, pour se loger, pour se nourrir; tout le milieu physique est une *conditio sine qua non* de l'existence humaine.

Dans les pays où la nationalisation du sol a été déjà réalisée, la question de constitution d'une base physique de l'économie vitale ne se pose pas, il suffit d'opérer certaines affectations indispensables.

Cependant, une nationalisation *totale* du sol et du sous-sol n'est pas indispensable pour l'organisation rationnellement appliquée de l'économie vitale.

Il est vrai que la nationalisation totale serait conforme à l'intérêt de la collectivité qui se renouvelle sans cesse et dont les jeunes générations sont gênées visiblement d'être déshéritées, car il y a — il faut le dire avec H. Spenser — une loi naturelle et divine antérieure et supérieure à toute loi humaine, droit de vivre sur le sol et d'élever ses enfants.

Le système d'affermage et de concessions temporaires ou viagères, même avec la possibilité de transmissions héréditaires, tel qu'il est pratiqué dans la Russie Soviétique ou dans certaines colonies, serait beaucoup moins embarrassant pour la marche normale de l'évolution économique et sociale et, par conséquent, de l'évolution en général.

Quoiqu'il en soit, *une nationalisation partielle du milieu physique s'impose pour une organisation étatiste de l'économie vitale.*

Il suffit de poser le principe de la nationalisation partielle du sol et des forces naturelles dans l'ordre économique et social pour que les juristes puissent élaborer les formes appropriées de la procédure à suivre.

*L'expropriation* est d'ailleurs le mode normal de la nationalisation, elle ne signifie pas autre chose qu'une *cession forcée* des terres à la collectivité, cession d'une propriété foncière faite dans l'intérêt public (1). Le droit d'expropriation ou de dépossession appartient aux pouvoirs publics; il est exercé contre les propriétaires individuels et même malgré eux.

Cette expropriation pourra être pure et simple, c'est-à-dire sans aucune indemnité, c'est une sorte de confiscation générale à la suite d'une Révolution victorieuse ou une conquête d'annexion.

Cette expropriation pourra être décrétée par un parti politique

---

(1) AD. WAGNER : Les fondements de l'économie politique, T. V.

et social à la suite d'une conquête spontanée des pouvoirs publics, avec ou sans indemnité.

Le même résultat s'obtiendrait au bout de quelques générations par la suppression pure et simple du droit de succession sur les immeubles en général.

Dans la nationalisation graduelle qui nécessitera normalement l'organisation progressive de l'économie vitale, la question se pose de savoir, comment organiser l'indemnisation des expropriés.

Comme il s'agit des *expropriations pour cause de nécessité sociale*, l'*indemnisation* partielle et non pas totale serait plus conforme à l'esprit de l'institution qui exige les sacrifices de tous pour constituer la base de l'économie vitale. Ce sacrifice sera d'ailleurs subi par toute la propriété tant immobilière que mobilière.

On propose plusieurs modalités de réalisation de la nationalisation des terres; mais le système de rachat à l'aide d'un *emprunt forcé séduit* par sa simplicité technique en même temps que par sa rigueur juridique. Les propriétaires expropriés recevront des titres d'emprunt forcé représentant la valeur convenue des terres étatisées. Les titres de ces emprunts seront amortis à très long terme, par exemple dans cent ans ou même davantage. Cela permettra de répartir équitablement cette lourde charge sur plusieurs générations et, pratiquement, le sacrifice immédiat exigé par le service de la rente amortissable serait insignifiant à côté des bénéfices futurs incalculables pour toute la Société.

Pour rendre l'expropriation plus facile, on peut, à la rigueur, imaginer un système d'impôts écrasants sur les catégories de biens, intéressant directement l'organisation de l'économie vitale, pour décourager les propriétaires et les rendre plus accommodants.

#### **b) Etatisation du capital indispensable.**

Si une nationalisation même totale du sol est nécessaire pour assurer une base indispensable à l'économie vitale sans pourtant supprimer le capitalisme privé, une nationalisation intégrale du capital ne saurait être réalisable qu'au détriment de la liberté de l'économie ordinaire. Non seulement, il est inutile de procéder à la nationalisation *intégrale* du capital, mais cette nationalisation serait nuisible, comme nous le prouve déjà la longue expérience de l'économie soviétique, où on tente vainement d'appliquer le communisme intégral. Bien au contraire, malgré les persécutions constantes le capital privé y occupe une marge importante, surtout dans l'agriculture et le commerce.

Cependant, les capitaux de premier établissement sont nécessaires



à toute entreprise publique ou privée. L'organisation de l'économie vitale et principalement de la production vitale exigera d'énormes capitaux. Pour constituer ce capital primitif et pour couvrir les frais de premier établissement des industries vitales, il faudra imposer de lourdes charges à tous les capitalistes.

En ce qui concerne le capital *fixe* dont l'amortissement exige de longues années comme des bâtiments, des matériels de transports, des machines, etc... son étatisation progressive pour les besoins de l'économie vitale s'imposerait dans les mêmes conditions et avec des modalités analogues comme pour la nationalisation du sol avec une indemnité payée en emprunt forcé réparti en quelques dizaines d'années et davantage.

Quant aux *fonds* disponibles, nécessaires à la mise en œuvre de l'économie vitale ainsi qu'à l'indemnisation des capitalistes expropriés, ils peuvent être obtenus par une *imposition extraordinaire* de la propriété privée toute entière, et notamment par la levée sur le capital, sur les meubles et immeubles, par l'impôt extraordinaire sur le revenu, par le relèvement des droits successoraux, par la limitation expresse au profit de l'Etat du droit de dévolution héréditaire et ainsi de suite — sommes toutes, par un *impôt extraordinaire sur toutes les formes et modalités du capital privé*.

Ce sera un véritable prélèvement forcé au profit de la collectivité sur toute la fortune privée en même temps que sur la fortune publique, puisque l'organisation de l'économie vitale amènera nécessairement un remaniement complet des services publics existants dont la plupart serait affecté à la nouvelle organisation.

Dans les pays dont le développement économique et social est parvenu à un certain degré de maturité, les pays fortement agglomérés, avec une population dense et nombreuse, l'étatisation se poursuivra sous trois formes principales dans l'ordre de leur importance :

1° *Nationale ou provinciale* qui intéresse l'ensemble de la production.

2° *Municipale ou locale* qui n'intéresse que la production d'une seule agglomération.

3° *Coopérative* qui n'intéresse que les consommateurs.

Toutes les industries clés, les transports, les industries énergétiques, les grandes industries de produits de première nécessité et généralement toutes les industries qui intéressent l'ensemble de population d'un pays ou d'une province doivent être rangées dans la première catégorie c'est-à-dire dans le groupe d'étatisation nationale ou provinciale. Ces industries seront groupées dans les organismes économiques nationaux ou provinciaux.

Cependant, l'étatisation et la conduite d'un grand nombre d'in-

industries et de services peuvent être confiés aux mains des municipalités et d'autres autorités ou fédérations locales, comme le service des eaux, la distribution de l'électricité, les industries boulangères, les industries de production alimentaire locale, etc...

Enfin, sous le nom d' « étatisation coopérative » il faut entendre la nationalisation de la *distribution vitale* qui englobe tout ce qui concerne les consommateurs organisés dans les coopératives forcées, dirigées par l'Etat.

Dans cette transformation, l'Etat conserve toujours la haute main sur toutes les phases d'étatisation, introduisant notamment dans des proportions raisonnables, des mesures de décentralisation et de déconcentration, et adaptant strictement le champ des étatisations progressives aux besoins vitaux de la nation, d'une province, d'une région, d'une localité.

La Nature et le Capital, étatisés dans la mesure des nécessités de l'économie vitale, constituent les deux facteurs indispensables de la production économique, mais encore faut-il les vivifier par le travail humain.

Pour compléter le nombre d'agents de la production il faut donc *nationaliser le travail*. Cette étatisation partielle de l'énergie humaine couronne le système biéconomiste et le rend efficace et complètement indépendant de l'économie ordinaire. En pratique, cette étatisation prend la forme du service temporaire et obligatoire.

## Sect. II. — L'ORGANISATION PROGRESSIVE DE L'ÉCONOMIE VITALE

L'organisation progressive de l'économie vitale sur la base constituée par l'étatisation progressive des moyens indispensables, se divise en deux compartiments économiques bien distincts : le compartiment actif ou la production vitale et le compartiment passif qui est la distribution et la consommation de ce qui a été produit.

### § 1. — L'ORGANISATION DE LA PRODUCTION VITALE

Après avoir constitué une base à la nouvelle économie, il faut lui assurer la vie et le développement progressif et notamment bien assurer l'accumulation des capitaux et la surveillance des frontières de l'économie vitale, tout en ménageant les transitions.

#### a) Accumulation des capitaux.

Comme la production vitale n'a pas pour but l'échange, mais la consommation directe et consommation reproductive, il est évident

que la valeur, au sens économique habituel de ce mot, n'a pas la même nature dans l'économie vitale que dans l'économie ordinaire. Un conflit est à prévoir entre ces deux valeurs de nature différente, étant donné la différence des règles qui régissent les deux économies ayant chacune un titulaire différent.

Spécialement, le problème d'accumulation et d'accroissement des capitaux dans l'économie vitale soulève des questions intéressantes.

Le but de l'accroissement du capital dans les entreprises de l'économie vitale est l'industrialisation générale et le développement rationnel de tous les moyens de production, afin de pouvoir assurer à chacun un *standard of life* correspondant au genre de vie de la société déterminée.

En principe, l'accroissement du capital dépend primitivement de son volume investi dans les entreprises vitales et les cadres spécialisés de travailleurs préparés. Au surplus, cette marche ascendante du capital doit concorder avec le degré du développement de l'industrialisation et du réseau des institutions économiques.

*Dans l'économie vitale, cet accroissement du capital sera facilité par la standardisation de la production poussée à son plus haut point ainsi que par l'existence d'un plan économique permanent et périodique.* La standardisation croissante est beaucoup plus facile à appliquer dans la production vitale, qui est une production monotype, ramenée à un nombre limité de types d'objets à fabriquer. Le plan économique, remplaçant dans l'économie vitale le patronat ordinaire, saura répartir uniformément l'accroissement du capital sur les périodes prévues et calculées d'avance, en adoptant les méthodes rationnelles de régularisation économique.

Les méthodes commerciales et une certaine autonomie des entreprises est une condition de bonne adaptation aux besoins vitaux, de même que la commercialisation de ces entreprises permettra de laisser des plus-values en couverture des frais généraux et de constituer des suppléments qu'on peut appeler *profit collectif*, bien que le mot n'est pas tout à fait exact, parce que le profit de l'économie vitale n'est pas distribué aux associés, mais uniquement employé en constitution des réserves et, par conséquent, en accroissement du capital engagé.

Certes, le procédé ordinaire d'accroissement du capital ou le système du *budget financier ordinaire* alimenté par des prélèvements de toutes sortes et des impositions de la fortune privée jouera un certain rôle dans l'économie vitale, surtout au début de son existence. Mais le système du *budget purement économique*, le système de la *reproduction du capital*, de la *création directe de l'outillage social* et des *moyens de production* est le procédé par excellence de constitution des capitaux dans l'économie vitale.



Tout le système de financement et de crédit est concentré entre les mains des banques spécialisées par branches économiques et adaptées aux exigences de l'économie vitale.

Tous les règlements entre les entreprises vitales se feront par les intermédiaires des banques correspondantes qui effectueront le financement, le contrôle financier, la distribution des ressources et des crédits, en exécution des plans économiques déterminés.

Modelés sur les banques capitalistes quant à la technique, ces établissements de crédit se distinguent par leur fonction spéciale et leur but final, car les règlements entre les entreprises, par le jeu des écritures en comptes-courants contribuent efficacement à la suppression de la monnaie d'argent pour ne laisser finalement subsister au sein de l'économie qu'une *monnaie de compte*.

L'idéal de l'économie vitale consiste dans l'unification de la production et de la distribution où la monnaie de compte fera l'office de tous les règlements économiques.

#### **b) Délimitation des entreprises.**

Théoriquement, le principe biéconomiste coupe nettement l'économie humaine en deux parties bien distinctes.

Cependant, la ligne séparative n'est pas aussi nette que l'on pourrait croire lorsqu'on y regarde de près.

En effet, la limite du domaine de l'économie vitale n'est, en pratique, qu'une résultante de plusieurs facteurs qui peuvent faire reculer ou faire étendre ses frontières, suivant les notions qu'on a, dans le temps et dans l'espace, des nécessités économiques et les possibilités des substitutions des besoins.

Les changements plus ou moins notables, les transformations plus ou moins profondes s'opérant au cours des siècles ou d'une époque à l'autre peuvent influencer non seulement sur les conditions matérielles de la vie humaine, mais aussi sur l'état psychologique des organismes humains et, par conséquent, sur la variabilité et l'intensité de ses besoins. Les conditions atmosphériques et, généralement, le milieu physique dans tel ou tel point du globe terrestre, elles aussi, sont susceptibles de changements profonds au cours des temps.

D'autre part, les besoins les plus essentiels, soumis à une stabilité quantitative et qualitative très grande, subissent, quant aux modes et aux moyens de leur satisfaction, des variations marquées et des différences assez importantes suivant les pays, les climats et les races humaines.

Il y a, par exemple, une différence appréciable dans la constitution et l'importance respective des rations alimentaires quotiden-

nes d'un Européen, d'un Chinois, d'un habitant des pays arctiques et de celui de la zone torride, d'un homme civilisé et d'un sauvage, pour ne parler que de la nourriture qui est, d'ailleurs, un élément capital dans l'ensemble des besoins vitaux.

Les différences sont encore plus nettes lorsqu'il s'agit de la satisfaction des besoins de se vêtir et d'avoir un abri.

Les limites de l'économie vitale dépendent donc pour beaucoup du mode de classement des besoins dans les catégories du nécessaire ou du superflu. Ce classement ne pourra jamais présenter quelque chose d'inamovible et de constant. En effet, tel produit indispensable pourra un jour être remplacé par un succédané dont le pouvoir calorifique, par exemple, ou la valeur nutritive, ou la valeur intrinsèque de consommation ne change guère, mais la production pourrait s'opérer dans des conditions beaucoup plus avantageuses. La substitution des besoins avec une certaine variation dans le temps et dans l'espace serviront ainsi de cause de reclassement des besoins et, par conséquent, des entreprises et des industries correspondantes.

Pour parer à ces inconvénients résultants des transformations, des modifications et des variations physiques, politiques, économiques et sociales, on peut créer *quelques budgets standardisés* correspondant aux principaux groupes démographiques de population.

Il faudra en même temps tenir compte des progrès de culture et de civilisation qui augmentent sensiblement mais sûrement le bien-être de tous et habituent, petit à petit, à regarder comme étant de première nécessité des satisfactions estimées auparavant comme étant de grand luxe. Il est, en effet, souvent assez délicat de trouver un critérium satisfaisant pour distinguer les choses de première nécessité de celles pouvant être considérées superflues, du moins au point de vue des nécessités vitales. Ce critérium changera de signification d'une époque à une autre; ce qu'on appelle le *minimum vital* aura toujours une tendance nettement orientée vers une *moyenne vitale* se rapprochant au *standard of life* de chaque époque déterminée.

Quant à l'organisation elle-même de la production vitale, toutes les branches, toutes les entreprises vitales seront constitués en groupements économiques et des syndicats de groupements sous la direction suprême du *Conseil National ou international de l'économie vitale*, organe supérieur de concentration et d'intégration économique.

Le classement des industries et leur organisation seront décentralisés, suivant les exigences et les nécessités économiques et confiées respectivement aux soins des Conseils économiques nationaux, régionaux ou locaux.

L'organisation des *industries des matières alimentaires* constitue la base de l'économie vitale, puisque dans l'hierarchie des produits

et objets de première nécessité, ces matières occupent la première place.

En premier lieu, il s'agit d'organiser la production des *denrées essentielles*, celles qui se trouvent à la base de la nourriture des divers types démographiques, parce qu'elles renferment, par leur composition physique et chimique, les éléments indispensables à l'organisme humain, comme par exemple les céréales panifiables, le sucre, etc...

En second lieu, viennent les *denrées de substitution*, c'est-à-dire celles qui peuvent, le cas échéant, remplacer les premières, comme ayant des principes nutritifs analogues et répondant presque également au goût moyen de tous consommateurs : la pomme de terre, les légumes, etc...

Enfin, l'organisation est complétée par des denrées et des produits, dans la fabrication desquels rentrent pour une large part les denrées essentielles ou de substitution comme les pâtes alimentaires.

C'est, d'ailleurs, le cycle normal de toute production dont le point de départ se trouve toujours sans les matières premières qui servent à la fabrication des produits.

Les industries, qui préparent les matières, servant à la confection des vêtements, à la fabrication des mobiliers ou à la construction des logements, peuvent être rangées dans la seconde catégorie des entreprises vitales, dans l'ordre de leur importance.

A part est l'organisation des *industries énergétiques* et des entreprises de *transport vital* qui sont les *industries clés* de toute l'économie vitale.

La grandeur de cette organisation et l'universalité de son application demandera une mobilisation générale des forces productives, des capitaux et des sources de matières premières, en même temps qu'une concentration des efforts intellectuels et scientifiques indispensables à l'entreprise de cette envergure.

### c) Période agricole de l'économie vitale,

S'il est permis d'espérer qu'un jour l'homme se libérera de l'emprise de la terre, longtemps encore l'agriculture, telle qu'elle existe aujourd'hui, conservera son empire et sa primauté sans la vie des hommes, les produits de la terre constituant aujourd'hui la base de toute alimentation et de toute fabrication alimentaire.

A ce point de vue l'organisation des grandes exploitations agricoles s'impose. Soumises à l'autorité publique, bien que douées d'une certaine autonomie propre, et groupées en des ensembles économiques et syndicats nationaux, elles possèdent tous les avantages et toutes les supériorités des grandes entreprises : une économie de capi-



taux, une économie de force motrice et de travail et par conséquent, une économie appréciable de frais généraux de production.

Cette supériorité de la grande culture sur la petite réside non seulement dans l'économie sur la surface, à cause des morcellements excessifs, mais aussi dans l'économie sur le bétail, les machines, et les instruments agricoles, dans la plus grande possibilité d'emploi des machines perfectionnées, dans la faculté de jouir de tous les bienfaits de la division du travail et de la coopération des travailleurs qualifiés.

Ces grands domaines de la production vitale seront organisés sur les terres d'Etat, outillés de tous les perfectionnements techniques pour une exploitation rationnelle, un élevage en grand et des cultures maraîchères correspondant à l'approvisionnement des secteurs assignés.

Ces exploitations seront de véritables *fabriques de produits agricoles* : fabriques de céréales, fabriques de viandes et de lait, fabriques de fruits et de légumes, fabriques de fourrages, etc...

La création et le développement progressifs de ces fabriques est le gage certain de la réalisation d'une production agricole étatisée, indispensable à l'organisation générale de l'économie vitale, tant au point de vue de la production que de l'échange normal et de l'équilibre entre la production de la ville et de la campagne.

Ces grands centres d'agriculture, réunis sous le contrôle des conseils économiques, serviront de base à leur transformation successive en de véritables usines de matières alimentaires, à mesure que les progrès de la chimie et de la science, en général, permettront leur affranchissement plus ou moins radical de l'emprise de la terre et des conditions atmosphériques.

Il est évident que la mise en œuvre de ces exploitations étatiques exigera des immobilisations de capitaux énormes, une main-d'œuvre très nombreuse et des millions d'hectares de superficie, mais il faut reconnaître que c'est là le seul moyen de faire rentrer la production agricole dans le plan économique général et d'assurer sa coordination avec les autres branches de l'économie vitale. Pour fournir à la collectivité la totalité des produits alimentaires de première nécessité dont elle a besoin.

L'organisation des exploitations étatiques équivaut à l'émancipation progressive de l'économie vitale de l'emprise du petit producteur agricole qui, par la nature des choses, est un individualiste à outrance et, par conséquent l'adversaire irréductible de l'étatisme agraire.

Or, l'organisation étatique de l'agriculture vitale affranchit toute la population de la concurrence individualiste, et si au début il faut

s'attendre à un certain fléchissement de la qualité de la production, celle-ci sera largement compensée par rationalisation générale et la productivité croissante en rapport avec les progrès de la technique et de l'instruction du peuple.

A côté des cadres plus ou moins rigides de l'économie vitale soumise à la gestion étatiste, *l'économie ordinaire poursuivra, indépendamment, son développement et ses fins propres suivant les lois de la concurrence individuelle et de la liberté économique, pour s'affranchir de plus en plus de la tutelle de l'Etat qui l'enveloppe aujourd'hui d'un voile épais.*

D'ailleurs, l'abîme creusé entre les deux économies n'est pas bien profond ni bien caractérisé que pour une certaine période déterminée.

Si l'on voulait une comparaison, on aurait pu songer à un fleuve sinueux dont la largeur varie graduellement d'un kilomètre à l'autre; la vraie ligne séparative, une sorte de *thalweg*, est caché au fond du lit fluvial; les frontières de l'économie vitale peuvent se mouvoir suivant la largeur du fleuve-frontière et être reculées ou avancées suivant les moyennes correspondant à chaque époque de l'histoire économique, car l'histoire amènera un certain déplacement du *thalweg* et quelquefois même du lit de fleuve tout entier.

## § 2. — L'ORGANISATION DE LA DISTRIBUTION VITALE

Après avoir produit des utilités indispensables à l'existence, il faut procéder à leur distribution afin d'assurer la consommation vitale.

### a) Technique de la distribution.

Au sein du gouvernement économique, qui se trouverait à la tête de l'économie vitale, la distribution sera confiée à un organisme à part, une sorte de ministère de distribution, dont le rôle consisterait dans l'attribution respective de la production vitale suivant les exigences de la consommation.

Des fonds de services, de produits et d'objets de première nécessité, des centres d'utilités de l'économie vitale seront constitués suivant les *catégories-types*, correspondant aux pays, aux races, aux climats, en même temps, qu'à l'âge, au sexe, ainsi qu'à l'état de santé des individus.

Le réseau des services et des utilités sociaux se composerait, à titre d'exemple, de la façon suivante :

- 1° Le réseau des centres des services rendus en nature;
- 2° Les centres des magasins sociaux de produits de toute sorte suivant les catégories;
- 3° Les centres d'approvisionnement et de consommation nutritive;
- 4° Le réseau des centres d'habitation et ainsi de suite.

Tout habitant est en droit de se faire attribuer un certain minimum d'utilités économiques dont il pourra demander la consommation d'après les bons ou les cartes individuelles appropriées, et généralement, contre une pièce justificative quelconque.

En principe, on a recours à des cartes individuelles, lorsque les stocks d'objets de première nécessité deviennent insuffisants pour assurer intégralement la demande; même au cas où le stock serait à même de couvrir toutes les satisfactions vitales, il est sage d'avoir recours à des cartes de consommation, étant donné l'état d'esprit de la population qui se hâte toujours, dans ces périodes d'intervention économique, de se constituer des réserves, par la seule crainte de manquer du nécessaire.

Or, dans le système biéconomiste, les bons et les cartes individuelles ne sont qu'un *moyen de contrôle* et de statistiques de consommation, exercé par les organes de distribution et de consommation vitale.

En bonne logique, la distribution vitale doit assurer à chaque individu de la collectivité non seulement un minimum d'existence, la satisfaction d'un certain ensemble de besoin physiologiquement indispensable, mais de lui procurer un certain *bien-être*, un *standard of life*, jugé comme tel dans un état déterminé de civilisation. Mais ceci ne rentre pas dans les préoccupations immédiates de l'économie vitale, qui cherche avant tout de constituer une base solide qui permettrait à l'homme de se préoccuper d'autre chose que la lutte pour son pain quotidien, tout en le faisant bénéficier des bienfaits matériels, intellectuels et moraux de la civilisation dont il est l'auteur plus ou moins direct.

Si le minimum vital est trop faible malgré la possibilité de l'économie vitale, les consommateurs, groupés par catégories, par régions ou par établissements ou administrations, sont suffisamment organisés pour défendre leurs intérêts et pour lutter pour l'augmentation, de la moyenne vitale et l'amélioration des conditions d'existence.

Les consommateurs non industriels, *nicht gewerbliche Verbraucher*, groupés en *syndicats*, auront ainsi une influence décisive sur le gouvernement économique du pays pour amener des modifications désirées dans la production et la distribution vitale.

Quant à la répartition elle-même, la technique de l'économie vi-



tale comporte une certaine part attribuée au capital engagé et au travail non obligatoire.

Dans l'économie vitale, cette part n'est autre chose que l'amortissement progressif des immobilisations et la quote-part dans l'accroissement général du capital tant mobilier qu'immobilier.

La rémunération du travail, non compris la pension ordinaire des prestataires, consiste dans la concession des avantages pécuniaires et autres au personnel permanent de l'armée économique de travail.

Au surplus, le mécanisme spéculatif des échanges libres est remplacé par le service des échanges et le « commerce » de l'économie vitale.

### **b) La coopération forcée**

Il serait erroné de croire que la centralisation purement étatique puisse seule exercer un pouvoir dans le domaine de la distribution et de la consommation.

En effet, les phénomènes qu'on y observe exigent un maximum d'élasticité, en même temps, qu'une adaptation constante aux goûts aux besoins et aux intérêts des consommateurs.

Par conséquent, l'idée vient tout de suite de faire contribuer les masses de population au travail de distribution et de consommation et de solliciter leur collaboration et leur coopération dans les organes qui les intéressent directement.

La coopération est précisément un procédé économique excellent, quand il s'agit de défendre les intérêts des consommateurs et de servir d'intermédiaire entre la production et la consommation.

*La coopération est une aide précieuse de l'économie étatisée dans ses relations les plus intimes avec la population.*

Elle est un moyen très puissant pour entraîner la population dans l'organisation biéconomiste et de réaliser ainsi le maximum de souplesse et d'harmonie.

La production vitale sera débitée par des organisations coopératives qui régleront de la sorte l'acte final du processus économique.

Il est vrai, qu'aujourd'hui il y a opposition d'intérêts entre la population paysanne et la population citadine. L'étude comparée des budgets ouvriers et paysans permet de constater des différences profondes aussi bien dans les besoins que dans les chiffres de dépenses dans chaque catégorie de ceux-ci.

Tandis que les dépenses du paysan portent principalement sur les frais généraux de l'exploitation, celles d'un ouvrier ou d'un em-

ployé des villes concernent surtout les besoins purement personnels : les aliments, les vêtements, le mobilier, etc..., sans parler des dépenses d'ordre cultural qui figurent pour les chiffres moindres dans le budget paysan.

Cette opposition d'intérêts, très accentuée aujourd'hui, s'atténue petit à petit à cause de la prolétarianisation croissante des paysans ; elle disparaîtra à la longue avec la transformation et l'industrialisation de l'agriculture elle-même.

Dans son application intégrale le système biéconomiste exige une transformation profonde du régime de la coopération tel qu'on le conçoit actuellement et notamment l'introduction du *principe de l'obligation coopérative*.

Chaque individu devra obligatoirement faire partie d'une coopérative de consommation vitale du groupement de la circonscription économique à laquelle il appartient. Il ne pourra rien se procurer en dehors de ces coopératives qui serviront ainsi de marchés d'approvisionnement à la population toute entière quant à ses besoins vitaux.

Quant à l'organisation territoriale des coopératives de consommation, celle-là suivra l'organisation générale de l'économie vitale par la centralisation et la décentralisation respective de leur administration : organes centraux de l'administration coopérative, organes régionaux et des fédérations principales des coopératives, enfin les coopératives locales, véritables détaillants des objets de première nécessité.

De même, en matière d'habitation où au bas de l'échelle se trouveront les comités de maison d'habitation, ensuite les sections municipales, régionales, enfin les organes centraux d'habitation populaire.

Les frais de premier établissement et les capitaux de constitution de ces coopératives seront fournis par l'Etat ou sous le contrôle effectif de l'Etat, des dotations et des emprunts forcés décrétés en la circonstance.

Quoi qu'il en soit, les coopératives de l'économie vitale doivent être obligatoires pour tous ceux qui entendent bénéficier du régime vital, c'est-à-dire pour la majorité de la population.

L'application progressive du régime de l'économie vitale commencera par le côté le plus facile du problème et notamment par le souci de s'occuper des enfants et des vieillards comme constituant le poids mort de la société. Ce n'est, d'ailleurs, que l'aboutissement naturel de l'évolution actuelle de l'assistance aux vieillards.

Les enfants vont être assurés dans leur existence jusqu'à l'âge

où ils pourront être utilement occupés pour les besoins de l'économie vitale.

D'ailleurs, objectivement parlant, il n'y aura rien de changé ; les enfants sont toujours à la charge de la Société, seulement, les parents ne supporteront plus seuls le poids écrasant de l'entretien, de l'instruction et de l'éducation de leurs enfants.

*En effet, si les parents ont la charge, c'est la collectivité toute entière qui profitera de l'énergie créatrice de ses nouveaux membres ; par conséquent, c'est à la collectivité qui doit en définitif retomber le fardeau des jeunes générations qui vont la remplacer.*

Il est à remarquer, qu'au point de vue intrinsèque, l'entretien des enfants et des vieillards, des infirmes et, généralement, de tous les *incapables*, n'aura pas beaucoup d'influence sur les charges actuelles de la Société dans son ensemble.

La difficulté ne s'élèvera qu'avec les adultes valides, où la pratique seule pourra élaborer les méthodes appropriées aux circonstances et proportionner les moyens aux possibilités matérielle de réalisation.

### Sect. III. — L'APPLICATION PROGRESSIVE DU SERVICE OBLIGATOIRE DU TRAVAIL

Le service obligatoire de travail, qui apparaît comme une compensation du droit de chacun d'intervenir dans la consommation vitale, consiste dans l'obligation temporaire de chaque individu de mettre sa force de travail au service de la collectivité toute entière.

L'armée économique, comme d'ailleurs toute armée obligatoire, comporte un élément *permanent* et un élément *variable*, les cadres préparés et les soldats appelés.

#### § I. — LA PRÉPARATION DE L'ARMÉE ÉCONOMIQUE

La préparation de l'armée économique exigera un recrutement périodique des prestataires, entraînés au travail dès leur jeune âge et incorporés dans les unités économiques correspondantes.

##### a) Premiers cadres de l'armée.

L'application du service obligatoire de travail sera nécessairement basée sur l'utilisation des principes généraux et les méthodes déjà bien connues de l'organisation du service militaire.

En effet, c'est l'armée militaire qui servira de prototype à l'organisation du service obligatoire de l'économie vitale, en même temps



qu'elle fournira les premiers cadres administratifs de l'armée de travail, concurremment avec les ingénieurs et les spécialistes de diverses professions qui formeront ainsi le personnel de commandement et de la direction administrative et économique.

Les sous-ingénieurs, les contremaitres, les sous-officiers formeront les cadres subalternes de commandement administratif, technique et économique.

L'époque de transition sera la transformation du service militaire en service civil, ou plutôt en service économique.

En effet, l'expérience millénaire des armées militaires fournira une base solide à l'application du service obligatoire dans l'économie vitale, et l'habitude de manœuvrer les masses d'individus facilitera l'utilisation des cadres existants pour la constitution de divers corps de l'armée économique.

Il y a, d'autre part, à l'heure actuelle des organisations nationales et internationales qui s'occupent des questions ouvrières; il y en a d'autres qui se sont érigées en défenseurs acharnés de la classe ouvrière.

Les conseils nationaux du travail dans certains pays, le Bureau International du Travail à la Société des Nations, sont les Etats majors capitalistes centralisant les questions qui touchent au travail et contribuant à l'unification nationale et internationale des règles qui les régissent.

*Les confédérations nationales et les associations internationales des travailleurs* sont des centres de luttes économiques et politiques des militants ouvriers.

Toutes ces organisations doivent être utilisées dans la construction de l'économie vitale. Elles doivent être appelées en qualité d'inspirateurs et d'instructeurs de l'armée économique nouvelle qui est créée pour servir réellement les intérêts des masses de l'Humanité toute entière.

Trempés dans les foyers révolutionnaires, animés d'une seule idée de servir la cause des travailleurs, cherchant à assurer l'existence convenable des masses populaires, soudés par une discipline de fer au sein de leurs partis, enthousiasmés par un amour inextinguible pour toute l'Humanité, instruits de l'organisation économique et sociale des masses, éduqués dans le creuset du travail et de solidarité nationale et internationale, ces gens-là seront, il faut l'espérer, les plus brillants officiers de l'armée économique qui offre un champ inépuisable d'application de l'énergie, de bonne volonté et de gloire sociale, le seul champ d'application ou les idées égalitaristes professées par ces organisations puissent trouver leur réalisation intégrale.

### b) Préparation de la jeunesse.

Le service obligatoire dans les troupes de l'armée économique implique une obligation universelle mais temporaire pour chaque individu, de mettre à la disposition de la collectivité le travail de ses bras et de son intelligence.

Or, il est évident que, plus les soldats de cette armée seront instruits et préparés à la tâche qui leur sera confiée, plus le rendement de leur travail sera efficace et moins, par conséquent, sera la durée du service actif.

L'apprentissage apparaît donc d'une utilité incontestable, aussi bien dans l'intérêt de la société que dans celui des conscrits, eux-mêmes, car le rendement et la durée du service obligatoire en sera déterminé en proportion.

Pour multiplier les analogies avec le service militaire actuel, l'apprentissage peut être comparé à la *préparation militaire* généralisée. L'apprentissage économique sera obligatoire pour tous les garçons et jeunes filles, au même titre que le service dans l'armée économique, bien entendu, avec toutes atténuations qu'exigera leur éducation et leur instruction générale.

Après les premières notions et les premières leçons de travail manuel pendant la durée de l'instruction primaire, les équipes de jeunes gens et jeunes filles feront leur apprentissage effective dans les écoles secondaires *polytechnisées et adaptées aux besoins de l'économie vitale*, de telle sorte que l'école d'Etat sera liée organiquement avec l'économie.

Il suffit pour cela de s'inspirer des exemples déjà tentés et réalisés dans plusieurs pays. En Angleterre l'enseignement professionnel obligatoire de 14 à 18 ans existe en vertu de l'« Education bill ». Il existe en Italie, en Australie. Nous avons vu l'expérience bulgare. Mais l'exemple le plus frappant est celui de la Russie Soviétique où toute la jeunesse est entraînée petit à petit dans les équipes de pionniers et des jeunesses, parallèlement avec la polytechnisation universelle de toutes les écoles.

En effet, les équipes de jeunes gens seront d'une aide précieuse pour l'armée active, et il suffit de généraliser le système pour l'adapter intimement aux besoins de l'économie vitale.

D'ailleurs, cet entraînement de la jeunesse est nécessaire pour hâter la construction et l'organisation de l'économie vitale, pour donner à la jeunesse l'éducation physique et intellectuelle en même temps qu'économique appliquée et, par conséquent, l'éducation bien moderne, indispensable pour cultiver chez les peuples l'amour et l'in-

térêt du bien commun et pour développer en eux l'esprit de la coopération et de secours mutuels.

De telle sorte, la préparation économique et l'apprentissage économique scolaire a un double but :

1° *But économique* ;

2° *But éducatif*.

D'une part, diriger et concentrer toutes les jeunes forces du pays, donner une orientation plus pratique à la jeunesse.

Développer, ensuite, chez les jeunes gens des deux sexes le goût des professions qui contribuent le plus directement à augmenter la production vitale.

D'ailleurs, cet apprentissage économique pourra être effectué sous la direction effective de l'armée économique.

## § 2. — L'ORGANISATION DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

Les règles ordinaires de recrutement par voie de recensement et d'appel périodique sont, à peu de chose près, applicables dans l'armée de l'économie vitale pour la formation du personnel variable.

Le recensement annuel se fera comme toujours en cette matière au moyen des tableaux de recensement. Les avis destinés à informer les jeunes gens des deux sexes de leurs devoirs et de leurs obligations seront publiés afin d'assurer la régularité dans les services des classes appelées.

Toute personne soumise au service appartient à une classe dont elle suit le sort pendant la durée de son obligation économique.

Les tableaux de recensement ne seront définitifs que lorsqu'ils seront examinés et arrêtés par les Conseils économiques locaux qui s'entourent de tous les renseignements concernant la constitution physique et intellectuelle ainsi que de l'état de santé des futures prestataires.

La durée du service obligatoire, les conditions du service, ainsi que l'âge de l'appel sous les *drapeaux économiques*, sont fixés par la loi.

Comme dans le service militaire, les prestataires font partie successivement de l'*armée active*, pendant un temps plus ou moins court suivant les exigences de l'économie vitale, et de l'*armée de réserve* et peuvent être rappelés périodiquement et en cas de nécessité urgente.

Le point de départ et la cessation du service, l'époque de l'appel et de libération de chaque classe sont déterminés invariablement ainsi que la période de l'incorporation du contingent, afin d'assurer la régularité et la justice dans la durée du service légalement prescrit.



Pour répartir uniformément les contingents à incorporer, on utilise généralement trois systèmes :

Le *système national* de recrutement qui compose chaque corps de troupes économiques de soldats provenant de tous les points de territoire.

Le *système régional* qui incorpore le contingent d'une région dans les troupes stationnées dans cette région.

Le *système mixte* qui adopte le recrutement national pour l'armée active et le recrutement régional pour les réserves.

Quoiqu'il en soit, le recrutement et l'affectation se fera en principe dans les limites des besoins des entreprises et des services de l'économie vitale, d'après les aptitudes physiques et intellectuelles des appelés classés par catégories, avec le choix d'affectation pour les catégories des jeunes gens des deux sexes par ordre de mérite et de préparation scolaire.

Les effectifs de l'armée économique répartis entre les entreprises vitales, l'organisation même et le fonctionnement du service obligatoire dépendra, la plupart du temps, de l'organisation économique, l'état-major des corps d'armée ne s'occupant que de l'instruction théorique, tandis que le service pratique s'effectue au sein des unités économiques de production vitale.

Cependant, une partie des effectifs sera affectée au service administratif de l'Etat, en formant ainsi le personnel auxiliaire de toutes les administrations et des services publics qui seront dégagés de tout ce qui a rapport à l'économie ordinaire confiée à l'initiative privée et à la liberté de concurrence.

Le travail obligatoire sera pratiquée dans tout le domaine de l'économie vitale, exclusion faite des cadres techniques économiques et administratifs dont le recrutement n'est soumis, en principe, à aucune obligation; les cadres sont liés à l'Etat par un régime purement contractuel, tandis que les prestataires ne connaissent d'autre régime que celui du règlement de l'armée économique.

La *discipline économique* remplace la discipline militaire.

La vie des prestataires est réglée par des *statuts économiques, spéciaux* avec tous les droits, prérogatives et obligations qui s'y rapportent.

Comme dans le service militaire, on peut largement utiliser les règles concernant l'organisation territoriale de l'armée et les règlements intérieurs des services correspondants, en adaptant la discipline militaire aux exigences de la vie économique des entreprises.

La prestation économique est personnelle, aucune substitution ne sera toléré, puisque l'obligation au travail est universelle et égale pour

tous. Ne sont affranchis du service obligatoire que les incapables de tout travail physique ou intellectuel.

Pendant la durée du service obligatoire les individus d'une classe des appelés vivent réunis en groupes formant les divisions appropriées de l'armée économique. Des édifices et des baraquements spéciaux seront affectés aux prestataires en activité.

Le service dans les réserves est institué pour permettre à l'Etat le rappel à l'activité et la *mobilisation* en cas de nécessité, comme, par exemple, en cas d'une calamité publique ou un grand désastre quelconque.

Les dispositions pénales seront édictées pour sanctionner les cas de fraude, de mutilations volontaires, des infractions quelconques, qui auront beaucoup d'analogie avec les codes pénaux militaires, cependant, avec cette différence essentielle, qu'il ne s'agit pas du tout du service militaire malgré les analogies apparentes.

L'état-major du service obligatoire de travail sera, bien entendu, subordonné au Conseil supérieur de l'économie vitale ou le ministère de l'économie vitale qui en serait le gouvernement suprême.

### § 3. L'APPLICATION PROGRESSIVE DU SERVICE OBLIGATOIRE DE TRAVAIL

L'application du service obligatoire de travail s'effectuera parallèlement à la nationalisation et l'organisation de l'économie vitale.

Il faut admettre, qu'au début de son application, le service obligatoire ne pourra pas donner le rendement espéré; plutôt, il est à redouter un déficit dans la production vitale. Mais la rationalisation successive et l'expérience croissante augmenterait, petit à petit, le rendement du service obligatoire, perfectionnerait le système et rendrait complètement autonome la marche de l'économie vitale.

Parmi les facteurs favorisant ce progrès, il faut placer en première ligne les qualités techniques du personnel dirigeant les services permanents de l'armée économique et la préparation scolaire des classes successivement appelées à servir dans les rangs des prestataires.

Au début, le champ d'utilisation de la main-d'œuvre mobilisée sera assez restreint, étant donné les limites assez étroites de la production et de l'administration de l'économie vitale, mais au fur et à mesure du développement de diverses entreprises et des services économiques, le nombre des prestataires appelés à donner leur concours effectif sera augmenté.

En effet, il faut proportionner la main-d'œuvre strictement aux besoins de la production déjà organisée, car on a beau ne pas rémunérer les soldats, il faudra toujours les nourrir, les loger, les habiller,

les transporter et généralement dépenser le revenu ou le capital public pour leur entretien.

Le maximum du contingent à appeler pendant la période du développement successif de l'économie vitale sera limité chaque fois par le volume de la production, par le degré d'industrialisation du pays, par la frontière des besoins vitaux à satisfaire, ainsi que par le nombre de jeunes gens des deux sexes arrivés chaque année à la « *majorité économique* ».

Il faudra donc se résoudre à limiter le contingent des prestataires en fonction des possibilités économiques, des possibilités démographiques, des possibilités techniques d'application.

En ce qui concerne le facteur « population », il est de toute nécessité de faire associer, le plus étroitement possible, les peuples coloniaux et les populations arriérées à la vie économique des métropoles et des pays civilisés.

D'une part, la main-d'œuvre coloniale représente une source inépuisable de force humaine inutilisée, d'autre part, le mélange des soldats coloniaux avec les soldats métropolitains au sein des corps de l'armée économique facilitera beaucoup l'accession des peuples primitifs au niveau des peuples civilisés et contribuera ainsi au progrès de la civilisation humaine.

On pourra commencer à utiliser les prestataires en les affectant, par exemple, dans les services administratifs ou les entreprises vitales déjà existantes. On pourra, par exemple, remplacer tous les fonctionnaires auxiliaires des services publics, des établissements publics, des usines et des fabriques d'Etat.

Peu à peu, au fur et à mesure des progrès de l'économie vitale, le service des prestataires sera introduit dans toutes les institutions.

Il est, d'ailleurs, à prévoir une période assez longue où le service obligatoire de travail ne suffira pas à lui seul à assurer la marche de l'économie vitale qui nécessitera à cette époque une intervention budgétaire de l'Etat.

Ce n'est que plus tard et dans le fonctionnement perfectionné de l'économie vitale que le service obligatoire suffira pour fournir toute l'énergie humaine indispensable.

Pendant ce temps, l'économie ordinaire s'érigera petit à petit en des organismes autonomes tout à fait indépendants de l'intervention étatiste, car tenter de soumettre les deux économies à la direction de l'Etat équivaut à la suppression de la liberté économique là où elle est vraiment nécessaire, et le service obligatoire du travail, appliqué



à l'ensemble de l'économie, correspondrait à l'asservissement perpétuel des travailleurs.

La division biéconomiste fournit à toute la population une base économique et, par conséquent, une base juridique de l'indépendance qui permettra de discuter, librement et d'égal à égal, l'utilisation de la force du travail en dehors du service obligatoire.

---



## CONCLUSION

---

Un coup d'œil rétrospectif est indispensable pour résumer les grandes lignes de la construction biéconomiste pour pouvoir ensuite en tirer une conclusion générale qui puisse permettre d'esquisser quelques anticipations sur l'avenir.

1. La phase de l'évolution économique actuelle est surtout caractérisée par l'industrialisation croissante, par la mécanisation du travail et le perfectionnement de l'outillage, par l'organisation scientifique du travail et la rationalisation et la standardisation de la production, qui se manifeste au dehors par une concentration industrielle, commerciale et financière et la formation d'une oligarchie capitaliste, tandis qu'au dedans elle apparaît avec cette particularité typique de l'époque actuelle qu'est l'intensification prodigieuse de la fabrication et la vitesse croissante de la rotation des capitaux.

En face de l'économie nationale se dresse et s'affirme de plus en plus une économie internationale, universelle, cosmopolite, devant laquelle l'économie nationale se réduit petit à petit au rang d'une économie régionale et provinciale subordonnée au rythme économique de la planète.

La solidarité est la raison d'être et de durée de toute société humaine. Limitée tout d'abord à la famille, elle s'est étendue progressivement à la tribu, à la cité, à la nation.

Aujourd'hui, les esprits se sont accoutumés à voir dans son champ l'Humanité toute entière.

On peut même soutenir avec nombre d'économistes que l'Histoire de la civilisation n'est, à y voir de près, que l'histoire des conquêtes réalisées par la solidarité consciente et organisée sur l'égoïsme instinctif et anarchique des individus.

L'évolution économique actuelle se poursuit dans le sens de la solidarité des intérêts et de l'intervention étatiste de plus en plus croissante.

A la suite d'une interprétation rationnelle de cette évolution, basée sur une distinction expérimentale en même temps qu'intuitive entre les besoins vitaux et les besoins ordinaires, nous sommes logi-



quement arrivés à la division fondamentale de la théorie biéconomiste.

En effet, le principe biéconomiste se dégage des fondements même de la nature humaine et de l'expérience de tous les jours et apparaît avec tous les attributs d'une clé de voûte de l'organisation future de l'économie humaine : organisation égalitariste et morale de l'économie vitale sous la direction effective de la collectivité et organisation spontanée de l'économie ordinaire laissée à la liberté du travail, de la concurrence et de l'industrie.

Le principe du service obligatoire découle donc logiquement du principe biéconomiste comme corrolaire du droit de chaque individu au minimum d'existence.

« Mieux vaut souffrir que mourir », dit le proverbe. D'autant plus que cette « souffrance », c'est-à-dire le travail obligatoire, n'est imposé aux individus que temporairement et en guise d'une prestation universelle et égale pour tous. L'Homme paye ainsi son droit d'entrée dans la famille humaine, son droit à l'existence quotidienne qui découle de la nécessité pour lui, de vivre en société.

Le reste de son activité, l'Homme l'emploiera comme bon lui semblera, en travaillant librement pour assurer ses jouissances ou son existence opulente. *Mieux vaut, en effet abdiquer une partie de sa liberté que d'être esclave pour la vie.*

« *Minimum de servitude avec le maximum de liberté* ». Voilà le mot d'ordre du système biéconomiste.

2. La théorie biéconomiste est une théorie *sui générís*. C'est, d'ailleurs, pour cette raison qu'elle mérite la dénomination qui la distingue du socialisme, du capitalisme et de l'individualisme.

Elle se distingue du *socialisme* par cette seule considération qu'une partie indéfiniment extensible de l'économie humaine est laissée à l'initiative privée et à la liberté de la concurrence.

Elle se distingue de l'*individualisme*, car à côté de la liberté aussi complète que possible qui règne dans l'économie ordinaire, elle établit une économie autoritaire, soumise aux principes de l'égalité et de la justice distributive.

Elle se distingue enfin du *capitalisme d'Etat*, car le but suprême de cette doctrine est la nationalisation intégrale de toute l'économie sous la main de l'Etat.

Cependant si le biéconomisme touche à l'étatisme économique, ce n'est que du côté de l'économie vitale. En réalité, la doctrine biéconomiste est *une doctrine à double objet, à double contenu*, dont chacun conserve son existence propre, son domaine spécial et séparé. *Ce n'est, en réalité, quelque sorte, qu'une juxtaposition de l'individualisme et de l'étatisme égalitariste, chacun dans son rayon respec-*

*tif, une juxtaposition et non interpénétration ni confusion, en somme, une dualité économique.*

L'économie vitale est une économie étatiste. Elle est organisée et dirigée par la collectivité qui incarne l'autorité et la contrainte indispensable à l'organisation et à la marche de l'économie vitale, à cause de l'antinomie de l'intérêt individuel et de l'intérêt des masses.

L'économie ordinaire est une économie individualiste, économie du capitalisme libre et des groupements indépendants de l'Etat.

La politique actuelle de confusion, l'absence de règles nettes et précises et le défaut de principes économiques directeurs, ne promettent rien de bon.

Sous la menace imminente d'une Révolution universelle, le socialisme envahit tous les domaines de l'économie politique et sociale, de telle sorte, que le mouvement déclanché risque d'englober tout et d'engloutir tout.

*La doctrine biéconomiste apparaît, dans ce sens, comme une sorte de traité de délimitation entre deux domaines économiques différents fondés sur deux tendances fondamentales et opposées de la nature individuelle et sociale de l'Homme.*

Nous assistons actuellement à un de ces phénomènes bien connus de l'histoire de civilisation, qu'est le mouvement oscillatoire et l'action réciproque des faits, des événements et de la pensée humaine et des vibrations économiques et sociales.

L'idée née amène des actions, des faits, elle se développe et va jusqu'à sa fin logique, même si, en sa dernière conséquence, elle devient absurde, pour rentrer ensuite à ses justes proportions nécessitées par la vie.

Nous nous approchons précisément aujourd'hui des maxims de ces courbes doctrinales qui ont atteint dans certains pays ces points culminants.

L'économie du capitalisme individualiste est menacée dans son existence, elle risque de sombrer et d'être engloutie par un tourbillon socialiste et communiste, et il faudra de longues années de travail et de persévérance, d'ailleurs instinctive, pour faire rentrer les eaux débordées dans le lit de la raison et de l'évolution normale qui est celui de la conservation sociale.

*La socialisation de l'économie toute entière aboutirait à la tyrannie universelle et au triomphe de la médiocrité.*

Mais comme la masse est la médiocrité incarnée, la doctrine biéconomiste offre, par l'organe de l'économie vitale, la satisfaction des aspirations égalitaristes de cette médiocrité, tandis qu'elle laisse se développer librement les tendances particularistes dans l'économie ordinaire.

Nulle intervention, nulle vexation ne saurait entraver la liberté individuelle en dehors des cadres de l'économie vitale.

*L'Homme-personnalité individuelle* trouvera ainsi un champ infini d'application de son activité anarchique et de son individualisme particulariste, tandis qu'en tant que *l'Homme-personnalité sociale*, comme membre inséparable de la collectivité, il paye par son travail la possibilité d'existence de la société toute entière en même temps que de soi-même, et ceci dans les conditions de bonne justice et de parfaite équité.

Tout ce qui est en dehors de l'économie vitale ne dépend que de l'initiative privée, des qualités particulières et des capacités personnelles de chacun.

La tâche de l'autorité et de la collective sera bien déterminée; celle-ci ne sera pas surchargée comme elle l'est aujourd'hui par le poids écrasant des organismes et des institutions non seulement peu utiles, mais souvent simplement *préjudiciables* à la masse dont l'intérêt est en *opposition directe* avec celui des groupements qui sont à la tête de ses institutions.

Combien gagneraient les contribuables de tous les pays par la suppression de toute l'organisation économique et administrative qui ne touche pas à l'économie vitale.

Sans doute, les masses profitent, dans une certaine mesure, directement et indirectement des progrès généraux de l'organisation du capitalisme individualiste, mais la délimitation nette des frontières économiques n'a d'autre but que d'éviter tous les inconvénients de ce régime sans en supprimer, cependant, les avantages indiscutables, en laissant se développer librement l'économie individualiste à côté de l'économie vitale qui assure la protection de tous, la sécurité de tous et la satisfaction des besoins vitaux de tous.

3. Le biéconisme résoud toutes les questions épineuses qui désolent la vie économique et sociale moderne : rapport du capital et du travail, égalité économique, salaire minimum, etc, etc... La lutte des classes sera bannie du domaine de l'économie vitale et cette lutte changera d'objet au sein de l'économie ordinaire.

La lutte économique et par conséquent, la lutte politique se poursuivra autour de la question de l'élargissement de la consommation vitale et le classement des industries et des organismes de l'économie vitale.

La moralité de l'Humanité sera supérieure puisque la plupart des délits de droit commun n'ont pour cause originaire que cette nécessité impérieuse qu'est le besoin de vivre et de subvenir à l'existence quotidienne.



Le service économique de travail sera une bonne école d'instruction et d'éducation civique, économique et sociale des masses.

L'organisation biéconomiste est d'autant plus digne d'intérêt que l'évolution actuelle s'oriente vers le biéconomiste de fait. La période d'isolement humain se termine. La solidarité en prend la place. Mais cette solidarité trouve sa véritable expression dans le biéconomisme. Le biéconomisme doctrinal, étant l'expression de la justice élémentaire, seul se rapproche de la vérité, puisqu'il associe l'existence, la sécurité et l'indépendance avec la liberté du développement des forces, de l'intelligence et de la morale.

Cependant, étant donné que toute la vie cosmique est soumise à la loi inéluctable de l'évolution, le système biéconomiste ne prétend point d'échapper à la destinée générale et de voir se perpétuer son existence.

Il est même probable, que la liberté la plus complète triomphera un jour, mais ce ne sera que le jour où, à la suite d'une révolution scientifique, tout individu pourra tout seul produire tout le nécessaire pour la satisfaction de ses besoins. Ce sera le temps rêvé par les anarchistes, le temps de la production autonome et de répartition volontaire. Cependant, il restera toujours une partie de l'organisation économique qui sera attribuée à la collectivité, c'est celle qui touche de près la vie commune de la société humaine.

Il est évident que l'idéal économique et social est : « *L'homme libre, dans l'Humanité libre* ». Mais ce ne sera que le jour où l'Homme pourra produire tout le nécessaire sans avoir, en principe, de recours à ses semblables.

Ce jour-là l'Homme deviendrait effectivement créateur, Homme-Dieu, car la division du travail et la concentration industrielle découle de l'imperfection de la nature humaine qui ne peut pas avoir une existence économique isolée.

Il est à prévoir, dans un avenir très prochain, un revirement universel dans le sens biéconomiste et ceci, même dans les pays, où le socialisme, le communisme et l'étatisme prétendent absorber la totalité de l'économie nationale.

La crise mondiale de 1930-31, qui a ébranlé de fond en comble l'édifice du capitalisme individualiste, a donné un coup décisif à la routine et aux vieilles méthodes de la production.

L'expérience des statistiques américaines dénote déjà une perspective de rationalisation très poussée et de mécanisation quasi-universelle de la production dans toutes les branches de l'organisation économique.

Elle menace de « libérer » le travail, humain dans une proportion littéralement formidable. Elle annonce le triomphe du machi-

nisme et de la rationalisation, ce qui veut dire élimination presque totale de l'ouvrier.

Le problème de l'organisation étatiste de la production se posera donc d'ici peu de temps, même dans les pays les plus avancés au point de vue du développement du capitalisme individualiste, parce que *l'utilité économique de l'ouvrier se trouvera réduite à zéro, tandis que ses exigences psychologiques et physiologiques resteront sensiblement les mêmes.*

La crise actuelle est une crise capitaliste en même temps qu'une crise générale du capitalisme individualiste. La secousse n'a pas seulement des répercussions purement économiques et financières. Elle touche de près la vie politique et sociale, parce qu'elle détruit, de plus en plus, les bases purement individualistes du système actuel et cherche vainement une formule de compromis entre l'individualisme et le socialisme.

Mais, cette formule idéale, une sorte de synthèse naturelle de ces deux tendances se trouve dans l'organisation biéconomiste dont l'application devient de plus en plus possible à cause de la productivité croissante du travail de plus en plus mécanisé avec la baisse parallèle des frais de production.

Quoiqu'il en soit, les voies de l'individualisme capitaliste et du socialisme étatiste étant toutes deux des voies naturelles, elles ne seraient plus désormais des voies opposées et antagonistes, parce que la contradiction qui paraissait jusqu'ici irréductible manquerait de base.

Désormais, chacune de ces tendances innées pourront se développer librement dans les cadres assignés par la nature. Certes, l'organisation de l'économie vitale ne sera pas aussi libre qu'elle pourrait l'être sous le régime de la concurrence *idéale*. Soit !

Mais si, au prix de la contrainte passagère, on réalise un idéal de l'égalité et de justice économique et sociale, conforme à l'évolution et à la raison, le triomphe du biéconomisme vaut la peine d'être souhaité, d'autant plus qu'en dehors de l'économie vitale, l'Homme fera tout ce qu'il voudra, tant qu'il voudra et de la façon qui lui plaira.

*La vie future ne sera plus une lutte pour l'existence, mais plutôt une lutte pour la jouissance.*

Vu, le Président :

WILLIAM QUALID.

Vu, le Doyen de Faculté :

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

L. CHARLÉTY.

# BIBLIOGRAPHIE

---

## I. — Ouvrages généraux

- ALFONSO DE PIETRI-TONELLI. — *Traité d'économie rationnelle*. Trad. de l'italien par H. GAMBIER. Paris, Giard, 1927, 639 p.
- BAKOUNINE Michel. — *Œuvres*. Paris, Stock, 1907.
- BASTIA Frédéric. — *Œuvres complètes*.  
T. V. — *Sophismes économiques*.  
T. VI. — *Harmonies économiques*.  
Paris, Guillaumin, 1855.
- BERGSON Henri. — *L'évolution créatrice*. Paris, F. Alcan, 22<sup>e</sup> éd.
- BOUGLÉ et RAFFAULT. — *Éléments de sociologie*. Paris, F. Alcan, 506 p.
- BOURGUIN Maurice. — *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*. Paris, Colin, 1907 et 1922, 540 p.
- BROCARD Lucien. — *Principes d'économie nationale et internationale*. T. I. Paris, Sirey, 1929, 503 p.
- BRONSTEIN. — *Antologie de l'histoire de la culture matérielle*. Leningrad, Gosizd, 1924, 335 p.
- BROUILHET Charles. — *Précis d'économie politique*. Paris, Roger, 1912, 820 p.
- CAPITANT Henri et CUCHE Paul. — *Précis de législation industrielle*. Paris, Dalloz, 1927.
- CASSEL Gustave. — *Traité d'économie politique*. Trad. de la 4<sup>e</sup> éd. allemande, par Laufenberger et Persan. Paris, 2 volumes, Girard, 1929.
- COLSON C. — *Cours d'économie politique*. 6 volumes. Paris, F. Alcan.
- CAUWÈS, Paul. — *Cours d'économie politique*. 3<sup>e</sup> éd., 3 volumes. Paris, Larose et Forcel, 1893.
- Collection des principaux économistes, 15 volumes. Paris, Guillaumin.
- DESCHAMPS. — *Histoire des doctrines économiques*. Cours, Paris, 1924-25.
- DURKHEIM Emile. — *Education et Sociologie*. Paris, F. Alcan, 1922.
- FOURIER Charles. — *Œuvres complètes*, 2<sup>e</sup> éd., 6 volumes, Paris.
- FOURIER Charles. — *Œuvres choisies*, par Ch. Gide. Paris, Guillaumin, 1890.
- GÉLÉZNOV V. — *L'esquisse d'économie politique*. Moscou, 1906, 832 p.



- GEMAHLING Paul. — *Les grands économistes*, textes et commentaires. Paris, Sirey, 1925, 330 p.
- GIDE Charles. — *Principes d'économie politique*, 9<sup>e</sup> éd. Paris, Sirey.
- GIDE Charles. — *Cours d'économie politique*. 2 volumes. Paris, 1923 et 1927.
- GIDE Charles. — *Les institutions de progrès social*. 5<sup>e</sup> éd. Paris, Sirey, 1920.
- GIDE Charles et RIST Charles. — *Histoire des doctrines économiques*. 3<sup>e</sup> éd. Paris, Sirey, 1920.
- GONNARD René. — *Histoire des doctrines économiques*. 3 volumes. Paris, 1922.
- HAURIU Maurice. — *Principes de droit publi.* Paris, Sirey, 1910, 734 p.
- LAPIDUS et OSTROVITIANOV. — *Précis d'économie politique. L'économie politique et la théorie de l'économie soviétique*. Paris, Editions Sociales Internationales, 1929, 468 p.
- LASBAX Emile. — *La Cité humaine*. Esquisse d'une sociologie dialectique. 2 volumes. Paris.
- LÉNINE Vladimir. — *Œuvres*. Moscou, Gosizd, 1925.
- LÉNINE. — *Questions d'économie politique*. Antologie de ses œuvres, par Dvoïlatzski. Moscou-Léninegrad, 1925, 380 p.
- LEROY-BEAULIEU Paul. — *Traité théorique et pratique d'économie politique*. Paris.
- LOUSON Robert. — *L'économie capitaliste. Principes d'économie politique*. Paris, Lib. du Travail, 1925, 173 p.
- LOZINSKI. — *Histoire du Travail*. Esquisse d'histoire économique. 2<sup>e</sup> éd. Moscou, 1923.
- MARX Karl. — *Das Kapital*. Hamburg, Meissner.
- MARX Karl. — *Le Capital*. Trad. par Roy, révisé par l'auteur. Paris, Hachette, 1872.
- MARX Karl. — *Le Capital*. Trad. par J. Molitor. 14 volumes. Paris, A. Costes, 1924, 1926, 1930.
- MAYER Hans. — *Die Wirtschaftstheorie der Gegenwart*. Wien, Sprenger. 4 vol. 1927, 1928.
- MENGER Carl. — *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre*. 2. Auflage. Wien, Leipzig, 1923, 335 p.
- MILL Jon-Stuart. — *Principles of political Economy with some of their applications to social philosophy*. London, 5<sup>e</sup> éd., 1880.
- PERREAU Camille. — *Cours d'économie politique*. 2<sup>e</sup> éd., 2 volumes. Paris, 1922.
- PIROU Gaëtan. — *Les doctrines économiques en France depuis 1870*. Paris, Colin, 1925.
- PROUDON P.-J. — *Œuvres complètes*. Nouv. éd. Paris, 1926.
- REBOUD P. — *Précis d'économie politique*. 2 volumes. Paris, Dalloz, 1927.

- RENARD Georges. — *Droit public français*. Paris, Sirey, 1920.
- SAINT-SIMON. — *Œuvres choisies*. 3 volumes. Bruxelles, Van Meenen, 1859.
- SCHATZ Albert. — *L'individualisme économique et social*. Paris, A. Colin, 1927.
- SELIGMAN Edwin. — *Principes d'économie politique*. Trad. sur la 8<sup>e</sup> éd. par Lacarpentier. 2 volumes. Paris, Giard, 1927.
- SCHMOLLER Gustave. — *Grundriss des allgemeinen Volkswirtschaftslehre. Principes d'économie politique*. 5 volumes. 1<sup>re</sup> partie trad. par J. Platon; 2<sup>e</sup> partie, par L. Polack. Paris, Giard, 1905, 1908.
- SHOTWELL James. — *Histoire économique et sociale de la guerre mondiale*. Publication de la Dotation Carnegie pour la paix internationale. Série française. Paris, Presses Universitaires.
- SOMBART Werner. — *Le Capitalisme contemporain*. Trad. de l'allemand. Moscou, 1929.
- SOMBART Werner. — *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*. Trad. française par Jankelevitch. Paris, Payot, 1926, 486 p.
- SPENGLER Oswald. — *Der Untergang des Abendlandes*. Zweiter Band. 15. Auflage. München, Beck, 1922.
- TRUCHY Henri. — *Cours d'économie politique*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Sirey, 1923 et 1927.
- VILLEY Ed. — *Précis d'économie politique*, 3<sup>e</sup> éd. Paris, Guillaumin, 1901.
- WAGNER Adolf. — *Grundlegung der Politischen Oekonomie*. 3 Auflage. Leipzig, 1892-1894.
- WAGNER Adolf. — *Les Fondements de l'économie politique*. Trad. par Polack. 5 volumes. Paris, Giard, 1914.

## II. — Ouvrages spéciaux

- AFTALION Albert. — *Les fondements du socialisme*. Paris, Rivière, 1922.
- ASKNAZI S. — *Esquisse du droit économique de l'U. R. S. S. Lénin-grad*, 1926.
- BEBEL A. — *Société future*. Trad. de l'allemand. Moscou, 1925.
- BELA KHUN. — *La Komintern d'après ses résolutions*. Moscou, 1926.
- BERNSTEIN Ed. — *L'Évolution économique*. Trad. par Travkine. Pétersbourg.
- BERNSTEIN Ed. — *Questions controversées dans le socialisme*. Traduction russe par Bilimovski.
- BERNSTEIN Ed. — *Die Voraussetzungen des Socialismus*. Stuttgart, 1899.
- BERTH Edouard. — *La fin d'une culture*. Paris, Rivière, 1927, 222 p.
- BLANC Louis. — *Organisation du travail*, 5<sup>e</sup> éd. Paris, 1848, 284 p.

- BLANC Louis. — *Le Catéchisme des socialistes*. Paris, 1850.
- BOCHARD A. — *Les lois de la sociologie économique*. Paris, Rivière.
- BOLDIREV et GUESSEN. — *L'Europe actuelle*. Léninegrad, 1925.
- BOUGLÉ C. — *La sociologie économique*. Cours, Fascicules IY et Y. 1928-1929.
- BOUKHARINE N. — *L'économie politique*. Moscou, 1924.
- BOUKHARINE N. — *L'A. B. C. du communisme*. Paris, *Humanité*, 1925, 176 p.
- BOUKHARINE N. — *L'impérialisme et l'économie mondiale*. Esquisse économique. Paris, 1928.
- BOURGEOIS Léon. — *Solidarité*. Paris, Colin, 1902.
- BOUSQUET G. — *Essai sur l'évolution de la pensée économique*. Paris, Giard, 1927.
- BOWLEY. — *L'estimation de la population en état de travailler dans certains pays*. S. D. N. Section économique et financière. Genève, 1926.
- BRAIBANT Marcel. — *Le Socialisme et l'activité économique*. Paris, F. Alcan, 226 p.
- BRIANCOURT Charles. — *Visite au phalanstère*. Paris, Lib. Phalanstérienne, 1848.
- BROUILHET Charles. — *Le conflit des doctrines dans l'économie politique*. Paris, F. Alcan, 1910.
- CAMBO F. — *Les Dictatures*. Paris, F. Alcan, 1930.
- CARNOT. — *L'étatisme industriel*. Paris, Payot, 1920, 223 p.
- CAZALIS E. — *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*. Paris, Rivière, 1925.
- CÉLÉRIN Philippe. — *La doctrine de l'évolution*. Paris, Figuière, 1927.
- CHAUVEAU C. — *Les Assurances Sociales*. Paris, Payot, 1930, 277 p.
- CHRISTMANN Fritz. — *Biologische Kausalität*. Tubingen, Mohr, 1928.
- CLÉMENTEL Etienne. — *La France et la politique interalliée*, 2 volumes. Dotation Carnegie.
- COLOMFIRESCO. — *L'organisation et œuvre économique de la Société des Nations*. Thèse. Paris, 1929.
- CORCOS Fernand. — *Une visite à la Russie nouvelle*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Montaine, 1930, 425 p.
- COUNSON Al. — *La civilisation*. Paris, F. Alcan, 1929.
- COURCELLE-SENEUIL. — *La société moderne*. Paris, Guillaumin, 1892.
- CROZAT Henri. — *La Cité idéale*. Paris, Besson, 1920.
- DAUDE-BANCEL. — *La réforme agraire en Russie*. Paris, 1926.
- DANILOVA. — *Le travail obligatoire et la taxe de rachat*. B. I. T., Genève, 1922.
- DAVY Georges. — *Le droit, l'idéalisme et l'expérience*. Paris, F. Alcan, 1922, 168 p.



- DECHESNE Laurent. — *L'économie mondiale et le protectionisme*. Paris, Sirey, Liège, 1927.
- DELAISI Francis. — *Les contradictions du monde moderne*. Paris, Payot, 1925, 560 p.
- DEMOGUE René. — *L'unification du droit privé*. Paris, Rousseau, 1927.
- DESLINIÈRES Lucien. — *Le Socialisme reconstituteur. Principes d'économie socialiste*. Paris, France Editions, 1924, 243 p.
- DEVILLE Henri. — *La révolution de demain*. Arles, Rhône, 1917.
- DUBOIS Raphaël. — *Lettres sur le pacifisme scientifique*. Paris, Delpeuch, 1927.
- DUBREUIL. — « Standards. » Paris, Bernard Grasset, 1930.
- DUPLAN J.-L. — *Sa majesté la machine*. Paris, Payot, 1930.
- FONTAINE Arthur. — *L'industrie française pendant la guerre*. Paris, Dotation Carnegie, 1925, 500 p.
- GAUJOUX Charles. — *L'effort de l'industrie française pendant la guerre*. Thèse, Montpellier, 1920.
- GEORGUES Henry. — *Progress and poverty*. Traduction russe par Sakharov. Pétersbourg.
- GIDE Charles. — *Effects of the war upon French economic life*. Oxford, Clarendon Presse, 1923, 197 p.
- GIESSE Fritz. — *Methoden der Wirtschafts-psychologie*. Berlin, Wien, 1927.
- GOSSEN. — *Die Gesätze des menschlichen Verkehrs*, 2<sup>e</sup> Ausgabe. Berlin, 1887.
- GROMANN. — *L'économie nationale de l'U. R. S. S. Contribution à la Conférence Economique Internationale de Genève*. Paris, 1927.
- GUERMANN B. — *Le Socialisme et la Biologie*. Genève, 1904.
- GUINSBOURG, QUIRINGUE, SÉRÉDA. — *L'économie nationale et l'industrie*, Moscou, 1927, 600 p.
- GUYOT. — *Le Socialisme et l'évolution de l'Angleterre contemporaine*. Paris, F. Alcan, 1929.
- HARBWACHS Maurice. — *La théorie de l'homme moyen*. Paris, F. Alcan, 1913.
- HAURIU, BONNECASE, RENARD, CUCHE. — *La cité moderne et les transformations du droit*. Paris, 1925.
- HAUSER Henri. — *La nouvelle orientation économique*. Paris, F. Alcan, 1924.
- HAUSER Henri. — *Les origines historiques des problèmes économiques actuels*. Paris, Vuibert, 1930, 104 p.
- HECHT J. — *La vraie richesse des nations*. Paris, Giard, 1925.
- HIRCH Julius. — *La police et l'économie*. Berlin, 1926.
- HURRY J.-B. — *La pauvreté et ses cercles vicieux*. Trad. de la 2<sup>e</sup> éd. anglaise. Paris, Presses Universitaires, 1924, 467 p.

- ILYNSKI. — *La crise de la justice bourgeoise*. Moscou, 1927.
- JAURÉGUY Pierre. — *L'industrie allemande et la guerre*. Paris, 1918.
- KARÉYEV P. — *L'introduction à l'étude des sciences sociales*. Pétersbourg, 1903.
- KAUTSKY K. — *De la démocratie vers la servitude d'Etat*. Traduction russe par Abramovitch. Berlin, 1922.
- KLOTZ Henri. — *La Russie des Soviets. Faits et documents*. Paris, Fournier, 1928, 183 p.
- KOETTGEN Carl. — *L'Amérique économique*. Paris, Payot, 1930, 192 p.
- KOTCHAROVSKI. — *Le régime sociale de la Russie*. Prague, 1926.
- KOUBASSOV Basile Iv. — *La réforme monétaire en Russie Soviétique*. Paris, 1924.
- KOVALENKO. — *Manuel de « Politgramota »*, 13 éd. Moscou, Gosizd, 209 p.
- LARINE et KRITZMANN. — *Esquisse de la vie économique et de l'organisation de l'économie nationale dans la Russie des Soviets*. Moscou, Gosizd, 1920.
- LASTCHENKO P. — *L'histoire de l'économie nationale russe*. Moscou-Léninegrad, Gosizd, 1927.
- LATSIS. — *Exploitation soviétique agricole*. Moscou-Léninegrad, 1924.
- LAZARD Max. — *Le service obligatoire de travail en Bulgarie*. B. I. T. Genève, 1922.
- LE BON Gustave. — *L'évolution actuelle du monde*. Paris, Flammarion, 1927.
- LESCURE. — *Les origines de la Révolution Russe*. Paris, 1927.
- LETOURNEAU Ch. — *L'évolution de la servitude*. Trad. russe par Jouravskaya. Moscou.
- LEVINSON Richard (Morus). — *La révolution économique dans l'Europe occidentale après la guerre mondiale*. Trad. russe par Trotski et Karassine. Léninegrad, 1925.
- LESCURE Jean. — *La Révolution russe*. Paris, Gambier.
- LÉVY Em. — *La vision socialiste du droit*. Paris, Giard, 1926.
- LIEFMANN Robert. — *Kartelle und Trusts*. Stuttgart, 1922.
- LORIA Achille. — *La synthèse économique*. Version française par Camille Monnet. Paris, Giard, 1911, 519 p.
- LOUIS Paul. — *Le déclin de la société bourgeoise*. Traduction russe par Vladimirov. Moscou.
- LYON Jacques. — *Le régime actuel des Soviets en Russie*. Paris, 1927.
- MAGEROVSKI D. — *Les fondements du Droit soviétique*. Moscou, Gosizd, 1927.
- MACDONALD. J. Ramsey. — *Le Socialisme et la société*. Trad. de l'anglais par Louis-N. Leroux. Paris, Flammarion, 1928, 280 p.
- MALYNSKI Em. — *Capital et Propriété*. Paris, 1927.

- Manuel des membres actifs du Parti communiste.* Moscou-Léninegrad, Gosizd, 1927.
- MARINI-COMBY J. — *Mercantilisme et Protectionisme.* Paris, F. Alcan, 1930, 213 p.
- MARTCHENKO. — *La Révolution mondiale.* Paris, Valois, 1927.
- MARX Karl. — *Contribution à la critique de l'économie politique.* Trad. de la 2<sup>e</sup> éd. allemande par Lafarge. Paris, Giard, 1909.
- MAUNIER René. — *Essais sur les Groupements sociaux.* — Paris, F. Alcan, 1929. — 120 p.
- MENGER Anton. — *L'Etat socialiste.* Trad. française par Milhaud, Paris, 1904.
- MILIOUKOV Paul. — *La Russie à l'époque critique.*  
T. I. — *Les origines et l'établissement du bolchevisme.*  
T. II. — *Le mouvement antibolcheviste.*  
Paris, 1927.
- MIRKINE-GUÉTZEVITCH B. — *La théorie générale de l'Etat soviétique.* Paris, Giard, 1928.
- NICEFORO Alfredo. — *Les indices numériques de la civilisation et du progrès.* Paris, Flammarion.
- NITTI Francesco. — *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie.* Paris, 1926, 206 p.
- NOEL Octave. — *Le Socialisme et la question sociale.* Paris, Pedones, 1902.
- NOGARO B. et OUALID W. — *Evolution du Commerce, du Crédit et des Transports depuis 150 ans.* Paris, F. Alcan, 1914, 494 p.
- OLPHE-GALLIARD. — *Histoire économique et financière de la guerre (1914-1918).* Paris, Rivière, 1925, 504 p.
- OUALID William et PICQUENARD C. — *Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves.* Paris, Dotation Carnegie, Presses Universitaires.
- OUALID William. — *La politique sociale en France de 1914 à 1918.* Cours. Paris, 1927-1928.
- PIGON. — *The political economy of war.* London, 1921.
- PINOT Pierre. — *Le contrôle du ravitaillement de la population civile.* Paris, Dotation Carnegie, 1925, 317 p.
- PIROU Gaëtan. — *Doctrines sociales et science économique.* Paris, Sirey, 1929, 202 p.
- Politique du ravitaillement et l'ensemble de l'organisation économique.* Moscou, 1920.
- POLITIS. — *Nouvelles tendances du droit international.* Paris, 1927.
- POMMEREUIL R. — *La guerre économique 1914-1918.* Poitiers, 1918.
- POPOV N. — *Esquisse de l'histoire du parti communiste russe,* 5<sup>e</sup> éd. Moscou, Gosizd, 1928.
- POSADA Adolfo. — *Les fonctions sociales de l'Etat.* Paris, Giard, 1929.



- PRÉOBRAJENSKI. — *L'économie nouvelle*. Moscou. Ed. de l'Académie communiste, 1926.
- PROKOPOVITCH S. — *L'économie paysanne*. Berlin, 1924.
- RAPPOPORT Charles. — *Philosophie de l'histoire comme science de l'évolution*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, M. Rivière, 1925, 247 p.
- RIENZI. — *Socialisme et Liberté*. Paris, Giard, 1898.
- RINDZUNSKI, SAVINSKI, TCHERKÉZOV. — *La condition juridique des enfants dans la R. S. F. S. R.* Moscou, 1927.
- ROMAIN-ROLLAND. — *Mahatma Gandhi*. Paris, 60<sup>e</sup> éd., Stock, 1929, 235 p.
- ROMIER Lucien. — « Qui sera le maître ». *Europe ou Amérique*. Paris, Hachette, 1930, 299 p.
- ROMIER Lucien. — *L'Homme Nouveau*. Paris, Hachette, 1930.
- ROZENFELD E. — *La politique industrielle de l'U. R. S. S.* Moscou, Gosplan, 1926.
- ROUDOÏ. — *Le Capitalisme d'Etat*. Moscou, Léninegrad, 1927.
- DE ROUSIER Paul. — *Les Grandes Industries modernes*. T. I. Paris.
- ROY Charles. — *La formule allemande de production rationnelle de l'industrie*. Paris, F. Alcan, 1929.
- Russie vers le Socialisme*. Paris, Humanité, 1926, 414 p.
- SAFAROV G. — *Le prolétariat et la question nationale*. Moscou, 1923.
- SAMOÏLOVA N. — *La question du ravitaillement et le gouvernement des Soviets*. Pétrograd, 1918.
- SCHWIEDLAND E. — *Economie sociologique*. Trad. sur la 3<sup>e</sup> éd. par Odon Niox-Château. Paris, Giard, 1925, 332 p.
- SEE Henri. — *Les origines du Capitalisme moderne*. Paris, Collin, 1926.
- SEE Henri. — *Evolution et Révolution*. Paris, Flammarion, 1930.
- SEVROUK. — *La Coopération dans l'U. R. S. S.* Moscou-Léninegrad, Gosizd, 1926.
- SOREL Georges. — *Réflexion sur la violence*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Rivière.
- SOREL Georges. — *Les illusions du progrès*, 3<sup>e</sup> éd. Paris, Rivière, 1921.
- SOREL Georges. — *Introduction à la vie moderne*, 2<sup>e</sup> éd. Paris, Rivière, 1922, 435 p.
- STALINE. — *Les Questions du Léninisme*. Moscou-Léninegrad, Gosizd, 1928.
- STAMMLER. — *Wirtschaft und Recht*. Leipzig, 1896.
- STCHERBINA. — *Le bolchevisme russe et la loi de l'évolution*. Belgrade, 1921.
- STOYANOFF Christo. — *Troudova povinnost. Le travail obligatoire en Bulgarie*. Brochure.
- STROUMILIE S. — *La productivité du travail et les salaires dans l'industrie russe*. Moscou, 1923.
- TARDE G. — *Psychologie économique*. 2 volumes. Paris, F. Alcan, 1902.

- TROTZKI Léon. — *Le Communisme et la Terreur*. Moscou.
- VALOIS Georges. — *Le Fascisme*. Paris, 1927.
- VARGA E. — *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation*. Paris, 1928.
- DE VRIES DE HECKELINGEN. — *Le Fascisme et ses résultats*. Paris, Social Editions, 1928.
- WANG N. et TOMSINSKI S. — *Le développement économique de la Russie*. Moscou, Gosizd, 1928.
- WEBER Alfred. — *Théorie de répartition de l'industrie dans l'espace*. Traduction russe. Moscou, 1926.
- WEBER Louis. — *Le rythme du progrès*. Etude sociologique. Paris, F. Alcan, 311 p.
- WOLTMANN L. — *Der historische materialismus*. Berlin, 1900.
- WOYTINSKY W. — *Die vereinigten Staaten von Europa*. Berlin, Dietz, 1926, 186 p.
- ZAGORSKI Simon. — *La République des Soviets*. Paris, Payot, 1921, 350 p.
- ZAGORSKI Simon. — *Les Problèmes économiques internationaux*. Prage, 1921.
- ZAWADZKI W. — *Esquisse d'une théorie de la production*. Paris, Rivière.
- ZINOVIEV G. — « *Le Léninisme*. » Introduction à l'étude du léninisme. Paris, 1926.

### III, — Périodiques

- Dni*. — Hebdomadaire russe d'informations politique, économique et sociale. Paris, 1929-1930.
- Economie Socialiste*. — Revue économique et sociale. Moscou, Gosizd, 1925.
- Economie planée*. — Revue mensuelle. Ed. du Gosplan, 1925.
- La Politique et l'Economie mondiales*. — Revue. Ed. de l'Académie Communiste. Moscou, 1926.
- L'Esprit International. The international mind*. — Revue. Dotation Carnegie, 1928-1929-1930.
- Grundriss der Socialökonomik*. — Revue. T. IV, 1914.
- Informations Sociales*. — Publication hebdomadaire. Genève, B.I.T., 1922-1923.
- Izvestias* du Comité Central du Travail obligatoire. Moscou, 1920.
- Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*. — Viertes Heft. April-Jena, 1929.
- Journal des Economistes*. — Revue mensuelle de science économique et de la statistique. Paris.
- Marxiste historien*. — Revue. Ed. de l'Académie Communiste. Moscou.

- Le Messager économique.* — Revue en langue russe sous la direction du Prof. Prokopovitch. Berlin, 1923-1924.
- L'Organisation économique.* — Revue mensuelle. Moscou, 1924.
- The Quarterly Journal of Economics.* — Publié par la Harvard University, Boston, E. U. A.
- Questions de Conjoncture économique.* — Bulletin de l'Institut de Conjoncture économique. Moscou, 1925.
- Questions russes.* — Supplément bi-mensuel des informations sociales. B. I. T., Genève.
- La Réforme Sociale.* — Bulletin de la Société d'économie sociale et des Unions de la paix sociale. Paris.
- La République des Soviets.* — Théorie et pratique du système soviétique. Berlin, 1920.
- Revue d'économie politique.* — Paris, 1920, 1924, 1926, 1927, 1928.
- Revue des Etudes Coopératives.* — Paris, 1928.
- Revue d'histoire des doctrines économiques et sociales.* — Paris, 1923.
- La Revue économique.* — Mensuelle. Ed. de l'Economitcheskaja jizn. Moscou, 1924, 1926, 1927, 1928.
- Revue économique Internationale.* — Bruxelles, 1928.
- Revue générale du droit.* — Paris, 1927.
- Revue Internationale du Travail.* — Publication mensuelle. B. I. T. Genève, 1922, 1924, 1926, 1929.
- The Russian Economist Journal of the Russian Economic Association.* — London, 1921, 1922.
- Sous le Drapeau du Marxisme.* — Publication mensuelle de philosophie, d'économie et de sociologie. Moscou, 1922, 1925, 1926.
- Union des Consommateurs.* — Revue mensuelle coopérative et sociale. Ed. Centrosoïuze. Moscou.
- Dernières Nouvelles.* — Quotidien russe. Paris.
- Ekonomitcheskaja Jizn.* — La vie économique. Quotidien d'information économique. Moscou.
- Izvestia.* — Quotidien. Journal officiel des Soviets. Moscou.
- L'Information.* — Quotidien. Paris.
- La Renaissance.* — Quotidien russe. Paris.

#### IV. — Recueils

- Annuaire* de la section coopérative de la Komintern. Moscou, 1925.
- Annuaire* de la législation comparée. Paris, 1925.
- Annuaire* général de la France et de l'étranger. Paris, Larousse.
- Annuaire* international de statistique, publié par l'Office permanent de l'Institut international de statistique. La Haye, 1921.
- Annuaire* international de statistique agricole. Institut international d'agriculture. Rome.



*Annuaire* statistique internationale. *International Statistical Year-book*. S. D. N. Genève, 1927, 1928.

*Annuaire* de l'Administration Centrale de Statistiques. Moscou.

*Annuaire* international du Travail. B. I. T. Genève.

*Bibliographie* der Sozialwissenschaften. *Annales* 1905 à 1918. 13 volumes. Berlin, Georg Maas.

*Bulletin* bibliographique de documentation internationale contemporaine. Institut international de coopération intellectuelle, 1926, 1927.

*Bibliographie* des questions ouvrières et sociales dans la Russie des Soviets. B. I. T., Genève, 1922.

*Bureau International du Travail*. — Etudes et documents. Ed. B. I. T., Genève :

1. Déclarations officielles concernant les recommandations de la Conférence Economique Internationale, 1928.

2. Evolution des conditions du travail dans la Russie des Soviets. 1924. 278 p.

3. Mémoire sur la production et le commerce, de 1913 à 1926. 1927.

4. Problème du chômage. Rapport de la Conférence réunie à Londres. 1924.

5. Rapport sur les conditions économiques de la Russie. 1922.

6. Remèdes au chômage.

7. Projets d'organisation internationale pour la répartition des matières premières et des denrées alimentaires. 1920.

*Centre International d'études sur le fascisme à Lausanne. (Cinef.)* Etudes. *Annales*. Paris. Albert Mechilinck, 1928, 1929, 1930.

*Codes* de la Russie soviétique. Trad. par Patouillet. 3 volumes. Paris, Giard, 1926, 1927.

*Codes* de l'U. R. S. S. Edition Narkomjust. Moscou.

*Dictionnaire* général de la politique. 2 vol. Paris. Maurice Block.

*Dictionnaire* of Political economy. 3 volumes. London. Palgrave.

*Les Forces économiques du Monde*. — Les statistiques publiées par Dresdner Bank. Berlin, 1927.

*Handwörterbuch* der Staatswissenschaften. Von Conrad. 8 volumes. Iéna.

*Hickmann's* geographisch statistischer universal. Atlas. Wien, 1921.

*Ministère* de la Guerre. Décret du 25 août 1913, portant règlement sur le service intérieur. Paris.

*Notes* de l'Institut Lénine. Moscou.

*Nouveau dictionnaire* d'économie politique, par Léon Say et Joseph Challey. 2 volumes. Paris, Guillaumin.

*Nouveau Larousse Universel*. — Dictionnaire encyclopédique. Paris.

- Oficiala Jarlibro* de la Esperanta Movado. Annuaire. Genève, 1928.
- Production*, recensement et répartition dans l'économie nationale.  
Moscou, 1920; 632 p.
- Recueil économique russe*, par Prokopovitch. Prague, 1925.
- Staatslexikon*. — Von J. Bachem. 5 volumes. Freiburg im Breisgau,  
1908.
- Statistical Abstract of the United States*. 1928.
- Statistiques choisies et annotées*, par Gemähling Paul. Strasbourg.  
Paris, 1926.
- Statistiques du chômage dans tous les pays de 1910 à 1922*. B. I. T.  
Genève.
- Statistiques générales de la France*. Statistiques annuelles des insti-  
tutions d'assistance. Paris, 1923.
- Statistischer Jahrbuch für das Deutsche Reich*. 1928.
- Welt in Zahlen*. — Von Woytinsky. Forschung auf allen Gebieten  
der Statistik. Berlin, 1925-1928.
-

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                   | Pages |
|---------------------------------------------------|-------|
| INTRODUCTION .....                                | 5     |
| 1. Époque de la révision des principes .....      | 5     |
| 2. Expérience des grands événements actuels ..... | 6     |
| 3. Nécessité des constructions doctrinales .....  | 7     |
| 4. Doctrine « <i>biéconomiste</i> » .....         | 9     |
| 5. Méthode à suivre, plan de l'ouvrage .....      | 11    |
| 6. Sources et bibliographie .....                 | 13    |

## PREMIÈRE PARTIE

|                                                                                     |           |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>BASES ESSENTIELLES DE L'ÉVOLUTION ET DE LA<br/>CONSTRUCTION ÉCONOMIQUES.....</b> | <b>15</b> |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                                                                                     |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <i>Chapitre Premier. — LES PRINCIPALES TENDANCES<br/>DOCTRINALES ET LE SUCCÈS DE L'INTERVENTIO-<br/>NISME .....</i> | <i>16</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Sect. I. — LES TENDANCES EXAGÉRÉES DES DOCTRINES<br>« CLASSIQUES » ET L'INTERVENTIONISME ..... | 17 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                                                                                                                     |           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| § 1. — <i>L'individualisme et le socialisme économiques en tant<br/>que centres de gravitation doctrinale .....</i> | <i>18</i> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                    |    |
|------------------------------------|----|
| a) Individualisme économique ..... | 19 |
| b) Socialisme économique .....     | 21 |

|                               |    |
|-------------------------------|----|
| 1. La propriété privée .....  | 23 |
| 2. L'entreprise .....         | 23 |
| 3. Voies de réalisation ..... | 24 |

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| c) Principaux reproches contre les doctrines classiques ..... | 24 |
| d) Nécessité d'une synthèse .....                             | 25 |

|                                                                            |           |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| § 2. — <i>Les principaux traits de l'interventionisme économique</i> ..... | <i>27</i> |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                           |    |
|-------------------------------------------|----|
| a) Définition de l'interventionisme ..... | 27 |
| b) Explication historique .....           | 29 |

|                                                                                                  |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Sect. II. — LES PROGRÈS DE L'INTERVENTIONISME EN FACE<br>DES GRANDS ÉVÈNEMENTS DE L'ÉPOQUE ..... | 33 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

|                                                                                                                      |           |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| § 1. — <i>Les événements qui ont amené l'intervention générale<br/>de l'État dans l'ensemble de l'économie .....</i> | <i>34</i> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|

|                                                        |    |
|--------------------------------------------------------|----|
| a) Grande guerre et bouleversement de l'économie ..... | 35 |
|--------------------------------------------------------|----|

|                                                                                   |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----|
| b) Révolution russe et ses répercussions sur les destinées de<br>l'Humanité ..... | 37 |
|-----------------------------------------------------------------------------------|----|

|                             |    |
|-----------------------------|----|
| c) Mouvement fasciste ..... | 40 |
|-----------------------------|----|



|                                                                                              | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| § 2. — <i>Les tendances étatiques depuis la guerre</i> .....                                 | 42    |
| a) <i>Etatisme et la stabilisation du capitalisme</i> .....                                  | 42    |
| b) <i>Doctrines économiques des Soviets</i> .....                                            | 46    |
| c) <i>Doctrines économiques du fascisme</i> .....                                            | 49    |
| d) <i>Appréciation générale des tendances étatiques actuelles</i> .....                      | 51    |
| <b>Chapitre II. — LE PROGRÈS DE L'HUMANITÉ ET LA DOCTRINE ÉCONOMIQUE</b> .....               | 54    |
| Sect. I. — <b>LES BASES MATÉRIELLES DU PROGRÈS ACTUEL</b> ..                                 | 55    |
| § 1. — <i>L'électrification et la conquête de la Nature</i> .....                            | 56    |
| a) <i>Richesses énergétiques du globe</i> .....                                              | 56    |
| b) <i>Révolution électrique</i> .....                                                        | 57    |
| c) <i>Bienfaits de l'électrification</i> .....                                               | 58    |
| § 2. — <i>Les transformations de l'agriculture et la chimisation de la vie moderne</i> ..... | 60    |
| a) <i>Sens de l'évolution agraire</i> .....                                                  | 60    |
| b) <i>Synthèse organique et la question alimentaire</i> .....                                | 61    |
| c) <i>Chimisation générale et la disparition de l'agriculture</i> .....                      | 63    |
| § 3. — <i>Le progrès de la vie matérielle et la rapidité de sa diffusion</i> .....           | 64    |
| a) <i>Indices et symptômes du progrès matériel</i> .....                                     | 64    |
| b) <i>Diffusion rapide du progrès et les communications</i> .....                            | 65    |
| Sect. II. — <b>LES PROGRÈS DE L'ÉVOLUTION INTERNATIONALE</b> ..                              | 67    |
| § 1. — <i>Les progrès de l'organisation internationale des peuples</i> ..                    | 67    |
| a) <i>Démocratisation universelle</i> .....                                                  | 68    |
| b) <i>Ebauche d'une organisation internationale des peuples</i> .....                        | 69    |
| c) <i>Langue à usage international</i> .....                                                 | 71    |
| d) <i>Mouvement en faveur de la paix et la suppression des armements</i> .....               | 73    |
| § 2. — <i>Les transformations actuelles du droit</i> .....                                   | 75    |
| a) <i>Économique et le droit</i> .....                                                       | 76    |
| b) <i>Droit économique</i> .....                                                             | 76    |
| c) <i>Forme institutionnelle du droit</i> .....                                              | 77    |
| d) <i>Unification internationale du droit</i> .....                                          | 78    |
| § 3. — <i>L'internationalisme et le progrès social</i> .....                                 | 79    |
| a) <i>Progrès social</i> .....                                                               | 79    |
| b) <i>Socialisme international</i> .....                                                     | 80    |
| c) <i>Promotion de la femme</i> .....                                                        | 82    |
| d) <i>Diffusion des races</i> .....                                                          | 83    |
| § 4. — <i>L'internationalisme économique</i> .....                                           | 84    |
| a) <i>Concentration du capital</i> .....                                                     | 84    |
| b) <i>Limitation de la concurrence mondiale et l'internationalisme économique</i> .....      | 86    |
| Sect. III. — <b>LA SYNTHÈSE ÉCONOMIQUE ET LES BASES D'UNE CONSTRUCTION DOCTRINALE</b> .....  | 89    |

|                                                                                              | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| § 1. — <i>La synthèse de l'évolution économique actuelle</i> . . . .                         | 89    |
| a) <i>Solidarisation internationale des intérêts économiques et l'étatisme</i> . . . . .     | 90    |
| b) <i>Synthèse de la production actuelle et la « standardisation » des besoins</i> . . . . . | 92    |
| c) <i>Variabilité des organisations économiques</i> . . . . .                                | 95    |
| § 2. — <i>Les bases d'une construction doctrinale</i> . . . . .                              | 97    |
| a) <i>Base biologique et sociologique</i> . . . . .                                          | 97    |
| b) <i>Nécessité d'utiliser les deux tendances</i> . . . . .                                  | 100   |
| c) <i>Nécessité d'une organisation économique rationnelle</i> . . . . .                      | 101   |
| d) <i>Absence d'un critérium</i> . . . . .                                                   | 102   |

## DEUXIÈME PARTIE

|                                       |     |
|---------------------------------------|-----|
| <b>THÉORIE BIÉCONOMISTE</b> . . . . . | 105 |
|---------------------------------------|-----|

|                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre Premier. — LE PRINCIPE BIÉCONOMISTE</i> . . . . . | 106 |
|---------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Sect. I. — <i>LES BESOINS NATURELS EN TANT QUE FONDAMENT DE L'ÉCONOMIE HUMAINE</i> . . . . . | 106 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — <i>Les caractères généraux des besoins de l'homme</i> . . . .               | 106 |
| a) <i>Définition des besoins</i> . . . . .                                         | 106 |
| b) <i>Classification des besoins</i> . . . . .                                     | 108 |
| c) <i>Traits caractéristiques des besoins</i> . . . . .                            | 110 |
| § 2. — <i>Les besoins en tant que fondement de l'activité économique</i> . . . . . | 112 |
| a) <i>Prémisse biologique</i> . . . . .                                            | 112 |
| b) <i>Activité économique de l'homme</i> . . . . .                                 | 114 |

|                                                       |     |
|-------------------------------------------------------|-----|
| Sect. II. — <i>LE PRINCIPE BIÉCONOMISTE</i> . . . . . | 116 |
|-------------------------------------------------------|-----|

|                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — <i>La graduation des satisfactions économiques</i> . . . . .          | 116 |
| a) <i>Importance différente de la satisfaction de divers besoins</i> . . . . | 117 |
| b) <i>Deux ordres de satisfactions économiques</i> . . . . .                 | 119 |
| § 2. — <i>La nécessité de règles économiques différentes</i> . . . . .       | 121 |
| a) <i>Point de vue psychologique</i> . . . . .                               | 121 |
| b) <i>Point de vue économique et social</i> . . . . .                        | 122 |
| c) <i>Principales différences</i> . . . . .                                  | 124 |
| § 3. — <i>La solution biéconomiste</i> . . . . .                             | 124 |
| a) <i>Division biéconomiste</i> . . . . .                                    | 125 |
| b) <i>Confusion apparente et la séparation réelle</i> . . . . .              | 126 |

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| Sect. III. — <i>LE FONDAMENT DU PRINCIPE BIÉCONOMISTE</i> . . . . . | 128 |
|---------------------------------------------------------------------|-----|

|                                                          |     |
|----------------------------------------------------------|-----|
| § 1. — <i>Le fondement biologique</i> . . . . .          | 128 |
| a) <i>Action du milieu</i> . . . . .                     | 129 |
| b) <i>Lutte pour la vie et l'entente</i> . . . . .       | 131 |
| § 2. — <i>Les raisons économiques</i> . . . . .          | 134 |
| a) <i>Mode anarchique et l'économie vitale</i> . . . . . | 134 |
| b) <i>Standard économique</i> . . . . .                  | 137 |

|                                                                                                  | Pages |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| a) <i>Séparation des activités économiques</i> .....                                             | 138   |
| d) <i>Gaspillage de l'énergie</i> .....                                                          | 139   |
| § 3. — <i>Les considérations sociales</i> .....                                                  | 142   |
| a) <i>Deux tendances simultanées</i> .....                                                       | 143   |
| b) <i>Correction des lois de la Nature</i> .....                                                 | 144   |
| c) <i>Socialisation des besoins vitaux</i> .....                                                 | 145   |
| § 4. — <i>Le fondement de justice</i> .....                                                      | 147   |
| a) <i>Principe de la solidarité</i> .....                                                        | 147   |
| b) <i>Obligation activement et passivement universelle</i> .....                                 | 150   |
| c) <i>Formule de la justice biéconomiste</i> .....                                               | 152   |
| Sect. IV. — <i>LE RÔLE DE LA COLLECTIVITÉ DANS L'ORGANISATION BIÉCONOMISTE</i> .....             | 153   |
| § 1. — <i>Le biéconomisme et l'Etat</i> .....                                                    | 153   |
| a) <i>Conflit irréductible</i> .....                                                             | 154   |
| b) <i>Association forcée</i> .....                                                               | 156   |
| c) <i>Rôle de l'Etat</i> .....                                                                   | 158   |
| § 2. — <i>Le principe du travail obligatoire</i> .....                                           | 160   |
| a) <i>Obligation au travail et la liberté</i> .....                                              | 161   |
| b) <i>Travail vitalement nécessaire</i> .....                                                    | 163   |
| § 3. — <i>La liberté de l'économie ordinaire</i> .....                                           | 165   |
| a) <i>Liberté économique</i> .....                                                               | 165   |
| b) <i>Etat-Gendarme</i> .....                                                                    | 167   |
| <b>Chapitre II. — LES RÉPERCUSSIONS DU PRINCIPE BIÉCONOMISTE</b> .....                           | 170   |
| Sect. I. — <i>LE BIÉCONOMISME DANS LA PRODUCTION</i> .....                                       | 170   |
| § 1. — <i>Le travail obligatoire</i> .....                                                       | 171   |
| a) <i>Rôle économique de l'armée de travail</i> .....                                            | 171   |
| b) <i>Répercussion du principe</i> .....                                                         | 174   |
| 1. <i>La répartition des industries</i> .....                                                    | 174   |
| 2. <i>L'élimination de l'ouvrier</i> .....                                                       | 175   |
| 3. <i>La productivité du travail</i> .....                                                       | 175   |
| 4. <i>L'exemple de solidarité économique et sociale</i> .....                                    | 176   |
| § 2. — <i>Les ressources de la production vitale</i> .....                                       | 177   |
| a) <i>Etatisation des ressources naturelles de la production vitale</i> ..                       | 178   |
| b) <i>Etatisation partielle du capital</i> .....                                                 | 180   |
| Sect. II. — <i>LE PRINCIPE DUALISTE DE L'ADAPTATION DE LA PRODUCTION A LA CONSOMMATION</i> ..... | 181   |
| § 1. — <i>La théorie du plan économique</i> .....                                                | 181   |
| a) <i>Plan économique</i> .....                                                                  | 182   |
| b) <i>Son rôle dans l'économie vitale</i> .....                                                  | 183   |
| c) <i>Plan-perspective</i> .....                                                                 | 185   |
| § 2. — <i>La réalisation de l'équilibre économique</i> .....                                     | 187   |
| a) <i>Equilibre entre la production et la consommation</i> .....                                 | 187   |
| b) <i>Equilibre entre le travail, la population et la consommation</i> ..                        | 189   |



|                                                                                               | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Section III. — LE RÔLE DU BIÉCONOMISME DANS LE SYSTÈME DE DISTRIBUTION .....                  | 191   |
| § 1. — <i>Le régime de la distribution biéconomiste</i> .....                                 | 193   |
| a) Systèmes de distribution .....                                                             | 193   |
| b) Régime juridique .....                                                                     | 196   |
| § 2. — <i>Les répercussions économiques et sociales de la distribution biéconomiste</i> ..... | 197   |
| a) Dans l'ordre économique .....                                                              | 197   |
| b) Dans l'ordre social .....                                                                  | 198   |

### TROISIÈME PARTIE

## VOIES DE RÉALISATION,..... 201

### Chapitre Premier. — LES GERMES DU BIÉCONOMISME : 202

#### Sect. I. — LES INSTITUTIONS TENDANT A ASSURER L'EXISTENCE ..... 202

##### § 1. — *L'assistance et la prévoyance sociales* ..... 202

###### a) *Institutions d'Assistance et de Prévoyance* ..... 203

###### 1. Le rôle actuel de l'assistance sociale ..... 203

###### 2. Les assurances sociales ..... 204

###### b) *Inconvénients des formes actuelles d'assistance et de prévoyance* ..... 206

###### 1. Les inconvénients de l'assistance ..... 206

###### 2. Les assurances sociales et le chômage ..... 208

##### § 2. — *La protection d'un minimum vital* ..... 209

###### a) *Protection économique de l'ouvrier* ..... 209

###### b) *Protection du salaire* ..... 210

###### 1. La protection légale du salaire à l'égard du patron ..... 211

###### 2. La protection légale du salaire à l'égard des créanciers du patron ..... 211

###### 3. La protection légale du salaire contre les créanciers de l'ouvrier ..... 211

###### 4. La protection légale du salaire à l'intérieur de la famille ouvrière ..... 211

###### c) *Protection des biens et des habitations ouvrières* ..... 212

###### d) *Rôle moderne de l'impôt* ..... 213

##### § 3. — *La gestion étatiste* ..... 214

###### a) *Entreprises publiques* ..... 215

###### b) *État procurant du travail ou imposant des services obligatoires* : 217

#### Sect. II. — LES EXPÉRIENCES D'ÉTATISATION DE L'ÉCONOMIE ..... 218

##### § 1. — *L'expérience de la guerre* ..... 219

###### a) *Mesures de régularisation de l'adaptation de la production à la consommation* ..... 219

###### 1. La taxation ..... 219

###### 2. La prohibition d'exportation ..... 220

###### 3. Les prix normaux ..... 220

|                                                                                          | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 4. Les réquisitions .....                                                                | 221   |
| 5. La razverstka .....                                                                   | 221   |
| 6. Le rationnement et la limitation de la consommation .....                             | 221   |
| b) Tentatives d'étatisation de l'économie .....                                          | 222   |
| 1. L'Allemagne .....                                                                     | 223   |
| 2. La France .....                                                                       | 225   |
| 3. La Russie .....                                                                       | 228   |
| § 2. — <i>L'expérience russe de l'étatisation</i> .....                                  | 230   |
| a) Période du communisme de guerre .....                                                 | 231   |
| b) Nouvelle politique économique .....                                                   | 233   |
| 1. La suppression du régime de prodrazverstka .....                                      | 233   |
| 2. Les trusts d'Etat .....                                                               | 234   |
| 3. Les organes centraux et le Gosplan .....                                              | 235   |
| 4. Le système de financement .....                                                       | 236   |
| 5. La coopération .....                                                                  | 237   |
| c) Situation actuelle .....                                                              | 237   |
| § 3. — <i>La crise économique mondiale et les plans économiques internationaux</i> ..... | 240   |
| a) Crise économique mondiale .....                                                       | 240   |
| b) Moyen d'y parer .....                                                                 | 241   |
| Sect. III. — L'EXPÉRIENCE DU TRAVAIL OBLIGATOIRE .....                                   | 243   |
| § 1. — <i>L'expérience bulgare</i> .....                                                 | 244   |
| a) Introduction du service obligatoire de travail .....                                  | 244   |
| b) Utilisation des prestataires .....                                                    | 246   |
| c) Semaine scolaire du travail obligatoire .....                                         | 247   |
| d) Résultats obtenus .....                                                               | 247   |
| § 2. — <i>L'expérience soviétique du travail obligatoire</i> .....                       | 249   |
| a) Organisation du travail obligatoire .....                                             | 249   |
| b) Applications du service de travail .....                                              | 250   |
| c) Tendances nouvelles .....                                                             | 251   |

## Chapitre II. — L'APPLICATION DU PRINCIPE BIÉCONOMISTE .....

|                                                                     |     |
|---------------------------------------------------------------------|-----|
| Sect. I. — LA CONSTITUTION D'UNE BASE ETATISTE .....                | 253 |
| § 1. — <i>Les procédés d'étatisation de l'économie vitale</i> ..... | 253 |
| a) Modes de réalisation .....                                       | 254 |
| b) Possibilités d'application .....                                 | 255 |
| § 2. — <i>L'étatisation des moyens de production vitale</i> .....   | 256 |
| a) Etatisation d'un milieu physique indispensable .....             | 257 |
| b) Etatisation du capital indispensable .....                       | 258 |
| Sect. II. — L'ORGANISATION PROGRESSIVE DE L'ECONOMIE VITALE .....   | 260 |
| § 1. — <i>L'organisation de la production vitale</i> .....          | 260 |
| a) Accumulation des capitaux .....                                  | 260 |
| b) Délimitation des entreprises .....                               | 262 |
| c) Période agricole de l'économie vitale .....                      | 264 |

|                                                                                     | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| § 2. — <i>L'organisation de la distribution vitale</i> .....                        | 266   |
| a) <i>Technique de la distribution</i> .....                                        | 266   |
| b) <i>Coopération forcée</i> .....                                                  | 268   |
| Sect. III. — L'APPLICATION PROGRESSIVE DU SERVICE OBLI-<br>GATOIRE DE TRAVAIL ..... | 270   |
| § 1. — <i>La préparation de l'armée économique</i> .....                            | 270   |
| a) <i>Premiers cadres de l'armée</i> .....                                          | 270   |
| b) <i>Préparation de la jeunesse</i> .....                                          | 272   |
| § 2. — <i>L'organisation du service obligatoire de travail</i> .....                | 273   |
| § 3. — <i>L'application progressive du service obligatoire de<br/>travail</i> ..... | 275   |
| CONCLUSION .....                                                                    | 279   |
| 1. <i>Coup d'œil rétroactif</i> .....                                               | 279   |
| 2. <i>Conclusion générale</i> .....                                                 | 280   |
| 3. <i>Essai d'une anticipation</i> .....                                            | 282   |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                                                 | 285   |
| TABLE DES MATIÈRES .....                                                            | 297   |









